DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE – Nº 12818 – 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MARDI 15 AVRIL 1986

LA TENSION ENTRE WASHINGTON ET TRIPOLI

Les Européens sont hostiles à une attaque contre la Libye

Paris : cohérence diplomatique

« La cohabitation fonctionne jusqu'à présent de manière généralement satisfaisante », a déclaré la semaine dernière M. Balladur au « Washington Post ». *Cette déclaration* du numéro deux du gouvernement, qui reflète sans aucun doute le jugement de M. Chirac, est particulièrement exacte en ce qui concerne la *politique étrangère*. Bien qu'on ne puisse parler d'une cogestion de la diplomatie française – M. Mitterrand n'en veut pas et il est probable que M. Chirac ne la souhaite pas non plus, – force est de constater que la concertation, voire la coopération, va bon train entre l'Elysée, Matignon et le Quai d'Orsay.

Le mérite de cette entente, qui a jusqu'à présent permis à la France de ne pas se ridiculiser sur la scène internationale, revient d'abord aux deux acteurs principaux : en ne se crispant pas sur une interprétation partiale d'un texte constitutionnel ambigu, M. Mitterrand a laissé à M. Chirac tout loisir d'exister en politique étrangère. Le premier ministre, de son côté, a su concilier son activisme légendaire et la nécessité de ne pas rabaisser la fonction présidentielle qu'il convoite en évitant toute mesquinerie à l'égard du président de la République. Un petit groupe d'hommes symbolisent ici et là ce sens des responsabilités *et s'emploient quotidiennement* à en faire la preuve : sans omettre bien sûr M. Jean-Bernard Raimond, citons à l'Elysée MM. Bianco et *Védrine, respectivement* secrétaire général et conseiller diplomatique, et à Matignon M. Ulrich, directeur de cabinet, et M. Bujon de l'Estang, qui vient d'être nommé conseiller diplomatique du premier ministre.

La transmission des dossiers « chauds » semble s'être tout particulièrement bien passée, qu'il s'agisse de l'affaire du Tchad, où M. Giraud, le nouveau ministre de la défense, est allé proclamer la continuité de la politique française, ou de celle des otages détenus au Liban. Après l'accord Chirac-Mitterrand sur le retrait des observateurs militaires français de Beyrouth, on vient d'en avoir une *preuve supplémentaire* avec l'offensive diplomatique lancée en direction de l'Iran.

Rien ne prouve bien sûr qu'une telle démarche soit couronnée de succès. A se voir soudain l'objet de tant d'attentions, les dirigeants iraniens peuvent très bien être tentés de faire perdurer la situation pour mieux l'exploiter.

Autre dossier « chaud » à propos duquel la coopération semble bonne : le terrorisme international. On le savait depuis quelque temps déjà, lorsque *l'Elysée reconnut qu'il ne voyait* plus d'inconvénients à ce que le sujet soit abordé au sommet de Tokyo. On pourrait en avoir la confirmation à l'issue de la réunion que consacrent au problème, ce lundi à La Haye, les ministres européens des affaires étrangères. Reste maintenant à savoir en faveur de quelles contre-propositions fera plaider *M. Chirac, qui n'a aucun intérêt* à apparaître comme laxiste sur cette question. Il ne suffit pas en effet de dire non à toute aventure militaire. Encore faut-il proposer des solutions de rechange. C'est aussi cela la crédibilité européenne.

Aucune décision n'avait encore été annoncée ce lundi matin 14 avril à Washington – où l'on annonce que le colonel Kadhafi préparerait des « douzaines » de nouveaux attentats – concernant l'*éventuel déclenchement* d'une opération militaire américaine contre la Libye, au large de laquelle sont arrivés des bâtiments de la VIe flotte. M. Reagan a envoyé plusieurs émissaires en Europe, dont le général Walters, représentant des Etats-Unis à l'ONU, pour sonder ses alliés européens. Ceux-ci, qui sont revenus ce lundi à La Haye, sont toujours réticents à l'égard d'une action de force contre la Libye.

A Tripoli, le colonel Kadhafi a lancé un appel à la solidarité du monde arabe, et a indiqué qu'il pourrait demander l'aide des pays du Pacte de Varsovie.

Le numéro un libyen a par ailleurs affirmé qu'il avait fait transférer à proximité immédiate d'éventuels objectifs militaires *pouvant servir de cibles* à une attaque aérienne, des étrangers travaillant en Libye, notamment des Américains. Selon le magazine *Time*, il tenterait d'autre part, actuellement, d'« acheter » les otages américains et français du Liban, contre respectivement 100 et 50 millions de dollars, pour accroître ses moyens de pression sur l'Occident.

(Lire page 6 l'article de BERNARD BRIGOULEIX.)

DES MESURES POUR L'EMPLOI DANS LA LOI DE FINANCES

20 milliards de francs de dépenses nouvelles sans aggravation du déficit budgétaire

Le projet de collectif budgétaire sera examiné par le conseil des ministres, le mercredi 16 avril. Cette première loi de finances rectificative de l'année modifie très peu le déficit de l'Etat qui avait été prévu fin 1985 pour 1986 de 144 milliards au lieu de 145,2. Mais cet équilibre – ou ce déséquilibre – maintenu dissimule des modifications importantes : 20 milliards de dépenses supplémentaires gagées par 10 milliards d'économie (blocage des rémunérations publiques, diminution des effectifs de mille cinq cents personnes, réduction des grands chantiers) et 10 milliards de francs de recettes nouvelles (privatisation surtout, mais aussi d'autres mesures).

Ce collectif comportera quelques premières mesures concernant la fiscalité de l'épargne sans que celles-ci correspondent encore aux grandes réformes annoncées dans la plate-forme commune RPR-UDF.

Les économies avaient été déterminées pour l'essentiel au cours du comité interministériel présidé par M. Chirac le 8 avril, mais d'ultimes discussions entre certains ministres et ceux des finances et du budget se sont conclues dimanche. M. François Léotard, notamment, a eu, avant la réunion, une discussion avec M. Balladur et M. Alain Juppé.



Certains grands travaux du ministère de la culture à Paris pouvaient être menacés par les économies budgétaires. Finalement, ceux du Grand Louvre et du Conservatoire national de la musique de La Villette ne sont pas remis en cause.

Pour l'Opéra de la Bastille, les études préalables à la mise en chantier, décidée sous la législature précédente, sont jugées insuffisantes par le ministre de la culture, qui a décidé de demander à M. Olivier Chevrillon, conseiller d'Etat, ancien PDG de l'hebdomadaire *le Point*, un audit sur l'état de ce projet et sur la nécessité à laquelle il répond. M. Chevrillon disposerait d'un mois pour remettre ses conclusions.

PATRICK JARREAU.

(Lire la suite page 39.)

LA FIN DU CONGRÈS DE FLORENCE

A quoi sert le Parti communiste italien ?

Le dix-septième congrès du Parti communiste italien s'est achevé à Florence, le dimanche 13 avril, par l'élection, à l'unanimité, de M. Alessandro Natta comme secrétaire général du parti.

De notre correspondant

Florence. – Est-il plus surprenant pour l'explorateur de la « planète PCI » de rencontrer un parti communiste débattant presque ouvertement de son adhésion à la sociale-démocratie, ou bien de constater que ce PC – dont on a si longtemps vanté la « différence » par rapport à ses homonymes d'Europe de l'Ouest – a encore tant de « fils à la patte » qui l'empêchent d'être accepté dans son pays comme une force de gouvernement à part entière ?

Après la clôture à Florence de son dix-septième congrès, militants et dirigeants avaient tendance à penser que la presse de leur pays leur rend un bien mauvais service en disséquant leurs *tendances, leurs courants, voire,* horreur, leurs fractions. Mais eux-mêmes s'y adonnent volontiers. Et sans doute est-ce là le prix à payer pour des conquêtes récentes : la démocratie interne, la publicité des débats, la reconnaissance du pluralisme des opinions – tous domaines dans lesquels le PCI, tout en caracolant devant les partis frères d'Europe de l'Ouest, est longtemps demeuré timide.

Telle est en tout cas la première nouveauté du congrès de Florence : ces « cent fleurs » désormais épanouies de la pensée communiste. Avec une nuance pourtant : la diversité des opinions s'est exprimée davantage dans les phases préparatoires (au comité central, puis dans les réunions de *sections ou de fédérations*) qu'à la tribune du Palais des sports de Florence, où l'excellence des *« positions affirmées par le camarade Natta dans son discours introductif »* demeurait le pont aux ânes de tout intervenant, à l'exception de quelques rares vétérans.

Le PCI, malgré les résultats de ces dernières années, donne de lui-même une image étonnamment vivante. Il demeure, soixante-cinq ans après sa fondation, un parti librement choisi par près d'un électeur sur trois. Mais pour quoi faire ? La réponse est à peine plus évidente à l'issue du congrès qu'à son ouverture. Accéder au pouvoir, certes, mais comment ? Vite, pour ne *pas se dissoudre dans* le désenchantement d'une trop longue attente, dit l'aile « droite ». Pas au prix de son âme, répond la gauche. Et que dit M. Natta ?

Dans l'enthousiasme, les congressistes ont voté pour la proposition du secrétaire général en faveur d'un *« gouvernement de programme »*. Qu'est-ce à dire ? *« Dans un pays où l'habitude est de constituer des coalitions uniquement en fonction de la mathématique parlementaire, nous disons : Asseyons-nous tous, les démocrates, autour d'une table, vérifions d'abord sur quelles bases nous serions d'accord pour constituer un gouvernement »*, nous explique M. Tato, porte-*parole du parti et ancien secrétaire* d'Enrico Berlinguer. Un *« gouvernement de programme »*, c'est d'abord un gouvernement auquel les communistes auraient vocation à participer un jour. Quels points le PCI mettrait-il en avant ? *« Par exemple, le chômage, le retard du Mezzogiorno* (le Sud), *l'évasion fiscale. »* A ce degré de généralités, qui ne serait d'accord ?

Quand, et pour combien de temps ? Officiellement tout de suite, puisque l'actuelle coalition gouvernementale à cinq est déclarée *« en grande crise profonde »* et jusqu'à la fin de l'actuelle législature (juin 1988). En tout cas, le temps nécessaire pour mener à bien quelques réformes touchant notamment les institutions. Mais avec qui ? Avec *« les forces politiques, culturelles et sociales »* acceptant ces prémisses en vue d'une *« réforme progressiste »* de la société et d'une *« modernisation du système »*.

JEAN-PIERRE CLERC.

(Lire la suite page 7.)

UNE EXPOSITION SUR LE SURRÉALISME A MARSEILLE

« La Planète affolée »

L'exposition « La planète affolée - Surréalisme, dispersion et influences 1938-1947 », qui vient de s'ouvrir à Marseille dans les nouvelles salles de la Vieille Charité, *dont la restauration intelligente* est maintenant presque terminée, est une des expositions les plus ambitieuses qui jusque-là aient été tentées par une ville sans le secours d'instances nationales. Elle rassemble plus de trois cents peintures, aquarelles, dessins, collages, objets de collections publiques et privées françaises et étrangères, et autant de documents, lettres, manuscrits, tracts, manifestes et publications diverses autour d'un sujet inédit, infiniment complexe. Complexe comme l'est l'examen des époques de transitions (en l'occurrence de transit), de flottements et d'incertitudes, et où l'on peut parler de dérives du surréalisme sans pour autant que l'on ait à conclure à la fin du mouvement, à la veille, pendant ou juste au lendemain de la guerre.

Sur « La planète affolée » (titre d'un tableau de Max Ernst de 1942, musée de Tel-Aviv), entre 1938 et 1947, dates des deux grandes expositions internationales du surréalisme organisées à Paris par André Breton avec la complicité de Marcel Duchamp, l'esprit révolutionnaire propre au mouvement veille, au moins théoriquement. Malgré la dispersion de ses principaux acteurs, malgré les tensions, les positions politiques divergentes, malgré les exclusions, qui ne sont pas un phénomène nouveau dans l'entourage de Breton, malgré les suicides, malgré l'exil, peut-être même grâce à lui.

Au cours de ces neuf années, mises à plat dans 1 200 mètres carrées de salles du rez-de-chaussée au deuxième étage des bâtiments de la Charité, la plupart des surréalistes se seront en effet exilés, comme beaucoup d'autres intellectuels. Breton, Duchamp, Peret, Masson, Dominguez, Brauner, Lam, Bellmer, Ernst (tous deux ayant été un moment internés au camp des Milles près d'Aix-en-Provence) et bien d'autres se seront, en 1941-1942, retrouvés ou croisés à Marseille, la plupart d'entre eux attendant de pouvoir s'embarquer pour l'Amérique. Cet épisode de la « filière marseillaise » (*le Monde* du 6-7 avril) se devait bien sûr d'être traité, car il est à l'origine de l'idée de l'exposition.

GENEVIÈVE BREERETTE.

(Lire la suite page 14.)

débats

LES FRANÇAIS

La parole est aux utopistes. Maurice Girodias voudrait extirper le virus politique de l'esprit de ses compatriotes et que soit rendue à chacun la liberté de penser, de créer et de vivre pleinement sa vie. Martial Lemoine, nous transportant dans le futur millénaire, joue à la technologie-fiction et en tire une morale aigre-douce.

Ceux de l'après-2000

Habitants de maisons sous la mer ou joueurs de pétanque, ils seront toujours de droite ou de gauche.

par MARTIAL LEMOINE (*)

LA modernisation de notre économie, la science et l'évolution des mentalités de nos concitoyens vont transformer le cadre de vie des Français au-delà de l'an 2000. Sans être devin, on peut essayer d'anticiper sur notre futur mode de vie en tenant compte des progrès déjà accomplis.

L'hypothèse qu'à cette époque nous commencerons à inaugurer nos premières maisons sous la mer pour protéger la vie humaine des retombées radioactives des explosions nucléaires n'est plus invraisemblable.

Par vidéo-téléphone, les téléspectateurs pourront intervenir directement sur leur écran de télévision pour remplacer le présentateur de service quand le programme leur déplaira. Nos usines de robots fabriqueront d'autres robots sans aucune assistance de travail humain afin de permettre à notre balance commerciale de ne plus être déficitaire et d'offrir aux fonctionnaires une quinzième semaine de congés payés avec *trois heures de travail par jour.*

Les chômeurs des entreprises industrielles qui auront été remplacés par des robots auront droit à une capsule de cyanure lorsqu'ils seront en « fin de droits... » à rien, pour sauver le régime de l'assurance-chômage de la faillite.

Ceux qui resteront vivre sur terre pourront connaître par des ordinateurs à tous les coins de rue et dans toutes les maisons les cours des légumes aux Halles de Rungis, le montant des impôts de leur collègue de travail, le casier judiciaire de leur voisin et les heures de passage de police-secours dans leur quartier pour éviter la visite des cambrioleurs à leur domicile en leur absence.

Dans le domaine de l'éducation, *la scolarité sera obligatoire* jusqu'à trente ans afin de supprimer les tucistes et de leur apprendre le chinois et le russe pour exporter nos ordinateurs et nos robots. Notre code pénal prévoira un an de prison ferme pour toute femme à partir du troisième enfant et pour les malades atteints du SIDA.

Dans la santé, les progrès de la médecine permettront aux hommes de rattraper leur retard vis-à-vis des femmes en vivant huit ans de plus, pour mourir au même âge qu'elles, ce qui obligera le gouvernement à diminuer le montant des retraites pour financer le prolongement de la vie des hommes.

En revanche, dans les hôpitaux, les chambres de réanimation cardiaque ne seront plus disponibles pour les grabataires, afin d'alléger le déficit de la Sécurité sociale.

Quand aux affaires nationales et internationales, elles verront se concrétiser toutes les revendications des luttes de libération des hommes depuis plus d'un siècle : une femme sera élue présidente des Etats-Unis le jour de la fête des Mères, en l'an 2001, un Noir deviendra premier ministre en Grande-Bretagne et le président de la République française nommera un émigré algérien premier ministre en France.

Les effets pervers

Les vols intercontinentaux par satellites et soucoupes volantes devenant non-stop et plus économiques pour les affaires internationales, les gouvernements français et britannique décideront de rouvrir le tunnel sous la Manche pour héberger les chômeurs sans abri restés sur terre.

Une organisation mondiale de la paix décidera que les guerres seront désormais réglées par duel à l'épée entre chefs d'Etat pour éviter tout risque de destruction de la planète Terre par les missiles nucléaires.

Tous ces scénarios futuristes ne sont pas aussi utopiques que certains pourraient le croire et témoignent davantage d'une certaine dérision dans laquelle les hommes se complaisent lorsqu'ils invoquent leurs « progrès » ou leurs idéaux, dont les effets sont bien souvent plus pervers pour l'humanité que les bienfaits qu'ils prétendaient initialement apporter à leurs semblables.

Ceux dont les connaissances seront devenues « obsolètes », comme disent nos technocrates du « progrès », ou ceux qui auront dépassé la limite d'âge pour devenir fonctionnaires, pourront retourner à la campagne pour repeupler le « désert français » lorsqu'ils auront épuisé leurs « droits » dans les bureaux d'aide sociale des villes. Le poulet de basse-cour qu'ils élèveront eux-mêmes retrouvera la saveur de ses ancêtres, que le « progrès » de nos recherches agro-alimentaires avait imprégnée d'un goût de poisson.

Les bureaux de poste de nos villages dépeuplés ayant disparu, ils ne recevront plus de nouvelles de leur percepteur. Les joueurs de pétanque réapparaîtront sur les places des villages pour agrémenter les journées sans télévision des économiquement faibles, avec les fleurs, les femmes et l'amour, qui deviendront la principale « industrie » des régions qui n'ont pas de pétrole.

L'Etat, pour réduire son train de vie et résorber son déficit chronique, décidera de la gratuité des médecins et des dentistes, dont les feuilles de maladie seront remboursées par le Trésor public, afin de supprimer les 200 000 fonctionnaires de la Sécurité sociale, qui coûtaient deux fois plus cher que les remboursements aux malades. Les balayeurs réapparaîtront dans nos villages faute de moyens financiers des nouveaux habitants pour se payer les motos ramasse-crottes fabriquées par les robots japonais.

Enfin, la réhabilitation de notre patrimoine immobilier fera renaître les « castors » du bon vieux temps, plus adroits pour poser une cuvette de WC ou une douche où elles font défaut qu'à devenir des vendeurs de micro-ordinateurs dans les immeubles HLM.

Le seul vestige qui risque de subsister à l'occasion de ce changement de siècle, c'est qu'il restera toujours des Français de droite et de gauche qui n'auront pas trouvé le paradis sur la Lune ou sous la mer.

Cela permettra la réouverture du Casino de Paris pour y célébrer les cent cinq ans de M. Edgar Faure et le retour sur la scène politique de sa « majorité d'idées ».

(*) Economiste.

Le Grand Satan

C'est la politique qui, comme toute superstition, rend malades nos concitoyens

par MAURICE GIRODIAS (*)

LE Grand Satan a soufflé sur notre monde la peste politique, et les Français qui ont, paraît-il, « *la politique entre les oreilles* » risquent fort d'en crever. Comme toute autre superstition, la politique se nourrit de la fragilité humaine. Elle puise ses ressources dans la peur de vivre, de créer, de penser pour soi-même. Elle nous habitue à n'exister que sous cette forme parodique, médiatisée, statistique ; par délégation, en somme, de notre volonté d'être. Dès le berceau, on reconnaît le mal, devenu héréditaire, à ses symptômes : peur de manquer, peur de vivre au-dessus de ses moyens, peur de ne pas être comme tout le monde, etc.

La politique, comme toute autre superstition, se repaît de ces misères. Insectes médiateurs, les politiciens sont nés de ces marécages, ils se nourrissent de cette médiocrité, ils se repaissent de cette bêtise sans quoi ils ne seraient rien. L'appétit névrotique du pouvoir leur fait une carapace telle qu'ils peuvent prendre sans crainte tous les risques ; et cela d'autant plus aisément qu'ils n'en assument aucun eux-mêmes. Le droit de se tromper, c'est le privilège de l'élu ; en aucun cas celui de l'électeur.

Nous appelons ce système démocratie. Certes, le type de démocratie directe inventé par Athènes n'est guère praticable aujourd'hui, dans un monde grouillant et instable, mais l'on est quand même en droit de s'étonner qu'une société techniquement aussi évoluée que la nôtre n'ait pas encore pu adapter le principe de la démocratie à un système *propre à assurer vraiment* la primauté de l'individu, à garantir son autonomie.

Le virus du fanatisme

Certes, le Grand Satan est partout au pouvoir. Et si, en France, il n'apparaît que sous la forme d'un poison douceâtre, dans d'autres pays plus jeunes, et surtout dans ces Etats artificiels nés du colonialisme, le mal politique devient peste diabolique, c'est le virus du fanatisme et de la haine. Et pourquoi en serait-il autrement ? L'exemple vient de haut : quarante ans de guerre froide entre les superpuissances expliquent et justifient le terrorisme dans les villages. La force du démon politique, c'est précisément son universalité, *ce pilonnage incessant* des crises, sondages, élections truquées ou pas, dictatures, misère sociale, chômage, guerre civile, menace nucléaire savamment distillée : tout cela compose cette « fausse réalité » que nous subissons sans murmures, comme si tout cela était dû, comme on nous l'affirme, « à la fatalité ».

La faute en revient tout d'abord à la France, qui, voici deux siècles, inventa la révolution, modèle universel fondé sur l'idée profonde de liberté. La France de 1789 eut la première cette grande et magnifique ambition ; et la France de 1986 vend des armes au tiers-monde. L'idéal universaliste de 1789, aussitôt dévoyé par la politique, a bientôt conduit aux conquêtes de l'empire, menées tambour battant aux accents de *la Marseillaise.*

La France n'a cessé de subir depuis lors les effets d'une si grande trahison, sous la tutelle de ses rois, empereurs et présidents. Etonnez-vous que ce pays, qui a si bien raté son destin, ne soit plus aujourd'hui le premier du monde, mais cette petite nation affadie et vieillotte, nourrie de sport-spectacle, de télé et d'élections. Etonnez-vous que, après avoir colonisé le Maghreb, la Syrie, le Liban, et y avoir imposé son modèle avant de s'en retirer honteusement, la France soit haïe et méprisée dans le monde arabe.

Folles propositions

Les conditions de la France au traité de Versailles nous ont valu la dernière guerre mondiale et, en retardant l'union de l'Europe d'un demi-siècle, elles en ont alourdi la dynamique, elles en ont corrompu l'esprit. Or c'est par ce manque de générosité bien français que, d'une manière générale, la France n'a cessé de peser d'un poids si lourd sur le destin du monde. Autrefois pays de l'art, de la liberté et du plaisir de vivre, sa seule présence nourrissait l'espoir et l'inspiration de tous. Elle avait alors un rôle essentiel à jouer, un rôle-clé, en offrant au monde l'exemple d'une société moderne qui aurait su dompter ses démons ; donner le pas à l'esprit sur le politique, à la philosophie sur la science, à la vie elle-même sur l'industrie. Mais peut-être le mauvais choix était-il le plus facile ? Et la France que nous connaissons n'est donc plus qu'un îlot perdu dans un Occident déboussolé, acculturé, incapable d'affronter le raz de marée qu'on voit se lever dans le tiers-monde.

Peut-on imaginer la contre-image de cet Etat français, de cet échec désolant ? Peut-on imaginer une « idée France » qui soit entièrement ouverte vers l'avenir ?

Faire de la France un lieu d'esprit, et que soit rendue à chacun sa liberté de penser, de créer, et de vivre pleinement sa vie : et que l'Etat en soit garant.

En place de la francophonie officielle, arbre à fromages bureaucratiques, fonder une véritable nation francophone, transnationale, universelle et, bien sûr, égalitaire. Inverser la vieille hiérarchie raciste Paris/province/colonies, et faire en sorte que les forces vives de la périphérie viennent reféconder le centre. C'est le seul moyen, sans doute, d'enrayer le recul de la création poétique, imaginaire, artistique en France ; et la langue elle-même, qui recule sans cesse devant l'anglais et même l'espagnol, seuls les anciens esclaves de l'empire sont en mesure de la sauver.

Cette France sortie de son hexagone pourrait ainsi fournir l'exemple des premières sociétés transnationales de l'avenir, multiraciales, polyculturelles. En effet, la revendication minoritaire, qui ne peut s'exprimer aujourd'hui que par le terrorisme, pourrait trouver dans un tel modèle une solution honorable ; les nations basque, tamoul, kurde, arménienne, berbère, celtique, palestinienne, indienne pourraient renaître sous forme d'unions culturelles disposant de leurs propres universités et jouissant d'une pleine indépendance culturelle. Le monde entier attend un tel exemple.

La classe politique ne sait comment combattre le chômage. Crise insoluble, puisqu'elle est inhérente aux progrès exponentiels de la technologie, c'est évident ; il faut donc dès maintenant nous préparer à la semaine de dix heures, et pour cela rendre sa valeur au temps vécu. Seule la société libérée, ludique, idéaliste de demain, sera en mesure d'absorber l'accélération technologique et de l'utiliser. Là encore, la France peut inventer l'avenir en affirmant le droit de chacun non plus seulement au travail, mais au loisir.

Et pour ce qui est de cette grande prison mythique, le billet de banque, rêve d'Harpagon ou symbole de la difficulté de vivre, n'est-il pas temps de le livrer aux flammes ? Détruire l'argent en le donnant à tous, voilà un geste qui ferait honneur à la France dont je rêve. Mais existera-t-elle un jour vraiment ?

(*) Ancien éditeur, écrivain.

COURRIER DES LECTEURS

Ordonnances et système électoral

A propos de l'article de Thierry Bréhier du 22 mars, la formule : « *pour la première fois dans l'histoire de la France républicaine un système électoral sera choisi par ordonnances* » ne vaut pas pour 1958, comme l'auteur de l'article l'a au reste senti. Il oublie que, par ordonnance du 17 août 1945, le président de Gaulle, alors chef du gouvernement provisoire de la République française, a instauré un système électoral, en l'occurrence la proportionnelle.

En outre, ce n'est pas seulement « *en matière sociale* », comme l'écrit encore M. Brehier, que la gauche a eu recours aux ordonnances...

JEAN-MARIE MAYEUR,
professeur à la Sorbonne.

Propos inconvenants

Que doivent penser les proches des otages retenus à Beyrouth après la prise de position de M. Kissinger devant les élèves d'HEC ? (*le Monde* du 28 mars).

Considérer ces hommes comme « perdus », affirmer son opposition totale à toute forme de négociation ! (...) Je trouve les propos de ce haut personnage, prix Nobel de la paix, pour le moins inconvenants et choquants !

J.-F. PELOUSE.
(Meaux.)

La méconnaissance de la question palestinienne

La lettre de M. Gérard Marx publiée dans le courrier des lecteurs du numéro du *Monde* daté du 8 mars : « Trois Palestiniens contre Chtcharanski » montre à quel point les Français connaissent mal le problème palestinien et, plus grave encore, *refusent d'en savoir plus sur* ce problème et de s'encombrer de ses détails.

Ne parler que des « musulmans » de Palestine, c'est occulter tous les Palestiniens qui ont maintenu vivante la foi chrétienne en Terre sainte depuis bientôt deux millénaires. *Il* est bien évident que reconnaître la dimension chrétienne du monde arabe priverait le discours politique en France d'un gadget électoral, « la civilisation judéo-chrétienne », qu'on oppose à l'immigration « arabo-musulmane ».

Je n'ai vu, quant à moi, dans la publicité citée par M. Marx et financée par notre bureau qu'un rappel que les droits de l'homme sont indivisibles et que les droits des Palestiniens à leur terre sont au moins aussi légitimes que ceux dont se réclament des Russes ou des Ukrainiens de confession juive, pour aspirer à s'y établir. Les Palestiniens ne sont pas, comme le laisse entendre M. Marx, des réfugiés par essence, ni par vocation. Ils le sont par la volonté armée d'Israël. (...)

HAMADI ESSID,
ambassadeur et directeur de la Mission de la Ligue arabe à Paris.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 570 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Corédacteur en chef : Claude Sales.

Le Monde PUBLICITE S.A.

5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

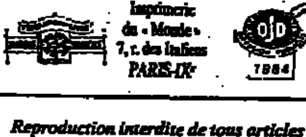
ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IXe

OJD 1984

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,25 $; USA (West Coast), 1,50 $; Yougoslavie, 110 nd.

Le Grand Satan

étranger

LA VISITE A PARIS DU PRÉSIDENT SUD-CORÉEN

Poursuivant sa tournée européenne, le président Chon Doo-hwan était attendu, ce lundi 14 avril, à Paris pour une visite officielle de quarante-huit heures, la première effectuée en France par un dirigeant de la République de Corée (sud). Il s'entretient dans l'après-midi avec le président Mitterrand qu'il reverra mardi, à l'occasion d'un déjeuner restreint à l'Elysée. Il rencontrera également M. Jacques Chirac à deux reprises, lundi soir au cours d'un dîner offert au quai d'Orsay par le premier ministre, puis mardi à l'Hôtel de Ville.

Mardi également, le chef de l'Etat sud-coréen se rendra aux Mureaux, dans la région parisienne, pour y visiter des installations de l'Aérospatiale.

L'accent est mis officiellement, de part et d'autre, sur l'aspect économique et technologique de la visite. Les problèmes de sécurité posés par la partie coréenne ont, entre autres considérations, limité le caractère public de cette visite. On n'a pas oublié, à Séoul, l'attentat de Rangoun. Perpétré en 1984 par des agents de la Corée du Nord, il avait décimé une partie du gouvernement du président Chon. Enfin, le Parti communiste français a dénoncé l'interdiction d'une manifestation prévue pour protester contre la présence du « tyran » sud-coréen en France. Le PC qualifie cette décision d'« *atteinte intolérable à la liberté* » et maintient son appel au rassemblement place du Trocadéro lundi en fin d'après-midi.

Les relations économiques : un retard qui sera difficile à combler

A Paris aujourd'hui, comme à Londres et à Bonn la semaine dernière, le président sud-coréen Chon Doo-hwan trouvera des interlocuteurs extrêmement attentifs. « *Voilà des années que Séoul exerce une fascination mêlée d'inquiétude chez ses partenaires industrialisés* », reconnaît un haut fonctionnaire européen.

Une fascination due à d'impressionnants résultats économiques, dont les Sud-Coréens n'ont pas tiré les dividendes politiques sur la scène internationale, en dépit d'une volonté évidente de desserrer le carcan d'une étroite dépendance à l'égard des Etats-Unis et du Japon. Cette recherche d'une crédibilité accrue ne va pas sans ambiguïtés : nouveau pays industriel, la Corée du Sud se trouve dans une position charnière difficile.

Plaider en faveur d'un accord multifibre peu contraignant lui est beaucoup moins facile qu'à d'autres exportateurs, même asiatiques. De même, le nouveau round de négociations commerciales multilatérales qui va s'ouvrir dans le cadre du GATT (1) place Séoul entre les champions d'une attitude critique du tiers-monde à l'égard des thèses américaines, l'Inde ou le Brésil, et une administration Reagan disposant de moyens de pression particulièrement puissants en cette période de tentations protectionnistes du Congrès.

Ces deux dossiers internationaux ne manqueront pas d'être abordés lors de la visite en France du président Chon, comme sera évoqué un autre sujet sensible pour Séoul, l'aménagement probable du système de préférences généralisées dont bénéficie encore un pays en rapide expansion.

Mais c'est surtout sur les moyens de renforcer des relations sans commune mesure avec le poids économique des deux pays que porteront les discussions bilatérales. Paris peut tirer quelque satisfaction de l'évolution des échanges, qui, pour la première fois, ont fait apparaître un excédent de 100 millions de francs en sa faveur en 1985. Comparé au déficit de 1,3 milliard de francs enregistré en 1982, le retournement de tendance est évident, même si la poussée de 72 % des exportations françaises, l'an dernier, est largement due aux retombées de grands contrats passés en 1982, que ce soit pour la construction de deux centrales nucléaires, dont la mise en service est prévue pour 1988 et 1990, ou pour celle d'un terminal gazier repris par Bouygues. Ce flux sera soutenu notamment par la commande de cinq nouveaux Airbus passée en juin 1985, mais elle ne peut faire oublier un fait peu brillant : la France représente à peine plus de 1 % du commerce extérieur de la Corée du Sud, qui elle-même pèse moins de 0,5 % dans la balance commerciale française.

Des positions réciproques marginales qui tiennent largement à la part déterminante des Etats-Unis (36 %) dans les exportations sud-coréennes, et du Japon (25 %) dans les importations. Mais qui s'expliquent aussi par le réveil tardif de la France sur les marchés asiatiques, où les Allemands notamment l'ont précédée. Le retard ne sera pas aisé à combler, même en tentant de jouer sur le tableau des grands contrats comme sur celui d'un commerce plus traditionnel, où les petites et moyennes entreprises auraient leur rôle à jouer.

Ce travail de longue haleine n'empêchera pas la France de chercher à s'imposer face à un redoutable concurrent, l'américain Westinghouse, pour la construction de deux nouvelles centrales nucléaires, en attendant le jour encore plus lointain et incertain d'une éventuelle commande de train à grande vitesse, intéressant cette fois les Japonais. Entre-temps, quelques projets dans la sidérurgie ou le traitement des eaux pourraient permettre aux Français de renforcer une présence d'autant plus décevante que la Corée du Sud s'apprête à renouer avec une croissance extrêmement rapide.

Des perspectives encourageantes

Les inquiétudes de la fin 1985 ne sont plus de mise. Alors que les dirigeants sud-coréens s'apprêtaient à connaître de nouveaux revers – baisse des bénéfices des entreprises et montée du chômage, – la conjoncture internationale est venue leur apporter des atouts inespérés : chute des cours du pétrole, baisse des taux d'intérêt, flambée de 30 % du yen, il n'en fallait pas plus pour que les prévisions soient allègrement revues en hausse.

Après avoir connu une croissance très limitée selon les traditions du pays, 5 % en 1985, Séoul table aujourd'hui sur 8 % pour 1986. Tous les voyants reviennent désormais au vert. La note pétrolière sud-coréenne, de quelque 6 milliards de dollars – soit environ 9 % du produit national brut –, se trouvera allégée de 1,1 milliard de dollars pour chaque baisse de 5 dollars le baril.

En laissant filer le won un peu plus vite que le dollar, auquel il est pratiquement rattaché, le gouvernement offre aux exportateurs une chance de garder leurs parts de marché aux Etats-unis et de les renforcer sensiblement sur le Japon. Enfin, chaque baisse d'un point des taux d'intérêt allège automatiquement de près de 300 millions de dollars par an le service d'une dette imposante – 46,7 milliards de dollars fin 1985, – mais encore parfaitement gérable. Au total, le déficit de la balance des paiements courants, déjà ramené à 882 millions de dollars en 1985, pourrait faire place à un excédent évalué à 1,1 milliard de dollars en dépit de la perte de débouchés d'importance pour le secteur de la construction, ceux du Moyen-Orient.

Le gouvernement sud-coréen entend tirer pleinement partie de cette situation grâce à une diversification persistante de l'industrie et à une poussée des salaires inférieure à la productivité. Dans un pays où la semaine de travail bat les records mondiaux (54,4 heures en moyenne), tous les ingrédients d'une force de frappe à l'exportation sont réunis. Les Européens ne sont pas sans s'en inquiéter : les réticences croissantes des Etats-Unis et du Japon à l'égard des produits sud-coréens risquent fort de pousser Séoul vers les marchés européens. Ce jeu de bascule sans surprise n'inquiète apparemment pas encore la France, sans pour autant conduire Paris à en sous-estimer l'importance pour l'avenir.

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

(1) Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

M. Chon Doo Hwan : Le «para» président


SZLAKMANN.

Le visage, quasiment de rigueur à la une des quotidiens locaux, est à la fois rond... et carré ; le corps trapu et musclé. L'âge, la vie civile et le costume de ville ont arrondi les angles, atténuant les effets de jugulaire sans effacer cependant ni la « *vraie nature* » ni le passé militaire du général-président. Sérieux et sobre, mais dépourvu de la personnalité et du charisme de son prédécesseur, Park Chung Hee, le président Chon Doo Hwan est, commme la plupart de ses concitoyens, dur à la tâche. Dans ses « *habits neufs* », façon homme d'affaires, il symbolise assez bien un régime où, nonobstant les succès économiques, la « *main de fer* » des militaires pèse encore très lourd.

Banale hagiographie illustrant certains aspects prévisibles de sa fonction (le président repiquant le riz, tapant dans un ballon, accueillant le pape ou Ronald Reagan), la brochure officielle distribuée avant sa visite à Paris paraît un peu courte en ce qui concerne la biographie. On y apprend qu'il naquit en 1931 dans une famille modeste, que son père « *lui enseigna (...) les valeurs traditionnelles que sont l'autodiscipline, l'humanisme et la loyauté* », et qu'il fit, à partir de 1951, une carrière militaire brillante.

En résumé : mariage avec la fille du commandant de l'Académie militaire, défense de la présidence, en 1968, contre l'attaque d'un commando-suicide nord-coréen, commandement d'un régiment au Sud-Vietnam pendant la guerre américaine et, à son retour en Corée, commandement des parachutistes et découverte d'un tunnel nordiste sous la zone démilitarisée. Cependant, gêne ? Oubli ? Pudeur ? On s'arrête au seuil de l'essentiel, à la veille d'une période dramatique (1979-1980), capitale dans la biographie du général Chon comme dans l'histoire du pays avec laquelle elle se confond.

Lorsque le président Park est assassiné, Chon Doo Hwan est à la tête des services de renseignement militaires et civils. A partir de ce poste-clé, et avec le soutien d'officiers de sa promotion, il va organiser la contre-attaque, militaire puis politique. Pour bloquer le processus de libéralisation en cours il réprime *manu militari* toute velléité d'opposition et prend le pouvoir. Sous couvert d'une nouvelle Constitution, de nouvelles élections et d'un « ordre nouveau », il rétablit, en fait, un régime quasi dictatorial.

L'« ordre nouveau »

Pour cela Chon et ses pairs n'hésiteront pas à recourir à un double coup : d'abord contre leurs supérieurs de l'état-major, ensuite contre le pouvoir civil. En mai 1980, le « printemps de Séoul » a vécu : l'insurrection estudiantine de Kwangju, ville-bastion de l'opposition, a été réprimée dans le sang par les forces spéciales (entre deux cents et un millier de morts, selon les sources).

L'opposition est démantelée, les partis purgés, des centaines de personnalités politiques et de fonctionnaires (contestataires ou corrompus) sont emprisonnés. L'« ordre nouveau » règne partout sur un pays traumatisé. Le général Chon va bientôt troquer son uniforme pour l'habit civil. Il a créé son parti, tenu en main jusqu'à ce jour par ses camarades de promotion. En août 1980, il se fait élire président par un collège restreint. Il sera le premier chef d'Etat reçu, début 1981, par le nouveau président américain, Ronald Reagan.

Peu à peu, le régime, derrière sa façade technocratique, redresse la situation économique. Soumis à diverses pressions, futur hôte des Jeux olympiques et soucieux de respectabilité pour son pays et pour lui-même, le président relâchera progressivement l'étau qui enserre la démocratie. Jusqu'à ce que les élections de 1985, pourtant tenues dans un cadre favorisant son parti, viennent lui infliger un sérieux revers, l'incitant à un nouveau raidissement. La répression de l'opposition se poursuivra jusqu'à la veille du départ pour la tournée européenne.

Quoi qu'il fasse, et quelles que puissent être par ailleurs les justifications avancées en sa faveur, la légitimité de ce président reste, pour ses opposants, entachée de deux péchés capitaux : sa prise du pouvoir par la force et son élection par un collège restreint. Jusqu'à son retrait, promis pour 1988, la faible popularité de cet homme, dont la personnalité n'attire visiblement pas les foules, devrait être compensée par l'étendue des pouvoirs autoritaires dont dispose son régime.

R.-P. PARINGAUX.

Afghanistan

● *Succès des forces gouvernementales.* – Radio-Kaboul a affirmé, dimanche 13 avril, que l'armée gouvernementale avait tué sept cents résistants dans une offensive près de la frontière pakistanaise mais, selon les maquisards basés à Peshawar (Pakistan), ce bilan se chiffre autour de la centaine. Assurant qu'une récente attaque contre une importante base de la résistance à Zhawar, avait été couronnée de succès, Radio-Kaboul a précisé que les forces gouvernementales avaient saisi de grandes quantités de missiles, de mortiers, de mitrailleuses, de munitions et de médicaments. – *(Reuter.)*

Philippines

● *Manifestation pro-Marcos.* – Une dizaine de milliers de fidèles de l'ex-président Marcos ont manifesté dans un parc de Manille, dimanche 13 avril, pour demander son retour d'Hawaii et dénoncer le nouveau régime. Parmi les manifestants figuraient des vedettes de cinéma et d'anciens ministres. Les manifestants agitaient des drapeaux philippins et des photographies géantes de l'ex-président, aux cris de « *A bas Aquino !* ». – *(Reuter.)*

Inde

La congrégation convoquée par les extrémistes sikhs n'a réuni que quelques milliers de fidèles

De notre envoyé spécial

Amritsar. – Cinq mille sikhs tout au plus, dont une bonne moitié de simples curieux, ont pris part, dimanche 13 avril, au Sarbat Khalsa, la grande congrégation religieuse convoquée dans le Temple d'or d'Amritsar par les organisations extrémistes qui l'occupent depuis trois mois. Les « grands prêtres » et autres « chefs » auto-désignés de la religion ont appelé la foule à « *prendre les armes pour se libérer de l'esclavage* » dans lequel les tiendrait « *la tyrannie brahmane de New-Delhi* ».

L'un des orateurs, M. Gurbachan Singh Manachar – recherché par la police et retranché, à comme une dizaine d'autres, à l'intérieur du Temple depuis plusieurs semaines – a invité les sikhs à « *s'allier avec les autres minorités persécutées* » de l'Inde (musulmans, chrétiens, bouddhistes, etc.) pour « *renverser le pouvoir impérialiste hindou* ». Il a également demandé aux Nations unies de mettre en place « *une sorte de tribunal de Nuremberg numéro deux* » pour juger les « *crimes* » de M. Zail Singh – le président de la République indienne – d'Indira Gandhi et de son fils, Radjiv, « *contre les sikhs* ».

Sans réclamer ouvertement la création du Khalistan, Etat sikh indépendant revendiqué par les autonomistes, un orateur a rappelé que Bhindranwale lui-même, le grand prêtre fondamentaliste tué avec au moins six cents personnes au Temple d'or en juin 1984, avait prédit que le jour où la Mecque du sikhisme serait attaquée par l'armée, « *les fondations du Khalistan seraient virtuellement créées* ».

Turban safran – la couleur des hostilités, – sabre au poing et longue robe blanche barrée d'une courroie noire au travers du poitrail, dague réglementaire portée bas sur la hanche, les deux mille ou trois mille sikhs qui avaient pris place sur le marbre blanc du Temple étaient passablement excités. Autour du petit lac carré au milieu duquel est posé l'Harimandir, le Temple d'or proprement dit, d'autres sikhs, innocents pèlerins pour la plupart, procédaient tranquillement à leurs ablutions sacrées.

Un sérieux revers

La ville d'Amritsar, où les forces paramilitaires patrouillaient, était calme et, selon un journaliste de la cité, « *il y avait plus de sikhs dimanche dans les rues et les cinémas locaux qu'au Temple* ». D'après M. Harminder Singh Khalon, réputé « *maître du déguisement* » pour avoir échappé plusieurs fois à la police, la maigre assistance au Temple « *est due à la répression policière* ».

Selon l'ancien patron de la Fédération des étudiants sikhs (AISSF), démis il y a quelques jours de ses fonctions pour « *autoritarisme* », des milliers de Sikhs auraient été arrêtés ces derniers jours par les forces paramilitaires. Grand, fort, relativement lettré – ce qui est une exception parmi les leaders extrémistes, – celui que les autorités considèrent comme « *l'un des cerveaux du terrorisme* » reste « *pour l'instant* » tapi dans l'une des nombreuses dépendances du Temple.

Il rejette catégoriquement, du tranchant de la main, l'idée selon laquelle la majorité silencieuse sikh a déserté le Temple car elle craint des affrontements armés entre les différentes factions qui l'occupent. « *Nous n'avons pas d'armes* », répète-t-il, démentant les informations fournies par les modérés sur « *l'arsenal de grenades, de pistolets-mitrailleurs et de revolvers caché sous les fondations du Temple* ».

Il reste que, à en juger par le seul nombre de fidèles qu'ils étaient parvenus à rameuter en ce jour anniversaire de la fondation de la Khalsa – la « communauté des purs » fut créée en 1699, – les extrémistes ont certainement subi dimanche un échec retentissant. Au même moment, en effet, dans une autre localité du Pendjab, M. Surjit Singh Barnala, le « traître » modéré et chef-ministre de l'Etat du Pendjab, se faisait acclamer par au moins cent mille personnes auxquelles il a demandé leur appui dans sa « *lutte contre le terrorisme* ».

PATRICE CLAUDE.

Pakistan

Des foules considérables sur le passage de Mme Bhutto

Des foules considérables se sont pressées, samedi 12 et dimanche 13 avril, sur le passage de Mme Benazir Bhutto, qui s'est rendue à Gujranwala, à 70 kilomètres de Lahore, pour un meeting au cours duquel elle a de nouveau réclamé la démission du président Zia et des élections générales anticipées. Ces exigences ont été rejetées à la fois par le chef de l'Etat et son premier ministre, M. Junejo. Le général Zia a notamment déclaré, samedi, que le rétablissement de la liberté d'expression « *n'autorisait pas, toutefois, à outrepasser les frontières du bon sens* ». D'autre part, la police locale a démenti que Mme Bhutto, principale opposante au régime, ait été la victime d'une tentative d'attentat dans la nuit de vendredi à samedi à son domicile de Lahore. Un individu s'est introduit dans la maison non avec l'intention de la tuer mais, selon la police, pour se plaindre de brutalités exercées par un dirigeant local du PPP, le parti de Mme Bhutto. – *(AFP, Reuter.)*

PROCHE-ORIENT

Liban

ALORS QU'ILS FONT L'OBJET DE NOUVELLES MENACES

Les enseignants français à Beyrouth sont regroupés et protégés par des miliciens

Trois professeurs étrangers enlevés

Les enseignants français en poste à Beyrouth-Ouest (secteur à majorité musulmane) ont été regroupés et ne se rendront plus à leur travail que protégés par des miliciens afin de diminuer les risques d'enlèvements. Une partie des quarante-sept professeurs français ont été installés dans un hôtel, d'où ils feront la navette vers leur lieu de travail sous la protection de miliciens. Les autres ont été rassemblés soit dans leurs établissements scolaires, soit à proximité immédiate, dans des maisons gardées. Ce lundi 14 avril, toutefois, aucun enseignant ne devait se rendre au travail, les universités et écoles secondaires ayant décidé d'observer une grève générale pour dénoncer *« l'anarchie qui règne dans ce secteur* (Beyrouth-Ouest) *et les agressions répétées contre le corps enseignant »*.

En deux semaines, outre M. Michel Brian, libéré vendredi, trois enseignants étrangers ont été enlevés à Beyrouth-Ouest : un Irlandais M. Brian Keenan et deux Britanniques MM. Leigh Douglas et Philip Patfield. Depuis, aucune information n'a filtré sur le sort des trois hommes. Ils sont apparemment victimes d'une faction libanaise décidée à liquider toute influence culturelle occidentale à Beyrouth-Ouest. Il y a quelques semaines, le Hezbollah (formation chiite extrémiste pro-iranienne) assurait que la coopération culturelle avec l'Occident relevait *« du néo-colonialisme et de l'impérialisme culturel »*.

La décision de regroupement des Français a été prise alors que l'organisation qui avait revendiqué l'enlèvement de Michel Brian — l'organisation islamique Seffine — a assuré, samedi, qu'elle prendrait en otage d'autres ressortissants français au Liban pour obtenir *« satisfaction de ses exigences » « Plusieurs des nôtres sont prisonniers politiques en France »*, a notamment souligné un interlocuteur se réclamant de l'organisation, dans un coup de téléphone à une agence de presse à Beyrouth. C'est la première fois que l'enlèvement de M. Brian est lié à la détention de plusieurs ressortissants arabes en France; il pourrait s'agir d'Anis Naccache, le chef du commando qui tenta d'assassiner à Paris, en juillet 1980, l'ancien premier ministre iranien Chapour Bakhtiar, ou de Ibrahim Abdallah, un des responsables des FARL (Fractions armées révolutionnaires libanaises).

Le porte-parole des ravisseurs a affirmé : *« Nous nous apprêtions à relâcher Michel Brian dans la plaine de la Bekaa, lorsque notre voiture a été interceptée par des Libanais travaillant pour les services de renseignements français; nous avons eu un blessé lors de l'échange de coups de feu. »*

De retour samedi soir à Paris, Michel Brian, lors d'une brève déclaration à la presse, a immédiatement tenu à rendre hommage au rôle de Damas dans sa libération : *« Je tiens à beaucoup remercier les autorités syriennes »*, a-t-il dit. Il est resté très vague sur les circonstances de cette libération, n'indiquant pas si elle était due aux services de sécurité syriens — comme on l'affirme à Damas — ou à *« des chasseurs de lapins »* qui auraient — fort opportunément — intercepté, dans la plaine de la Bekaa, la voiture à bord de laquelle ses ravisseurs le transportaient.

Peu avant son départ de Damas, il avait souligné n'avoir eu aucun contact avec les autres otages français lors de sa captivité et précisé que ses ravisseurs — qui l'ont fort bien traité — ne lui en avaient jamais parlé.

Cependant, des accrochages ont, de nouveau, eu lieu, samedi, entre miliciens chiites et Palestiniens du camp de Sabra, à Beyrouth, alors qu'une « milice d'interposition » doit séparer les belligérants. Sur la ligne de démarcation, des tirs de mitrailleuse ont marqué, dimanche, le onzième anniversaire de la guerre du Liban, déclenchée le 13 avril 1975. Si l'on en croit un « sondage » réalisé à cette occasion par le quotidien *As Safir*, sur un échantillon très mince, près du quart des Libanais préféreraient voir se poursuivre la guerre plutôt qu'accorder des concessions *« à l'autre camp »*. — *(AFP, AP, Reuter.)*

EN RÉPONSE AUX AVANCES DE PARIS

L'Iran rappelle les trois conditions d'une « normalisation » avec la France

Bien qu'il soit encore trop tôt pour parler d'une réconciliation ou même d'une normalisation, le dialogue a repris entre Paris et Téhéran à l'initiative de la France.

L'Elysée a confirmé, dimanche après-midi 13 avril, que le président Mitterrand avait envoyé un message au président iranien Ali Khamenei dans lequel il souhaite *« la normalisation des relations entre la France et l'Iran dans un climat harmonieux digne de ces deux grands pays »*. Selon la radio officielle iranienne, ce texte a été remis dimanche à Téhéran au conseiller politique de M. Khamenei, M. Mostapha Mir Salim, par le secrétaire général du ministère français des affaires étrangères, M. André Ross, qui séjourne depuis mercredi dernier en Iran. M. Ross — qui est accompagné notamment de M. Marc Bonnefous, directeur du département Afrique du Nord et Moyen-Orient au Quai d'Orsay — a remis samedi des messages du ministre français des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, et du président de l'Assemblée, M. Jacques Chaban-Delmas, à leurs homologues iraniens, MM. Ali-Akbar Velayati et Ali Akbar Hachemi Rafsandjani.

Le 24 décembre dernier, M. Mitterrand avait déjà envoyé un message à l'hodjatoleslam Khamenei dans lequel il exprimait l'espoir que *« cette année verra la solution des problèmes qui se posent entre nos deux pays et le resserrement des liens d'amitié qui unissent traditionnellement nos deux peuples »*.

Pour sa part, le premier ministre iranien, M. Mir Hussein Moussavi, a déclaré dimanche également avoir reçu un message de M. Jacques Chirac, auquel il a répondu, mais dont il n'a pas précisé la teneur et dont l'envoi n'a pas été confirmé par l'hôtel Matignon. Dans son discours programme de mercredi devant l'Assemblée nationale, M. Chirac avait déclaré : *« Tout en maintenant les liens solides d'amitié et de coopération qui nous unissent à l'Irak, nous espérons rétablir le dialogue avec l'Iran, grand pays à l'égard duquel la France n'éprouve aucune hostilité. »* Téhéran avait, dès le lendemain, réagi de manière favorable à cette avance.

Mais tant du côté iranien que du côté français, on fait preuve de prudence quant aux suites possibles de la démarche française. Ainsi confirmant samedi l'envoi des messages, le ministère français des affaires étrangères a indiqué qu'une éventuelle rencontre entre M. Raimond et le chef de la diplomatie iranienne, évoquée par ce dernier, n'était *« pas exclue mais devrait s'inscrire dans le cadre d'un processus effectif de normalisation »*.

De son côté, le premier ministre iranien a indiqué qu'il avait répondu à M. Chirac en réaffirmant les trois conditions posées par l'Iran pour la normalisation de ses relations avec la France. *« Le remboursement du prêt iranien* [de 1 milliard de dollars consenti à l'époque du chah pour le projet Eurodif], *l'arrêt du soutien à l'Irak dans le conflit irano-irakien et l'arrêt du soutien direct aux groupes terroristes installés en France, sont des problèmes fondamentaux (...) auquel la France doit s'efforcer de trouver une solution si elle désire normaliser ses relations avec l'Iran. »* M. Moussavi a ajouté : *« Les Français ont fondé leur politique sur les informations que leur fournissaient nos opposants et sur leur propre analyse de la révolution islamique qu'ils estimaient peu durable. »*

« Nous leur avons rappelé que le jour où ils ont défini cette politique, les Irakiens étaient à Kharramchahr [à l'intérieur du territoire iranien]... *Mais aujourd'hui ce sont les forces iraniennes qui occupent Fao, en Irak »*, a souligné M. Moussavi. *« Les négociateurs français affirment que la France n'éprouve pas d'hostilité à notre égard. De notre côté, nous attendons de voir s'ils prennent ou non des mesures concrètes pour le prouver. »* M. Moussavi a affirmé une nouvelle fois à l'adresse de Paris : *« Nous avons énoncé les problèmes existants, c'est vous qui devez démontrer votre bonne volonté quant à leur solution. »* Le premier ministre iranien a conclu : *« La France devait se montrer réaliste, dans l'intérêt de ses relations avec le Moyen-Orient, avec la révolution islamique au niveau mondial et avec l'Iran au niveau régional. »* — *(AFP, Reuter, AP.)*

LE FEUILLETON DE LA « CRISE » ISRAÉLIENNE

« Ils vont nous rendre tous fous ! »

De notre correspondant

Jérusalem. — Le dernier coup de théâtre aura été le bon. Entrée dimanche 13 avril dans sa deuxième semaine, la « crise Modaï » s'est réglée au terme d'un week-end fiévreux de manière subite et inattendue. Le ministre des finances cède sa place à l'un de ses collègues mais ne permute pas, comme convenu jeudi dernier, avec M. Itzhak Shamir, ministre des affaires étrangères. Son remplaçant est M. Moshe Nissim, jusqu'ici ministre de la justice. MM. Modaï et Nissim appartiennent à la fraction « libérale » du Likoud.

Alors que la crise avait paru surmontée après la décision de confier la diplomatie à M. Modaï, cette solution fut remise en question avant le repos sabbatique sous la pression du Likoud. Les libéraux ne voulaient pas perdre le Trésor et M. David Lévy, vice-premier ministre et l'un des principaux dirigeants du Likoud, dénonçait à la fois la « trahison » de M. Modaï et le « diktat » des travaillistes. Plus grave : il y avait eu malentendu sur les termes du compromis. M. Pérès avait compris qu'il recevrait les finances en octobre prochain, après l'alternance, tandis que le Likoud avait compris le contraire. La « crise Modaï », deux fois désamorcée et deux fois relancée, tournait à la farce grinçante.

Le week-end ne fut qu'un enchaînement de réunions fébriles, de tractations obscures et de propos ministériels définitifs ou contradictoires. Le Likoud répétait que, si M. Modaï était remercié lors de la réunion hebdomadaire du cabinet — deux fois retardée par M. Pérès, — tous ses collègues démissionneraient comme un seul homme. On lança même les projets de compromis les moins acceptables. Ainsi, l'idée saugrenue de confier le Trésor à M. Ariel Sharon provoqua, comme prévu, un levier de boucliers côté travailliste. Mais elle permit au Likoud de gagner du temps et de paraître reprendre l'initiative.

A crise folle, dénouement imprévisible : le gouvernement approuva en quelques minutes, dimanche soir, à l'unanimité moins une abstention, la permutation Modaï-Nissim décidée par MM. Pérès et Shamir. Convaincre M. Nissim de troquer la justice pour les finances n'avait pas été facile. Celui-ci fit valoir qu'il était mal préparé à ses futures fonctions. Pour une fois qu'un ministre ne plaide pas l'omniscience... Pressé de toutes parts, M. Nissim finit par accepter sa promotion.

La caricature du système

Le compromis retenu après une semaine de marchandages constitue une victoire pour M. Pérès. *« Je suis heureux de cette solution. C'est celle que j'avais initialement proposée. M. Nissim est un bon candidat. »* Le nouveau ministre conservera son poste après l'alternance en octobre prochain. En fin de compte, au-delà des menaces et des invectives, le Likoud a préféré ne pas mener l'épreuve de force avec les travaillistes jusqu'à son terme fatal, l'éclatement de l'union nationale. La droite s'est rendu compte que rien ne ferait revenir le premier ministre sur sa décision de déposséder M. Modaï du Trésor. Elle a intensifié la crise au maximum avant de rentrer dans le rang à deux doigts de la rupture. Elle n'avait guère le choix, car M. Pérès était décidé à en finir avec cette affaire dimanche soir au plus tard.

Le bilan de la « crise Modaï » n'est guère réjouissant. aucun de ses acteurs n'en sort grandi. La cohabitation contre nature, à laquelle les deux grands partis sont contraints, ne fait que grossir jusqu'à la caricature les défauts du système parlementaire à l'israélienne. A plusieurs reprises au cours de cette semaine tragi-comique, la classe politique, enferrée dans une crise exacerbée par de tenaces rivalités de personnes — plus vives d'ailleurs entre membres d'un même camp qu'entre adversaires, — a paru totalement coupée d'un « pays » réel qui ne comprenait plus rien à un spectacle trop long. *« Ils vont nous rendre tous fous ! »*, ce cri d'un éditorialiste du *Yediot Ahronot* semblait bien refléter le sentiment du public envers les politiciens. Seule la peur d'être désavoué par un électorat largement favorable au maintien de l'union nationale a finalement ramené les élus à la raison.

J.-P. L.

A TRAVERS LE MONDE

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

Visite fracassante de Breyten Breytenbach

Pretoria. — Le poète Breyten Breytenbach, Français d'origine sud-africaine, a violemment pris à partie, samedi 12 avril, à Pretoria, la minorité blanche sud-africaine, estimant qu'*« un régime minoritaire, qui ne peut se maintenir que par la répression, a laissé périmer son droit à l'existence »*. M. Breytenbach, qui effectue sa première visite en Afrique du sud depuis 1982, date à laquelle il a été remis en liberté après sept ans de détention dans les prisons sud-africaines, a reçu le Prix Rapport, d'un montant de 15 000 rands (environ 75 000 francs) pour son recueil de poèmes *Yk*, écrit lors de sa détention. Se demandant ce qu'il resterait dans ce pays *« en voie de libanisation »* après la *« guerre civile »* qui s'y est engagée, M. Breytenbach a estimé : *« Une poignée de mercenaires dégénérés luttant contre la mort »*, ainsi que *« ceux qui seront trop pauvres pour émigrer en Australie et en Californie »*. *« La caste politique blanche devra un jour répondre de ses actes devant l'histoire, répondre des crimes contre l'humanité, de la terrible tyrannie exercée par une minorité au nom d'une fausse spécificité, de la corruption des valeurs de la civilisation, de la destruction diabolique d'un pays »*, a-t-il ajouté. M. Breytenbach, qui compte séjourner trois semaines dans son pays natal, a, d'autre part, déclaré que l'Europe et les Etats-Unis portaient une *« responsabilité criminelle »* en soutenant le régime de Pretoria. — *(AP, Reuter.)*

SUISSE

Crise dans l'extrême droite

Berne. — M. Valentin Oehen, le plus ancien député de l'Action nationale (parti de la droite xénophobe), a décidé de quitter celle-ci en raison de l'influence grandissante en son sein d'une tendance *« extrémiste et simpliste »*, a-t-il annoncé samedi 12 avril. L'Action nationale et son allié romand, le mouvement Vigilance, forment un groupe « nationaliste » fort de cinq députés (*sur deux cents*) au Conseil national (Chambre basse). Depuis une année environ, ces deux partis ont effectué une percée spectaculaire lors d'élections municipales à Genève, Lausanne, Berne et Zurich, où ils ont partout obtenu entre 15 % et 20 % des suffrages. M. Oehen, qui a présidé l'Action nationale de 1972 à 1980, reproche à son parti de céder à la tendance dure, incarnée par le jeune député bernois Markus Ruf, dont le cheval de bataille favori est la lutte contre l'*« afflux massif de réfugiés »*. Selon M. Oehen, dont le programme politique accorde une place importante à la protection de l'environnement, M. Markus Ruf est responsable de l'*image « simpliste, raciste et extrémiste »* de l'Action nationale dans les médias helvétiques. — *(AFP.)*

DIPLOMATIE

LA CRISE AMÉRICANO-LIBYENNE ET LES

Les émissaires de M. Reagan auprès de ses alliés s'entendent déconseiller une action militaire

Ni les Américains ni les Libyens ne recherchent dans la crise actuelle « *en Méditerranée* » le moindre effet de surprise. La fin de la semaine a montré que les deux adversaires, soucieux de faire étalage, l'un de sa force, l'autre de ses capacités de riposte de mobiliser leurs alliés réels ou potentiel, plus au sens politique qu'en termes militaires.

Les bâtiments de la VIe flotte américaine, qui avaient fait leur jonction samedi non loin de la Sicile, sont arrivés au large des côtes libyennes et y croisent en attendant des ordres. A Washington, dimanche soir, plusieurs déclarations insistaient à nouveau sur les responsabilités de Tripoli dans différents attentats meurtriers contre des intérêts et des citoyens américains. Toutefois, le président Reagan ne semblait pas encore avoir décidé s'il userait de la force contre le colonel Kadhafi.

On a cependant noté que, selon le secrétaire d'Etat adjoint, M. John Whitehead, les Etats-Unis n'ont pas l'intention de renverser le régime libyen, mais seulement de l'amener à « *modifier sa conduite en matière de terrorisme* ». Or, a poursuivi M. Whitehead, la Libye prépare actuellement « *des douzaines d'actions terroristes à travers le monde, et des gens ont été engagés pour les mener à bien* ». Le vice-président Bush a indiqué, de son côté, qu'il était partisan d'« *opérations chirurgicales* » contre le terrorisme. Les services de renseignements américains, partout dans le monde, ont été particulièrement invités à recueillir toutes les informations possibles sur la préparation de nouveaux attentats par les Libyens, ou les mouvements à qui Tripoli pourrait les « sous-traiter », notamment en Europe occidentale.

Sérieuses divergences

Il semble que de sérieuses divergences subsistent aux Etats-Unis, sur l'opportunité d'une offensive militaire contre la Libye. Certains experts estiment qu'en attirant l'attention mondiale sur le seul régime de Tripoli, qui n'est pas l'unique source du terrorisme anti-américain dans la région, M. Reagan consolide l'ennemi qu'il croit affaiblir. C'est l'opinion, notamment, de M. Henry Kissinger, de beaucoup d'anciens collaborateurs de M. Carter, mais aussi, à un moindre degré, d'un spécialiste du Proche-Orient, M. Geoffrey Kemp, qui fut conseiller de la Maison Blanche durant le premier mandat du président actuel. A ses yeux, il n'y aurait pas de « *changement spectaculaire* » en cas de chute du colonel Kadhafi dans l'ampleur du territoire international.

Washington pourrait décider, ce lundi, si une opération militaire sera menée contre Tripoli. M. Reagan sait qu'il pourrait compter, dans une telle hypothèse, sur le soutien du Congrès, surtout si lui sont fournies des preuves précises et convaincantes des responsabilités libyennes dans les derniers attentats. Les réactions enregistrées en Europe occidentale et au Canada ne poussent guère le président américain à agir *par les armes*.

M. Reagan a dépêché outre-Atlantique un certain nombre d'émissaires de haut rang, dont le général Vernon Walters, ambassadeur aux Nations unies ; Mme Rozanne Ridgway, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires européennes, ainsi que des experts de la lutte antiterroriste, doivent, d'autre part, rencontrer dans les jours qui viennent différentes personnalités du Vieux Continent.

La rencontre de La Haye

Le général Rodgers a commencé sa tournée européenne par une visite à Mme Thatcher, samedi. Le premier ministre britannique n'a pu que lui confirmer ce qu'elle avait indiqué quelques jours plus tôt à M. Reagan au cours d'une conversation téléphonique : Londres s'opposera à l'utilisation de ses bases aériennes par les avions américains à l'occasion d'une offensive contre la Libye. De façon beaucoup plus prévisible, la Grèce vient de faire de même à propos de bases américaines sur son sol. Mais Mme Thatcher paraît moins hostile à une intervention que soucieuse de n'y pas voir la Grande-Bretagne directement impliquée.

Après avoir rencontré, dimanche matin à Bonn, le chancelier Kohl et son ministre des affaires étrangères, M. Genscher, M. Walters a été longuement reçu, en fin d'après-midi à Paris, par M. Chirac, et devait s'entretenir ce lundi après-midi à l'Elysée avec M. Mitterrand, avant de gagner Rome. Aucune indication n'a été fournie sur ces entretiens. M. Chirac avait exprimé, en Côte-d'Ivoire, un point de vue balancé sur l'opportunité de déclencher des représailles militaires contre la Libye « *voulant croire* » *que* M. Kadhafi ne les rendra pas inévitables. *(Lire d'autre part.)*

Les alliés européens de Washington éprouvent visiblement une certaine perplexité. La réunion des Douze sur le terrorisme, proposée pour mercredi par la présidence néerlandaise du conseil européen, a été avancée à ce lundi après-midi à La Haye. Les Européens s'interrogent sur le bien-fondé d'une riposte armée américaine aux derniers attentats. Certes, les responsables des forces alliées de Berlin-Ouest (donc, outre les Américains, les Français et les Britanniques) viennent d'ordonner l'expulsion de « *tout individu considéré comme une menace pour la sécurité de la ville* », sans préciser toutefois si cette mesure visait plus particulièrement les Libyens venus de Berlin-Est, comme il en avait été question.

La Communauté européenne voudrait dans cette affaire conjurer un double péril. Le premier est, bien sûr, de servir de cible au terrorisme d'inspiration libyenne, comme le lui a promis le colonel Kadhafi au cas où les Américains interviendraient militairement. Le second serait celui d'un effacement politique dans une affaire où elle ne veut ni paraître s'aligner sur les positions de Washington ni manquer, par crainte de représailles, autrement dit par lâcheté, à la solidarité occidentale. On insiste, dans les milieux européens, sur la nécessité d'apporter une réponse « *politique* » au défi terroriste, tout en assurant une meilleure coordination des moyens techniques de lutte.

M. Kadhafi, le monde arabe et Moscou

De son côté, M. Kadhafi cherche des appuis dans l'épreuve, à la fois en direction du monde islamique et du côté de Moscou. Il a demandé aux pays arabes de rompre leurs relations diplomatiques avec Washington et de boycotter économiquement les Etats-Unis. Il a reçu, pour l'instant, un certain nombre de messages de soutien verbal – de Damas et de Téhéran en particulier, mais aussi de la Ligue arabe – pour le cas où une attaque américaine serait effectivement déclenchée. Malgré l'envoi d'un certain nombre d'émissaires de et vers Tripoli, il ne semble pas que les pays arabes souhaitent ou puissent aller beaucoup plus loin à ce stade de la crise. La Libye a par ailleurs invité les pays socialistes à prendre eux aussi des « *mesures politiques* » à l'encontre des Etats-Unis, la radio de Tripoli a indiqué samedi que le colonel Kadhafi pourrait faire « *appel aux forces du pacte de Varsovie* » pour repousser une attaque impérialiste sioniste. Si les journaux soviétiques dénoncent avec vigueur les « *préparatifs d'agression des Etats-Unis* » en Méditerranée, le soutien apporté à Tripoli ne semble pas prendre une forme plus concrète.

Aux Nations unies enfin, le Conseil de sécurité doit se réunir ce lundi pour examiner un projet de résolution d'origine maltaise, sur lequel le président français du conseil, M. de Kémoularia, a ouvert des consultations samedi soir. La Valette suggère notamment une médiation du secrétaire général de l'organisation entre Washington et Tripoli, mais aussi l'attribution à M. Perez de Cuellar « *des pleins pouvoirs pour prendre les mesures nécessaires au maintien de la paix en Méditerranée centrale* ». Le droit de veto dont disposent les Etats-Unis et l'URSS au sein du Conseil suffirait à rendre peu probable une solution « onusienne » de la crise.

B. B.

● *Prison à vie pour un « espion anglais »*. – Le Foreign Office a annoncé qu'un ingénieur britannique employé par la compagnie d'électronique Plessey a été condamné samedi 12 avril à la prison à perpétuité par un tribunal libyen pour « *espionnage* ».

M. James Abra, âgé de cinquante-six ans, avait été arrêté en juin dernier à l'aéroport de Tripoli alors qu'il s'apprêtait à prendre un vol pour Londres. Les autorités libyennes l'avaient inculpé d'avoir « *mis en danger la révolution* » et « *transmis des informations classifiées à sa compagnie et à un gouvernement étranger* ».

M. Abra a plaidé non coupable et a l'intention de faire appel. La compagnie Plessey a rejeté les accusations libyennes, soulignant que l'ingénieur n'avait pas accès à des informations de ce genre, et qu'il avait constamment travaillé sous le contrôle des autorités libyennes. – *(Reuter.)*

Nouveau durcissement de M. Lange dans l'« affaire Turenge »

Londres. – Les deux agents secrets français condamnés chacun à dix ans de prison pour leur participation dans l'attentat contre le *Rainbow-Warrior* accompliront « *une période importante* » de leur peine en Nouvelle-Zélande, a affirmé, dimanche 13 avril, à la BBC, le premier ministre néo-zélandais, M. David Lange. « *Nous n'avons pas de prisonniers à vendre en Nouvelle-Zélande, merci beaucoup* », a-t-il déclaré.

Le commandant Alain Mafart et le capitaine Dominique Prieur, condamnés pour homicide involontaire et attentat à l'explosif, le 10 juillet 1985, contre le navire de l'organisation écologiste Greenpeace, dans le port d'Auckland, ne seront remis en liberté qu'au terme du processus légal, a-t-il ajouté. Interrogé sur un éventuel transfert des agents secrets dans une prison en territoire français, M. Lange a estimé que cela était « *politiquement impraticable* ». Les prisonniers « *accompliront une période importante de leur peine en Nouvelle-Zélande* », a-t-il déclaré.

Cette période « *sera commensurable à celle qu'un prisonnier normal s'attendrait à accomplir avant tout changement dans la façon dont il est détenu, et ne sera pas une remise en liberté* », a ajouté le premier ministre. « *Les négociations avec la France en vue d'obtenir des compensations seront longues* », a encore estimé M. Lange.

Le premier ministre a reconnu que le maintien en prison des agents français pouvait porter préjudice aux relations entre les deux pays, mais il a estimé qu'il était nécessaire pour la Nouvelle-Zélande de faire respecter ses principes si elle ne voulait pas passer pour un « *Etat vassal* ».

Vendredi, M. Lange avait déclaré à la télévision australienne que Wellington pourrait autoriser les deux agents français à purger leurs peines dans un territoire français d'outre-mer (*le Monde* daté 13-14 avril). – *(AFP.)*

LES CONTACTS HUMAINS ENTRE L'EST ET L'OUEST

Climat pesant à la veille de l'ouverture de la conférence de Berne

Une réunion d'experts de tous les pays signataires de l'acte final d'Helsinki, consacrée aux contacts humains entre l'Est et l'Ouest doit en principe s'ouvrir mardi 15 avril à Berne, dans un climat déjà alourdi par les difficultés rencontrées au cours de la réunion préparatoire. Réunions des familles séparées, mariages mixtes, voyages, rencontres entre jeunes ou entre organisations culturelles ou professionnelles seront à l'ordre du jour de la conférence, où les Occidentaux comptent soulever le problème de la liberté de circulation et d'émigration des citoyens des pays de l'Est. Les représentants du bloc soviétique souhaitent que toutes les séances, à l'exception de la première, se déroulent à huis clos, et ne veulent pas de groupes de travail sur des sujets précis, préférant une discussion aussi générale que possible.

Parallèlement à cette réunion officielle, l'Internationale de la résistance et l'Institut international Sakharov organisent, également à Berne, une contre-conférence. Anatoli Chtcharansky, récemment libéré dans le cadre d'un échange d'« espions », après neuf ans d'emprisonnement en URSS, a adressé à cette contre-conférence un message dont nous publions ci-dessous l'essentiel.

Un message d'Anatoli Chtcharansky

Il y a dix ans, quelques dissidents ont créé en Union soviétique un groupe public de surveillance du respect des accords d'Helsinki en URSS. Notre idée était que certains problèmes humanitaires, auxquels les grandes puissances n'arrivent pas à donner de réponse, peuvent être mieux compris et résolus par des représentants indépendants de l'opinion publique que le respect des accords d'Helsinki dans leurs pays respectifs intéresse au plus haut point. Nous nous sommes chargés, bénévolement, de contrôler de quelle manière les accords d'Helsinki étaient appliqués en URSS.

Dix ans se sont écoulés depuis. Et que voyons-nous ? Les autorités soviétiques ont mis fin à l'émigration juive qui a commencé au début des années 70. Quelques centaines de milliers de juifs qui désirent quitter l'URSS ne peuvent plus le faire, car le gouvernement soviétique a décidé d'annoncer au monde que ce processus est *interrompu*.

Ayant passé neuf ans dans les prisons et les camps soviétiques, je peux certifier que, pendant ces neuf ans, les conditions de détention de prisonniers politiques n'ont cessé de se détériorer. Je mentionnerai ici deux faits récents :

1) A la fin de 1983, au début de 1984, un nouvel article du code pénal, 188-1, est entré en vigueur en Union soviétique. En vertu de cet article, les autorités ont la possibilité de prolonger les délais de détention dans les prisons et les camps d'une façon presque automatique. Cette mesure est déjà appliquée aux dizaines de membres des *groupes* Helsinki en URSS, actuellement en détention. Ce nouvel article est utilisé par les autorités, d'une part, pour prolonger les délais de détention de prisonniers politiques qui n'ont pu être « rééduqués », c'est-à-dire de ceux qui n'ont pas trahi leurs opinions et convictions et, d'autre part, pour intimider les autres.

2) Selon une nouvelle disposition, adoptée il y a à peine un an en URSS, les prisonniers politiques qui entament une grève de la faim sont immédiatement jetés dans un cachot, ce qui aggrave leurs souffrances.

Je pourrais citer plusieurs faits concrets illustrant un durcissement du traitement que réservent les autorités soviétiques aux prisonniers politiques. Pourquoi est-ce si important ? Parce que ce qui se passe dans les camps reflète d'une façon très nette la situation générale dans le pays.

Je voudrais tout particulièrement attirer votre attention sur le cas de Sakharov. Je veux vous rappeler qu'Andreï Dmitriévitch Sakharov est un personnage héroïque, un homme d'une noblesse exemplaire, qui continue les meilleures traditions de l'intelligentsia russe, qui lutte pour les droits nationaux, religieux, politiques bafoués pour de nombreuses personnes en Union soviétique. Sa situation actuelle est extrêmement pénible, il est isolé, d'une façon cruelle et injuste, de sa famille, de ses amis, il ne peut plus exercer normalement ses activités scientifiques et sociales, enfin, son état de santé inspire une crainte toujours plus grande. Je crois qu'il est d'une importance vitale, en ce moment précis, d'élever notre voix et d'exiger du gouvernement soviétique qu'il mette un terme à ses persécutions et qu'il accorde, enfin, à cet homme remarquable la possibilité de continuer ses nobles activités dans des conditions normales, dignes d'un être humain.

Je voudrais encore dire quelques mots au sujet de premiers documents publiés par notre groupe Helsinki il y a dix ans. Au cours des années que j'ai passées en prison, j'ai eu la possibilité de voir de mes propres yeux à quel point ces documents étaient exacts et venaient à un moment opportun. Je suis convaincu que les efforts de l'opinion publique mondiale pour que l'Union soviétique commence, enfin, à respecter les accords qu'elle a signés en 1975 à Helsinki sont plus que jamais d'actualité. (...)

CONDAMNATIONS AUTOMATIQUES ET REPENTIRS PUBLICS

Pratiques ordinaires en URSS

L'innovation *introduite* en septembre 1983 dans le code pénal de la RSFSR (République de Russie), qui permet de renouveler quasi automatiquement la peine d'un condamné à la veille de sa libération, est en train de faire des ravages parmi les prisonniers politiques. Cette possibilité nouvelle offerte à l'administration des camps – et donc en fait au KGB – en cas de « mauvaise conduite » du prisonnier, donne en pratique un caractère légal aux pressions destinées à obtenir le repentir ou la collaboration du détenu. Elle est le meilleur moyen de « briser » un homme qui croyait arriver enfin au bout de ses épreuves, et replonge pour des années.

Ce sort vient, par exemple, d'être réservé au pasteur Piotr Rumatjik, vice-président de l'Eglise baptiste d'URSS (non reconnue par le pouvoir), qui devait être libéré en août après cinq années de détention, et vient, selon la Mission slave de Stockholm, d'être frappé d'une nouvelle peine de cinq ans de camp à régime sévère. Depuis 1961, date de sa première arrestation, le pasteur Rumatjik a été condamné à un total de vingt et un ans d'emprisonnement. Motif de sa condamnation : « *Avoir déclaré que la liberté religieuse n'existe pas en URSS et avoir enfreint la réglementation des camps de travail.* »

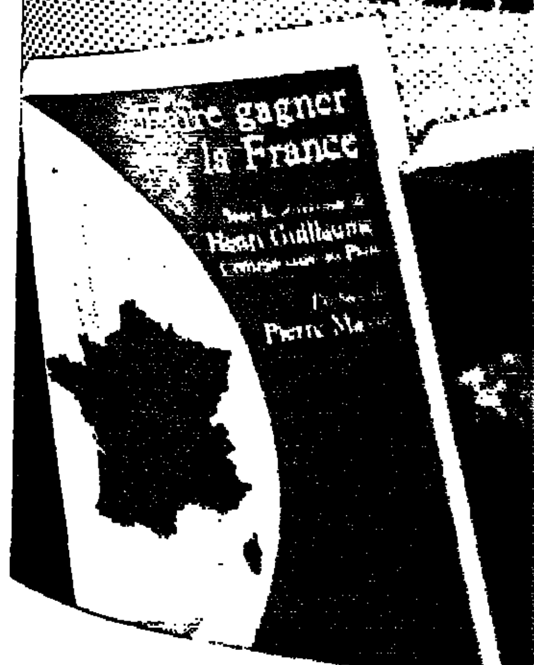
Autre victime récente du même article 188 du code pénal, Narouir Aripkian, membre du groupe Indépendance de l'Arménie, condamné à huit ans en 1974 pour « *propagande et agitation antisoviétique* », recondamné en 1982 à quatre ans pour « *spéculation* » et à présent à trois années supplémentaires pour « *mauvaise conduite* » dans le camp de Mordovie où il est enfermé.

C'est toujours *en vertu du* même article que Sergueï Khodorovitch, ancien responsable de la gestion du Fonds d'aide aux prisonniers politiques financé par Alexandre Soljenitsyne, devait comparaître le lundi 14 avril, dans le camp de Norilsk (Nord de la Sibérie), où il est détenu depuis trois ans et dont il aurait dû être libéré il y a une semaine. M. Yves Jouffa, président de la ligue des droits de l'homme, qui souhaite se charger de sa défense, avait demandé à l'ambassade d'URSS un visa pour pouvoir se rendre sur place.

Autre pratique ordinaire, ancienne, mais dont l'usage devient de plus en plus fréquent, la confession publique, télévisée, d'un condamné qui se couvre la tête de cendres, charge ses amis et dénonce l'impérialisme occidental qui suscite et finance les « *calomnies antisoviétiques* ». Le 9 avril, c'est un ancien militant pour la défense des droits des croyants, Boris Razveyev, incarcéré depuis janvier 1985, qui est ainsi apparu sur les écrans de télévision de Moscou.

Le crâne rasé, se présentant comme une « *victime de la CIA* », il a expliqué que ses déclarations antérieures à propos de la « *persécution des croyants* » en URSS n'étaient que « *mensonge grossier* ». Et il a mis en cause deux autres dissidents religieux, bien connu et qui eux n'ont pas craqué ; Alexandre Ogorodnikov et le Père Gleb Yakounine, arrêtés l'un et l'autre à la fin des années 70, condamnés à des peines de six et cinq ans de camp, et qui sont actuellement en relégation en Sibérie. Selon le « repenti », le père Yakounine recevait, en récompense de ses calomnies, des cadeaux de l'étranger, y compris des jeans.

J. K.



ICANO-LIBYENNE ET LES

ses alliés

militaire

RE L'EST ET L'OUEST

lle de l'ouverture

s de Berne

li Chtcharansky

OMATIQUES ET REPENTIRS PUBLICS

rdinaires en URSS

DIPLOMATIE

RÉACTIONS EUROPÉENNES

REÇU AVEC ÉCLAT EN COTE-D'IVOIRE

M. Chirac « veut croire » que le colonel Kadhafi « aura conscience de sa responsabilité »

« Mon séjour à Yamoussoukro restera, à proprement parler, inoubliable », souligne M. Jacques Chirac, dans un message adressé, samdi 12 avril, au président ivoirien, M. Houphouët-Boigny, quelques heures après sa visite en Côte-d'Ivoire. A Yamoussoukro, capitale administrative et ville natale du président ivoirien, le premier ministre a reçu un accueil exceptionnel et digne d'un chef d'État. Egard rarissime, M. Houphouët-Boigny était venu accueillir son hôte, samedi en fin d'après-midi à l'aéroport, et il l'a raccompagné dans la soirée, lorsque M. Chirac, après avoir passé un peu plus de six heures en Côte-d'Ivoire, a repris l'avion pour Paris. Environ cinq mille personnes étaient massées sur le parcours menant de l'aéroport au palais présidentiel. M. Chirac, qui était notamment accompagné de MM. Michel Aurillac, ministre de la coopération, et Jacques Foccart, conseiller du premier ministre pour les affaires africaines, est allé saluer une délégation de la colonie française de Côte-d'Ivoire (environ trente-cinq mille personnes), avant d'être l'hôte à dîner du président ivoirien.

Au cours de sa visite, ainsi que dans une interview accordée au quotidien ivoirien *Fraternité-Matin*, M. Chirac a abordé plusieurs aspects de la politique française en Afrique. *« Nous ne voulons pas revenir à la vieille notion de la « France gendarme de l'Afrique »*, a-t-il indiqué, *mais nous ne reculerons pas devant les responsabilités que nous a léguées toute l'histoire et qui découlent aussi des liens privilégiés que nous entretenons avec la majeure partie des Etats africains appartenant à notre ancienne mouvance coloniale »*. Indiquant que sa visite *« est un hommage mérité à celui qui, depuis bientôt un demi-siècle, lutte pour le progrès, la dignité de son pays et de l'Afrique et pour la paix entre les hommes »*, M. Chirac a émis le vœu de pouvoir recevoir *« dans un avenir proche »* M. Houphouët-Boigny en France.

« Nous ne disperserons pas nos efforts, a dit le premier ministre à propos de l'aide à l'Afrique, *mais nous rechercherons au contraire l'efficacité. Cette efficacité sera d'autant plus grande qu'elle sera concentrée ? »* La France, a-t-il ajouté, s'efforcera, dans la mesure du possible, *« d'intervenir auprès des instances compétentes pour alléger les conditions de remboursement de la dette africaine, qui s'élève globalement à 152 milliards de dollars »*.

« Conviction commune » avec M. Mitterrand

A propos du Tchad, M. Chirac a affirmé que la France ne quitterait ce pays qu'à la demande de son gouvernement légitime *« et lorsque celui-ci aura constaté que la présence française n'est plus nécessaire. En clair, nous resterons au Tchad tant que nous trouverons sur son territoire des forces d'occupation étrangères »*. Interrogé sur les menaces du colonel Kadhafi à l'encontre des pays du sud de l'Europe, le premier ministre a souligné : *« Nous voulons espérer que le terrorisme et l'irresponsabilité ne dépasseront pas des limites qui conduiraient forcément à des mesures de rétorsion, et je veux croire que le président libyen aura conscience de sa responsabilité. »* (...) *« Quand il s'agit d'évoluer vers la paix, je suis prêt à discuter avec toute personne responsable »*, a-t-il ajouté.

Enfin M. Chirac, affirmant qu'il n'y a *« aucune divergence de vues »* entre lui et le chef de l'Etat sur l'Afrique, a déclaré : *« Je n'imagine pas qu'il puisse y avoir de conflit entre le président de la République et le premier ministre français sur les problèmes de développement et notamment sur les problèmes africains, où nous partageons une conviction commune. »*

A Dakar, où M. Aurillac a poursuivi, seul, son voyage, le ministre de la coopération a indiqué que M. Chirac se rendra au Sénégal *« à une date assez proche »*. M. Aurillac, qui s'est entretenu avec le président Diouf, président en exercice de l'OUA (Organisation de l'unité africaine), a notamment déclaré que le budget du ministère de la coopération ne sera pas affecté par les économies que le gouvernement entend faire dans le prochain budget. – *(AFP, Reuter, UPI, AP.)*

M. FRANÇOIS BUJON DE L'ESTANG EST NOMMÉ CONSEILLER DIPLOMATIQUE DU PREMIER MINISTRE

M. François Bujon de l'Estang, qui devait être nommé ambassadeur à Mexico (*le Monde* du 11 janvier), vient d'être appelé par M. Chirac pour devenir son conseiller pour les affaires diplomatiques, européennes et de coopération, a-t-on appris dimanche 13 avril à Matignon.

[Né le 21 août 1940, diplômé de l'Institut d'études politique et de la Harvard Business School, major de la promotion 1966 de l'Ecole nationale d'administration, M. François Bujon de l'Estang est entré au secrétariat général du Quai d'Orsay à sa sortie de l'ENA. Il a été chargé de mission à l'Elysée jusqu'en 1969, puis en poste à Washington (1969-1973), et à Londres (1973-1975). Chargé de mission auprès du délégué général à l'énergie de 1975 à 1977, il a ensuite été détaché au commissariat à l'énergie atomique, comme directeur des relations internationales, de 1978 à 1980, date à laquelle il a été nommé directeur du cabinet de M. Giraud, alors ministre de l'industrie. En 1982, il a été désigné comme président de la COGEMA à Washington. Il aurait dû, ces jours derniers, recevoir sa première ambassade en s'installant à Mexico, pour y remplacer M. Bernard Bochet.]

● *M. Murphy à Damas.* – Le président Assad et le secrétaire d'Etat adjoint américain chargé du Proche-Orient se sont longuement entretenus, samedi 12 avril, de la situation dans la région, a-t-on indiqué à Damas, sans fournir plus de précision sur cette rencontre. Elle a eu lieu alors que M. Murphy effectue depuis trois jours une discrète « navette » entre l'Egypte et Israël, pour tenter, notamment, de rapprocher le point de vue des deux pays au sujet de leur différend frontalier sur l'enclave de Taba, dans le Sinaï. – *(AFP.)*

ERRATUM. – Une erreur technique nous a fait écrire dans un titre en page 3 du *Monde* daté 13-14 avril que *« des diplomates libyens en poste en RDA seront interdits de séjour à Berlin-Est »*. C'est évidemment Berlin-Ouest qu'il fallait lire, comme l'indiquait le texte de l'article.

EUROPE

Yougoslavie

EXTRADÉ EN FÉVRIER DES ÉTATS-UNIS

Le criminel de guerre Artukovic comparaît devant le tribunal de Zagreb

Andrija Artukovic, ministre de l'intérieur de l'Etat indépendant croate, créé en 1941 par les puissances de l'Axe après l'occupation et le démembrement de la Yougoslavie, devait comparaître, le 14 avril, devant le tribunal départemental de Zagreb.

De notre correspondant

Belgrade. – Réfugié pendant les trente-huit dernières années à Sheffield (Californie), il s'y était fait une réputation de modeste employé et de fervent catholique. Ce fut un véritable choc pour les habitants de cette petite localité, voire pour l'opinion publique américaine, d'apprendre un jour qu'Artukovic était considéré comme le plus grand criminel de guerre qui soit parvenu à trouver asile aux Etats-Unis. Il a été remis aux Yougoslaves, le 12 février, à la suite d'un verdict de la cour fédérale de Los Angeles qui a établi, après un procès long et mouvementé, ses responsabilités directes dans le massacre de populations civiles et autorisé son extradition (*le Monde* du 14 février).

Depuis, son cas est évoqué dans la presse yougoslave, qui rappelle avec force détails les événements sanglants vécus par ce pays durant la guerre, événements dominés par une résistance héroïque mais également marqués par une horrible guerre fratricide. Les plaies de cette époque sont loin d'être cicatrisées et le procès de Zagreb, qui fera l'objet d'une publicité considérable (certaines audiences seront diffusées en direct par la télévision), ranimera chez de nombreuses personnes des souvenirs pénibles.

Artukovic est âgé de quatre-vingt-sept ans. Depuis son arrivée à Zagreb, il est installé dans une pièce spécialement aménagée à son intention dans l'hôpital de la prison. Il est placé sous surveillance médicale permanente. Le public a pu le voir à plusieurs reprises à la télévision et entendre sa voix lors d'un interrogatoire. Sa défense est assurée par trois avocats choisis par sa famille : M[e] Zeljko Olujic et Silvije Degen, de Zagreb, tous deux de nationalité croate et Srdja Popovic, avocat politique bien connu de Belgrade, de nationalité serbe.

Invoquant l'état de santé de leur client, les défenseurs ont demandé le report du procès. Ils ont également demandé que leur soit accordé, au lieu des douze jours prévus, un délai minimum d'un mois pour pouvoir préparer leur réponse à l'acte d'accusation. Ces deux requêtes ont été rejetées.

Massacre de populations civiles

Le procès devrait prendre fin le 30 avril. On ne voit pas très bien comment, en si peu de temps, la cour pourra procéder, entre autres, à l'audition de quatre-vingt-sept temoins, parmi lesquels ne figure aucun témoin à décharge. L'acte d'accusation compte cinquante-cinq mille mots. Dans son préambule, il est question de « génocide » commis par l'Etat indépendant croate et par son ministre de l'intérieur. Celui-ci avait appliqué une législation raciale calquée sur celle du III[e] Reich contre les non-aryens (juifs et tziganes), mais aussi des traitements inhumains aux patriotes croates et surtout aux Serbes de Croatie, qui furent exterminés par « centaines de milliers » dans une vingtaine de camps de concentration.

La Cour ne pourra cependant approfondir cet aspect de la responsabilité d'Artukovic, la justice américaine n'ayant autorisé son extradition que pour un nombre de crimes précis. Il s'agit de plusieurs massacres de populations civiles dans les environs de Vrujin-Most, Kerestinac et Zumberk commis sur son ordre et en sa présence, et de l'assassinat d'un ancien député, Jesa Vidic, dont l'épouse avait promis à Artukovic la moitié des terres appartenant à son mari s'il ordonnait sa libération. *« Non, je ne lui accorderai pas la liberté*, lui aurait répondu Artukovic, *je le tuerai et je prendrai ensuite toutes ses terres... »*

On ne sait que peu de choses des déclarations faites par Artukovic au cours de l'instruction. Il aurait, selon la presse yougoslave, affirmé que les accusations portées contre lui étaient « inexactes ». Il n'a, déclare-t-il, tué personne et n'a jamais donné l'ordre de tuer qui que ce soit. Il ne se rappelle que très vaguement avoir entendu parler des camps de concentration.

PAUL YANKOVITCH.

● *Condamnation de neuf Albanais du Kosovo.* – Neuf Yougoslaves d'origine albanaise accusés de « nationalisme » ont été condamnés le 11 avril à des peines allant de quatre mois à sept ans de prison, par le tribunal de Pec, dans l'ouest de la province du Kosovo. Ces militants, six étudiants et trois juristes, vivant tous au Kosovo, ont été déclarés coupables d'avoir agi, au sein d'une organisation « ennemie », appelée « Liira e Kosoves » (liberté pour le Kosovo), pour l'attribution d'un statut de république à leur province. Trois d'entre eux, dont l'identité n'a pas été révélée, répondaient aussi d'espionnage au profit de l'Albanie, limitrophe du Kosovo. – *(AFP)*.

A quoi sert le Parti communiste italien ?

(Suite de la première page.)

C'est-à-dire avec le Parti socialiste ? *« Non, ce serait trop restrictif. Nous nous adressons à toutes les forces sans exception qui, constatant que l'Italie est bloquée, veulent remédier à cette situation. Nous voudrions donc aussi faire appel, par exemple aux chrétiens de progrès, aux mouvements écologistes, pacifistes, féministes, aux associations, etc. »*, poursuit M. Tato.

Au-delà de ce gouvernement de programme, l'objectif serait de constituer, prioritairement avec le Parti socialiste, une coalition écartant la Démocratie chrétienne, après plus de quarante ans de permanence au pouvoir. Pourquoi ne pas commencer par là ? Parce que, pour le moment, le PS ne le veut pas ; parce que le pays n'est sans doute pas encore prêt à voir le PCI au gouvernement dans le cadre d'une *« union de la gauche »* ; enfin parce qu'une telle alliance représenterait à peine aujourd'hui plus de 40% des électeurs.

Une baleine échouée

Avec ses 30% de voix, le PC est actuellement dans la société italienne une force non seulement sans emploi, mais sans débouché prévisible à moyen terme. Après avoir, dans les années 70, quasiment imposé son jeu, celui du « compromis historique », et s'être approché du pouvoir au point de tenir à bout de bras deux gouvernements démocrates-chrétiens de 1976 à 1979, le Parti communiste s'est touvé marginalisé par un classique phénomène de réaction qui s'est manifesté en premier lieu au sein de la DC. Et le PS entend bien « rééquilibrer » la situation à son profit avant de passer éventuellement alliance avec un tel mastodonte. C'est, en somme, l'image d'une baleine échouée sur une plage et qui doit se débattre de toute sa force pour se remettre à flot que le PC offre aujourd'hui de lui-même.

Trois « sensibilités »

Les doutes sur son caractère non démocratique ayant diminué, on suggère que c'est le contexte international (entendons les Etats-Unis) qui continue à s'opposer à l'intégration du PCI dans le jeu national. C'est la raison pour laquelle le PC avait choisi de se proclamer à Florence *« partie intégrante de la gauche européenne »* et avait invité le ban et l'arrière-ban de l'Internationale socialiste en même temps que les vieux routiers du monde communiste. Ce tournant-là a été pris sans réticence par la totalité des délégués.

Classiquement, on distingue dans le PCI trois sensibilités comportant elles-mêmes plus que des nuances. A gauche, on classe d'une part les *« pro-Soviétiques »* autour de M. Cossuta ; d'autre part, un courant que l'on pourrait dire « libertaire » ouvert aux mouvements *« écologistes, pacifistes, antinucléaires »* (1) qui a trouvé son grand homme en M. Ingrao, un des derniers chefs historiques du parti. Enfin, il y aurait des « berlinguériens » orphelins non seulement d'un leader aimé par tous, mais aussi d'un chef qui prônait avant tout la *« moralisation »* de la politique. Ces trois groupes représenteraient le tiers du parti.

Au centre, trônent M. Natta et son équipe. Pour finir, les observateurs s'efforcent de faire un tri entre ce qu'ils dénomment « la droite historique » – des personnalités qui ont fait une belle carrière à la Chambre, au Sénat ou dans les instances régionales, et dont le président du groupe parlementaire, M. Napolitano, est le porte-parole – et les *« Migliorista »*, ceux dont l'ambition serait seulement d'« améliorer » le système capitaliste, autrement dit des sociaux-démocrates, dont le principal représentant est M. Luciano Lama, ancien « patron » de la centrale communiste CGL.

Cette droite occupe de très fortes positions dans l'appareil, mais elle rencontre chez les militants des résistances. Elle avait discrètement entrepris, après les deux échecs électoraux du printemps 1985, de pousser M. Natta vers la sortie. En convoquant de façon anticipée le dix-septième congrès, celui-ci a rétabli sa situation. Il en a recueilli les fruits sous la forme du véritable plébiscite dont il a été l'objet à Florence.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Les communistes, hostiles aux centrales nucléaires, se retrouvent en réalité dans tous les courants. Dans les sections et les fédérations, la moitié environ des militants avaient voté en faveur de deux amendements antinucléaires présentés par le comité central. Au congrès, ces textes n'ont été repoussés que par dix-sept voix de majorité.

Pologne

Czeslaw Bielecki est emprisonné depuis un an

UN TEXTE DE SOUTIEN DE VINGT ET UN ÉDITEURS FRANÇAIS

Un groupe d'éditeurs français nous a adressé le texte suivant :

« Notre confrère Czeslaw Bielecki, directeur de la maison d'édition indépendante CDN (« A suivre ») fut arrêté, le 13 avril 1985, par la police politique polonaise et sauvagement battu. Privé des droits élémentaires dont chaque prisonnier devrait bénéficier (droit de visite de la famille, de l'avocat), il mène depuis octobre dernier une grève de la faim pour obtenir le statut de prisonnier politique comme d'autres emprisonnés qui sont dans une situation semblable à la sienne. Ce n'est qu'au début du mois de mars que ses deux fils ont pu lui rendre visite.

» Czeslaw Bielecki est maintenant accusé *« d'avoir préparé une tentative de renversement par la force du régime de Pologne populaire »*. Une accusation similaire avait été portée contre quatre membre du KOR (A. Michnik, J. Kuron, Z. Romaszewski, H. Wujec) en 1984. Elle fut finalement abandonnée, ce qui montre quelle crédibilité revêtent les actes d'accusation que la justice polonaise dresse contre l'opposition.

» Nous souhaitons qu'il en soit de même en ce qui concerne Czeslaw Bielecki, dont le travail d'éditeur, réalisé dans les conditions extrêmement difficiles de la Pologne d'aujourd'hui, est en soi une importante contribution à la diffusion des idées, de la culture, des libres opinions comme le garantissent les accords d'Helsinki. »

Ce texte est signé de MM. Pierre Belfond (Belfond), Jacques Bertoin (Lieu commun), Gérard Bourgadier (Denoël), Michel Chodkiewicz (Seuil), Jean-Etienne Cohen-Séat (Calmann-Lévy), les Editions Armand Colin, Vladimir Dimitrijevic (l'Age d'homme), Claude Durand (Fayard), Francis Esménard (Albin Michel), Bernard de Fallois (Julliard), Jean-Paul Flamand (La Villette), Claude Gallimard (Gallimard), François Gèse (la Découverte), Robert Laffont (Laffont), Jean-Claude et Nicole Lattès (Lattès), Jérôme Lindon (Minuit), Hubert Nyssen (Actes Sud), Jean-Luc Pidoux-Payot (Payot), Denis Pryen (L'Harmattan), Jean Rosenthal (Stock), Jean-Claude Fasquelle (B. Grasset).

Les éditeurs désireux de s'associer à cette initiative peuvent faire parvenir leur signature à l'adresse suivante : comité de soutien à Czeslaw Bielecki, 111, Le Corbusier, 13008 Marseille, Crédit lyonnais 2843, compte n° 79127 R.



AMÉRIQUES

UN LIVRE QUI FAIT DU BRUIT A WASHINGTON

L'ancien directeur du budget, M. Stockman, critique vertement la politique économique de M. Reagan

De notre correspondant

Washington. — Rien ne pouvant mieux servir la promotion d'un livre qu'une polémique entre son auteur et le président des Etats-Unis, la Maison Blanche s'en tient à un silence qui ne résistera peut-être pas longtemps à tant de bruit. Dès dimanche, *le Triomphe de la politique* faisait en effet la une des quotidiens américains avant de faire, ce lundi 14 avril, celle de *Newsweek* qui s'en est adjugé les bonnes feuilles pour 250 000 dollars. Radios et télévisions ne sont pas en reste et *Pourquoi la révolution Reagan a échoué* (c'est le sous-titre) bénéficie ainsi d'un lancement de nouvelle lessive qui n'est pas seulement dû aux fonctions — directeur du budget — qu'occupait il y a encore huit mois son auteur, David Stockman.

Car s'il est rare qu'une équipe au pouvoir soit si sauvagement décrite de l'intérieur par l'un de ses piliers, il est à peu près sans précédent qu'un homme politique déclare catastrophique la politique qu'il vient de mener pendant presque six ans. L' « *échec* » de la révolution conservatrice a suscité un « *développement massif de la dette publique* » qui va, dit M. Stockman, « *créer des difficultés économiques cataclysmiques* ».

« *Si nous ne changeons pas de route, cette décennie s'achèvera dans une hyper-inflation plus grave que celle qui a marqué son début* », annonce-t-il par exemple en expliquant que les théories économiques reaganiennes (dont il fut l'un des principaux inspirateurs) ont souffert à la fois de n'être pas réellement appliquées et d'être totalement étrangères aux souhaits des Américains. Pour donner un coup de fouet à l'économie en réduisant les impôts sans augmenter le déficit budgétaire, il aurait, en effet, fallu lancer « *un assaut frontal contre l'Etat-providence américain* » et diminuer les retraites fédérales, couper plus encore dans les programmes d'aide sociale et « *complètement supprimer les subventions à l'agriculture et à l'industrie* ».

Cela n'a pas été possible, car « *Ronald Reagan s'est révélé trop bon, gentil et sentimental pour cela* » et également trop « *homme de consensus politique et non pas idéologue* ». « *La vraie révolution reaganienne* » n'a en conséquence « *jamais eu sa chance* », puisqu'elle aurait demandé un pouvoir sans partage et qu'il y avait face à la Maison Blanche le Congrès, dont l'opposition à une suppression trop brutale des dépenses sociales reflétait, estime aujourd'hui David Stockman, les sentiments profonds de la population.

Bien que l'ancien directeur du budget s'accuse de ne pas avoir assez alerté M. Reagan sur la gravité des déficits qui se sont accumulés au fil des années, ce livre n'est pas un *mea culpa*. David Stockman ne pense pas qu'il se trompait sur le fond. Il pense qu'il était « *irréaliste* » de vouloir convertir l'Amérique à son programme et qu'il a prouvé par là qu'il ne connaissait rien à la politique et que toutes ses théories étaient un « *rêve* ».

Maintenant qu'il n'est plus que directeur dans l'une des principales banques d'investissement américaines, cet homme qui, même au gouvernement, n'avait jamais mâché ses mots s'en donne à cœur joie. Le président est décrit comme le meilleur des hommes. Malheureusement, « *ses connaissances sont avant tout impressionnistes* ». Il « *assimile plus les anecdotes que les concepts* » et, au bout du compte, il a été « *conduit par ses conseillers et ses propres illusions à adopter l'un des programmes les plus irresponsables des temps modernes* », car il a « *promis de changer les lois de l'arithmétique* ».

Des « analphabètes »

Considéré à Washington comme l'un des hommes les plus puissants de l'entourage présidentiel, le secrétaire général de la Maison Blanche et ancien secrétaire au Trésor, M. Donald Regan, n'est, dans « *le triomphe de la politique* », qu'un plat courtisan adoptant systématiquement comme point de vue celui qu'il devine chez M. Reagan, « *quand bien même les arguments contraires sont déterminants* ».

Le secrétaire à la défense, M. Weinberger, auquel M. Stockman avait souvent reproché publiquement de ne pas savoir se serrer la ceinture, est décrit en train de vendre son budget au président avec des artifices de camelot. Quant à l'équipe des premiers conseillers arrivés de Californie avec M. Reagan, ils étaient « *analphabètes* » en politique et obsédés seulement de ce qu'on dirait du président aux journaux télévisés du soir. On objecterait volontiers que cette obsession était plutôt une preuve de réelle habileté politique.

Le premier tirage du livre est de 325 000 exemplaires qui seront mis en vente la semaine prochaine. L'auteur a touché 2 300 000 dollars d'avance — ce qui est presque un record — et l'éditeur ne semble pas penser qu'il a pris des risques excessifs. La Maison Blanche, elle, doit considérer que cela commence à bien faire car l'un des principaux collaborateurs de M. Weinberger et autre théoricien du reaganisme, M. Richard Perle, aurait été prié de laisser en projet un roman à clés sur la conduite de la politique de défense.

Il serait étonnant qu'il obtempère et, en attendant ce prochain développement, personne ne sait vraiment, baisse du pétrole et du dollar ou pas, comment et quand on viendra à bout des déficits budgétaire et commercial.

BERNARD GUETTA.

UN AMBASSADEUR « RECALÉ » PAR UNE COMMISSION DU SÉNAT

La commission des affaires étrangères du Sénat américain vient de refuser, pour la première fois, de confirmer la nomination d'un ambassadeur par le président Reagan. Par neuf voix contre sept, la commission s'est opposée au choix de M. James Malone pour représenter les États-Unis auprès du Belize. Les sénateurs ont justifié leur décision en indiquant que M. Malone avait dans le passé trahi une promesse faite à la commission. Sa nomination en 1981 comme secrétaire d'État adjoint pour les océans, l'environnement international et les affaires scientifiques n'avait en effet été confirmée qu'à la suite d'un engagement de M. Malone de ne pas traiter personnellement les dossiers concernant le Japon, Taiwan et la RFA (qu'il avait eu à connaître dans ses précédentes fonctions d'avocat). Le non-respect de cet engagement a entraîné la décision de la commission, qui a même refusé de donner une seconde chance à M. Malone en repoussant la convocation d'une session plénière du Sénat.

A WASHINGTON

...et, M. Stockman, ...onomique de M. Reagan

Des « analphabètes »

Le Monde PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

politique

A L'UNIVERSITÉ DE PRINTEMPS DES JEUNES CENTRISTES

Comment concilier la fidélité à M. Barre et la loyauté envers le gouvernement de M. Chirac

De notre envoyée spéciale

Hardelot. — *« Non, monsieur Barre, vous n'êtes pas seul. »* Les Jeunes démocrates sociaux (JDS), réunis du 11 au 13 avril à Hardelot (Pas-de-Calais) en université de printemps, n'ont pas manifesté le même souci de la nuance que leurs aînés — membres ou non du gouvernement — en envoyant à l'ancien premier ministre un télégramme témoignant, non seulement de leur sollicitude mais aussi de leur *« attachement »* réaffirmé *« aux valeurs »* qu'il défend et de leur volonté de le soutenir dans sa démarche. *« Nous savons*, ont-ils écrit à M. Barre, *qu'au terme d'une période politique troublée vous démontrerez que la lucidité et la vérité finissent toujours par l'emporter. D'ores et déjà, les JDS mettent à profit cette période pour préparer avec vous l'échéance de demain. »*

A leurs aînés du CDS, ministres (MM. Méhaignerie, Bosson ou Guellec), responsables du parti (MM. Barrot, secrétaire général ou Stasi, premier vice-président), ou simples parlementaires de la région Nord-Pas-de-Calais (MM. Durieux, Poudonson, Delfosse ou Diligent) venus leur rendre visite, ils ont posé les mêmes questions : *« Comment soutenir, dès à présent, M. Barre dans la perspective de l'élection présidentielle tout en étant un partenaire loyal au gouvernement ? » « Où se situe le CDS par rapport aux pôles libéral, conservateur et social-démocrate, comment va-t-il affirmer sa propre personnalité ? »*

Ces questions, M. Pierre Méhaignerie a reconnu qu'il se les posait. Fidèle à M. Barre, il veut continuer à l'être, sans pour autant faire preuve de déloyauté à l'égard du gouvernement au sein duquel, a-t-il souligné, les centristes ont choisi de n'occuper que des ministères « techniques » où leur marge d'autonomie, pensent-ils, devrait être plus grande que dans des ministères « politiques ».

« Je ne serai pas dans le camp des flingueurs », a-t-il affirmé en expliquant que les centristes avaient bien l'intention d'user de leur influence pour infléchir, éventuellement, les orientations de la politique gouvernementale mais que, une fois les décisions prises, la solidarité jouera à plein. *« Le CDS*, a-t-il dit, *est parfaitement à l'aise dans la majorité compte tenu des objectifs économiques définis par le gouvernement. « Mais*, a-t-il ajouté, *sur le plan social, il doit se distinguer davantage, aux yeux de l'opinion publique, en manifestant qu'il est particulièrement attaché à l'égalité des chances, à la place de la France dans l'Europe et à la décentralisation. »* Sur ce dernier point, M. Méhaignerie a notamment estimé : *« Nous n'avons accompli que le quart de la moitié du chemin nécessaire. »*

« Nous devons, a-t-il poursuivi, *être le parti de la croissance, le parti des meilleures chances pour tous. — Attention, à ne pas donner prise à ceux qui voudraient faire croire que la majorité défend les riches contre les pauvres, les patrons contre les salariés »* —, *le parti des valeurs. »*

Au nom de ces valeurs de « vérité et de courage » qu'ils veulent défendre, les centristes ne pouvaient être en parfait accord avec la deuxième partie de la déclaration de politique générale de M. Chirac portant notamment sur la justice, la sécurité, l'immigration. Ils l'ont signifié.

« Pas de congrès de Valence à l'envers »

La volonté d'instituer une peine de prison de trente ans incompressible, a été, par exemple, violemment critiquée, notamment par M. Bernard Stasi, député de la Marne, qui a prévenu qu'il ne *« voterait jamais une mesure aussi stupide »* *(Lire page 11)*. M. Jacques Barrot, député de la Haute-Loire, avait pourtant tendance, lui, à la trouver « inéluctable » comme « peine dissuasive ». Ce qui devait amener M. Méhaignerie à reconnaître qu'il n'existe pas au CDS, en matière de justice et de sécurité, un seul discours, et que son parti devait donc poursuivre sa réflexion.

M. Stasi a jugé tout aussi stupides les discours qui tendent à faire croire que le changement de majorité suffirait à lui seul à améliorer la securité des Français et que la situation actuelle résulterait de l'attitude « laxiste » du gouvernement précédent.

Il a tenu à expliquer que si le CDS est actuellement *« allié avec le droite libérale »*, il devait faire en sorte *« que cette coalition ne dérive pas trop à droite »*.

Les réactions à l'article du *Figaro-Magazine* prônant une chasse aux sorcières dans l'audiovisuel n'ont pas été moins vives. *« Il y a des moments où la droite est d'une bêtise à nulle autre pareille »*, s'est exclamé M. Jacques Barrot, tandis que M. Méhaignerie expliquait qu'il ne *« saurait y avoir de congrès de Valence à l'envers »*, mais qu'il fallait être néanmoins *« sans complexe vis-à-vis des compétences »*.

Il a exprimé aussi la crainte qu'un *« gouvernement de cohabitation »* ne soit *« tenté par le gouvernement de l'opinion publique »*. Avec lui, M. Jacques Barrot s'est efforcé de répondre aux inquiétudes des jeunes centristes demandant à leurs aînés de ne pas se laisser piéger par les péripéties de l'expérience actuelle ; de continuer à avoir la volonté de *« dégager un souffle, un projet » : « Les jeunes*, leur ont-ils dit, *veulent du concret mais aussi des messages »*.

Dans cet esprit, le secrétaire général du CDS s'est chargé de dire aux JDS que la *« fidélité »* à M. Barre ne devait pas signifier *« identification »* à un homme dont on ne peut dire aujourd'hui avec certitude qu'il sera le présidentiable de demain. *« Le paysage politique reste ouvert, il ne faut pas déjà distribuer les cartes »*, juge M. Barrot, qui pense que le CDS ne doit pas *« se dispenser d'un effort d'enracinement dans un courant de pensée qui existait avant M. Barre et qui existera après lui. »*

Il a souhaité que le CDS, tout en *« enregistrant les progrès qui peuvent être réalisés aujourd'hui par le gouvernement, se projette dans l'avenir avec des ambitions plus vastes. Nous devons être des précurseurs »*, a-t-il affirmé, en citant en exemple l'audiovisuel : *« Il faut déjà*, a-t-il dit, *envisager, au-delà de la privatisation des chaînes, l'internationalisation de l'information. » Il faut aller au-delà du bricolage qui risque d'être la marque de la cohabitation »*, a-t-il insisté.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

PARIS-VITRÉ-LA HAYE-HARDELOT

La fin de semaine d'un ministre « libéral-centriste-européen »

Avec un plaisir qu'il ne cherche pas à dissimuler, M. Pierre Méhaignerie, nouveau ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, s'est plongé dans ses dossiers, dans la gestion du *« concret »*... Sur le logement, sur la politique d'aménagement du territoire, il est déjà intarissable.

Avant la réunion des ministres de dimanche, il s'est battu pour que soit pris en compte son refus de toute diminution des investissements en matière de primes à l'aménagement du territoire. Mais, de la même façon il s'est promis de colmater sérieusement certaines augmentations de dépenses de fonctionnement, notamment en matière d'aide personnalisée au logement. Il explique les abus, les situations paradoxales qui se sont créées...

Chaque soir jusqu'à minuit, il travaille avec ses collaborateurs quel qu'ait été l'emploi du temps de la journée. En cette fin de semaine, il fut chargé.

Vendredi après une matinée consacrée à des auditions de professionnels du logement, il part chez lui, à Vitré (Ille-et-Vilaine), pour assister à l'enterrement de sa mère. Deux heures durant, debout, il recevra les condoléances des quelque quatre mille personnes venues rendre hommage à celle qui, aux côtés de son époux, Alexis Méhaignerie, député MRP et maire de la petite commune de Balazé pendant trente ans, n'a pas ménagé son dévouement à ses concitoyens. *« La porte de la maison était toujours ouverte. Je ne sais pas combien de cafés elle a pu offrir chaque jour »*, confiera M. Pierre Méhaignerie à ses amis centristes qui l'accueillent quelques heures plus tard à La Haye, où se tient le sixième congrès de la Fédération des Partis démocrates-chrétiens. Il n'en dira pas davantage.

Dans l'avion, il s'est laissé malmener par les quelques journalistes qui l'accompagnaient à La Haye. Sa participation au gouvernement, sa fidélité à M. Barre, l'identité du CDS, ses premières impressions de ministre... Il reconnaît que ces deux derniers mois, l'actuelle majorité n'a pas su expliquer son choix de supprimer l'autorisation administrative de licenciement et l'impôt sur les grandes fortunes.

Déjà, depuis son banc du gouvernement il a entendu des députés socialistes ironiser sur le *« parti des riches »* revenu au pouvoir. Il s'inquiète de la naissance d'un tel débat, mais il explique qu'il ne peut y avoir de *« réveil de l'investissement industriel si on ne supprime pas l'un des quatre impôts qui portent sur le patrimoine ». « Entre deux maux, il faut choisir le moindre »*, dit-il.

Il s'inquiète aussi de l'absence de *« langage commun »* du CDS en matière de sécurité, alors que son parti ne peut être en total accord avec cette partie de la déclaration de politique générale de M. Chirac. Il demandera aux parlementaires du CDS d'enrichir leur réflexion et plus généralement de se distinguer des libéraux et des conservateurs avec lesquels ils ont fait alliance dans la majorité. Il leur demandera aussi de ne pas laisser le Parti socialiste, qui évolue vers la social-démocratie occuper seul le terrain du centre. Tous les quinze jours, le jeudi matin, il les recevra, tout comme il réunit chaque mardi soir les ministres centristes accompagnés de MM. Jacques Barrot, Bernard Stasi et François Bayrou, respectivement secrétaire général du CDS, premier vice-président et rédacteur en chef de l'hedomadaire du parti, *Démocratie moderne*.

Méthodes « prussiennes »

Comme le PR, le CDS veut garder, au-delà des péripéties de la cohabitation, *« dont on ne sait si elle durera six mois, huit mois, quinze mois ou deux ans »*, son *« identité »*, sa *« spécificité »*. *« Nous devons dégager des perspectives d'avenir »*, répète M. Méhaignerie, qui tient, en dépit des *« fêlures »* qui se sont manifestées pendant la campagne des législatives, à ce que son parti continue de travailler avec M. Barre. *« Le CDS n'adhère pas seulement à un homme mais à des idées. Il faut que M. Barre aille plus loin dans son projet »*, confie-t-il.

Agressé, M. Pierre Méhaignerie retrouve tout son punch. Il manifeste aussi de l'humour, s'amuse *de voir ses jeunes collègues au gouvernement prendre sans cesse des notes au conseil des ministres, contrairement à la tradition,* ou de la gouaille de M. Pasqua lors des réunions de concertation entre les responsables de la majorité. Il parle de cinéma, de *« l'esthétisme »* des publicités françaises, et se laisse même aller à se réjouir des formes plus rondes des mannequins aujourd'hui.

Avec M. André Diligent, maire de Roubaix et sénateur, qui l'a rejoint à La Haye, il prend quelques minutes pour étudier les difficiles problèmes de la sécurité et de l'immigration dans cette cité du Nord. Tard dans la soirée, il s'éclipse. Il doit encore préparer son discours du samedi devant les délégations des partis démocrates chrétiens. Il insistera sur les *« deux défis à terme »* pour l'Europe (la démographie et l'emploi) et sur les trois *« problèmes immédiats » :* le budget, la politique agricole et la *« coopération nécessaire en matière de défense »*. Au déjeuner, qui réunit les chefs de gouvernement allemand, belge, néerlandais, irlandais, luxembourgeois et italien, il sera questionné sur les chances de réussite de la cohabitation en France, les rapports entre le premier ministre et le président de la République, les perspectives présidentielles. Malicieusement, il se promet bien de dire au ministre de l'agriculture qu'un des interlocuteurs a qualifié ses méthodes d'*« un peu prussiennes » !*

Samedi après-midi, les jeunes centristes l'attendent à leur université de printemps à Hardelot (Pas-de-Calais). Sur l'aéroport du Touquet, ils arrivent dans un défilé de voitures tous phares allumés. M. Pierre Méhaignerie, respectueux des règles, les invitera pourtant à ne pas en faire trop... et notamment à ne pas dépasser les vitesses permises, à respecter les lignes blanches !

Il repartira après les avoir assuré qu'il ferait tout pour préserver l'*« identité »* du CDS, les bras chargés de conserves de rollmops, de harengs et d'œufs de lump. Dans la soirée, il est de retour à Paris. Demain dimanche, il sera à 11 heures à Matignon... et le soir chez lui, à Vitré.

C.F.-M.

● *Le conseil national de l'ANFANOMA*, association de rapatriés, se dit, dans un communiqué, *« sensible aux engagements pris par le premier ministre en vue de régler définitivement les problèmes spécifiques des rapatriés »*. L'ANFANOMA *« exprime sa satisfaction devant la volonté politique enfin affirmée sans ambiguïté au Parlement »*

● *Réaction de Lutte ouvrière aux dénationalisations. — « Les changements de gouvernement, ça rapporte toujours aux possédants. Chaque nouvelle équipe arrose à sa façon »*, écrit Mme Arlette Laguiller, porte-parole de Lutte ouvrière (LO), dans l'éditorial de l'hebdomadaire de cette organisation trotskiste. *« La gauche avait distribué 40 milliards aux canards boiteux de la banque et de l'industrie en permettant à leurs actionnaires de s'en dégager à un prix inespéré*, estime Mme Laguiller, *et, en 1986, ce que la gauche avait acheté à prix d'or, la droite le brade en francs dévalués. »* Elle souligne que *« cela enrichira les mêmes, et cela ne créera pas un emploi de plus »*.

POLITIQUE

LE DÉCÈS D'AYMAR ACHILLE-FOULD

Un grand féodal républicain

M. Aymar Achille-Fould, député UDF de la Gironde, ancien ministre, est décédé vendredi 11 avril à Paris (*le Monde* daté 13-14 avril).

De notre correspondant

Bordeaux. – *Les Médocains* l'appelaient « Achille ». Pas seulement par souci d'économie de mots. Sans doute parce qu'ils trouvaient que ce nom collait mieux au personnage bouillant et chaleureux qui, en 1961, avait commencé la conquête du Médoc, le chapeau pointu du massif forestier landais, presqu'île entre le bassin d'Arcachon, l'Atlantique (on dit l'Océan) et l'estuaire de la Gironde. « Achille » présentait l'avantage de ne pas manquer de grandeur et d'être en même temps familier. Car Aymar Achille-Fould avait su faire oublier aux Médocains qu'il était d'abord un grand bourgeois.

Il était l'héritier d'une dynastie de grands banquiers et de politiciens. Son trisaïeul, Achille Marcus-Fould, l'un des grands représentants de la banque juive au dix-neuvième siècle, avait été le ministre des finances de Napoléon III. Son descendant disait même de lui qu'il était le véritable créateur de la forêt landaise, l'inspirateur financier du projet. Les Fould avaient tous fait carrière politique entre Paris, la région tarbaise, berceau de la famille, et le Médoc.

Il n'empêche que l'éducation de grand bourgeois s'est limitée à un passage à Janson-de-Sailly. Il y a mis un terme en 1942, à dix-sept ans, en s'échappant après avoir assommé les deux gendarmes chargés de le remettre à son père, auquel il avait fait part de son intention de rejoindre la France libre.

L'Ecole navale de Casablanca, les bateaux de la Royale, puis le commandement d'une compagnie de fusiliers marins en Indochine, avaient complété cette éducation. Il en avait gardé un goût certain pour l'amitié virile et ses manifestations tonitruantes, mais aussi un grand sens de la fidélité et de la fraternité. Fils de grands bourgeois, il se sentait homme du peuple, et il l'était profondément. Il donnait l'impression d'être plus à l'aise dans son hameau de Bernos, à *Saint-Laurent-de-Médoc, qu'il ne* pouvait l'être au Jockey-Club, dont il était membre, comme son père et son grand-père.

De ses ancêtres, il avait hérité un goût immense pour la politique, et il le cultivait avec infiniment plus de soin et de passion qu'il ne s'occupait de château-beychevelle, l'un des plus célèbres crus du Médoc, ou de ses affaires personnelles.

Ecarté de la députation en 1978, à la suite de ce qu'il considérait comme un faux pas imputable à la vague socialiste de la fin de l'ère Giscard d'Estaing, il *avait deux ambitions clairement* affichées : redevenir député de son Médoc (le scrutin proportionnel a fait de lui un élu girondin plus que du Médoc) ; être ministre de la mer, le poste où il se *sentait le plus capable de « faire* quelque chose ».

Il restera pour les Girondins le symbole de l'identification d'un élu à son terroir. Il était l'homme que le paysan dépouillé de tout son troupeau par des voleurs appelait avant de téléphoner aux gendarmes, l'interlocuteur obligatoire qui ne demandait jamais l'étiquette politique des gens. Quelque chose comme un grand féodal républicain.

PIERRE CHERRUAU.

● *Le docteur Dalbos député de la Gironde.* – C'est le docteur Jean-Claude Dalbos (RPR) qui devient député de la Gironde à la suite du décès d'Aymar Achille-Fould, élu en mars 1986 sous l'étiquette CDS.

[Né le 24 septembre 1928 à Bordeaux, docteur en médecine, stomatologue, M. Dalbos fut président des jeunes RPF de la Gironde et élu député UNR de la sixième circonscription de ce département de 1958 à 1962. Il fut maire de Pessac de 1959 à 1977 et l'est redevenu en 1983. De même, conseiller général de 1964 à 1976, il est depuis 1983 vice-président du conseil général, le docteur Dalbos est également vice-président, chargé des finances, de la communauté urbaine de Bordeaux.]

Recherche : Matignon tranche en faveur de M. Alain Devaquet

Après plusieurs semaines de guerre sourde, *la logique, disent les* milieux de la recherche, a finalement prévalu. Dans la bataille pour le partage des frontières que se livraient le ministre de l'industrie, M. Alain Madelin, et le ministre *délégué à la recherche et* à l'enseignement supérieur, M. Alain Devaquet, les services du premier ministre semblent avoir tranché en faveur du second. Selon toute vraisemblance, le prochain conseil des ministres devrait donc installer M. Devaquet dans les meubles de son prédécesseur à la recherche, M. Hubert Curien, et dans ceux de celui qui était en charge des universités, M. Roger-Gérard Schwartzenberg.

Ainsi, M. Devaquet devrait garder sous sa tutelle propre le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et l'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR), tandis qu'il exercerait *une tutelle conjointe* avec les ministères intéressés sur nombre d'organismes dont la dotation devrait être inscrite au budget du ministère de la recherche et des universités. C'est ainsi, par exemple, que le Centre national d'études spatiales (CNES), l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (INRIA) seraient « partagés » avec le ministère de l'industrie, l'Institut national de recherche agronomique (INRA), géré en liaison avec l'agriculture, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) avec la santé, etc.

Pour ce qui concerne le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), le premier ministre, qui assure naturellement la présidence du comité à l'énergie atomique, déléguerait ses responsabilités au ministre de la défense, M. André Giraud, quand il s'agit de problèmes touchant à la défense du pays, au ministre de l'industrie, M. Alain Madelin, pour ce qui concerne la production, et au ministre de la recherche, M. Alain Devaquet, pour la recherche. Enfin, il aurait été décidé d'un partage des tâches analogues entre M. Madelin et M. Devaquet pour les affaires Eurêka, le programme « pour une Europe de la technologie » lancé il y a un an par M. François Mitterrand.

J.-F. A.

Des attaques politiques contre le CNRS

Trois organisations de l'enseignement supérieur plutôt marquées à droite demandent « *que la recherche scientifique fasse l'objet d'une loi-cadre mettant fin à la concentration bureaucratique et à l'emprise syndicale qui portent atteinte à la réputation et à l'indépendance de la science française* ». Ils souhaitent à cet égard « *que le potentiel du CNRS soit redistribué dans une nouvelle structure de l'enseignement supérieur* ». Les organisations signataires sont la Fédération nationale des syndicats autonomes du supérieur, les Cercles universitaires et l'Union nationale interuniversitaire (UNI), dont le vice-président, M. Yves Durant, vient d'être nommé conseiller pour la recherche et l'éducation à Matignon.

Après l'attaque contre la loi Savary, cette demande de suppression du CNRS reprend celles faites il y a *quelques mois, qui n'ont été* inscrites que sous une forme plus modérée dans la plate-forme commune RPR-UDF. Celle-ci indique seulement que « *nombre d'unités de recherches du CNRS ont vocation à être transférées aux établissements d'enseignement supérieur* ».

Le PSU ne veut pas disparaître

L'hypothèse d'une « dissolution » du PSU a été très mal ressentie par la direction politique de cette organisation réunie le week-end dernier pour se pencher sur son avenir (le *Monde* du 12 avril). La direction politique a adopté à l'unanimité moins sept abstentions un texte qualifié par certains de « *compromis* ». Il précise que « *le problème qui se pose pour le PSU n'est nullement celui de sa dissolution mais celui de sa transformation* ». « *C'est la situation politique qui nous y conduit* », précise ce texte.

Fort de ce constat implicite de décomposition des formations qui se situent à la gauche du PS et affirmant que « *la domination* » de la droite « *risque d'être durable* », le PSU souligne qu'« *il faut reconstituer, le plus tôt possible, une force populaire regroupant les partisans d'un changement de société et qui pousse à rendre possible une alternative politique et sociale* ».

Dans un premier temps, cette organisation devrait donc tenir une conférence nationale de trois jours en juin qui permettra d'établir un état des lieux. Des non-membres du PSU, sortes d'audits externes, y seraient invités pendant la première journée. En second lieu, le PSU réunira son congrès entre le 22 novembre et le 15 décembre prochain. Le précédent s'était tenu en décembre 1984.

Deux élections cantonales

MAYENNE : canton de Loiron (1er tour).

Inscr., 9 468 ; vot., 5 790 ; suffr. expr., 5 632. – MM. Vaujuas-Langan, div. d., 1 832 ; Le Feuvre, div. d., 1 665 ; Mme Bouttier, PS, 717 ; MM. Deulofeu, div. d., 518 ; Hatte, div. d., 418 ; Griot, écol., 261 ; Prioul, PC, 114 ; Chanrond, MPPT, 107. *Il y a ballottage.*

[Huit candidats briguaient, dimanche 13 avril, la succession d'Alphonse Augeard, div. d., décédé *au mois de février.* Deux d'entre eux seulement, MM. Vaujuas-Langan, maire de Launay-Villiers et Le Feuvre maire de Saint-Pierre-la-Cour, ont franchi la barre des 10 % d'inscrits, indispensable pour se maintenir au second tour. Bien que sans étiquette partisane, ils se situent tous deux dans l'actuelle majorité. Alphonse Augeard, qui était conseiller général de ce canton depuis plus de trente ans, avait été réélu dès le premier tour des élections cantonales de mars 1985 avec 4 514 voix (70,42 % des suffrages exprimés) contre 1 510 au candidat socialiste, M. Garot, et 386 au candidat communiste, M. Prioul, pour 6 410 suffrages exprimés, 6 777 votants et 9 303 électeurs inscrits. Les électeurs du canton de Loiron ne se sont guère mobilisés le 13 avril puisque 38,84 % d'entre eux se sont *abstenus* (ils n'étaient que 27,15 % dans ce cas en mars 1985). Par rapport au précédent scrutin le PC enregistre une perte de 4 points et le PS une perte de près de 11 points (10,82).]

MAYENNE : *canton* de Mayenne-Ouest (1er tour).

Inscr, 8 994 ; Vot., 5 741 ; suffr. expr., 5 612. – MM. Leblanc, ex. PS. 2 650 ; Vigouroux, sout. UDF, 1 989 ; Plessis, div. d., 595 ; Barreau, div. d., 283 ; Durant, PC, 95. *Il y a ballottage.*

[Cette élection partielle est destinée à remplacer M. Bertrand Denis, UDF-PR, décédé en février. Il avait été réélu conseiller général de ce canton au second tour des élections de mars 1985 avec 2 668 voix contre 1 546 à M. Vigouroux et 2 128 à M. Bachelot, PS, pour 6 342 suffrages exprimés et 6 517 votants. Il y avait 8 947 électeurs inscrits. Les résultats du premier tour avaient été les suivants : Insc., 8 947 ; vot., 6 476 ; suff. expr., 6 190. – MM. Denis, 2 623 ; Vigouroux, 1 598 ; Bachelot 1 733 ; Durant, PC, 236.

M. Claude Leblanc, maire de Mayenne, exclu du PS pour s'être *opposé au « parachutage » de* M. Planchon (CERES) lors des dernières législatives, est arrivé en tête, au premier tour de ce scrutin partiel, avec 47,22 % des suffrages, réalisant un score très nettement supérieur à celui du candidat du PS, M. Bachelot, au premier tour du renouvellement de mars 1985 (27,99 %) Grâce au bon résultat obtenu par M. Leblanc, la gauche a recueilli au total 48,91 % des suffrages alors qu'elle n'en avait totalisé que 31,80 % au premier tour de mars 1985. Le candidat du PC, M. Durant, qui a obtenu 1,69 % des suffrages, est loin de réaliser son score précédent (3,81 %).

La droite enregistre une perte sensible de son audience : alors qu'elle avait recueilli 68,19 % des suffrages au premier tour de mars 1985, elle en a obtenu 51,08 % le 13 avril. L'issue du second tour de ce scrutin partiel, qui verra s'affronter MM. Leblanc et Vigouroux, est donc incertaine et dépendra de la mobilisation des électeurs. (36,16 % d'entre eux se sont abstenus dimanche).]

Propos et débats

M. Schwartzenberg : les comités « Jacques-Pierre-François »

M. Roger-Gérard Schwartzenberg, ancien secrétaire d'Etat, président d'honneur du MRG et député app. PS du Val-de-Marne, estime que les ministres devraient abandonner leurs fonctions de chefs de partis, et souligne que les ministres de gauche se sont toujours conformés à cette « tradition » *de la Ve République:* « Il y a là, *affirme M. Schwartzenberg, à propos de l'attitude des actuels ministres,* une déviation des institutions et un réel danger pour l'unité et l'efficacité du gouvernement de la France, qui risque de devenir la simple juxtaposition de délégués de partis où chacun ferait valoir une tendance particulière plutôt que l'intérêt général. Le général de Gaulle parlait naguère de « comités Gustave-Théodule-Hippolyte ». Voici le gouvernement devenu l'assemblage des comités Jacques-Pierre-François, pour reprendre les prénoms des dirigeants de la nouvelle majorité. »

M. Blanc : tartufe

M. Jacques Blanc, député UDF-PR de Lozère et nouveau président, élu avec les voix du Front national, du conseil régional de Languedoc-Roussillon, a affirmé à ce propos, dimanche 13 avril, à l'émission « Forum » de RMC : « Je n'ai pas vendu mon âme et j'en ai marre de tous ces donneurs de leçons, ces tartufes socialistes (...), je n'accepte pas de leçons de démocratie de ceux qui, par ailleurs, sont responsables de l'élection des membres du Front national. » *M. Blanc a ajouté : « Je n'ai jamais fait une majorité idéologique [avec le FN].* J'ai fait une majorité d'action au service du développement économique. »

M. Delebarre : mous et réactionnaires

M. Michel Delebarre, député socialiste du Nord et ancien ministre du travail et de l'emploi, invité, dimanche 13 avril, du « Grand Jury RTL-le Monde, a estimé que la déclaration de politique générale de M. Chirac à l'Assemblée a donné « l'impression d'une volonté d'accomplir l'intégralité de la plate-forme électorale, y compris (...) en matière de comportement social ou de comportement par rapport au monde du travail ».

« L'extraordinaire partie sécuritaire » *du discours du premier ministre a fait sur M. Delebarre* « une impression négative ». *L'ancien ministre a aussi déploré* « l'oubli » *par le premier ministre de la décentralisation et des préoccupations de ceux qui sont* « frappés par un phénomène d'exclusion » *vis-à-vis de la société. En revanche, M. Delebarre se félicite que le nouveau gouvernement continue d'accorder une attention prioritaire à la situation des jeunes demandeurs d'emploi.*

M. Delebarre a encore jugé qu'il y a « un peu de tout » *dans le gouvernement formé par M. Chirac. Du centrisme* « mou » *ou* « calme », *des* « responsables de droite à tendance fortement conservatrice, et même réactionnaire pour un certain nombre d'entre eux », *des* « équilibristes » – *MM. Chirac et Séguin – qui* « sont entre le conservatisme mou et la réaction nette », *et, enfin, avec M. François Guillaume à l'agriculture,* « l'expression d'une forme de corporatisme ».

M. Wiltzer : l'adversaire Mitterrand

M. Pierre-André Wiltzer, député app. UDF de l'Essonne et proche collaborateur de M. Raymond Barre, affirme notamment, dans un entretien publié par le quotidien le Télégramme de Brest *du samedi 12 avril :* « Si le gouvernement devait échouer, M. Mitterrand disposerait d'une chance exceptionnelle de reprendre le pouvoir et pour longtemps. » *M. Wiltzer réaffirme qu'il n'était pas possible de* « mener dès le 17 mars une politique de redressement tout en gardant François Mitterrand à l'Elysée », *d'autant qu'il juge que M. Mitterrand est* « un adversaire politique » *du gouvernement de M. Chirac.*

Dans les cabinets ministériels

● **ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, TRANSPORTS**

– **Directeur de cabinet : M. Jean-François CARREZ.**

M. Jean-François Carrez est nommé directeur de cabinet de M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports.

Le cabinet sera ainsi constitué : M. Paul Mareau, chargé de mission auprès du ministre (chargé de la presse) ; M. Jean-Pierre Beysson, directeur adjoint de cabinet, et M. Olivier Revol, conseiller technique et chef de cabinet. Les conseillers techniques sont : MM. Michel Bellier, ingénieur des Ponts et Chaussées, (affaires économiques, industrielles et internationales) ; Pierre Grass, ingénieur des Ponts et Chaussées (routes, sécurité routière, infrastructures) ; Mme Annick Lavaure, (relations avec le Parlement) ; M. Pierre Lefort, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées (aménagement du territoire, urbanisme et liaisons avec le ministre délégué à l'environnement) ; M. Gilles Rouques, ingénieur des Ponts et Chaussées (logement).

Le cabinet de M. Bernard Bosson, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales, est ainsi constitué : MM. Jean-François Sarzana est directeur de cabinet, Jacques Golliet, chargé de mission auprès du secrétaire d'Etat, Pierre Mongin, conseiller technique, Mme Anne-Marie Aubry est chef de cabinet, chargée du secrétariat particulier et Anne-Marie Ollivro, attachée parlementaire, chargée des relations avec la presse.

[Né le 5 mai 1949 à Paris, M. Jean-François Sarzana est ancien élève de l'ENA. Il a occupé plusieurs postes de sous-préfet dans la Mayenne et l'Orne et a été secrétaire général de l'Yonne. Il était administrateur civil à la direction du Trésor – où il s'occupait des collectivités locales – avant d'être appelé par M. Bosson pour diriger son cabinet.]

société

MM. PASQUA ET PANDRAUD EN VISITE DANS LE MÉTRO PARISIEN

« Renforcer les effectifs de police, mais pas du jour au lendemain »

MM. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, et Robert Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité, ont effectué, samedi 12 avril, une « visite surprise » dans le métro parisien. Guidés de 22 heures à 23 h 30 par M. Guy Fougier, préfet de police de la capitale, et accompagnés par quatre policiers en civil, les deux ministres n'ont assisté à aucun incident notable durant cette « promenade » qui les a conduits de la station Champs-Elysées-Clemenceau à la station Saint-Germain-des-Prés en passant par le quartier des Halles et la porte de Clignancourt.

Les deux ministres, qui voulaient « *se rendre compte de la situation* » n'ont pas annoncé de mesures immédiates, cherchant d'abord, selon M. Pasqua, à manifester leur souhait « *que le métro devienne un lieu où l'on puisse circuler normalement, comme c'était le cas autrefois. Nous ferons quelque chose pour le métro, on verra dans quelques mois.* » « *C'est certain, nous allons renforcer les effectifs de la police, mais pas du jour au lendemain* », a ajouté pour sa part M. Pandraud après la visite de deux postes de police du quartier des Halles.

Dans un communiqué, M. Claude Quin, président-directeur général de la RATP, s'est félicité de cette visite « *sans artifice* ». M. Quin rappelle, à cette occasion, « *sa demande d'une centaine d'agents supplémentaires pour le service de protection et de sécurité du métro, unité active et efficace mais qui ne compte que trois cent cinquante membres alors que le métro et le RER comptent plus de quatre cents stations. Les gouvernements précédents l'avaient régulièrement promis* », ajoute M. Quin.

Recentrage

En attendant les actes, les mots ont leur importance. Passé les joutes électorales, la responsabilité ministérielle fait sentir son poids. Ainsi, avant cette visite de travail, sans mise en scène ni démonstration de force, dans le métro parisien, le ministre de l'intérieur avait fait des déclarations que cette promenade souterraine ne saurait éclipser.

C'était au journal de 20 heures d'Antenne 2, samedi soir, dont M. Charles Pasqua était l'invité. On y entendit le ministre de l'intérieur parler, très calmement, d'un ton ferme mais posé, du racisme « *qui sera combattu* », de la prévention qui ne saurait être « *dissociée* » de la répression, des immigrés qui ont besoin « *plus que les autres* » de la sécurité, des droits de l'homme « *indissociables* » de cette dernière ou encore de son ministère comme celui « *de la paix* ».

Autant de thèmes – ou de réserves – qui étaient absents du discours-programme du premier ministre devant l'Assemblée nationale. Non que les propos de M. Chirac et ceux de son ministre de l'intérieur fussent contradictoires. M. Pasqua fut en ce domaine très catégorique : « *Le terrorisme doit être mis hors la loi, c'est un fléau mondial, l'insécurité doit changer de camp, entre le terrorisme et nous, la guerre est engagée.* » Fortes paroles, concrétisées par l'insistance sur « *la coordination et la concertation avec les autres pays qui sont frappés* » et par une critique sans excès des gouvernements précédents.

Assurant qu'il ne voulait pas « *faire de polémique* », M. Pasqua a estimé qu'il avait « *manqué aux autorités françaises la prise de conscience en temps utile de ce que représentait comme danger dans notre pays ce qui s'était mis en route (...) J'en veux pour preuve le fait que, poussés par une sorte d'angélisme, nos prédécesseurs ont cru que, à partir du moment où ils militaient – c'était leur sentiment, leur conviction – pour une société plus juste, ceux qui luttaient par des moyens violents contre le système abandonneraient ce genre de lutte. C'était une vue de l'esprit : à peine libérés les responsables d'Action directe ont repris leurs actions violentes* ».

Pas de contradictions donc – M. Pasqua reprenant le catalogue de mesures annoncées par M. Chirac, d'une chambre spécialisée aux cartes d'identités infalsifiables en passant par le contrôle des frontières, – mais des compléments qui nuancent opportunément la tonalité du discours du premier ministre. Faisant l'éloge de l'appellation « gardien de la paix », M. Pasqua a assuré que « *le ministère de l'intérieur doit être considéré comme le ministère de la paix* ». « *On a voulu opposer sécurité des citoyens et droits de l'homme, or les deux sont indissociables (...) Nous ne dissocions pas la prévention de la répression* » a ajouté le ministre.

Interrogé sur le traitement, par M. Chirac, du statut des étrangers dans le chapitre « sécurité » de son discours, M. Pasqua s'est refusé à toute assimilation globale entre la population immigrée et la délinquance. « *Il ne faut pas lier les deux problèmes, l'insécurité et les étrangers. Les immigrés ont besoin plus que les autres de la sécurité.* [Il ne faut pas] *que l'activité de certains délinquants rejaillisse sur une population immigrée qui ne le mérite pas. Ce n'est pas parce qu'il sera immigré que quelqu'un sera arrêté, mais s'il est immigré ça ne l'empêchera pas d'être arrêté.* » Invoquant son engagement gaulliste durant la guerre, M. Pasqua a conclu, fermement : « *Le racisme sera combattu.* »

Recentrage ? En tout cas, face à une gauche qui pressent, dans la tonalité répressive du discours gouvernemental, une occasion de mobilisation, M. Pasqua semble déjà vouloir parer le coup. En substance : nous ne sommes pas ceux que vous croyez, ni ceux que vous dénoncez.

E.P.

DEUX ARRESTATIONS APRÈS DES HEURTS ENTRE « PUNKS » ET POLICIERS

La folle nuit à l'« usine » de Montreuil

De violents incidents ont opposé, dans la soirée du samedi 12 avril, les forces de l'ordre à plus de deux cents « punks » venus écouter un concert de rock à Montreuil (Seine-Saint-Denis). Deux policiers ont été légèrement blessés lors de ces heurts qui ont duré toute la soirée. Cent quinze jeunes gens ont été interpellés, mais deux seulement ont été déférés au parquet de Bobigny : Stéphane Benkemoun, dix-huit ans, et un mineur. Les jeunes gens protestaient contre la fermeture par les forces de l'ordre du local qu'ils squattaient.

L'« usine », à Montreuil (Seine-Saint-Denis), était devenue le rendez-vous des enfants du rock, version banlieue. Mèches vert « fluo » dans les cheveux et blouson de cuir, cinq cents jeunes de la région parisienne venaient, tous les samedis soir, se gaver de musique et de bière dans cet entrepôt désaffecté, occupé illégalement par des amateurs de rock. Des concerts à 25 francs seulement avec, parfois, des têtes d'affiches cotées, comme Les garçons bouchers ou Elisabeth Wiener. L'« usine » avait même reçu la visite d'un collaborateur de Jack Lang, qui avait assisté à un concert, la veille des élections.

Samedi 12 avril, le groupe La souris déglinguée, a été réduit au silence. En arrivant devant le vieux bâtiment de brique de la rue Kléber, musiciens et organisateurs du concert ont trouvé l'entrée principale condamnée par un mur de parpaings. La police avait procédé, la veille, à la fermeture du « squat », mettant fin, trois semaines après la nomination au gouvernement de M. Robert Pandraud, député du département, à une occupation qui durait depuis deux ans.

La « souris » ne s'est pas rendue tout de suite. Vers 17 heures, un premier bras de fer s'engage avec les policiers lorsqu'une centaine de « rockers » s'introduisent dans l'« usine », par une porte dérobée et commencent à démolir le mur qui obstrue l'entrée. Les agents somment alors les jeunes de quitter les locaux. Afin de « sauver le matériel », musiciens et organisateurs obtempèrent, après avoir demandé en vain l'autorisation de tenir ce concert pour lequel ils attendent plusieurs centaines de jeunes.

Les forces de l'ordre bloquent la rue Kléber, alors que les « fans » commencent à arriver. Vers 20 heures, plus de deux cents jeunes sont rassemblés à quelques centaines de mètres de l'usine, à la sortie de la station de métro Croix-de-Chavaux. S'engage alors une bagarre, dont personne n'a, semble-t-il, envie de se priver : ni les jeunes, frustrés de leur concert ni les policiers, enfin autorisés à « nettoyer » le squat. « *Nous aussi, on est en manque* », s'entend dire un manifestant. Charges et cavalcades durent plus de trois heures dans Montreuil et se poursuivent jusqu'à Paris. Deux policiers sont légèrement blessés.

Les incidents font finalement plus de bruit que de mal. Seules traces visibles, dimanche : un pieu abandonné dans un caniveau, quelques vitres et panneaux indicateurs brisés ; enfin, une pile de cageots, rescapés du feu allumé par les protestataires. Les deux voitures renversées ont été enlevées. « *S'ils avaient voulu, ils cassaient toute la rue de Paris* », dit un riverain. « *Ils manquaient de matériel* », ajoute un de ses voisins, et si quelques jeunes, prévenus, s'étaient munis de frondes ou de barres de fer, la plupart ont improvisé des projectiles avec ce qui leur tombait sous la main.

« Pas comme en 68 »

Selon un manifestant, Jean-Luc, trente-six ans, électricien, les deux cent cinquante policiers et CRS ont eu la matraque lourde. « *Au commissariat*, dit-il, *j'ai vu des gens vraiment esquintés, avec le visage en sang ou le nez abîmé, les filles comme les garçons.* » Mais les commerçants ne signalent aucun geste véritablement brutal. « *J'étais étonné, les flics faisaient bien attention, pas comme en 68* », affirme l'un d'eux. Cent quinze personnes ont tout de même été interpellées et « *entassées au poste* », selon Jean-Luc, avant d'être relâchées sur l'autoroute du Nord ou à Aubervilliers, pour certaines. Deux ont été maintenues en garde à vue.

Il est 18 h 30, ce dimanche, au commissariat de la rue Paul-Vaillant-Couturier, et chacun de ces deux « punks » vient successivement au rez-de-chaussée signer sa déposition. Très jeune, la « banane » presque intacte et le blouson frappé d'un « Vivre libre ou mourir », l'un a les lèvres fendues. « *C'est venu tout seul* », bredouille-t-il. Sans doute une « *coupure antérieure* », comme l'assure un gardien : « *Il n'y a pas eu de bavure, ici ; on n'a même pas eu besoin d'un médecin.* » Tout aussi jeune, le deuxième semble avoir perdu ses lunettes dans la bagarre : penché sur le papier à le toucher, il se résigne à le signer sans avoir pu le lire.

Selon les policiers, l'occupation de l'usine provoquait, depuis deux ans, « *un énorme tracas aux riverains* ». Les voisins se plaignent effectivement de la puissance des « *amplis* » – « *de quoi sonoriser la Mutualité* » – et des dégâts dans la rue après chaque concert. Comme Mme Savoie, qui habite face à l'immeuble, plusieurs ont été surpris malgré tout de la soudaineté de l'expulsion : « *Ces jeunes ont été mis devant le fait accompli. Il faudrait leur trouver une nouvelle salle de concert.* »

CORINE LESNES.

SELON M. BERNARD STASI

La peine de trente ans est une « mesure stupide »

M. Bernard Stasi (CDS), ancien minstre et président du Conseil régional de Champagne-Ardennes, a déclaré, le dimanche 13 avril, à Hardelot (Pas-de-Calais), qu'il « *ne voterait jamais une mesure aussi stupide* » que la peine incompressible de trente ans, annoncée par M. Chirac comme un des projets du gouvernement en matière de justice et de sécurité. « *C'est une mesure inventée pour satisfaire une opinion mal informée* », a-t-il ajouté, se disant « stupéfait » qu'elle figure dans le programme gouvernemental, et précisant qu'elle « *n'existe nulle part ailleurs* ».

Deplus, M. Stasi, qui assistait à l'Université de printemps des jeunes du CDS, a également déclaré que les problèmes d'immigration font l'objet d'un très large consensus, hors le Front national, sur trois points : « *Tout le monde est d'accord pour réprimer l'immigration clandestine, favoriser la politique du retour et personne ne songe à jeter dehors les immigrés en situation régulière* », a-t-il conclu.

Un communiqué du Syndicat national d'éducation et de probation de l'administration pénitentiaire

De son côté, le Syndicat national d'éducation et de probation de l'administration pénitentiaire a publié le communiqué suivant :

« *Imaginer une peine incompressible de trente ans, c'est tout ignorer de la réalité pénitentiaire. Une telle peine serait ingérable. Aucun agent pénitentiaire ne peut en accepter l'idée.*

Le plus grave, dans cette annonce faite par Jacques Chirac devant le Parlement, ce n'est pas tant la perspective de réalisation de cette réforme, qui paraît aléatoire, que ses effets sur l'opinion. On peut en effet espérer que, devant la réaction unanime des personnels pénitentiaires, le gouvernement soit amené à revenir vers des propositions plus réalistes. Mais, à un autre niveau, le mal est déjà fait.

Depuis cinq ans, la politique menée par Robert Badinter renouait avec une tradition d'humanisme constante depuis 1946. On assistait à une évolution positive des mentalités. Si le gouvernement actuel persistait dans l'annonce de projets de ce type, cette évolution indispensable risquerait d'être brutalement stoppée. Ce serait une très grave faute, rendant impossible la poursuite de la modernisation de la justice française. »

● *Trois agresseurs de train de banlieue arrêtés.* – Trois hommes qui avaient attaqué et blessé de plusieurs coups de couteau un voyageur, pendant la nuit du lundi 7 au mardi 8 avril, dans un train de banlieue en Seine-Saint-Denis, ont été inculpés, samedi 12 avril à Bobigny, de coups et blessures avec armes.

Les trois agresseurs, Roger Renaud, vingt-deux ans, Eric Pouzzo et Mariano Cofrades, tous deux âgés de vingt-trois ans, ont été incarcérés à la prison de Fleury-Mérogis.

Arrêtés jeudi par les policiers du commissariat de Stains, ils avaient été formellement identifiés, notamment par leur victime, M. Serge Goenaga, quarante ans, après sa sortie de l'hôpital où il venait d'être soigné.



JUSTICE

A PARIS

Le directeur d'une société de services est incarcéré pour détournements

M. Gérard Le Gal, quarante-huit ans, directeur de la société Sogeral, a été inculpé le 11 avril d'abus de confiance, escroqueries et complicité d'infractions à la législation sur les sociétés par M. Jean-Pierre Michaud, premier juge d'instruction à Paris et placé sous mandat de dépôt. Il aurait détourné à son profit en trois ans des sommes évaluées à 15 millions de francs.

Spécialisé dans la formation permanente, M. Le Gal avait créé Sogeral, une société prestataire de services assurant des missions de reconversion et de formation et, sous le couvert de l'Association Boussac-Formation, devait s'occuper du reclassement des personnels des entreprises déficitaires de la compagnie Boussac-Saint Frères. Cette association, créée en 1976, disposait de fonds importants provenant de la compagnie Boussac-Saint Frères et constitués par le 1,10 % de la masse salariale destiné à la formation et le 1 % de cette même masse au titre de la taxe d'apprentissage.

Selon les premiers éléments de l'enquête, M. Le Gal aurait opéré les détournements reprochés par le biais de quatre sociétés de relations publiques qu'il avait créées et dont il était l'unique employé. Il serait intervenu, en outre, dans la cession, par Boussac-Saint Frères, de six unités de production déficitaires, à MM. Alexandre Saban, Gilbert Benattar, Gérard Chenivesse et Mme Marlène Sackisick, déjà inculpés d'escroqueries et d'infractions à la loi sur les sociétés.

L'association Boussac-Formation, qui s'est constituée partie civile, a indiqué dimanche 13 avril par un communiqué qu'elle *« avait, à plusieurs reprises, mis en demeure M. Le Gal et la société Sogeral de rendre compte de l'exécution de leur mission »*, avant de signifier, la semaine dernière, la rupture du contrat de prestation de service.

Boussac-Saint Frères, groupe textile fondé par Marcel Boussac, avait connu de graves difficultés depuis dix ans, notamment lors de sa reprise par les frères Willot. Ses effectifs sont passés de vingt-cinq mille à dix mille salariés. Le groupe, repris en 1984 par un consortium, est de nouveau coté en Bourse depuis décembre 1985.

Dans les Bouches-du-Rhône

HUIT PÊCHEURS SONT INTERPELLÉS APRÈS UNE BAGARRE AVEC DES POLICIERS

Huit pêcheurs de Port-Saint-Louis-du-Rhône (Bouches-du-Rhône) ont été interpellés à la suite d'une bagarre au commissariat de la ville au cours de laquelle quatre policiers ont été blessés dans l'après-midi du samedi 12 avril.

Un pêcheur, Williams Polias, dix-neuf ans, qui avait pris à partie, en début d'après-midi, des policiers verbalisant un automobiliste mal garé, a été amené au commissariat après avoir refusé de décliner son identité. Quelques minutes plus tard, son père, M. Robert Polias, quarante-cinq ans, et son frère, Antoine, vingt ans, ont fait irruption dans les locaux de la police et ont entraîné de force un brigadier dans la cour. Aidés de cinq autres pêcheurs, ils ont molesté le fonctionnaire et se sont battus avec trois policiers qui venaient prêter main forte au brigadier.

Pendant que des inspecteurs en civil faisaient venir des renforts du district d'Arles, les agresseurs ont quitté les lieux et se sont réfugiés dans une maison appartenant à M. Polias. Après une brève discussion, les huit hommes se sont rendus aux forces de l'ordre. Ils ont été placés en garde à vue.

Dans l'Oise

DEUX MOIS DE PRISON AVEC SURSIS POUR LES AUTEURS DE L'INCENDIE DE L'HOSPICE DE GRANDVILLIERS

(De notre correspondant.)

Beauvais. – A la suite de l'incendie de l'hospice de Grandvilliers (Oise) qui, au cours de la nuit du 8 au 9 janvier 1985, avait provoqué la mort de vingt-quatre personnes âgées, les auteurs du sinistre, MM. Roger Bure, responsable de l'entretien dans l'établissement, et Jean Waro, son adjoint, pompier bénévole, avaient été inculpés, le 2 mars 1985, d'homicides et blessures involontaires par M. Eric Gillet, juge d'instruction : MM. Bure et Waro avaient provoqué involontairement l'incendie en utilisant un chalumeau pour réchauffer les canalisations d'eau gelées, dans les combles.

Le 19 mars dernier, ils avaient comparu devant le tribunal de Beauvais. Au cours de l'audience, leur avocat, Me Taboureux, estimant que le dossier comportait de nombreuses *« zones d'ombre »*, avait demandé un supplément d'information.

Le jugement a été rendu, mercredi 9 avril : MM. Bure et Waro ont été condamnés à deux mois de prison avec sursis et devront verser 15 000 francs à la partie civile. D'autre part, la demande de supplément d'information a été rejetée.

● *Suicide d'un détenu à la maison d'arrêt de Montauban.* – Un détenu de la maison d'arrêt de Montauban (Tarn-et-Garonne), Farid Aissaoui, trente-deux ans, de nationalité française, s'est donné la mort dans sa cellule pendant la nuit du mercredi 9 au jeudi 10 avril. Les gardiens ont découvert le détenu qui s'était pendu à l'aide de bandes confectionnées avec sa couverture.

Le directeur de la prison s'est refusé à donner le motif de l'incarcération de Farid Aissaoui, mais a précisé qu' *« il lui restait deux années à purger »*.

RELIGION

Jean-Paul II à la synagogue de Rome

Une profonde émotion a marqué, le dimanche 13 avril, la première visite d'un pape à la synagogue de Rome.

Portant des calottes traditionnelles, les neuf cents invités ont applaudi Jean-Paul II, accueilli par le président de la communauté juive, M. Giacomo Saban, puis par le grand rabbin Elio Toaff, en robe blanche recouverte d'un châle à longues rayures bien foncé. Alors que le choeur chantait *« Alleluia »*, le pape a pris place dans l'un des deux fauteuils proches de l'arche où sont gardés les rouleaux de la Loi. Un jeune rabbin a lu en hébreu et en italien un passage du livre de la Genèse.

Après l'échange d'allocutions, des psaumes ont été de nouveau chantés, puis tous les présents se sont levés pour observer une minute de silence.

Après l'accolade, le pape et le grand rabbin sont montés au deuxième étage de la synagogue pour un entretien privé.

Une plongée dans l'Histoire

De notre correspondant

Rome. – *« Chers amis et frères hébreux et chrétiens »* : la voix de Jean-Paul II, d'ordinaire assurée, est assourdie par l'émotion lorsqu'il commence son discours en réponse au grand rabbin Elio Toaff, qui vient de l'accueillir dans la synagogue. L'assistance applaudit cet exorde qui contrevient à mille neuf cents ans de préjugés chrétiens. La petite foule applaudira encore vivement le rappel par le pape que l'Eglise, dans la foulée de la déclaration *Nostra aetate* (Vatican II 1965), déplore les manifestations d'antisémitisme en tout temps et de la part de *« quiconque »*, ainsi que l'évocation *« des couvents, des églises, des séminaires, des dépendances du Saint-Siège, du Vatican lui-même, qui se sont ouverts pour offrir refuge et salut à tant de persécutés »* durant la seconde guerre mondiale.

Applaudissements encore à la lecture du passage de *Nostra aetate* où il est dit que *« les juifs sont nos frères proches et, en un sens, nos frères aînés »* ; au rappel de la lettre de saint Paul aux Romains où il affirme que les juifs demeurent aimés de Dieu ; à l'exhortation de Jean-Paul II pour que dans cette ville dont il est l'évêque, chrétiens et juifs soient animés d'un *« amour fraternel »* ; enfin, à l'évocation des suites de cette *« heureuse rencontre »*, pour le *« renouvellement de notre entente et de notre fraternité »*.

Le président de l'Union israélite de Rome, M. Giacomo Saban, avait auparavant remémoré les tribulations de cette communauté, *« la plus ancienne de la Diaspora »*, dont les membres *« ont pleuré aux funérailles de César et applaudi au triomphe d'Auguste »*. Des nombreux moments de régression dans le comportement à Rome des chefs de la catholicité, seuls seront évoqués l'autodafé de livres talmudiques de 1553, la constitution du ghetto par une bulle de Paul IV en 1555 et *« les limitations de toutes sortes aux libertés religieuses et civiles »*. Les humiliations, fut-il rappelé, ont cessé il y a cent quinze ans seulement, en *1879*, lors de l'entrée des troupes piémontaises dans la Ville éternelle, qui allait aussitôt devenir capitale de l'Italie.

Sur la seconde guerre mondiale, et les querelles ayant entouré le silence de Pie XII sur l'holocauste, M. Saban déclare : *« Cela est trop proche. Ce n'est pas à nous de juger ce qui est arrivé durant ces années. »* Mais, ajoute-t-il, *« ce qui se passait ici ne pouvait être ignoré au-delà du Tibre... »* (1) Enfin, il évoque de Vatican II, la figure lumineuse de Jean XXIII *« le juste »*, grâce à qui *Nostra aetate* a vu le jour, instaurant *« de nouveaux rapports »* et *« restaurant plus que tout notre dignité »*.

Sur les injures faites aux juifs de Rome par ses lointains prédécesseurs, Jean-Paul II a glissé très rapidement, rappelant que *« les circonstances historiques étaient alors très différentes »*. Il a cependant déclaré gravement déplorables *« toutes les discriminations antisémites du passé, du présent, et celles éventuelles de l'avenir »*.

Le rabbin Toaff avait souhaité, à son tour, qu'Israël, *« refuge pour la dignité reconquise »*, soit *« reconnu comme un bien irréversible par le monde entier »*. Jean-Paul II, dont la visite, avait-il été précisé par le Vatican, n'avait pour objet que de reconnaître le judaïsme dans sa dignité de religion, n'a pas relevé cette éventuelle reconnaissance de l'Etat hébreu par le Saint-Siège.

Cette divergence à propos d'Israël ne saurait naturellement prévaloir contre cette évidence reconnue dans le monde entier : le simple fait pour le pape de s'être rendu dans une synagogue était en soi un événement considérable, digne de passer dans l'Histoire. Les coupoles de Saint-Pierre et de la grande synagogue sont à Rome en vue l'une de l'autre, de part et d'autre du Tibre. C'est donc le plus bref de ses voyages *« hors de chez lui »* que le pape vient d'accomplir. Mais quelle plongée dans les abîmes du temps !

Pour les juifs, c'est une violence quasi bimillinaire de la part du christianisme qui est ainsi reconnue : pour *« le peuple de la mémoire »*, la réparation est immense, même si elle apparaît encore incomplète.

Et pour les chrétiens, c'est une consécration au plus haut niveau de la nécessité de retrouver des sources hébraïques totalement occultées durant près de 1 900 ans. Jean-Paul II s'est aussi expliqué clairement sur ce sujet lorsqu'il a rappelé que *« Jésus de Nazareth était fils de votre peuple, dont étaient aussi nés sa mère, Marie, et les apôtres »*. Ou lorsqu'il a évoqué le considérable apport *« éthique et social »* des prophètes d'Israël ou lorsque, enfin, il a récité en hébreu le psaume *« Je célèbre le Seigneur car éternelle est sa miséricorde »*.

Puis monta sous la coupole, poignant, ce chant jadis composé par Maimonide et que reprenaient naguère les juifs marchant vers la mort dans les camps de concentration nazis...

JEAN-PIERRE CLERC.

1) Plus de deux mille juifs de Rome ont été raflés par les nazis le 16 octobre 1943 pour être envoyés vers les camps de la mort.

« Vous êtes nos frères aînés »

« L'Église déplore, a dit le pape dès le début de son discours, *la haine, les persécutions, les manifestations d'antisémitisme dirigées contre les juifs, quelle que soit l'époque et par quiconque »*. *« Je répète*, a ajouté Jean-Paul II, *par quiconque »*. *« Je voudrais une fois de plus exprimer mon horreur pour le génocide mené contre le peuple juif durant la dernière guerre, qui a conduit à l'holocauste de millions de victimes innocentes »*.

« La visite d'aujourd'hui veut être une contribution décisive à la consolidation des bonnes relations entre nos deux communautés, à l'exemple de tant d'hommes et de femmes qui ont travaillé et travaillent encore, des deux côtés, à surmonter les vieux préjugés et à assurer une reconnaissance plus large et plus pleine de ce lien et de ce patrimoine spirituel commun qui existe entre les juifs et les chrétiens. »

Le pape a énuméré ensuite les conditions d'une collaboration renouvelée entre les juifs et les chrétiens. La première est que *« l'Église du Christ découvre son lien avec le judaïsme en scrutant dans son propre mystère. La religion juive ne nous est pas « extrinsèque »*, a-t-il précisé, *mais dans une certaine mesure, est intrinsèque à notre propre religion chrétienne. Avec le judaïsme, nous avons une relation que nous n'avons avec aucune autre religion. Vous êtes des frères aimés, et, d'une certaine manière, on peut dire que vous êtes nos frères aînés.*

» Le second point est qu'aucune condamnation ne peut être imputée aux juifs comme étant le peuple par qui la passion du Christ est arrivée. Les justifications théologiques de mesures discriminatoires à leur égard ne sont pas fondées. Le Seigneur jugera chacun selon ses œuvres, les juifs comme les chrétiens. »

« Le troisième point que je voudrais souligner, a affirmé le pape, *est qu'il n'est pas licite de dire que les juifs sont un peuple « répudié et maudit »... Se référant à saint Paul dans la lettre aux Romains, le concile a déjà dit combien les juifs sont aimés de Dieu. »*

S'agissant du dialogue judéo-chrétien, le pape a reconnu qu' *« il reste des difficultés d'ordre pratique, demandant à être dépassées au niveau de relations fraternelles : elles sont le résultat de siècles d'incompréhension mutuelle »*... *« Mais il doit être dit*, a-t-il conclu, *que les voies ouvertes à notre collaboration, à la lumière de notre héritage commun tiré de la Loi des Prophètes, sont multiples et importantes. Nous souhaitons rappeler la nécessité d'une collaboration en faveur de l'homme, sa dignité, sa liberté, ses droits, son développement dans une société qui n'est pas hostile mais amicale et favorable, où règnent la justice, la paix, la « shalom » espérée par les prophètes et les sages d'Israël. »*

Mgr GLEMP A ÉTÉ REÇU PAR M. CHIRAC

Mgr Josef Glemp, primat de Pologne, a concélébré une messe, le dimanche 13 avril, à Notre-Dame de Paris avec le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, pour les cent cinquante ans de la Mission catholique polonaise en France.

Soulignant les liens entre la Pologne et la France, le cardinal Lustiger a dit : *« Dans la tragédie de l'histoire, ces deux peuples ont été réunis. Vous êtes ici chez vous. Cette cathédrale est la vôtre. »* Mgr Glemp a répondu combien il ressentait, dans *« ces paroles chaleureuses, toute la bienveillance de l'Eglise de France et du pleuple français envers la Pologne »*.

Le primat de Pologne avait eu, la veille, un entretien avec M. Jacques Chirac à l'Hôtel de Ville de Paris. Le premier ministre, a lui aussi, souhaité le maintien et le développement des *« liens historiques »* entre la Pologne et la France. *« Mais cela suppose naturellement*, a-t-il ajouté, *des relations normales entre nos Etats et le développement des relations entre leurs peuples, qui sont celles du cœur. »*

Israéliens et Arabes commentent le silence du pape sur Israël

Des tracts avaient été distribués, dimanche à midi, sur la place Saint-Pierre par des prêtres traditionalistes proches de Mgr Marcel Lefebvre. Citant *« différents saints et Pères de l'Eglise qui avaient accusé le peuple juif de « déicide »*, ils mettaient en garde Jean-Paul II contre ce *« geste inconcevable »* et déclaraient : *« Pape, arrête-toi ! Ne va pas avec Caïphe ! »*

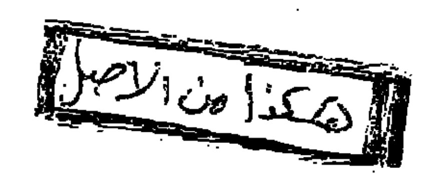
De leur côté, des rabbins et des historiens israéliens ont exprimé leur espoir que la visite de Jean-Paul II à la synagogue puisse aider à effacer des siècles d'incompréhension entre juifs et chrétiens. *« Nous espérons tous que cette visite pourra entraîner un déclin des sentiments antisémites, si souvent entretenus à travers les générations par l'Eglise catholique »*, a déclaré Avraham Shafira, l'un des grands rabbins d'Israël.

Le rabbin Moshe Solomon, directeur général du ministère des affaires religieuses, a affirmé pour sa part au journal *Hadashot* : *« Si les intentions du pape sont bonnes, il y aura peut-être un changement des relations entre Israël et le Vatican. Nous avons besoin d'amis. »*

A la sortie de la synagogue, l'ambassadeur d'Israël en Italie, M. Eytan Ronn, a dit au pape : *« Il faut espérer un prolongement de cette visite... » « Je l'espère »*, lui a répondu simplement Jean-Paul II.

Pour Mme Tullia Zévi, présidente des communautés juives italiennes, le silence du pape sur Israël montre que la visite à la synagogue *« n'est pas un point d'arrivée, mais un point de départ »* dans les rapports entre catholiques et juifs. *« Les catholiques*, a-t-elle dit, *doivent encore apprendre à saisir l'identité des juifs, qui est strictement liée à la terre d'Israël. »*

Dans un communiqué commun publié samedi, tous les ambassadeurs des pays arabes représentés en Italie *« apprécient »* les *« nobles sentiments »* qui ont conduit le pape à décider de se rendre à la synagogue de Rome, mais ils souhaitent que cet événement *« ne prélude pas à l'abandon des principes qui ont toujours inspiré la position du Vatican à l'égard du conflit arabo-israélien »*. Les diplomates commentent *« avec satisfaction »* la démarche du Vatican, *« destinée à réaffirmer le caractère fructueux du dialogue placé sur le plan œcuménique d'un rapport fécond entre les religions »*, et ajoutent cependant que cette visite *« ne doit pas être forcément interprétée comme une identification du judaïsme avec Israël »*.



MÉDECINE

AUX ÉTATS-UNIS

Un pas important est franchi vers un vaccin anti-SIDA

De bonnes et de mauvaises nouvelles sur le front du SIDA : tandis que le docteur Chermann, de l'Institut Pasteur révèle que deux cent mille Français sont actuellement porteurs du virus sans signe apparent de la maladie, deux équipes américaines annoncent avoir accompli un pas décisif dans la mise au point du vaccin contre le SIDA.

Environ deux cent mille Français seraient actuellement porteurs asymptomatiques du virus du SIDA, a déclaré, le 11 avril, le docteur Jean-Claude Chermann (Institut Pasteur). Un tel chiffre a évidemment de quoi surprendre, les dernières estimations situant la séropositivité pour le virus du SIDA autour de un pour mille (soit environ cinquante mille personnes séropositives). « *En réalité,* nous a expliqué le docteur Chermann, *la proportion de un pour mille ne concerne que la seule population des donneurs de sang. Si l'on y ajoute les populations à risque – toxicomanes, homosexuels, hémophiles, – les spécialistes européens de la transfusion sanguine réunis la semaine dernière à Strasbourg considèrent comme vraisemblable le chiffre de deux cent mille séropositifs.* »

Quant à la proportion de ceux qui, porteurs asymptomatiques présenteront par la suite les symptômes du SIDA, il est actuellement impossible de la chiffrer avec précision.

Toutefois, le docteur Chermann compte sur la mise au point prochaine d'un vaccin. Des chercheurs américains viennent en effet de réussir à remodeler le patrimoine génétique d'un virus-vecteur – en l'occurrence celui de la vaccine – avec le gène qui code pour la fabrication de l'enveloppe du virus du SIDA (1). Inoculé à des souris et à des singes de laboratoire, ce virus hybride induit la fabrication du composant principal de l'enveloppe du virus du SIDA, la protéine GP-160. Or l'une des composantes de cette protéine, la GP-120 serait, selon le docteur Bernard Moss (de l'Institut national des maladies infectieuses de Washington), capable de déclencher l'apparition d'une réponse immunitaire protectrice. D'ores et déjà on sait que quelques semaines après cette « vaccination » sont apparus chez les animaux des anticorps dirigés contre l'enveloppe du virus du SIDA.

Reste maintenant aux chercheurs à démontrer que ces anticorps ont bien le rôle protecteur espéré vis-à-vis de la maladie et qu'une semblable réaction immunitaire se produit également chez l'homme. Les laboratoires Bristol-Myers envisagent de demander à la Food and Drug Administration l'autorisation de procéder, dès la fin de l'année, à l'expérimentation de ce vaccin sur des hommes volontaires.

FRANCK NOUCHI.

(1) Ces études sont parues dans *Nature* du 10 avril. la première est signée par une équipe de chercheurs du National Institute of Health dirigée par les docteurs Bernard Moss et Robert Gallo ; la deuxième par des chercheurs d'Oncogène, une filiale des laboratoire Bristol-Myers, et l'Institut de recherche médicale de l'armée américaine de Frederik (Maryland). Des résultats similaires ont été obtenus par une équipe française (Pasteur-Vaccin et Transgène). Ils devraient être publiés très prochainement.

ÉDUCATION

« MASTÈRES » CONTRE « MAGISTÈRES »

La course aux « super-diplômes »

« Mastères » contre « magistères »... La concurrence que se livrent les grandes écoles et les universités gagne un nouveau terrain : celui des « super-diplômes ». Alors que le ministère de l'éducation a créé l'an dernier un diplôme « haut de gamme » à vocation professionnelle – le « magistère » (après cinq années d'études et s'adressant à des étudiants sélectionnés), – la Conférence des grandes écoles lance le « mastère », qui sanctionne une formation spécialisée d'un an après le diplôme d'ingénieur.

A ceux qui l'accuseraient d'avoir copié, la Conférence rétorque que c'est le contraire qui est vrai. Dès 1984, précise-t-elle, elle avait eu l'imprudence de parler au ministère de son projet, auquel elle comptait donner le nom de « magistère ». Ayant trouvé l'idée excellente, l'éducation nationale la lui aurait soufflée. Les grandes écoles contre-attaquent maintenant avec ce label qui, en perdant une syllabe, a gagné un air américain qui devrait être du meilleur effet auprès des étudiants et des employeurs (1).

Mais si les grandes écoles se sont fait doubler, elles entrent en trombe sur le marché : elles offriront à la rentrée prochaine 121 formations, alors que les universités n'en comptent qu'une quarantaine. D'autre part, le président de la Conférence, M. Daniel Gourisse, s'est plu à faire observer que la procédure suivie respecte scrupuleusement l'autonomie des établissements : ce sont eux qui définissent et mettent au point les formations, la Conférence se contentant d'y apposer son label. « *Tout repose sur l'initiative des établissements, sans aucune intervention de la puissance publique* », a-t-il soigneusement précisé.

Une façon d'indiquer que, à l'heure où l'on parle tant de l'autonomie des universités, les grandes écoles ont, sur ce chapitre, plusieurs longueurs d'avance sur leurs rivales...

F. G.

(1) Le « mastère » fait évidemment penser au « *master's degree* » des universités américaines, qui sanctionne des études de deuxième cycle à finalité professionnelle.

Un an de spécialisation pour les ingénieurs

Le « mastère » sanctionne une formation spécialisée en un an que peuvent suivre les titulaires d'un diplôme d'ingénieur ou d'école de gestion, ou d'un DEA (diplôme d'études approfondies). Ces formations comprennent deux cent cinquante heures d'enseignement, des travaux pratiques et un stage de quatre mois en entreprise débouchant sur un travail personnel d'étude ou de recherche.

Cent vingt et une habilitations ont été accordées par la conférence des grandes écoles pour la rentrée prochaine. Quatre-vingt-dix-huit pour les ingénieurs (dans vingt-quatre écoles) et vingt-trois pour le management (dans douze écoles). Chacune pourra accueillir de vingt à trente élèves. Dans certains cas, il s'agit d'une refonte des certificats de spécialité existant dans de nombreuses écoles, dans d'autres de création.

Les programmes et les conditions d'accès sont fixés par chaque établissement, la conférence ne faisant qu'accorder son « label » pour garantir que l'esprit et le niveau du titre sont respectés. Les premières habilitations sont provisoires et valables jusqu'au 30 septembre 1987. Elles seront ensuite données pour trois ans.

Selon la conférence des grandes écoles, cette création répond à trois objectifs : donner aux industries les spécialistes de haut niveau dont elles ont besoin en tirant le meilleur parti des « pôles d'excellence » propres à chaque établissement ; harmoniser les nombreuses formations « post-diplômes » existant déjà ; accroître le rayonnement des écoles françaises en donnant aux étrangers la possibilité d'y acquérir, en un an, un titre ayant une équivalence internationale. Cela devrait permettre d'attirer en France de très bons étudiants des pays développés.

Le mastère, estime-t-elle, doit donner aux ingénieurs généralistes qui sortent des grandes écoles, la formation complémentaire très « pointue » qui leur permettra de s'insérer rapidement dans le tissu industriel. Il doit aussi stimuler les sciences appliquées et rapprocher les écoles de la recherche industrielle, les stages pouvant être faits dans des laboratoires d'entreprises.

Des mastères pourront être mis au point par plusieurs établissements et associer des écoles d'ingénieurs et de gestion. Ils pourront être suivis par des étudiants venant de passer leur diplôme ou par des professionnels.

Vingt et une nouvelles habilitations

Vingt et un nouveaux magistères vont être créés à la rentrée prochaine, moitié dans les universités parisiennes et moitié en province. Ils s'ajoutent aux dix-huit mis en place l'an dernier, lors de la création de ce diplôme.

Le droit, l'économie et la gestion ont suscité les propositions les plus nombreuses, puisque neuf accréditations ont été accordées par le ministère de l'éducation nationale dans des domaines souvent pointus : droit de la communicatique (Poitiers), *juriste d'affaires franco-allemands* (Strasbourg) ou tourisme (Angers). Huit magistères seront ouverts dans des disciplines scientifiques et quatre en sciences sociales et humaines, si l'on y compte la formation pluridisciplinaire à « l'aménagement (milieux, espaces et sociétés) » organisée conjointement par Paris-I et Paris-VIII.

Bénéficiant de moyens supplémentaires en personnel et en financement par rapport aux autres formations universitaires, ce « super-diplôme » est accessible à de petites équipes d'étudiants rigoureusement sélectionnés après deux années d'études supérieures. Diplôme d'université bénéficiant d'une accréditation nationale, le magistère sanctionne trois années de formation associant enseignement, stages en entreprises ou en laboratoires, études de cas et interventions de professionnels.





culture

OPÉRA

« DIE SOLDATEN », à Berlin

Autos tamponneuses et aspirateurs

De notre envoyé spécial

Berlin. — Le nouveau directeur musical de l'Opéra de Paris nommé par Jean-Louis Martinoty, Lothar Zagrosek, conduit actuellement à l'Opéra de Berlin-Ouest deux œuvres aussi différentes que *les Soldats* de Bernd-Aloïs Zimmermann et *Don Giovanni*. Excellente occasion pour faire sa connaissance et prendre en même temps la température d'une des plus importantes maisons lyriques allemandes.

Il faut s'attendre à tout outre-Rhin où les metteurs en scène s'attaquent aux chefs-d'œuvre avec une audace à nulle autre pareille. Hans Neuenfels a singulièrement dévoyé le projet d'opéra « multispatial et pantemporel » de Zimmermann, et monté un spectacle, certes éblouissant et cocasse, qui tire malheureusement sur le cirque et le music-hall.

L'intrigue, déjà chaotique, des *Soldats* n'est plus qu'une suite de numéros de revue où l'on peut voir Marie et Desportes faire longuement l'amour sur une Vespa, la comtesse et les deux sœurs tourner comme des folles sur de petits tracteurs de scène, genre autos tamponneuses, les soldats violer l'héroïne à coups d'aspirateurs, etc. Toutes ces guignolades rompent la dimension tragique du livret de Lenz, à travers lequel le compositeur avait voulu traduire une sorte de « déterminisme eschatologique » d'une force irrésistible, transcendant le temps et l'espace, les modes et les styles.

Du moins l'interprétation musicale donnée par la troupe de l'Opéra de Berlin est-elle de haute qualité, avec en particulier la radieuse Catherine Gayer dans le rôle de Marie ; et la clarté, le lyrisme, la sensibilité aiguë de Zagrosek exaltent admirablement cette musique à la fois massive et rutilante, par moments d'une finesse ouvragée de madrigal, de plus en plus tendue et âpre jusqu'à ce dernier acte où l'œuvre, écartelée en une multitude de scènes, semble succomber elle-même, sous l'avalanche des moyens sonores, dans une catastrophe apocalyptique, dont on ne trouve pas l'équivalent dans la mise en scène de Neuenfels et son humour à bon marché.

Défenseur convaincu et apprécié de la musique moderne (il a monté le *Saint François d'Assise* de Messiaen au Festival de Salzbourg l'an passé), Lothar Zagrosek n'en est pas moins de plain pied avec tout le répertoire lyrique et symphonique qu'il parcourt sans trêve depuis plus de dix ans, avec une prédilection pour *Mozart* (il dirigera *Cosi* à Glyndebourne en 1987).

On ne pouvait guère, hélas, apprécier son *Don Giovanni* à Berlin ! Par un méfait dont les théâtres de répertoire sont coutumiers, il l'abordait sur cette scène sans avoir obtenu une seule répétition d'orchestre, sans même avoir vu cette production qui date de 1973... Il a certes sauvé les meubles avec talent, mais sans pouvoir raffiner, faute de mise au point, un orchestre aussi lourd et prosaïque que la distribution, honorable mais sans doute harassée de jouer pour la centième fois ce chef-d'œuvre devenu un enfer ! Une leçon dont le nouveau directeur musical de l'Opéra de Paris se souviendra sans nul doute avec profit...

Une représentation superbe de *Katia Kabanova* allait heureusement nous offrir notre revanche.

JACQUES LONCHAMPT.



Catherine Gayer
et William Pell
dans la mise en scène
de Hans Neuenfels

Lothar Zagrosek, l'ancien moineau de Ratisbonne

Vif, primesautier, courtois et simple, le visage ovale très dessiné avec des yeux brillants, volontaires, un sourire rêveur, Lothar Zagrosek donne l'impression d'un esprit toujours en éveil, passionné, sans peur devant les responsabilités.

Ne en 1942, à Waging, petite ville de cure de Bavière, proche de Salzbourg, avec un grand-père d'origine yougoslave, il a appris la musique tout naturellement (son père était altiste à l'Orchestre de Francfort) dans la fameuse maîtrise des « Moineaux » de Ratisbonne où il a passé sept ans. Très vite attiré par la direction d'orchestre, il a étudié avec des maîtres tels que Swarowsky, Kertesz et Karajan, et remporté des prix aux concours de Milan, de Rome et de Copenhague.

Mais, en bon chef allemand, il a surtout appris sur le tas : pianiste accompagnateur de ballets à l'Opéra de Salzbourg, il y a vite dirigé de nombreuses opérettes puis, après différents postes à Kiel, à Darmstadt, à Sollingen, il a été nommé, en 1974, « General Musik Direktor » à Krefeld, patron à la fois de l'Opéra et de l'Orchestre symphonique.

« C'est là que je suis devenu non seulement un chef, mais aussi un responsable de la vie culturelle. Je m'occupais de tout dans les plus petits détails : administration, programmes, recrutement, répétitions avec, en plus, un festival qui remplissait périodiquement les rues de la ville. Et j'ai monté en cinq ans, à Krefeld, tout ce qu'un jeune chef peut rêver : les plus grands Mozart, Verdi, Strauss, Wagner (même le Ring !), et aussi toutes les symphonies de Beethoven, de Bruckner, de Mahler. »

En 1980, Lothar Zagrosek prenait la tête de l'Orchestre de la Radio autrichienne tout en poursuivant une carrière internationale bien remplie, en Allemagne, en Angleterre et en Italie : *« Il est certes agréable de conduire le London Symphony ou l'Orchestre de la BBC pour un ou deux concerts sans avoir le souci de les organiser, mais c'est aussi frustrant de passer d'une ville à l'autre comme invité. J'aime le travail d'équipe, où l'on construit de bout en bout un grand événement musical, et je suis heureux de venir à Paris, dans une maison aussi prestigieuse que l'Opéra, où j'espère faire fructifier toutes les expériences que j'ai eues jusqu'ici. »*

La saison prochaine, il devrait diriger, à Paris, *Ariane à Naxos*, *Wozzeck* et *Don Carlos* notamment, mais il assumera surtout, à partir de septembre, les nombreuses responsabilités administratives et artistiques de la direction musicale de l'Opéra, un poste auquel son passé semble l'avoir parfaitement préparé.

J.L.

PHOTO

XAVIER LAMBOURS A L'ESPACE CANON

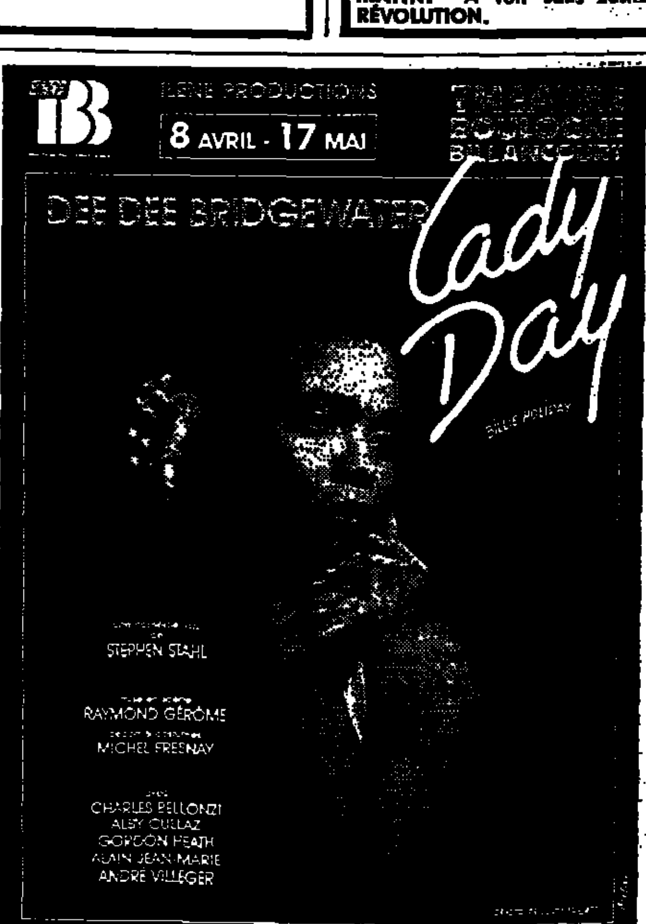
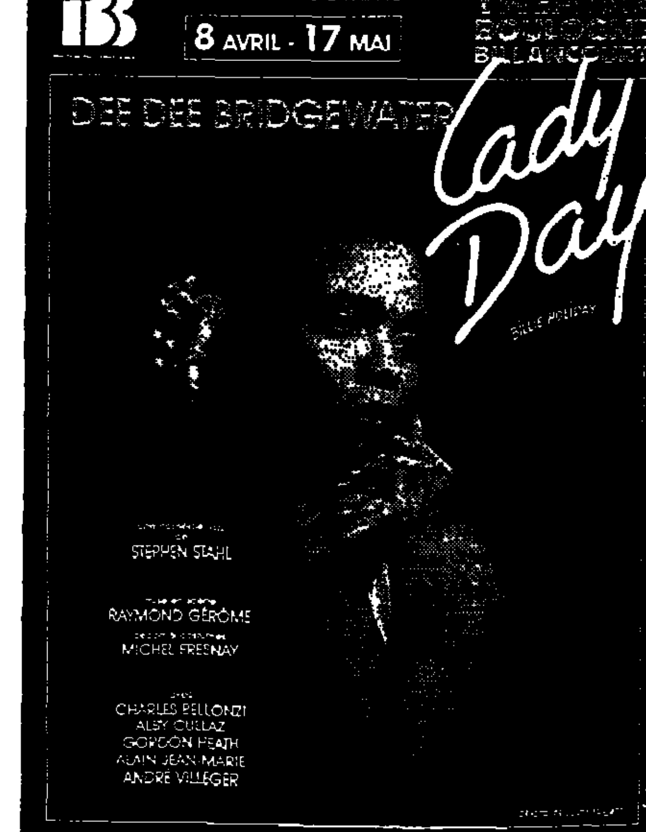
Drôles d'oiseaux

On connaît la verve que déploie Xavier Lambours, trente et un ans, membre de l'agence Vu, collaborateur entre autres du *Monde* et certainement l'un des meilleurs portraitistes français actuels, à épingler ceux qui ont le cran de bien vouloir poser pour lui. Après les stars du cinéma — Orson Welles, tâtant son cigare ; Hanna Shygulla, en diva ; Truffaut, soufflé par une bourrasque secrète, c'était lui, — le voici qui s'attaque avec le même brio incisif, la même insolence hardie, aux personnalités politiques qu'il saisit non pas dans l'officialité de leur fonction mais comme en aparté à l'encontre de toute photogénie électorale, dans une sorte d'intimité rieuse et débridée. Blagueurs, souriants, collégiens, détendus, hilares et presque bons enfants, visiblement plus proches de « L'oreille en coin » que de « L'heure de vérité », du pépiement de Raymond Barre, riant sous cape et se frottant les mains, aux pouffements de Simone Veil, en passant par les facéties de Michel Debré, les œillades de cigale dardées par Chevènement et le rire rentré de Georges Marchais cherchant un second souffle, on a rarement vu autant d'hommes politiques, de bords si différents, cohabiter dans un même sourire. Ainsi, de cet extraordinaire portrait d'Egard Pisani, conversant avec son double, l'ancien chef de cabinet de Joxe, Guy Perrimond (sidérant de ressemblance !), de Michel d'Ornano, roulant des yeux comme Trénet, de Michel Noir, piqué en contre-plongée tel un rapace sur son rocher.

En même temps qu'une savoureuse *métaphore animalière*, particulièrement adéquate vu la turbulence de cette assemblée volatile apte à rengainer becs et ongles sitôt assurée la conquête d'un perchoir, chaque portrait excède la simple description du modèle et, sans craindre de passer par l'anecdote, traduit une présence, un caractère ou une manière d'être qui représente à elle seule tout un programme. Laurent Fabius, avec ses conseillers terrés dans la pénombre au second plan, offre de lui un portrait redoutable d'intelligence et de prémonition dans la grande lignée d'Arnold Newman. Mais il y a aussi Giscard, en retrait, vêtu de tweed, un verre à la main ; Jospin, sans lunettes, aux allures inédites de hibou sans hublots ; Toubon, de profil, rappelant Richard Nixon ; Rocard, seul à table, confondant de ressemblance avec son *alter ego* du « Bêbête show » et, enfin, Chirac, l'air d'un premier communiant, un peu coincé dans son complet croisé ; tous splendidement tirés au Rollei 6×6, à la fois chaleureux et distanciés, risibles et familiers, gommant l'apprêt préfabriqué que les conseillers en communication tentent de faire passer pour vrai. Il est moins aisé qu'on ne le croit de parvenir à renouveler la vision de personnages ultra-médiatisés. A l'image de Mitterrand, qu'en grand professionnel il a réussi à statufier en pied, sur le fronton de l'Elysée, le jour même de la formation de l'actuel gouvernement, Xavier Lambours y parvient sans tricher, sans facilités, sans abuser du manque de respect et en restituant d'abord le plaisir instantané qu'il prend à photographier.

PATRICK ROEGERS.

★ « A vote bon cœur », *Espace Canon*, 117, rue Saint-Martin, Paris-4e, jusqu'au 19 avril.

EXPOSITION

« La Planète affolée »

(Suite de la première page)

C'est celui de la villa Air Bel où Breton réside, où avec ses amis en attente de visas il élabore un nouveau jeu de cartes — jeu sérieux, puisqu'il véhicule les symboles du mouvement : amour, rêve, révolution et connaissance respectivement figurés (au lieu du trèfle, du carreau, du cœur et du pique) par la flamme, l'étoile, la roue, la serrure.

Mais Air Bel ne reste qu'une entrée, ou plutôt qu'un passage dans l'exposition qui s'attache à montrer les contacts entre les surréalistes débarqués aux Etats-Unis et les jeunes américains comme Gottlieb, Baziotes, Rothko, Gorky et Pollock ; grâce notamment à Peggy Guggenheim et sa galerie Art of this century, qu'elle monte dès son arrivée à New-York, venant elle aussi de Marseille, avec Max Ernst. L'histoire est connue — l'exposition *Paris-New-York* en 1977 au Centre Georges-Pompidou l'avait largement développée. Mais on est toujours tenté de revenir sur ce moment-clé de l'histoire de la peinture contemporaine, de s'interroger sur l'ampleur exacte de l'influence qu'ont pu exercer les surréalistes exilés sur l'art américain alors en train de se chercher, qui donna dans des formes hybrides mi-abstraites avant de se forger un langage plastique abstrait sur la base de l'automatisme.

La section américaine est belle et présente des œuvres souvent peu connues comme ces Rothko liquides où flottent des formes vagues de méduses ou de pieuvre, et le petit tableau de Hans Hoffmann, un formidable dripping qui date de 1940. Elle ne s'en tient pas aux Etats-Unis. La situation du surréalisme au Canada est aussi évoquée, avec Borduas qui découvre Breton en 1942, et les jeunes Riopelle et Fernand Leduc, les « automatistes ». Et l'escale aux Antilles où Breton et Masson se sont arrêtés (la Martinique), où Wifredo Lam s'est installé (Haïti). Etape capitale pour Masson, stimulé par ces nouveaux rivages comme il le sera peu après par la lumière du Connecticut.

Regard sur l'Europe. En Angleterre, c'est autour de Roland Penrose, ami de Picasso et des surréalistes, et du Belge Mesens que gravitent les principaux artistes d'obédience surréaliste. Au pays de Lewis Carrol les chemins de l'irrationnel sont assez fréquentés. Cela donne la sculpture d'Henri Moore par exemple, mais aussi Eileen Agar, Edward Burra, Ithell Colquhoun et Conroy Maddox, plus proches de Magritte ou de Dali.

En Belgique, premier pays à avoir eu un groupe surréaliste après celui de Breton (en 1926), de nouveaux venus viennent renforcer les rangs à côté de Magritte : Marien, Ubac (photographe surtout à ce moment-là), Pol Bury, et Dotremont qui, avec le Danois Jorn, sera à l'origine du mouvement cobra, ses monstres hauts en couleur qui sortiront de la palette abruptement. Comme l'annoncent, dès 1940-1941, les œuvres de plusieurs peintres danois, notamment Jacobsen et Mortensen, tandis qu'en Suède Erik Olson et Svanberg donnent dans une mythologie plus proche du fantastique.

Restent les Roumains (Gherasamin Luca, Dolfi Trost), et les Tchécoslovaques Toyen, Styrsky et Heisler qui ont formé un groupe à Prague dès 1934, avec le poète V. Nezval. Et le Japon aussi aurait dû être présent, mais les budgets ne semblent pas avoir permis d'aller jusque-là. Ce n'est pas trop grave, le parcours, ainsi présenté, de la diaspora surréaliste est assez riche, qui s'achève dans une demi pénombre (comme dans l'exposition de 1947). Sur le *Grand Transparent* d'Herold et les seins de caoutchouc qu'on était prié de toucher (mais plus maintenant), qu'on touchait forcément puisqu'ils servaient de couverture au catalogue de la manifestation.

L'exposition de 1947 fut fraîchement accueillie dans l'ensemble, et critiquée pour son caractère par trop ésotérique et initiatique, aussi bien par des proches de Breton, comme Artaud, que par ses ennemis politiques, les staliniens. Cela au moment où commence à déferler à Paris la vague abstraite lyrique, née elle aussi dans les marges du surréalisme, avec l'aide de personnalités indépendantes, comme Bryen ou Wols.

Assurément le surréalisme est alors en crise mais qui dit qu'il est fini ? Il aura perdu de s'être parfois répété, d'avoir cédé à la facilité plastique avec le collage, de n'avoir pas su, au plan visuel, se donner toujours les grands moyens. Mais les grands, ceux qui très tôt ont œuvré pour une recherche plastique adéquate plutôt que pour l'illustration d'idées et les seuls jeux d'esprits, sont encore bien vivants et ont encore à donner en 1947.

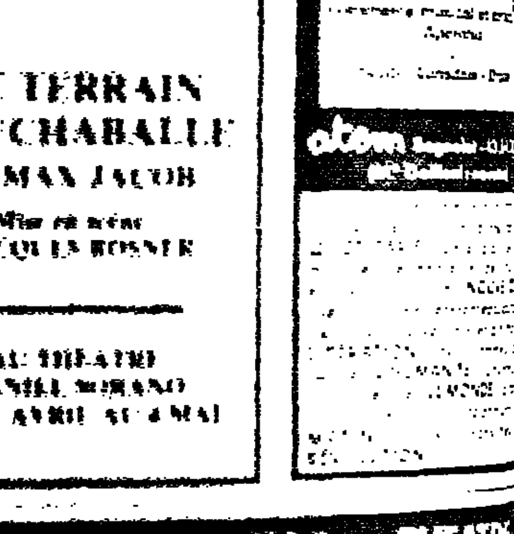
GENEVIÈVE BREERETTE.

★ Centre de la Vieille-Charité, 2, rue de la Charité. Jusqu'au 30 juin. Catalogue sous la direction de Germain Viatte. Flammarion. Un abondant programme d'archives télévisuelles et sonores sur le mouvement surréaliste accompagne l'exposition : plus de cinquante heures de programmes rassemblés par l'INA, dont la vidéothèque régionale de Marseille loge à la Vieille-Charité, ainsi que l'Ecole des hautes études en sciences sociales, le CNRS (pour l'étude des sociétés méditerranéennes contemporaines) et où prochainement seront installées et la direction des musées de Marseille et les collections archéologiques actuellement au musée Borely.

PHOTO

XAVIER LAMBOURS A L'ESPACE CANON

Drôles d'oiseaux





DANSE

CONCOURS DE BAGNOLET

Des chorégraphies aseptisées

Voici dix-huit ans, Jacques Chaurand lançait, avec l'appui de la municipalité de Bagnolet, la première compétition chorégraphique, devenue le révélateur des courants et des modes. Presque malgré lui, le concours a établi de nouveaux rapports de force, obligeant les autorités de tutelle à prendre en compte l'essor de la danse et à lui donner des prolongements. En 1974, il est reconnu par le ministère des affaires culturelles, qui, en 1977, attribue un prix à un lauréat. Les Assises de Bagnolet, en 1980, sont à l'origine des mesures prises depuis par Jack Lang en faveur de la danse contemporaine.

En même temps que la profession s'organise, Bagnolet connaît une crise interne. Après l'explosion vient le temps de la régulation. En 1983, un collectif artistique de trois personnes est mis en place pour présélectionner les candidats. Jacques Chaurand, qui ne reconnaît plus son enfant, s'en va.

Aujourd'hui, le concours, dirigé par Bernadette Bonis, a fait peau neuve. Géré par une association loi 1901 (participation de la ville, de l'Etat, du conseil général de la Seine-Saint-Denis), avec un budget en très légère augmentation, il se veut encore plus sélectif.

Ce qui déroute un peu dans ce Bagnolet nouveau, c'est le caractère compassé, presque clinique de la compétition. Un public sage, un peu coincé, voit défiler en deux soirées des chorégraphies retenues, toutes de bon niveau, de qualité, mais dépourvues de fantaisie et d'invention, comme si tous les créateurs s'étaient pliés à un commun dénominateur, à un module de concours. Tout est lisse, aseptisé, ouaté, comme ce rituel de Catherine Barbessou *(Lise Blanche)*, très inspiré de Bouvier et Obadia.

Très formel aussi mais beau, *la Pointe du vent*, sorte de jerk pour samouraï en apesanteur, est exécuté par un Japonais fascinant, Teshigawara, dans un climat buto.

Par contraste, *Basile*, d'Annie Delichère, saute aux yeux et au cœur avec ses gestes gourds, taillés à la hache, ses parcours de crabe et l'obstination douloureuse d'une humanité kafkaïenne ravalée à l'état d'insecte.

MARCELLE MICHEL.

PALMARES

Premier prix à l'unanimité : *Mindless matter*, de Lloyd Hepburn (Grande-Bretagne).

Deuxième et troisième prix *ex aequo : la Pointe du vent* de Teshigawara (Japon), et *Lufus* Compagnie Vorgänge (Autriche).

Prix du ministère de la culture : *Basile ou la Chaude Nullité de l'espace*, d'Annie Delichère.

Une mention spéciale pour le travail de la styliste Aline Ribière.

THÉATRE

Traveling Bordeaux au Théâtre 14

Les recherches sur ce qu'on appelait avec optimisme « théâtre musical » jusqu'à la fin des années 70, genre aujourd'hui éclaté sous diverses étiquettes, se poursuivent en sourdine loin du centre des villes. Le Théâtre 14 – Jean-Marie Serreau, qui accueille, porte de Vanves, la Compagnie du Gyroscope, est actuellement l'une des cellules les plus faciles d'accès : il faut en profiter. D'autant que, pour une fois, des gens de théâtre se mouillent les premiers et, réunis autour de l'acteur et metteur en scène Carlos Wittig (l'un des complices occasionnels est Asperghis), tentent, à leur façon, l'union difficile du geste dramatique et du son instrumental, de la voix qui parle et de la voix qui chante.

L'ambition, avec « Traveling Bordeaux », était, si l'on comprend bien, de composer un spectacle qui se tienne avec trois œuvres musicales de nature et de durée disparates (*Wagon*, de Cavanna : 4 minutes ; *Grand Théâtre*, d'Alsina : une demi-heure). De ce côté là, c'est raté. Mais *Quais*, de Michel Decoust est un mélodrame de poche très réussi, à mi-chemin des *Trottoirs de Buenos-Aires* et du troisième acte de *Lulu*. On n'y peut ignorer qu'Irène Jarksy, bien que danseuse, a un corps, qu'elle frôle d'aventure à la harpe inquiétante de Brigitte Sylvestre.

ANNE REY.

★ *Jusqu'au 19 avril, 20 h 45.*

RENCONTRES THÉATRALES AU CENTRE WALLONIE-BRUXELLES

Le Centre Wallonie-Bruxelles (46, rue Quincampoix) organise, jusqu'au 27 avril, des rencontres théâtrales entre troupes belges et françaises. Ce lundi, le Scarface Ensemble : (*Quatre Hommes à vendre*) ; les 15 et 16, le Théâtre de l'Ancre et Diagonales : (*la Dernière Bande, pas moi*) ; les 18 et 19, le Groupov : (*The show must go on*) ; les 23 et 24, le Centre régional de Strasbourg : (*la Légende des siècles*) ; les 25 et 26, le Marché aux grains : (*Candide*) ; le 27, Yves Hunstad, dans *Gilbert sur scène*.

★ Les représentations ont lieu à 21 heures. Renseignements : 42-71-26-16.

COMMUNICATION

La chasse aux journalistes prochainement ouverte à la télévision ?

Préparation d'artillerie

Cela a monté comme une mayonnaise pendant une semaine. La chasse aux journalistes de télévision pourrait bien être prochainement ouverte.

Au départ, l'éditorial de M. Max Clos dans *le Figaro* du 4 avril, sous le titre : « Epuration ? ». Le point d'interrogation ne parvient pas à masquer le profond désir du quotidien de M. Robert Hersant. Après ce coup d'envoi, les dirigeants de la nouvelle majorité vont prendre le relais à partir du mardi 8 avril, jour où le sujet est évoqué au cours du déjeuner hebdomadaire de coordination à Matignon (*le Monde* du 10 avril). M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale : « *Ce sont toujours les mêmes qui parlent à la télévision.* » M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR : « *Il ne paraît pas y avoir à la télévision une prise en considération bien nette de ce que le gouvernement fait depuis trois semaines.* »

Jeudi 10 avril, M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, qui avait affirmé à son arrivée Rue de Valois qu'il n'y aurait pas de chasse aux sorcières sous son égide, nuance son propos au micro d'Europe 1 : « *Ça ne sera pas de la naïveté, parce qu'il ne faut pas confondre le service public et son utilisation à des fins partisanes.* » La veille, sur TF 1, le premier ministre Jacques Chirac avait tancé à l'écran Pierre-Luc Séguillon, l'accusant de « *désinformation* » dans la manière dont le journaliste avait posé l'une de ses questions...

Dès lors, on ne peut plus parler de phénomène isolé, mais bien d'une opération concertée de la nouvelle majorité, même si, au sein de celle-ci tout le monde n'est pas d'accord pour une telle offensive, relayée par la presse de M. Hersant. *Le Figaro Magazine* du 12 avril reprend du reste l'assaut, appelant de ses vœux la « *grande lessive* » et tirant le portrait de quelques journalistes particulièrement visés. En réponse à cette campagne, M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du Parti socialiste et secrétaire national à la culture, a beau jeu de déclarer : « *Chassez le naturel, il revient au galop. La droite ne peut s'empêcher de retourner à ses vieux démons. Le spectre de M. Peyrefitte, qui décidait du contenu des journaux télévisés, la hante. Les pseudo-libéraux tombent le masque.* »

Dans les rédactions du service public de radio et de télévision, on se montre relativement serein, mais souvent stupéfait. Certains journalistes manifestent leur « *écœurement* ». La majorité d'entre eux estime que la droite a un métro de retard. La loi du 29 juillet 1982 a ôté au pouvoir politique le contrôle de l'audiovisuel public, les rédactions sont majeures et pluralistes. Elles ont pris de (mauvaises ?) habitudes : travailler librement – les gouvernements de MM. Mauroy et Fabius n'avaient pas qu'à se louer de cette indépendance. Elles veulent être jugées sur leur honnêteté et leur compétence professionnelle. En résumé : « *Qu'on nous laisse faire notre métier.* »

Le syndicat CFTC, où se retrouvent aussi d'anciens militants FO, fait en revanche chorus à la campagne : il dénonce « *un noyautage* » à gauche depuis 1981 et réclame la réintégration des exclus. Son de cloche diamétralement opposé à la CFDT : le syndicat se déclare « *consterné par les propos contradictoires* [des dirigeants politiques], *qui peuvent apparaître comme une véritable déclaration de guerre contre les journalistes du service public* ».

On en est là quand, en fin de semaine, devant les remous que commence à provoquer cette opération, Mme Michèle Cotta, présidente de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, fait entendre sa voix (*le Monde* daté 13-14 avril) pour rappeler l'essentiel : le droit. Le pouvoir politique n'a plus les moyens de couper des têtes. C'est la Haute Autorité qui nomme les présidents de chaînes ; ceux-ci n'ont de comptes à rendre qu'à elle. Ce sont eux qui, éventuellement, décident du remplacement de tel ou tel responsable de l'information, de tel ou tel présentateur du « J.T. » ou de tel ou tel commentateur, trois catégories en première ligne des attaques actuelles. Tant que la Haute Autorité existe, la chasse aux sorcières n'est pas ouverte !

Seulement voilà, la Haute Autorité est condamnée, à brève échéance, par la future loi sur l'audiovisuel. La campagne lancée depuis dix jours paraît être surtout une préparation d'artillerie pour mettre l'opinion en condition avant une double évolution : retour au passé dans le service public et privatisation d'une ou deux chaînes de télévision.

Dans l'esprit des principaux dirigeants de la majorité, s'il doit rester une chaîne d'Etat, il faut qu'elle soit directement sous tutelle du pouvoir. M. Jacques Toubon nous le confirmait l'automne dernier (*le Monde* du 2 novembre 1985). Au cours d'un déjeuner privé récent, auquel notamment assistaient MM. Chirac et Edouard Balladur, les deux premiers personnages du gouvernement s'accordaient sur cette idée : « *Finalement, Pompidou avait raison, la télévision publique doit rester la voix de la France.* » Il y a donc de grandes chances que la future « commission nationale de la communication et des libertés » ne joue plus le rôle d'écran entre le pouvoir politique et les chaînes du service public, ce que continuent toutefois à proposer certains au sein de la majorité.

Monocolore

Mais, surtout, les projets de la majorité en matière de privatisation éclairent les intentions du gouvernement. Jusqu'à présent, la dénationalisation du secteur public de l'audiovisuel a toujours été présentée sous l'angle économique (désengagement de l'Etat, concurrence), parfois sous l'angle idéologique (l'Etat n'a pas à gérer des entreprises d'information et de culture). Mais le débat ne s'est pas encore déplacé sur le terrain des conséquences sur l'information. la privatisation des chaînes, on peut le prévoir, conduirait celles-ci plutôt dans l'escarcelle de la droite que dans celle de la gauche. A titre d'exemple, M. Hersant multiplie les pressions pour obtenir un canal. Il n'hésitera sans doute pas à « faire le ménage ».

Une anecdote, rapportée par M. Jean-Noël Jeanneney, PDG de Radio-France, dans *Echec à Panurge*, qu'il vient de publier au Seuil, éclaire l'orientation des nouveaux gouvernants. Lorsque Radio-France a installé une station décentralisée en Loire-Atlantique, elle est venue en concurrence marginale avec Alouette FM, la radio libre de M. Philippe de Villiers, nouveau secrétaire d'Etat à la culture et à la communication. M. Olivier Guichard, président du conseil régional, s'étonna que la radio publique vînt toucher la Vendée « *sur un secteur couvert depuis longtemps par une radio privée qui reflétait assez bien l'état d'esprit de la majorité d'une population peu favorable à l'actuel gouvernement* ».

C'était en septembre dernier. Pour M. Guichard, les moyens d'information semblent donc devoir être politisés et « *refléter la majorité* ». Ainsi, à travers la privatisation, on en finirait avec la neutralité du service public de radiotélévision, et l'on se dirigerait vers une information si possible monocolore. Comme la droite se propose par ailleurs d'abolir les mesures antitrust concernant la presse écrite, on voit le processus qui risque de se développer dans les mois qui viennent.

Une telle évolution tournerait le dos au pluralisme et aux désirs des citoyens tels qu'ils s'expriment clairement, sondage après sondage, depuis le 16 mars. Les Français paraissent vouloir, dans leur grande majorité, conserver les chaînes publiques et voir se développer à leurs côtés des chaînes privées. Ils ne souhaitent pas le limogeage des présidents, encore moins des présentateurs (*le Monde* du 12 avril).

Après mai 1981, le pouvoir socialiste avait fait comme ses prédécesseurs. Des têtes étaient tombées. Mais la sagesse aidant, la loi de 1982 est venue mettre fin à ces pratiques. La situation est différente aujourd'hui. Revenir sur cet acquis serait assurément un pas en arrière qui ne favoriserait pas l'équilibre démocratique de nos institutions. La défense du pluralisme pourrait bien passer, dans les semaines qui viennent, par celle du service public.

YVES AGNÈS.

L'AVENIR DES CHAINES PUBLIQUES

M. Daniel Karlin (Haute Autorité) : mobilisation contre la privatisation

De notre envoyée spéciale

Montréal. – De passage à la Conférence internationale annuelle des télévisions publiques qui s'est tenue à Montréal du 6 au 12 avril, M. Daniel Karlin, réalisateur et membre de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, lançait, jeudi 10 avril, un appel à la mobilisation contre la privatisation des chaînes publiques françaises.

« Privatiser deux chaînes, c'est finir avec la production française, explique-t-il. C'est casser la machine qui générait des artistes, des auteurs, des réalisateurs. C'est précipiter la création française dans un tunnel qui durera plusieurs années, C'est désolant et c'est révoltant.

– Une chaîne privatisée devra pourtant produire aussi des programmes...

– Soyez donc réaliste ! Ce n'est pas leur faire un procès d'intention que d'affirmer qu'elles ne produiront quasiment pas. Nous avons eu l'occasion de discuter à la Haute Autorité avec les représentants des groupes candidats à l'exploitation d'une chaîne de télévision. Leurs prévisions en matière de production sont affligeantes. Quasi nulles. Nous recevrons sur nos écrans les mêmes programmes édulcorés diffusés sur toutes les télévisions du monde, et de mauvaises copies de produits américains. Je me rappelle Maurice Lévy nous assurant d'un air triomphal : « *TV6 produira 100 clips français par an* ». Mais qu'est-ce que 100 clips français quand sa chaîne prévoit 10 à 20 000 passages de clips par an ?

– Il restera une chaîne publique.

– Oui. Un programme ghetto de type France Culture avec un état-major aux ordres. Ce n'est pas cela le service public.

– Que faites-vous de l'organisme chargé de prendre le relais de la Haute Autorité ?

– Un organisme-croupion dont tout le monde sait qu'il sera créé à seule fin de servir le nouveau pouvoir ! C'est parce qu'elle a fait preuve de trop d'indépendance que la Haute Autorité disparaît. C'est parce qu'elle s'est juré de garantir l'autonomie des chaînes et qu'elle s'est employée à leur rappeler l'esprit du service public ! Sa disparition est un fabuleux retour en arrière.

– N'êtes-vous pas trop alarmiste ?

– Mes craintes se justifient chaque jour. Partout, on sent la volonté de revenir à l'information d'avant 81. Souhaitons que les journalistes sauront se battre pour défendre l'indépendance que nous les avons aidés à conquérir.

– Pensez-vous donc que la privatisation du service public se fera facilement ?

– Oh'non ! Car j'espère bien que les personnels ne vont pas regarder la mise à l'encan de leur outil comme des bœufs regardent passer les trains ! Ces chaînes ont été construites avec les deniers publics, et c'est l'ensemble des personnels qui en ont fait ce qu'elles sont aujourd'hui. Je souhaite donc que tout le monde se mobilise. Journalistes, techniciens, réalisateurs et téléspectateurs... En tout cas, moi, j'en serai. »

Propos recueillis par
ANNICK COJEAN.

Le Crédit agricole entre au « Courrier picard »

De notre envoyé spécial

Amiens. – *Le Courrier picard* (Amiens) a choisi son partenaire : 157 des 232 membres présents (sur 273) de la Société coopérative ouvrière de production (SCOP) qui possède le quotidien régional, ont voté, le 13 avril, en faveur du plan proposé par le Crédit agricole. Ce dernier avait le soutien actif du conseil d'administration. Toutefois, 67 personnes ont voté contre ce plan, dont, semble-t-il, une majorité de journalistes ; 8 votes étaient nuls.

Le Crédit agricole entrera au capital du *Courrier picard* à hauteur de 49 %. C'est une « première, en matière » de presse, pour lui : il ne possédait que 12,5 % du capital de *la Montagne* (Clermont-Ferrand). Il apporte dès maintenant 6 millions de francs, dont 3 millions en prêts participatifs. Le Crédit agricole propose un plan de redressement de cinq ans : il prévoit de faire davantage du *Courrier picard* une entreprise multimédias et de développer sa diffusion régionale, notamment dans l'Aisne. Selon M. Jacques Bénesse, directeur des entreprises de l'agriculture et des professions au Crédit agricole de la Somme, désigné le 13 avril au poste de directeur général du journal, ce plan n'exclurait pas de futures suppressions d'emplois. Il est vrai que le schéma de redressement présenté par M. Claude Vieux (*le Monde* du 11 février) en prévoyait déjà cinquante-quatre.

Le futur conseil d'administration devrait être modifié : le Crédit agricole y disposera de quatre postes (dont l'un sera occupé par M. Marcel Deneux, président de la Caisse régionale du Crédit agricole de la Somme et président national), les salariés de six. Un directeur du développement, M. Daniel Hutier, a été nommé. Auparavant chargé de la mise en place du vidéotex au Crédit agricole, cet ancien journaliste concrétise clairement la vocation multimédias du quotidien. Mais *le Courrier picard*, en dépôt de bilan depuis le 12 décembre dernier, devra encore faire la preuve de son unité. Le Crédit agricole s'emploiera, selon l'un de ses responsables, à réduire les clivages. Et en particulier à séduire les journalistes, partisans d'un plan concurrent proposé par le Crédit mutuel, qui leur avait proposé notamment un droit de veto sur la nomination de leur directeur de la rédaction, ce que le Crédit agricole, pour sa part, refuse.

YVES-MARIE LABÉ.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

TRAVELLING BORDEAUX, Théâtre 14 (45-45-49-77), 20 h 45.

ANN BOLEYN, Vincennes, Sorano (43-74-81-16), 20 h 30.

PIÈCES DÉTACHÉES, Point Virgule (42-78-67-03), 22 h 30.

Les salles subventionnées

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15), 20 h 30 : Un chapeau de paille d'Italie.

BEAUBOURG (42-77-12-33), Débuts/rencontres : 18 h, Que reste-t-il du constructivisme dans l'art contemporain ? ; Cinéma-vidéo : vidéo-information 16 h, Un village inspiré : Saint-Paul-de-Vence, de D. Rimbault ; à 19 h, Que sont mes camarades devenus ?, de S. Avédidian et J. Kebadian ; Vidéo-musique : 16 h, Les troubadours du métro ; à 19 h, Cendrillon, de Rossini ; Vienne et le cinéma 1911-1938 : 20 h 30 (pour la programmation détaillée, téléphoner Salle Garance au 42-78-37-29) ; Le cinéma italien 1905-1945 : 17 h 30, Dora Nelson, de M. Soldati ; Théâtre : 18 h 30 : Mademoiselle Else, de A. Schnitzler ; Danse : 18 h 30, la Route de Louvie-Juzon, chorégraphie d'A. Degroat.

Les autres salles

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35), 20 h 30 : Cassandre.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11), 20 h 30 : Richard Wagner ; 22 h : Interviouve.

DAUNOU (42-61-69-14), 21 h : Au secours, elle me veut.

DIX HEURES (46-06-07-48), 18 h : Sentiments cruels ; 20 h 30 : la Femme assise ; 22 h : l'Homme de parenthèse.

ESPACE KIRON (43-73-50-25), 20 h 30 : Camping sauvage.

FONTAINE (48-74-74-40), 20 h 30 : les Vieilles Dames.

HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Rhapsodie Béton.

MARAIS (42-78-03-53), 20 h 30 : l'Eternel Mari.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), 20 h 30 : De doux dingues.

ŒUVRE (48-74-42-52), 18 h 30 : Compagnie, de S. Beckett.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93), 21 h : Nuit d'ivresse.

TAI TH. D'ESSAI (42-78-10-79). I : 20 h 30 : l'Écume des jours ; II : 20 h 30 : Huis clos.

THÉATRE D'EDGAR (43-22-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

THEATRE 14 (45-45-49-77), 20 h 45 : Travelling Bordeaux.

TRISTAN BERNARD (45-22-08-40), 20 h 30 : Ariane ou l'âge d'or.

VALHUBERT-THEATRE (45-84-30-60), 21 h : Un pied dans le cirque.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h : Touche pas à mon vote.

DEUX ANES (46-06-10-26), 21 h : la France au clair de l'urne.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35), 20 h 15 : Tohu-Bahut 2 ; 21 h 45 : les Jeux de la nuit ; 23 h : Banc d'essai des jeunes.

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84) I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Kamikazes de l'Oncle Sam ; 22 h 30 : l'Etoffe des blaireaux. — II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : les Pieds nickelés.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11), I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. — II. 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Les oies sont vaches ; 22 h 15 : Nous, on sème.

POINT-VIRGULE (42-78-67-03), 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Nos désirs font désordre ; 22 h 30 : Pièces détachées.

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-97), 21 h : Chansons françaises.

DEJAZET TLP (48-87-97-34), 20 h 30 : C. Vander.

LUCERNAIRE (45-44-57-34), 20 h : L. Lesha.

TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (42-60-44-41), 22 h 30 et 24 h : Cuarteto del centenario.

Les concerts

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h 30 : Chœurs et orchestre de Sofia, E. Tchakarov (dir.) (Verdi : Requiem).

Gaveau, 20 h 30 : J.-L. Haguenauer (Beethoven, Liszt, Schubert).

Pleyel, 20 h 30 : Orchestre Colonne, C. Bardon (dir.) (Prokofiev, Dutilleux, Brahms).

Théâtre de la Cité Internationale Universitaire, 20 h 30 : A. Maurer, M. Verdine, J.-L. Vilagomez (Ponce, Ritter, Bartok).

Porte de la Suisse, 18 h à 24 h : Les Sons des sept lieux.

Musée Grévin, 20 h 30 : Duo Gottlieb (Gottlieb, Gershwin, Wuorinen).

Église Saint-Eustache, 21 h : Le Débuché de Paris.

Jazz, pop, rock, folk

BAISER SALÉ (42-33-37-71), 23 h : Amar Sundy Blues Band.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), 21 h 30 : Maxim Saury Jazz Music.

MONTGOLFIER (45-54-95-00), 22 h : Irakli.

PETIT JOURNAL (43-26-28-59), 21 h 30 : Happy Boop Quintet.

PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70), 21 h 30 : G. Badini.

LA PINTE (43-26-26-15), 21 h : New Jazz Off.

SUNSET (42-61-46-60), 23 h : Trio Sal Nistico.

En région parisienne

SAINT-DENIS, Théâtre G.-Philipe 42-43-00-59), 20 h 30 : Roméo et Juliette.

SARTROUVILLE, Théâtre (39-14-23-77), 21 h : La pente étroite du bout du monde.

RENCONTRES THÉATRALES

Centre Wallonie-Bruxelles (42-71-26-16), à 21 h : Quatre hommes à vendre.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)

LUNDI 14 AVRIL

18 h 30, La cinémathèque de la danse rend hommage à Janine Charrat.

BEAUBOURG (42-78-35-57)

LUNDI 14 AVRIL

17 h 30, The Chaser, de H. Langdon ; 19 h 15, Cigarette blues ; In heaven there is no beer ; Sprout wings and fly.

Les exclusivités

A DOUBLE TRANCHANT (A., v.o.) : Quintette, 5e (46-33-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). — V.f. : Français, 9e (47-70-33-88).

AGNÈS DE DIEU (A., v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; Rialto, 19e (46-07-87-61) ; V.f. : Impérial, 2e (47-42-72-52).

ALLAN QUATERMAIN ET LES MINES DU ROI SALOMON (A., v.o.) : Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; V.f. : Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31).

AMADEUS, (A., v.o.) : Cinoches (Hsp), 6e (46-33-10-82).

L'AME SŒUR (Suis.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60).

L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

L'ARAIGNÉE DE SATIN (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-80-25) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

A STRANGE LOVE AFFAIR (Holl., v.o.) : 14-Juillet-Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Elysées-Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Olympic-Marilyn, 14e (45-43-99-41).

ATOMIC CYBORG (It., v.o.) : Le City Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; (v.f.) : Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (Brés., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Studio Cujas, 5e (43-54-72-71) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; Rialto, 19e (46-07-87-61).

LE BARBIER DE SÉVILLE (All., v.o.) : Reflet-Balzac-Opéra, 8e (45-61-10-60).

LE BATEAU-PHARE (A., v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (43-26-58-00).

BIRDY (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (42-96-62-56).

BLEU COMME L'ENFER (Fr.) : City-Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Français, 9e (47-70-33-88).

BRAZIL (Brit., v.o.) : St-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

CHORUS LINE (A., v.o.) : UGC-Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94).

CONSEIL DE FAMILLE (Fr.), Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Saint-Germain Village, 5e (46-33-63-20) ; 14-Juillet-Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

CONSTANCE (Néo-zéland.) (v.o.) : Studio 43 (Hsp), 9e (47-70-63-40).

CONTES CRUELS DE LA JEUNESSE (Jap., v.o.) : 14-Juillet-Racine, 6e (43-26-19-68).

LE DIAMANT DU NIL (A., v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Odéon, 6e (43-25-10-30) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; V.f. : Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Orléans, 14e (45-40-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Wepler-Pathé, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

Lundi 14 avril

DREAM LOVER (A., v.o.) (*) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; Images, 18e (45-22-47-94).

L'EFFRONTÉE (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; Calypso, 17e (43-80-18-03).

L'ELU (A., v.o.) : Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93).

ELENI (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94).

EN DIRECT DE L'ESPACE (Fr.) : La Géode, 19e (42-45-66-00).

ENEMY (A., v.f.) : Maxéville, 9e (47-70-72-86).

ESCALIER C (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

EXIT EXIL (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LES FOLLES ANNÉES DU TWIST (franco-algérien) : Reflet-Logos, 5e (43-54-42-34) ; Studio 43, 9e (43-43-01-59).

LES FEUX D'HIMATSURI (Jap., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

GINGER ET FRED (It., v.o.) : Quintette, 5e (46-33-79-38) ; Publicis Matignon, 8e (43-59-31-97).

HEARTBREAKERS (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-33-42-26) ; Luxembourg, 6e (46-33-97-77), Hsp.

HIGHLANDER (Brit., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Escurial Panorama, 13e (47-07-28-04) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; V.f. : Grand Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

L'HONNEUR DES PRIZZI (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; UGC-Biarritz, 8e (45-62-20-40).

INSPECTEUR LAVARDIN (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; 14-Juillet-Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Parnassiens, 14e (32-20-30-19) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

JACQUES ET NOVEMBRE (Can.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-85).

JUSTICE ET FLIC (Fr.) (*) : Gaîté-Boulevard, 2e (45-08-96-45) ; City-Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31).

LE JUSTICIER DE NEW-YORK (**) (v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Rex, 2e (42-36-83-93). — V.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Le Grand Miramar, 14e (43-20-89-52).

LINK (*) (A., v.o.) : Gaumont-Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont-Opéra, 9e (47-42-60-33). V.f. : Le Grand-Bretagne (42-22-57-97).

LES LONGS MANTEAUX (Fr.) : Gaumont-Opéra, 9e (47-42-60-33).

MACARONI (It. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-72-52-36) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; UGC-Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LE MÉDECIN DE GAFIRE (Malien-nigérien, v.o.) : Républic, 11e (48-05-51-33).

MON BEAU-FRÈRE A TUÉ MA SŒUR (Fr.) : Colisée, 8e (43-59-29-46).

LES MONTAGNES BLEUES (Sov., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Le City Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Reflet La Fayette, 9e (48-74-97-27).

NATTY GANN (A., v.f.) : Richelieu, 2e (42-33-56-70).

L'ORCHESTRE NOIR (Belge) : Utopia, 5e (43-26-84-65), H. sp.

OUT OF AFRICA (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). — (V.f.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Victor Hugo, 16e (47-27-49-75) ; Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

RE-ANIMATOR (A.) (*) : George V, 8e (45-62-41-46). — (V.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

REMO (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Marignan, 8e (43-59-92-82). — (V.f.) : Français, 9e (47-70-33-88) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Gaîté-Rochechouart, 9e (48-78-81-77) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06).

ROSA LA ROSE, FILLE PUBLIQUE (Fr.) (*) : Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Images, 18e (45-22-47-94).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21). — V.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07).

RETOUR VERS LE FUTUR (A., v.f.) : Capri, 2e (45-08-11-69).

RÉVOLUTION (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

ROCKY IV (A., v.o.) : Marivaux, 2e (42-96-80-40).

ROMANCE CRUELLE, (Sov., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

ROUGE BAISER (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

SANS ISSUE (A., v.o.) (*) : Maxéville, 9e (47-70-72-86).

SANS TOIT NI LOI (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LE SECRET DE LA PYRAMIDE (A., v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40). — (V.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

SHOAH (Fr.) : Olympic, 14e (45-43-99-41).

SIGNÉ RENART (Suisse) : Bonaparte, 6e (43-26-12-12).

SILVERADO (A.) : V.f. : Opéra Night, 2e (42-96-62-56).

SOLEIL DE NUIT (A., v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46). — (V.f.) : Gaumont Opéra, 2e (47-62-60-33) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LE SOULIER DE SATIN (franco-portugais, v.o.) : Républic Cinéma, 11e (48-05-51-33).

STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escurial Panorama, 13e (47-07-28-04), h. sp.

SUBWAY (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-Michel, 5e (43-36-79-17) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).

TARAM ET LE CHAUDRON MAGIQUE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

SWEET DREAMS (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 1er (47-42-60-33) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

THE SHOP AROUND THE CORNER (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (43-29-11-30).

TOUKI BOUKI (Sénégalais, v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-52-34) ; Olympic Entrepôt, 14e (45-43-99-41).

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Capri, 2e (45-08-11-69) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Orléans, 14e (45-40-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Tourelles, 20e (43-64-51-98).

TURTLE DIARY (A., v.o.) : Calypso, 17e (43-80-30-11).

TUTTI FRUTTI (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

UNE CRÉATURE DE RÊVE (A., v.f.) : Arcades, 2e (42-33-54-58).

VAUDEVILLE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).

PETER PAN (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42) ; Images, 18e (45-22-47-94).

LES RIPOUX (Fr.) : Calypso, 17e (43-80-30-11).

LA ROUTE DES INDES (Brit., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

SÉRÉNADE A TROIS (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Utopia, 5e (43-26-84-65).

THIS IS ARMY (A., v.o.) : Péniche des Arts, 15e (45-27-77-55).

THE ROSE (A., v.o.) : Rialto, 19e (46-07-87-61).

TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : Champo, 5e (43-54-51-60).

TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI (A., v.o.) : St-Ambroise, 11e (47-00-89-16), h. sp.

UNE HISTOIRE IMMORTELLE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

WITNESS (A., v.f.) : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LES FILMS NOUVEAUX

LES ENFANTS DU VENT, film algérien de Brahim Tsaki. v.o. : Utopia, 5e (43-26-84-65) ; Studio-43, 9e (47-70-63-40).

37°2 LE MATIN, film français de Jean-Jacques Beineix. Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) (deux salles) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97 ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Colysée, 8e (43-59-29-46) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont-Parnasse 14e (43-35-30-40) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; PLM Saint-Jacques, 14e (45-89-68-42) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Le Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Wepler Pathé, 18e (45-22-46-01) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

ZONE ROUGE, film français de Robert Enrico. Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UCG Danton, 6e (42-25-10-30) ; UCG Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UCG Biarritz, 8e (45-65-20-40) ; UCG Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UCG Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; UCG Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99)

ZOO, film britannique de Peter Greenaway. v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UCG Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

Les grandes reprises

APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; (v.f.) : Arcades, 2e (42-33-54-58).

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

LA BLONDE ET MOI (A., v.o.) : Forum Arc-en-ciel, 1er (42-97-53-74).

LE CIEL PEUT ATTENDRE (A., v.o.) : Champo, 5e (43-54-51-60).

LA COCCINELLE A MONTE-CARLO (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

CUL DE SAC (A.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

LA DAME DE SHANGHAI (A., v.o.) : Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23).

LE DERNIER TANGO A PARIS (Fr.-it., v.o.) (**) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16).

DERSOU OUZALA (Jap., v.o.), St-Lambert, 15e (45-32-91-68).

DES FILLES DISPARAISSENT (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (43-29-11-30).

DON GIOVANNI (Angl., v.o.) : Vendôme, 2e (47-42-97-52).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

LA FOLLE INGÉNUE (A., v.o.) : Reflet Médicis, 5e (43-54-42-34) ; Le Mercury, 8e (45-62-75-90).

LE GRAND SOMMEIL (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN SEIGNEUR DES SINGES (Brit., v.f.) : Panthéon, 5e (43-80-30-11) ; v.o. : Calypso, 17e (43-80-30-11).

LA HUITIÈME FEMME DE BARBE-BLEUE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

L'INVASION DES PROFANATEURS (A., v.o.) : Action Christine, 6e, (43-29-11-30) : Ambassade, 8e, (43-59-19-08), (v.f.) : Gaumont-Convention, 15e, (48-28-42-27).

IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (45-08-11-69).

MONTY PYTHON LA VIE DE BRIAN (A., v.o.) : Rialto, 19e (46-07-87-61).

MONTY PYTHON SACRÉ GRAAL (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

NEW YORK-MIAMI (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) ; Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (*) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Studio Galande (h. sp.), 5e (43-54-72-71).

ORFEU NEGRO (Fr.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

PÉRIL EN LA DEMEURE (Fr.) : Studio Contrescarpe, 5e (43-25-78-87) ; George-V, 8e (45-62-41-46).

Les festivals

AVANT-PREMIÈRE : Reflets-Logos, 5e (43-54-42-34), 20 h 30 : Bianca.

ANATOLE DAUMAN Le Latina, 4e (43-78-47-86), Masculin/féminin.

BUSTER KEATON (v.o.), Ranelagh, 16e (42-88-64-44), 19 h : Ma vache et moi.

50e ANNIVERSAIRE DE LA TWENTIETH CENTURY FOX (v.o.), Action Rive gauche, 5e (43-29-44-40), les 7 Voleurs.

CINQ FILMS POUR LE PRIX D'UN - VIVE LA REPRISE (v.o.), Studio Bertrand, 7e (47-83-64-66), 18 h : Peppermint Freedom ; 20 h : You and Me ; 21 h 40 : Holiday Inn.

COMEDIES MUSICALES (v.o.), Mac-Mahon, 17e (43-80-24-81), O toi ma charmante.

J. HAS (v.o.), 3 Luxembourg, 6e (46-33-97-77), le Manuscrit trouvé à Saragosse.

FESTIVAL ROHMER, Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33), 16 h 30 : la Marquise d'O.

FESTIVAL TRUFFAUT, Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33), 18 h 30 : les Deux Anglaises et le Continent. Denfert, 14e (43-21-41-01), 16 h 50 : l'Argent de poche.

FESTIVAL TARKOVSKY (v.o.), Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33), 20 h 50 : Andreï Roublev ; Denfert, 14e (43-21-41-01), 18 h 40 : Nostalghia.

ESPRIT DE NEW-YORK, (v.o.) Reflets La Fayette, 9e (48-74-97-27), Un après-midi de chien ; le Gang Anderson.

Les séances spéciales

AMADEUS (A., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (46-33-10-82), 21 h 40 ; Calypso, 17e (43-80-30-11), 21 h 45.

L'AUTRE (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68), 21 h.

CABARET (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14), 19 h 25.

L'ÉTOFFE DES HÉROS (A., v.o.) : Calypso, 17e (43-80-30-11), 18 h 30.

LA NUIT PORTE JARRETELLES (*) (Fr.) Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14), 16 h.

PARIS, TEXAS (A, v.o.) : Cinoches St-Germain, 6e (46-33-10-82), 21 h 50.

PIERROT LE FOU (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68), 16 h 30.

PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22 44-21), 22 h 15.

RUSTY JAMES (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21), 16 h.

TAXI DRIVER (**) (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14), 22 h 15.

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Un week-end ordinaire ?

Un week-end ordinaire devant le petit écran ? A première vue, oui. Les rendez-vous familiers. « Droit de réponse » et « Les enfants du rock », samedi soir, après l'étonnante Alice Sapritch dans *l'Affaire Marie Besnard*. Lino Ventura ou Maigret dimanche soir, en attendant l'idole des GIs américains au cinéma de minuit... Betty Grable. Mais de « Cocoricocoboy » en « Champs-Elysées », de « Mosaïque » en finale de tennis à Dallas, notre regard se trouble, se fait plus aigu. Il cherche à détecter le moindre changement, dans chaque nuance, chaque inflexion de la voix.

Que se passe-t-il ? Rien. Sinon comme le commencement d'un malaise — déclenché par la petite phrase maléfique de *« chasse aux sorcières »*, murmurée ici ou là dans les allées (ou la presse) du pouvoir, pour ajouter aussitôt qu'il n'en est pas question ! Epuration ? Le vilain mot ! Il fut affublé d'un point d'interrogation dans l'éditorial du *Figaro*, puis décliné sur le mode impératif dans le magazine du même nom. Au petit écran, on ne veut pas en entendre parler. Mais la nervosité se décèle.

Les présentateurs, à l'heure des informations, en font trop ou pas assez. Claude Sérillon, guilleret sur Antenne 2, soumet le nouveau ministre de l'intérieur à la question sur ses intentions en matière de répression de la délinquance ou du terrorisme : les étrangers ne se sentiront-ils pas des suspects en puissance ? Et les nouvelles cartes d'identité infalsifiables ne constituent-elles pas une atteinte à la liberté ? Agacé, M. Charles Pasqua sort (métaphoriquement) ses lettres de créance gaullistes.

Avec Jean-Claude Bourret, c'est un autre ton, quand il reçoit le premier ministre, de retour de la Côte d'Ivoire, sur « Bonjour la France », et annonce, avec délices, la descente de MM. Pasqua et Pandraud aux enfers... du métro parisien.

Heureusement, il existe encore quelques fenêtres pour laisser entrer l'air frais à travers les grilles comme « Droit de réponse ». Là, au moins, les journalistes invités à la revue de presse ne tournent pas autour du pot. Unanimes, ils condamnent toute tentative de règlements de comptes. Ils se gaussent de *« l'archaïsme »* de Max Clos, dans *le Figaro*, mais aussi du refus de Claude Cabanes de *l'Humanité* de venir se confronter à l'antenne à Michel Naudy (FR 3), auteur du livre *PC, le suicide*...

Les meilleurs moments du week-end ? Les deux heures de musique, de sagesse et d'humour passées, l'une avec Lily Laskine, harpiste, l'autre avec Henri Sauguet, pianiste. Elle a quatre-vingt-quatorze ans, lui quatre-vingt-cinq... Quelle jeunesse !

ALAIN WOODROW.

Lundi 14 avril

PREMIÈRE CHAINE : TF1

20 h 35 **Cinéma : L'inspecteur ne renonce jamais.**
Film américain de James Fargo (1976), avec C. Eastwood, H. Guardino, B. Dillman, J. Mitchum.
A San-Francisco, l'inspecteur Callahan doit éliminer une bande de terroristes dirigée par un psychopathe. Clint Eastwood interprète, pour la troisième fois, ce « Dirty Harry » aux méthodes trop expéditives dont il a fait une sorte de mythe. A voir pour lui.

22 h 5 **Etoiles et toiles.**
Magazine du cinéma de F. Mitterrand et M. Jouando.
Bernard Blier évoque ses cinquante ans de carrière cinématographique à l'occasion du premier long métrage de Krawzyck : Je hais les acteurs ; *Ben Johnson et Harry Carey racontent l'histoire du western aux Etats-Unis, illustrée de nombreuses anecdotes. Une fois de plus Frédéric Mitterrand pourra s'enflammer sur le portrait de l'actrice italienne, née en 1925 à Rome, Silvana Pampanini.*

23 h 5 **Journal.**
23 h 20 **C'est à lire.**

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 **Les cinq dernières minutes : l'impasse des brouillards.**
Réal. C. Loursais. Avec J. Debary, M. Eyraud (Rediff.)
Un bar, un racket, un mort, puis deux, des lettres anonymes... Cabrol et Ménardeau sur la piste, de Montmartre à Pigalle, du passé au présent...

22 h 5 **Série documentaire : Touche pas à mon poste.**
Deuxième volet : Il était une fois la télé, de M.C. Treilhou.
Après les habitants de Créteil privés de leur récepteur, ceux de Labastide-en-Val, un petit village des Corbières, parlent de la télé. La France de nos racines confrontée à l'univers magique des médias modernes.

23 h 05 **Journal.**

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h 35 **Cinéma : Comptes à rebours.**
Film français de Roger Pigaut (1970), avec S. Reggiani, S. Signoret, J.M. Bory, J. Moreau, A. Pousse, C. Vanel.
Après sept ans de réclusion, un homme revient à Paris pour se venger d'un de ses complices d'un cambriolage, qui l'avait trahi. Mais lequel ? Evitant les stéréotypes de la série noire française, Roger Pigaut donne une épaisseur psychologique et un intérêt certain à ses personnages, joués par de grands comédiens.

22 h 25 **Journal.**
22 h 50 **Urba.**
Magazine de la ville de Dominique Bailland.
Au sommaire : Vous prendrez bien un vert ? Trois reportages posent une fois de plus le problème de l'écologie en France.

23 h 25 **Prélude à la nuit.**

FR3-PARIS-ILE-DE-FRANCE

16 h, la Fureur des hommes, film de H. Hathaway ; **17 h 40**, Actualités de jadis : 1946 ; **17 h 50**, Loups, bars et cie, la cuisine des marins ; **18 h**, Paris du cinéma ; **18 h 20**, Magazine des sports ; **18 h 55**, Croqu'soleil ; **19 h 5**, Atout Pic ; **19 h 15**, Informations ; **19 h 35**, l'Homme au képi noir.

CANAL PLUS

20 h 30, Histoires d'outre-tombe, film de F. Francis ; **22 h 15**, Etoiles et buts ; **22 h 30**, Boxe ; **23 h 30**, Basket américain ; **1 h**, Besoin d'amour, film de J. Schatzberg.

LA « 5 »

20 h 30 **Lundi superstars : A nous la victoire**, film américain (1981) de J. Huston. Avec M. Caine.
Des prisonniers de la dernière guerre mondiale tentent de s'enfuir à l'occasion d'un match de football.

22 h 30 **La Cinquième Dimension**, série américaine de science-fiction (et à 1 h 30).

23 h 30 **Cinéma : Une fille de province.**
Film américain de G. Seaton (1954), avec B. Crosby, G. Kelly, W. Holden.
Mélodrame de l'alcool, de la déchéance, de l'amour et des planches.

TV6

14 h 6 **Tonic** (et à 20 h).
17 h **Système 6**
19 h **NRJ6** (et à 23 h).

FRANCE-CULTURE

20 h 30 **« Good bye Mister Love »**, de Bernard Delmane. Avec M. Creton, P. Mazzotti, F. Cottençon.
21 h 30 **Semaine Liszt** : latitudes, musique traditionnelle ; Liszt et le folklore.
22 h 30 **La nuit sur un plateau**, avec notre collaboratrice Annick Cojean et Frank Eskenazi, pour « FM, la folle histoire des radios libres ».

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 **Concert** (Semaines internationales de musique de Lucerne, le 2 septembre 1985) : « Trema », « Trio pour hautbois, alto et harpe », de H. Holliger ; « le Marteau sans maître », de P. Boulez, par l'Ensemble intercontemporain, dir. P. Boulez, sol. J. Sulem, D. Pateau, M.C. Jamet, E. Laurence.
23 h **Les soirées de France-Musique** : les grands interprètes (Clifford Curzon) ; à 1 h, Bing Crosby et les crooners.

Mardi 15 avril

PREMIÈRE CHAINE : TF1

20 h 35 **Les grands écrans de TF 1 : le Bouffon.**
Téléfilm de G. Jourré et B. Haller, adaption et dialogues de J.-C. Carrière, avec F. Rey, B. Haller, F. Dorner...
Tel le bouffon d'un roi, un jeune animateur comédien est embauché par l'un des plus riches hommes du monde. Arrivera-t-il à dérider la « haute société » et le téléspectateur ? Ce n'est pas sûr, le rôle est difficile même s'il est bien interprété...

22 h **De la sainteté.**
De J.-M. Berzosa. Epître III: Les Bienheureux.
Comment l'Eglise de Jean-Paul II a béatifié quatre-vingt-dix-neuf martyrs d'Angers, exécutés pendant la Révolution pour avoir défendu leur foi. A travers la caméra acérée de Berzosa, la liturgie dans tous ses états et la découverte de la France provinciale et ancrée dans la tradition.

23 h 5 **Journal.**
23 h 20 **C'est à lire.**

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 **Cinéma : Que la fête commence.**
Film français de Bertrand Tavernier (1974), avec P. Noiret, J. Rochefort, J.P. Marielle, C. Pascal, M. Vlady, N. Garcia, G. Desarthe.
La vie de plaisir et les façons de gouverner de Philippe d'Orléans, régent du royaume de France, en 1719, année d'une révolte conduite par un nobliau breton. Mosaïque de petits faits pris dans tous les milieux sociaux, à Paris et en province, pour une chronique recréant l'histoire vivante. Interprétation de grande qualité.

22 h 35 **Magazine : Cinéma-cinémas.**
De C. Ventura, A. Andreu et M. Boujut.
Au sommaire : Welles, un inédit (une bobine oubliée par Orson Welles a été retrouvée) ; un entretien avec Marco Ferreri et avec Kathleen Turner (vedette du film « le Diamant du Nil »), un document sur le Festival de Cannes 1963.

23 h **Série : Johnny Staccato.**
Réal. B. Sagal (v.o. sous-titrée. N.)
La suite de cette belle série américaine en noir et blanc, dans l'univers du jazz, avec John Cassavetes en pianiste et Harry Guardino au saxo. Pour amateurs éclairés.

23 h 55 **Journal.**

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h 35 **Cinéma : Un beau salaud.**
Film américain de Burt Kennedy (1970), avec F. Sinatra, G. Kennedy, A. Jackson, L. Nettleton, J. Elam, M. Carey.
Un type sans scrupules est aux prises avec un vieux copain qu'il a volé, avec l'armée à cause d'une Indienne amoureuse de lui, et avec les Indiens. Quelques bons moments, à cause d'intention parodiques et de Sinatra mais, dans l'ensemble, cela manque de rythme.

22 h 5 **Journal.**
22 h 30 **Emissions régionales.**
Strasbourg : spécial Japon ; Nancy-Reims : rock ; Lille-Amiens : gens du Nord, gens de Picardie ; Rennes-Nantes-Le Mans : le F.C. Nantes comme vous ne l'avez jamais vu ; Limoges-Poitiers : Jazz avec Richard Galliano ; Bordeaux : débat politique ; Toulouse-Montpellier : passé simple, le chant de la mine et à 23 h 10 les romances de l'Espagne médiévale ; Marseille-Nice-Corse : émission médicale, la cardiologie ; Lyon-Grenoble-Clermont-Ferrand : Bernard Muller et Laurence Gaultier de la Ferrière à l'assaut du Kangchenjunga et de la face nord de l'Annapurna ; Dijon-Besançon : les Goguettes ; Rouen-Caen : le risque de la stérilité ; Paris-Orléans : Effraction, avec Georges Moustaki.

23 h 15 **Prélude à la nuit.**

CANAL PLUS

20 h 35, le Jumeau, film de Y. Robert ; **22 h 25**, Ça n'arrive qu'à moi, film de F. Perrin ; **0 h**, l'Homme de la tour Eiffel, film de B. Meredith ; **1 h 30**, Série : Mike Hammer ; **2 h 15**, Sur les chemins de l'aventure.

LA « 5 »

20 h 30 **Fantastique mardi : L'homme qui venait d'ailleurs**, film GB/USA (1976), de N. Roeg, avec D. Bowie, Rip Torn, Candy Clark.
Thomas Jerome Newton vit avec sa famille sur une planète lointaine dont les habitants ont du mal à subsister.

22 h 30 **Jonathan** ; magazine de l'aventure (et à 1 h 30).

23 h 30 **Cinéma : Dr. Jerry and Mister Love.**
Film USA (1963) de Jerry Lewis. Comédie.
Un professeur amoureux d'une de ses élèves, mais il s'appelle Dr Jerry...

TV6

14 h 6 **Tonic** (et à 20 h).
17 h **Système 6**
19 h **NRJ 6** (et à 23 h).

FRANCE-CULTURE

20 h 30 **Le journal du corps** : l'image de la naissance pour les autres enfants.
21 h 30 **Diagonales**, l'actualité de la chanson.
22 h 30 **Nuits magnétiques** : la nuit et le moment ; profession : témoin.
0 h 10 **Du jour au lendemain.**

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 **Concert** (en direct du Théâtre des Champs-Elysées) : « Léonora, poème symphonique », de Duparc ; « la Mort d'Orphée », cantate de Berlioz ; « Œdipe roi », de Stravinski, par l'Orchestre national de France et les chœurs de Radio-France, dir. G. Bertini, sol. H. Schwarz, W. Hollweg, D. Gordon, B. Weinkl, M. Smith.
23 h **Les soirées de France-Musique** : les grands interprètes (Clifford Curzon).

TRIBUNES ET DÉBATS

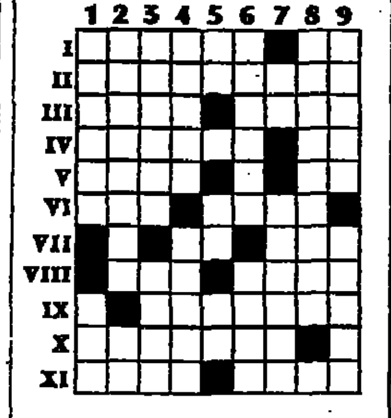
LUNDI 14 AVRIL

— *M. Jean-Pierre Chevènement*, député PS du Territoire de Belfort, ancien ministre, est « Face au public », sur France-Inter, à 19 h 20.

INFORMATIONS « SERVICES »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4204



HORIZONTALEMENT

I. Va donc dans le sens de la marche. Manière d'être. — II. Totalement dépourvu de fruit. — III. A donc reçu une haute distinction. Tenu par les chevilles. — IV. Guère épais. Article étranger. — V. Base de boissons stimulantes. Article. — VI. Coupe donc le souffle. Permet d'enlever des morceaux. — VII. Petite voie d'eau. Commune. — VIII. Belle tranche. Assurait la protection des « hirondelles ». — IX. Envelopper d'une bonne couche. — X. Est donc très lié. — XI. Entrent dans la postérité. Point de suspension.

VERTICALEMENT

1. Bon placement pour un titre. Se remplit pendant les heures de service. — 2. Qui est mourant mais qui n'en est pas à son dernier soupir. Lettre grecque. — 3. Propre à un foyer. Circulait en Espagne. — 4. Se prend pour se tirer d'embarras. Reposés et guéris. — 5. Permet de bien mener sa barque. Sifflé. Entraîne un supplément de « poulet ». — 6. Une perle. Carré de dames. — 7. Forme d'avoir. Un bleu, mais des plus rusés. — 8. Est à mettre dans la liste des commissions. — 9. Colonne de feu. Ne manque donc pas de souffle.

Solution du problème n° 4203

Horizontalement

I. Toxicomanes. Hem ! — II. Egérie. Cupidité. — III. Irrégularité. Os. — IV. Néo. Afars. Atone. — V. Sir. Pierres. — VI. Ur. Renia. Ain. Et. — VII. Rebutants. Suite. — VIII. Ente. Rait. Sen. — IX. Ers. Evier. Ecart. — X. Rat. Sûr. If. Orne. — XI. Emis. Si. Samedi. — XII. Paon. Seau. Té. — XIII. Peine. Eger. Réel. — XIV. Aar. Tuer. Oô. — XV. Suées. Sélénites.

Verticalement

1. Teinturière. Pas. — 2. Ogre. Ré. Rampeau. — 3. Xérès. Bestiaire. — 4. Ire. Irun. Son. — 5. Cigarettes. Nets. — 6. Œuf. Naevus. — 7. Lapin. Irisées. — 8. Acariâtre. Gré. — 9. Nurse. Sarisse. — 10. Epi. Râ. Faeroe. — 11. Sitariste. Ma. On. — 12. Détenu. Cœur. — 13. Hi ! Os. Isard. Eut. — 14. Eton. Eternité. — 15. Mésentente. Elus.

GUY BROUTY.

VIE PRATIQUE

Petits services commandés

Loger un chien ou un chat à la veille d'un départ imprévu, louer une camionnette un dimanche matin, faire porter un petit-déjeuner surprise à des parents ou à des amis, se procurer un panier de fruits un soir de fête... autant de petits problèmes dont la solution simplifie ou agrémente la vie. La solution à Paris existe sous le nom de Speed Services.

L'agence Speed Services est née il y a deux ans. Mme Danièle Péronny avait constaté que tous ses amis s'étaient trouvés un jour ou l'autre dans l'obligation de caser « en catastrophe » un animal domestique. Fini de vendre du matériel de bureau, ce qui ne l'amusait plus. Elle a prospecté et a monté une sorte de réseau de « gardiennes », de « dog » ou de « cat-sitters », en somme.

De chien en perroquet, les affaires se sont développées, et la diversité des services proposés s'est étendue. On peut aujourd'hui appeler pour se faire coiffer à domicile, louer un véhicule, faire porter un *pli*, avoir un pédicure ou une cuisinière, organiser un cocktail, passer un télex ou taper un document à *la* machine, etc. L'établissement emploie six personnes (coursiers et secrétaires), et répond au téléphone vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept.

Pour confier votre chat, il vous en coûtera 45 F par jour *« nourri, logé, et caresses comprises »*, précise Danièle Péronny. Vous devrez ajouter 180 F de déplacement, car votre compagnon sera pris à votre domicile, emmené chez sa gardienne et ramené chez vous. Pour les chiens, les prix montent un peu : de 68 à 80 F selon la taille, et 250 F pour le déplacement. La garde peut aussi avoir lieu à domicile. Le tarif est alors le même que pour le baby-sitting, plus le taxi ou l'accompagnement après minuit.

Le service le plus demandé devient la fourniture de fruits ou de légumes. Vous composez votre panier ; pour 300 F d'achat, vous paierez 50 F de transport. Les petits-déjeuners ont aussi beaucoup de succès. Le plateau à 400 F pour deux personnes comprend non seulement croissants, viennoiseries et fruits frais mais... le service à thé ou à café qui restera en votre possession.

C. V.

★ Speed Services, tél. : 42-93-22-95.

PARIS EN VISITES

MARDI 15 AVRIL

« Les Pays-Bas du XVe au XVIIIe siècle (peinture) », 14 h 30, hall du Petit Palais.

« Le Musée de la préfecture de police », 15 heures, 1 *bis*, rue des Carmes, commissariat esc. A (A. Ferrand).

« Exposition Rembrandt : les eaux fortes », 15 heures, entrée exposition Petit Palais (P.-Y. Jaslet).

« L'Opéra », 14 h 30, hall (D. Bouchard).

« La mosquée de Paris », 14 h 15, place du puits de l'Ermite.

« Le restaurant Lapérouse », 15 h 45, 51, quai des Grands-Augustins (AITC).

« Hôtels et jardins du faubourg Saint-Germain », 15 heures, métro Solferino (sortie principale).

« L'Opéra et ses souterrains », 13 h 30, place de l'Opéra sur les marches (Paris Passion) ou 13 h 15, vestibule.

« Les ateliers des Gobelins de Beauvais et de la Savonnerie en fonctionnement », 14 h 30, 42, avenue des Gobelins.

« L'hôtel de Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou.

« Le jardin des Plantes », 15 heures, entrée principale, place Valhubert.

« Les catacombes », 14 h 30, 2, place Denfert-Rochereau.

« A l'hôtel d'Augny, mairie du 9e, la femme célébrée par les artistes symbolistes et Notre-Dame de Lorette rénovée », 15 heures, 6, rue Drouot (Paris et son histoire).

« La Sorbonne, histoire de l'université et du quartier Latin », 15 heures, 46, rue Saint-Jacques (M. Ragueneau).

« Visite exceptionnelle de l'Arsenal de Paris, suite de salons, évocation de Mme Genlis », 14 h 30, métro Sully-Morland (I. Hauller).

« Les Templiers au Marais », 14 h 30, métro Temple (M. Banassat).

« Des époux Balzac aux époux Lamboukas : les couples célèbres du Père-Lachaise », 14 h 45, métro Gambetta, sortie avenue du Père-Lachaise (V. de Langlade).

« Intérieur du pavillon de l'Ermitage et Charonne », 14 h 30, métro Porte-de-Bagnolet, devant le guichet billets (A.-C. Messer).

CONFÉRENCES

Mairie du 17e arrondissement, 16, rue des Batignolles, 17 h 30 : « Louis XIII, Marie de Mécicis, Richelieu : 11 novembre 1630, la dramatique journée des Dupes » (avec projection de diapositives), par M. Michel Carmona, historien.

62, rue Madame, 14 h 30 : « la Peinture gothique ». 19 heures : « La Chine avant le IVe siècle, Confucius et Lao-tseu ».

36, rue Jacob, 21 heures : « L'amour et le couple en France depuis Héloïse et Abélard jusqu'à Sartre et Simone de Beauvoir », par J. Barry, journaliste et écrivain américain.

EN BREF

ARTS ET LETTRES

A LA RENCONTRE DES GRANDS ECRIVAINS. — Faire une excursion à Orléans, ville natale de Péguy, à Chartres et à Villeroy (où il est enterré) les 3 et 4 mai ; aller à la rencontre du « Grand Meaulnes » en Sologne les 17, 18 et 19 mai, de Max Jacob, à Saint-Benoît les 7 et 8 juin, de Colette les 21 et 22 juin en Puisaye : de quoi combler les admirateurs de ces grands écrivains. Depuis le mois de mars, *La lettre du livre, de la radio et de la télévision* organise régulièrement des promenades et voyages littéraires pour mieux connaître les paysages et sites qui ont inspiré les œuvres de grands poètes et romanciers (contemporains ou non).

★ **Renseignements et réservations : *La lettre du livre*, 50-52, rue de Babylone, 75007 Paris. Tél. : 45-55-28-75.**

ENVIRONNEMENT

CROTTES ET PELOTES. — C'est une exposition pour le moins originale qu'organise du 19 avril au 1er juin la Maison des arbres et des oiseaux qui fête ses dix années d'existence. Sous le titre « Traces, crottes et pelotes : un autre regard sur la nature », elle se propose d'interpréter le message de la vie animale à travers les traces et empreintes, « crottes » et « pelotes » (régurgitation des rapaces qui mangent des rongeurs mais ne peuvent avaler les os et les poils). Un sentier de découverte et de reconnaissance des traces aménagé dans l'arborétum, des moulages, un diaporama et de nombreux panneaux complètent l'exposition.

★ **Maison des arbres et des oiseaux, près de la salle des fêtes de Verrières-le-Buisson (91), samedi et dimanche de 14 h 30 à 18 heures, en semaine sur rendez-vous. Tél. : 69-30-73-48. Participation : 15 F, 10 F et 5 F.**

EXPOSITIONS

RIEN QUE CHATS. — De bois, de bronze, de terre, de porcelaine ou de tissu, sans valeur marchande ou pièces de collection, tous les chats sont là à la Compagnie des chats, magasin ouvert au printemps dernier. Chats anglais, chats presse-livres, chats puzzle, porte-clés, coussins ou bijoux, céramiques du dix-neuvième ou étain : on peut y trouver des idées de cadeaux originaux pour toutes les bourses et demander le portrait de son animal favori sur plaque de cuivre ou son buste en céramique. La Compagnie des chats expose, du 18 au 26 avril, les encres de Chine de C. Marmoret.

★ **La Compagnie des chats, 4, rue Beaugrenelle, 75015 Paris. Tél. : 45-77-68-30.**

JEUNES

PRIX « DÉCOUVERTE DU JAPON » 1986. — L'Association de presse France-Japon attribuera le 15 juin deux prix « Découverte du Japon », destinés à encourager des travaux sur ce pays. Les candidats seront répartis en deux sections : culturelle (beaux-arts, lettres, spectacles, médias...) ; libre, touchant tous les autres domaines (économie, politique, sociologie, technologie, etc.).

Ces prix s'adressent à de jeunes Français de moins de trente ans, n'ayant jamais séjourné au Japon. Ils donnent droit à un séjour d'un mois à la Maison franco-japonaise de Tokyo, à un billet aller-retour Paris-Tokyo offert par Air France et Japan Air Lines, et à une bourse dotée par l'association et par des entreprises (en 1986, Aérospatiale, Bank of Tokyo, Bolloré Technologies, Cogema et Total).

★ **Les candidats doivent envoyer avant le 20 mai 1986 au siège de l'association (14, rue Cimarosa, 75116 Paris, 47-27-30-90), en dix exemplaires, un mémoire de quatre pages dactylographiées au maximum sur le sujet de l'étude qu'il souhaitent mener au Japon, en précisant la section dans laquelle ils désirent concourir, et un curriculum vitae en dix exemplaires d'une page maximum manuscrite.**

VOYAGES PROFESSIONNELS

COMMUNICABILITÉ. — En mars 1985, deux cents chefs d'entreprises français visitaient l'exposition universelle de Tsukuba et découvraient ainsi le marché japonais. En 1986, à l'occasion de l'exposition internationale de Vancouvert (2 au 18 mai) Communication et transport, « Rue des Entrepreneurs » (magazine économique de France-Inter) et Wingate Travel France proposent à trois cents « décideurs » dans tous les domaines d'activité, d'étudier la communication et la maîtrise de l'information en Amérique du Nord. Six thèmes et donc six itinéraires pour ce voyage professionnel dénommé « Communiquer pour entreprendre « : la presse, les parcs de loisirs, les transports longues distances, les centres commerciaux, communication et entreprise, et enfin relations dans la cité. Parmi les villes traversées, Vancouver, Seattle et les usines Boing, Los Angelès, qui regroupe les plus grandes agences mondiales de publicité, La Vegas, Dallas, Atlanta, Philadelphie, New-York, Chicago et Green Bay (60000 habitants, mais 5 chaînes de télévision et deux quotidiens).

★ **Renseignements et inscriptions : Wingate Travel France, 19 bis, rue du Mont-Thabor, 75001 Paris. Tél. : 42-60-39-85.**

RECTIFICATIF

ALLO-SURVIE. — Le numéro de téléphone du siège de SOS Amitié France est le 42-80-25-20. Celui qui a été publié dans *le Monde* du 4 avril était erroné. Les numéros d'appel pour les personnes en difficulté se trouvent dans les pages bleues de l'annuaire.

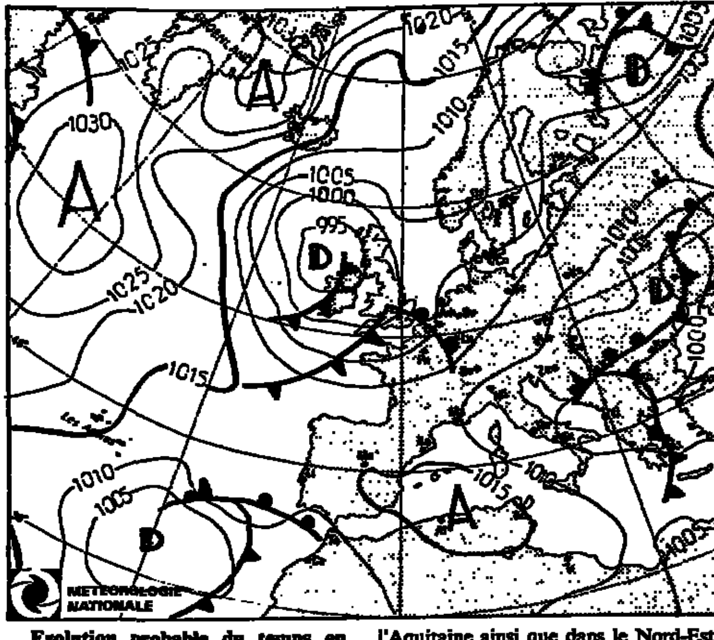




INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 14 AVRIL 1986 A 0 h GMT



PRÉVISIONS POUR LE 16 AVRIL A 0 h GMT

Evolution probable du temps en France entre le lundi 14 avril à 0 heure GMT et le mardi 15 avril à minuit.

Une dépression située à 0 h au nord de l'Irlande viendra se positionner sur la Cornouaille en se creusant. Elle dirigera sur notre pays un courant de sud-ouest doux et humide.

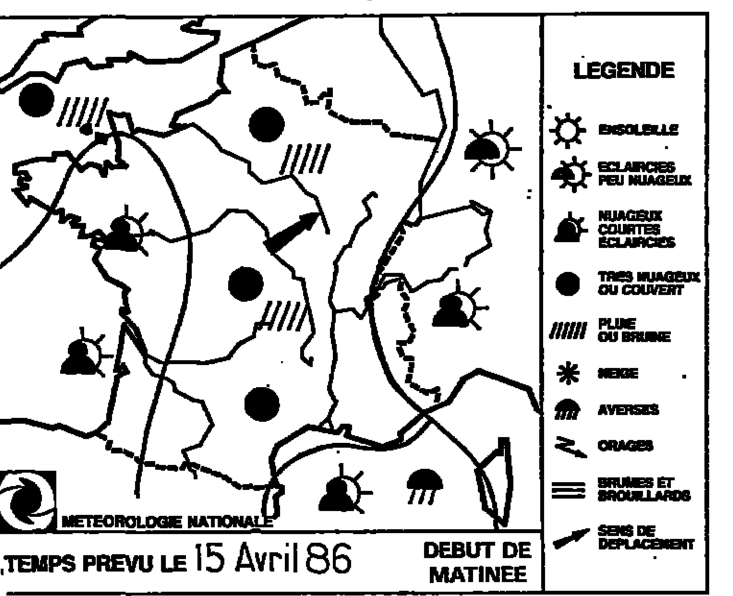
Mardi matin : Les températures resteront clémentes du Nord au Centre et à l'Aquitaine ainsi que dans le Nord-Est, où règnera encore un temps couvert et faiblement pluvieux. En Bretagne, en Normandie et près du littoral atlantique, on observera un ciel plus variable avec quelques averses. Celles-ci seront fréquentes et fortes sur le quart nord-ouest. Près du littoral méditerranéen, nuages et brume feront leur apparition, s'accompagnant parfois de quelques gouttes de pluie.

Le Centre-Est bénéficiera quant à lui de belles éclaircies matinales.

En cours de journée : Le temps couvert et pluvieux gagnera l'est du pays, de l'Alsace au Centre-Est et au Sud-Est en soirée. Les précipitations pourront prendre un caractère orageux en Méditerranée dans l'après-midi. A l'arrière, un temps variable avec alternance d'éclaircies et d'averses se généralisera.

Les averses resteront plus fortes sur le quart nord-ouest. Le vent de sud-ouest soufflera modérément sur le pays.

Les températures minimales avoisineront 2 à 3 degrés dans l'Est, 5 à 7 degrés partout ailleurs. Les températures maximales atteindront 10 à 15 degrés du nord au sud.



(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

TEMPÉRATURES maxima - minima - temps observé

FRANCE

AJACCIO	13	5	N
BIARRITZ	10	3	S
BORDEAUX	12	5	A
BOURGES	9	4	P
BREST	11	5	A
CAEN	10	4	P
CHERBOURG	10	5	P
CLERMONT-FERR.	8	2	O
DIJON	7	2	P
GRENOBLE-St-M-H	9	−4	S
GRENOBLE-St-Geo	7	−4	N
LILLE	6	3	P
LYON	7	2	O
MARSEILLE-MAR.	12	2	S
NANCY	5	2	P
NANTES	13	5	A
NICE	14	6	S
PARIS-MONTS.	8	6	C
PARIS-ORLY	9	5	P
PAU	9	1	S
PERPIGNAN	13	1	S
RENNES	11	6	A
STRASBOURG	8	3	O
TOURS	11	4	A
TOULOUSE	11	0	N
POINTE-A-PITRE	30	22	S

ÉTRANGER

ALGER	13	2	N
AMSTERDAM	5	1	P
ATHÈNES	21	15	S
BANGKOK	33	23	P
BARCELONE	16	3	S
BELGRADE	5	0	*
BERLIN	4	−2	S
BRUXELLES	6	2	P
LE CAIRE	36	26	S
CANARIES	17	14	C
COPENHAGUE	5	2	A
DAKAR	24	18	S
DJERBA	18	13	N
GENÈVE	7	0	O
HONGKONG	25	22	O
ISTANBUL	21	13	A
JÉRUSALEM	29	16	P
LISBONNE	16	9	O
LONDRES	10	5	P
LOS ANGELES	21	12	O
LUXEMBOURG	3	−1	*
MADRID	12	−1	S
MEXICO	30	14	A
MILAN	11	−1	S
MONTRÉAL	9	2	A
MOSCOU	1	−1	O
NAIROBI	24	18	O
NEW-DELHI	38	24	S
NEW-YORK	14	4	S
OSLO	4	−4	S
PALMA-DE-MAL.	14	−1	S
PÉKIN	26	13	P
RIO-DE-JANEIRO	33	25	S
ROME	12	1	S
SINGAPOUR	25	25	O
STOCKHOLM	3	−1	A
SYDNEY	23	18	S
TOKYO	17	9	N
TUNIS	16	7	S
VARSOVIE	4	−3	N
VENISE	9	5	A
VIENNE	3	0	S

A	B	C	N	O	P	S	T	*
averse	brume	couvert	nuageux	orage	pluie	soleil	tempête	neige

NATIONAL LOTO N° 15

TIRAGE DU SAMEDI 12 AVRIL 1986

11 18 21 30 32 34 — **7** NUMERO COMPLEMENTAIRE

PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 16 AVRIL 1986 ET SAMEDI 19 AVRIL 1986

VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)
6 BONS Nos	1	7 762 260,00 F
5 BONS Nos + complémentaire	52	69 660,00 F
5 BONS Nos	1 042	10 925,00 F
4 BONS Nos	76 522	145,00 F
3 BONS Nos	1 621 771	10,00 F

BONUS DU SAMEDI 185 121

3 BONS NUMEROS + COMPLEMENTAIRE : 10,00 F X 2 = 20,00 F

JEU GAGNANT N° 34 — LOTO SPORTIF

	Equipe 1	Equipe 2					Equipe 1	Equipe 2			
1	SOCHAUX	TOULON	X	N	2	9	LE HAVRE	LAVAL	1	X	2
2	LENS	STRASBOURG	1	X	2	10	RENNES	NANTES	1	X	2
3	PARIS-S.G.	MONACO	X	N	2	11	NIMES	ISTRES	1	X	2
4	NANCY	METZ	1	N	X	12	GUEUGNON	ALÈS	1	N	X
5	BREST	BASTIA	X	N	2	13	CHAUMONT	MONTCEAU	1	N	X
6	NICE	TOULOUSE	X	N	2	14	VALENCIENNES	SEDAN	X	N	2
7	AUXERRE	LILLE	X	N	2	15	CAEN	GUINGAMP	1	N	X
8	MARSEILLE	BORDEAUX	X	N	2	16	ANGERS	LORIENT	1	X	2

Tirage des " 7 Numéros de la Chance " du Vendredi 11 Avril 1986 : 4 5 6 9 13 14 15

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du vendredi 11 avril 1986 :

UN ARRÊTÉ

● Du 10 avril 1986 relatif au taux de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers.

Est publié au *Journal officel* du samedi 12 avril :

UN ARRÊTÉ

● Du 2 avril 1986 portant organisation du service d'éducation surveillée du département de la Guadeloupe.

Est publié au *Journal officiel* du dimanche 13 avril 1986 :

UN DÉCRET

● Nº 86-707 du 11 avril 1986 portant modification du décret nº 53-192 du 14 mars 1953 relatif à la ratification et à la publication des engagements internationaux souscrits par la France.

VIE QUOTIDIENNE

Le métro des familles

Des bêtes curieuses, les parents, des individus à la limite de l'humain ? Une question « chic et choc » que l'École des parents et la RATP n'hésitent pas à poser. Pendant cinq jours, du mardi 15 au samedi 19 avril, « les Etats généraux des parents » voudraient créer le dialogue entre parents, actuels, futurs ou anciens. Dans trois stations parmi les plus fréquentées : Auber, Châtelet-les Halles et Miromesnil, des animations (spectacles : Michel Lagueyrie ou le Théâtre de l'opprimé, par exemple), des débats (« Métro, boulot, marmots », les modes de garde, le rôle de l'Etat, etc.) et des expositions s'offriront aux 250 000 voyageurs quotidiens chaque après-midi, de 14 heures à 19 heures.

Le thème : *« Contrairement aux apparences, le parent est un être humain comme les autres »* ne devrait laisser personne indifférent puisque, comme le disent les responsables de l'Ecole des parents et des éducateurs d'Ile-de-France, organisateurs de *cette manifestation avec la* RATP, *« si nous ne sommes pas tous parents d'enfants, nous sommes tous enfants de parents »*...

L'idée est née il y a près de deux ans. D'un constat : les parents, aujourd'hui, ne sont plus exactement les mêmes que naguère. S'ils sont *« des êtres humains comme les autres »*, ils ont aussi besoin de faire appel à de nouvelles solidarités et d'inventer des réponses.

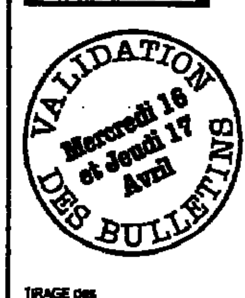
Quand il y a de bons musiciens dans le métro, les gens, même pressés, s'arrêtent, font remarquer les animateurs de l'Ecole des parents. En lançant cette manifestation qui se veut autant une fête qu'une rencontre, ils espèrent sortir les parents de leur isolement, de leurs interrogations inquiètes.

Dans soixante-trois stations, des livres blancs seront ouverts au public. Chacun sera invité à répondre à deux questions : *« En tant que parents, quel est votre plus grand souci aujourd'hui ? »* et *« Quelle est votre plus grande satisfaction ? »*.

En bref, les organisateurs ont voulu que les parents ne soient pas en reste. Les enfants, disent-ils, tout le monde s'en préoccupe *aujourd'hui. Les parents, eux,* font l'objet de beaucoup moins de soins.

CHARLES VIAL.

LOTO SPORTIF N° 35 LISTE OFFICIELLE



TIRAGE des "7 Numéros de la Chance" Vendredi 18 Avril 1986 à 20 h 30

Championnat de France — Championnat d'Allemagne

CARNET DU Monde

Décès

— Mme Aymar Achille-Fould,
M. et Mme Thierry Wolrafen,
Luc, Marie, Pierre, Sophie Wolrafen,
Adrien Nom,
Mme Achille Fould,
Mme Raoul Forissier,
M. et Mme Alain Miller
et leurs enfants,
M. et Mme Etienne Achille-Fould
et leurs enfants,
M. Georges Forissier
et ses enfants,
M. et Mme Jean Forissier
et leurs enfants,
M. et Mme Régis Forissier
et leurs enfants,
M. et Mme Régis Beyrat-Reboul
et leurs enfants,

ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

M. Aymar ACHILLE-FOULD,
capitaine de vaisseau (CR),
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre (TOE)
et valeur militaire,
député de la Gironde,
ancien ministre,

décédé le 11 avril 1986, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 15 avril, à 14 heures, à Saint-Louis des Invalides.

(Lire page 10.)

— Nous avons la douleur de faire part du décès de

Claudine BARLIER,
ancienne collaboratrice du *Monde*,

survenu le vendredi 11 avril 1986, des suites d'une longue et douloureuse maladie.

Les obsèques seront célébrées le mardi 15 avril, à 11 heures, en l'église Saint-Jean-Marie-Vianney, avenue de la Chapelle (angle avenue Clemenceau), à Argenteuil.

Le personnel du *Monde* présente à sa famille ses sincères condoléances.

— Sa famille et ses amis ont le regret d'annoncer la mort, survenue à Paris le 9 avril 1986, après une longue maladie, de

Mme Andrée BLOUIN,
la « Pasionaria noire »
de l'indépendance africaine.

Les obsèques auront lieu le mercredi 16 avril, à 10 h 45, au crématorium du Père-Lachaise.

Ni fleurs ni couronnes.

2, rue de Guébriant,
75020 Paris.

[Andrée Blouin, qui fut chef du protocole du premier ministre Patrice Lumumba, en 1960, lors de l'indépendance du Congo belge, était surnommée le « verbe du Congo ». Née en 1921, en Centrafrique, d'un père français et d'une mère centrafricaine, elle milita très jeune au Congo, d'abord aux côtés d'Antoine Gizenga, chef de file du Parti solidaire africain, créé peu après son retour de Moscou, puis avec Patrice Lumumba, dont elle devait devenir la conseillère écoutée. Elle milita également en Guinée où, à la demande de Sekou Touré, dont elle était l'amie, elle organisa la puissante Association des femmes guinéennes. Elle était l'auteur d'un livre, *My Country Africa*.]

— M. Philippe Pariser,
M. et Mme Jacques Cheyer,
Et toutes leurs familles,

ont la douleur d'annoncer le décès de

Mme Fabienne CHEYER PARISER,

dans sa trente-troisième année.

Les obsèques auront lieu le mercredi 16 avril 1986, à 8 h 30, au columbarium du cimetière du Père-Lachaise, suivies de l'inhumation au cimetière de Somain (Nord).

— M. et Mme Alain Roca
et leurs enfants,
M. et Mme Thomas Ferenczi
et leur fils,
Mme Laurence Nicou
et sa fille,
M. Sébastien Ferenczi,
M. Aurélien Ferenczi,
ses enfants et petits-enfants,
Mme Hubert Beauville
et ses enfants,
Sa famille et ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Micheline FERENCZI,
née Argellès,

survenu le 12 avril 1986 à Paris, dans sa soixante-cinquième année,
et rappellent le souvenir de son mari,

Pierre FERENCZI,
décédé le 30 avril 1971.

Ni fleurs ni couronnes.

On peut adresser des dons à la recherche contre le cancer.

Un service religieux sera célébré en l'église réformée de Neuilly-sur-Seine, 18, boulevard d'Inkermann, jeudi 17 avril, à 11 heures.

« La force et la dignité lui servent de parure; Et elle sourit au lendemain, Ses enfants se lèvent et la déclarent bienheureuse. »
(Proverbes 25-28.)

59, rue Jacques-Dulud,
92200 Neuilly-sur-Seine.

— M. et Mme Michel Poulat
et leurs enfants,
M. et Mme François Gremaud
et leurs enfants,
M. et Mme Bernard Gremaud
et leurs enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Gabriel GREMAUD,
médaille militaire,
croix de guerre 1914-1918,
chevalier des Palmes académiques,
inspecteur honoraire du Vieux Dijon,
président d'honneur
de la Commission des antiquités
de la Côte-d'Or,

survenu le 10 avril 1986, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques auront lieu en l'église de Lamargelle (Côte-d'Or), le 15 avril, à 15 heures.

Ni fleurs ni couronnes, des prières.

Lamargelle,
21440 Saint-Seine-l'Abbaye.

— Mme Pierre Jaclot,
née Boisseau,

M. et Mme François Jaclot,
M. et Mme Jean-Michel Jaclot,
M. et Mme François Macaire,
M. et Mme Vincent Thierry,
ses enfants,
Florence, Emmanuel, Emélie, Agnès, Martin, Guillaume,
ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu, survenu le 11 avril 1986, des suites d'un accident, de

M. Pierre JACLOT,
ingénieur agronome INA,
chevalier de l'ordre national du Mérite,
officier de l'ordre du Mérite agricole.

La cérémonie religieuse sera célébrée en la cathédrale Notre-Dame de Senlis (Oise), le mardi 15 avril, à 16 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être adressés à la Fédération française de cardiologie, CCP Paris 5 840 D.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Chantemerle,
60330 Lagny-le-Sec.

— Le personnel de KSC International,
M. et Mme Anouar Messelmani
et leurs enfants,
Les familles Messelmani et Messadi,
ont la très grande douleur de faire part du décès de leur cher

M. Abdelmajid MESSELMANI,

survenu le 5 avril 1986, à l'âge de trente-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le vendredi 11 avril.

— Hubert et Anne-Marie Pascard,
ses parents,
Bénédicte et Elisabeth Pascard,
ses sœurs,
ont le chagrin de faire part de la mort de

François PASCARD,

survenue brutalement à la maison, le 9 avril 1986.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

François avait dix-sept ans, il rayonnait d'humour et de gaieté. La bande dessinée fut sa passion. Il laisse une œuvre pour toujours.

« La Maison des Jardies »,
4, sentier des Jardies,
92190 Meudon.

Anniversaires

— Il y a deux ans, le 14 avril 1984, disparaissait le philosophe

Noël MOULOUD.

En ce triste anniversaire, une pensée émue, un souvenir reconnaissant, sont demandés à tous ceux qui l'ont connu, estimé et aimé.

Avis de messes

— L'Académie des sciences nous prie d'annoncer qu'une messe à la mémoire de

Robert COURRIER,
secrétaire perpétuel
de l'Académie depuis 1948,

décédé à Paris, le 14 mars 1986, sera célébrée le mardi 22 avril, à 17 h 45, en l'église Saint-Germain-des-Prés.

— Une messe sera célébrée vendredi 18 avril 1986, à 17 h 30, en l'église Saint-Etienne-du-Mont, place du Panthéon, à Paris-5e, pour le repos de l'âme de

Mme Jean de SOTO,
née Denise Beck,

décédée à Paris, le 16 mars 1986.

Communications diverses

— Lundi 14 avril, à 20 h 30, Ely Bengal, historien au musée Beth Hatfoutsoth de Tel-Aviv, défendra : « Une conception juive de la démocratie ». Cercle Bernard-Lazare, 10, rue Saint-Claude, 75003 Paris. Tél. : 42-71-68-19.

sports

AUTOMOBILISME

Senna, d'une courte roue

C'est avec 14 millièmes de seconde d'avance sur le Britannique Nigel Mansell (Williams-Honda) que le Brésilien Ayton Senna (Lotus-Renault) a remporté dimanche 13 avril le Grand Prix d'Espagne de formule 1 automobile. Ce succès est le premier du nouveau moteur Renault à distribution pneumatique sans ressort de soupapes (*le Monde* du 22 mars).

Alain Prost (McLaren-Porsche) a terminé troisième à 21 s devant son nouvel équipier, le Finlandais Keke Rosberg, à un tour. Le Brésilien Nelson Piquet (Williams-Honda), vainqueur trois semaines plus tôt au Brésil, a dû abandonner, moteur cassé, tout comme Jacques Laffite et René Arnoux, victimes d'une rupture d'arbres de transmission de leurs Ligier-Renault.

De notre envoyé spécial

Jerez-de-la-Frontera (Andalousie). – A 10 ou 20 mètres de longueur près, le Grand Prix d'Espagne aurait eu un autre vainqueur. Pour le troisième succès de sa carrière, le talentueux Brésilien Ayrton Senna (vingt-six ans) avouait qu'il n'était pas sûr d'avoir gagné en passant devant le drapeau à damiers annonçant l'arrivée. Nigel Mansell, qui s'était arrêté à son stand pour changer de pneus à six tours de la fin, après avoir été doublé dans une courbe par Senna et par Prost, était revenu en bolide dans les roues du Brésilien, juste avant d'aborder l'ultime ligne droite. Faisant alors donner toute la puissance de son moteur Honda suralimenté, le Britannique remontait inexorablement le Brésilien qui conservait à peine plus d'un mètre d'avance sur la ligne.

Cet extraordinaire final sauvait en grande partie l'intérêt du Grand Prix, longtemps cantonné à une interminable procession avant de devenir une course par élimination mécanique. Idéal pour la visibilité des spectateurs, et finalement plus rapide que prévu, le tout nouveau circuit de Jerez dessiné à flanc de colline a, en revanche, justifié les craintes manifestées par les pilotes lors des essais.

« *A chaque virage*, disait Jacques Laffite, *on doit fixer son attention sur les rétroviseurs afin de voir si un concurrent ne tente pas un dépassement. Ce sont les seuls endroits où l'on peut doubler car il n'en est pas question dans les courbes rapides ou dans la ligne droite qui est trop courte (600 mètres).* » De fait, à mi-course, les cinq premiers (Senna, Mansell, Piquet, Prost et Rosberg) étaient encore groupés en moins de 6 secondes, presque roue dans roue, et pratiquement dans l'ordre de la grille de départ.

Prost grand perdant

Le grand perdant de cette situation était sans doute Alain Prost, dont la voiture avait montré une sensible supériorité avec son plein d'essence lors de l'ultime séance de préparation de la matinée, mais qui, en course, était resté prisonnier de sa place en deuxième ligne au départ. Sans bouleverser la conception d'une monoplace qui a conduit l'Autrichien Nicki Lauda et Alain Prost au titre mondial ces deux dernières années, l'ingénieur John Barnard n'est pas resté inactif à l'intersaison.

Pour relever le nouveau défi de la consommation, la McLaren a reçu quelques retouches aérodynamiques. La position du pilote a été abaissée d'une dizaine de centimètres. Les turbo sont mieux aérés pour obtenir plus de pression, et les suspensions ont été améliorées pour avoir plus de motricité sans trop endommager les pneumatiques. Enfin, l'injection électronique qui avait fait merveille dans le passé a encore été développée.

Toutefois, contrairement à Ferrari ou aux écuries équipées par Renault (Lotus, Ligier et Tyrrell), par Honda (Williams) ou par BMW (Brabham), Arrows et Benetton – qui disposent de moteurs spéciaux de qualification plus puissants mais à durée de vie plus courte – McLaren a choisi de privilégier aux essais la mise au point du moteur de course. Un pari très économique, mais non sans risques sur le circuit où les dépassements s'avèrent les plus difficiles.

Plus que la virtuosité des pilotes, c'est le circuit très tourmenté de Jerez qui a dégagé sa hiérarchie en privilégiant le moteur Renault, mieux adapté avec ses possibilités d'atteindre 12 500 à 13 000 tours, minute au lieu de 11 500, et en provoquant une casse mécanique importante dans la deuxième moitié de la course puisque huit voitures seulement ont terminé. Alain Prost montrait, à l'arrivée, sa main droite pleine d'ampoules crevées, provoquées par les vibrations du volant et les incessants changements de vitesse. Mais il regrettait surtout de ne pas s'être arrêté pour changer ses pneus.

Des trois pilotes de tête, seul Mansell s'y résolut à dix tours de la fin après avoir été doublé par ses deux adversaires. En voyant la vitesse à laquelle le Britannique est revenu sur lui et sur Senna, Alain Prost s'en voulait de ne pas avoir effectué ce même changement à vingt-cinq tours de l'arrivée, comme il l'avait prévu. Il avait alors changé d'avis en voyant afficher à son stand le panneau lui indiquant qu'il revenait sur les deux voitures de tête. Une opération perdue pour le champion du monde, qui, après Piquet au Brésil, laisse échapper deux des plus sérieux candidats à sa succession. Juste avant le Grand Prix de Saint-Marin à Imola, qui pourrait bien se transformer en canular ou en loterie avec des pilotes obligés de lever le pied de l'accélérateur pour ne pas épuiser leurs 195 litres de carburant avant la fin.

GÉRARD ALBOUY.

CYCLISME

Kelly au-dessus du pavé

Déjà vainqueur en 1984, Sean Kelly a remporté Paris-Roubaix pour la deuxième fois dimanche 13 avril en battant au sprint Dhaenens, Van der Poel et Van den Haute à l'issue d'une course d'usure. Cette victoire, acquise avec autorité, confirme la supériorité actuelle du routier irlandais. Elle illustre à nouveau la rigueur exemplaire d'une épreuve controversée, mais généralement conforme à la vérité sportive, en dépit de ses difficultés et de ses pièges.

De notre envoyé spécial

Roubaix. – Chaque année, à la veille de Paris-Roubaix, Albert Bouvet vit des heures d'angoisse. Héritier du commissaire technique Jean Garnault, que les coureurs avaient surnommé « *sadique Garnault* » en raison de son acharnement à corser les difficultés, cet ancien champion recyclé dans les services d'organisation du Tour de France et des classiques françaises porte la responsabilité de l'itinéraire. C'est à lui qu'incombe la redoutable mission d'assurer la pérennité de l'« *Enfer du Nord* », sans lequel la plus pathétique des compétitions cyclistes perdrait l'essentiel de sa signification, et de découvrir, le cas échéant, de nouvelles zones pavées au cœur de la campagne lilloise.

« *S'il fait beau*, a-t-il coutume de dire en scrutant le ciel au moment du départ, *nous assisterons à une course fantastique, mais s'il pleut nous aurons un carnage sur la conscience. De toute façon, il sera impitoyable.* »

Dimanche, le soleil n'a pas percé les nuages, la pluie n'est pas tombée et nous avons suivi un Paris-Roubaix à l'image du temps : gris, terne, sans chaleur. Cependant, cette épreuve en demi-teinte a désigné comme toujours un vainqueur de haute qualité, Sean Kelly ayant dominé la totalité de ses adversaires, ainsi qu'il l'avait déjà fait dans Paris-Nice et dans Milan-San-Remo.

A défaut de provoquer les formidables hécatombes du passé, les chemins gluants et cabossés de la Flandre profonde ont tout de même occasionné de sérieux dégâts. Sur deux cents participants, cinquante-sept rescapés seulement ont atteint l'arrivée devant les immeubles de La Redoute. Et il faut descendre à la vingt-deuxième place du classement pour pointer le premier Français : le Nordiste Alain Bondue, suivi par un second Nordiste, Dominique Lecrocq, puis par l'étonnant Breton Christophe Lavaine, que l'on tient pour la révélation du jour. Ces trois hommes, qui appartiennent à l'équipe de Cyrille Guimard, n'ont pas été épargnés par les coups du sort. Ils ont chuté au plus fort de la bataille, et Lecrocq a subi le handicap supplémentaire de deux crevaisons. Lourd bilan pour les nôtres : Duclos-Lassalle, l'un des favoris, a cassé son guidon, Pascal Jules a été retardé par un accident mécanique et Bruno Wojtinek, le plus durement touché, s'est retrouvé à l'hôpital de Valenciennes après une sévère cabriole dans les premiers kilomètres de l'« enfer ».

Cette course féroce n'a d'ailleurs pas souri davantage aux Belges, qui en furent autrefois les incomparables spécialistes. Ils viennent d'enregistrer leur neuvième défaite consécutive, leur dernier succès, signé Roger de Vlaeminck, remontant à 1977. Francesco Moser et le pistard suisse Urs Freuler, qui marchaient remarquablement, figurent eux aussi sur la liste des victimes, de même que Greg Lemond, dont la télévision américaine a filmé le long calvaire.

Sean Kelly, quant à lui, n'a pas connu le moindre incident, ce qui lui a permis de réaliser un parcours sans faute et d'obtenir une juste victoire. Dans Paris-Roubaix, la malchance frappe parfois aveuglément, mais la chance se mérite. Il y a trois ans que l'Irlandais n'a pas crevé sur les routes du Nord et qu'il n'a pas cassé de matériel. Ce n'est certainement pas le fait du hasard. Kelly possède son sujet. Il fait monter des boyaux bien secs, en réserve depuis plusieurs années. Il sait également « placer ses roues » et choisir ses trajectoires. De surcroît, il avait intelligemment préparé son affaire en allant courir et... gagner le Tour du Pays basque, appliquant en la circonstance la bonne vieille méthode selon laquelle une épreuve par étape constitue le meilleur entraînement en prévision d'une classique. Enfin, il a manœuvré au sprint avec clairvoyance et évité l'erreur tactique qui lui coûta le Tour de Flandres une semaine auparavant. Bref, on peut croire qu'il était le plus fort, le plus habile et sans doute le mieux inspiré. Le numéro un du peloton va maintenant tenter d'ajouter à son palmarès la Flèche wallonne mercredi et Liège-Bastogne-Liège samedi prochain.

JACQUES AUGENDRE.

RUGBY

Combat de coqs dans le Nord

L'équipe de France a battu la Roumanie en match amical, samedi 12 avril, au Stadium Nord de Villeneuve-d'Ascq, dans la banlieue de Lille, par 25 à 13, et cinq essais à deux. Malgré des conditions atmosphériques difficiles, les Français se sont efforcés de jouer à la main, s'exposant aux contres des Roumains. C'est la vingt et unième victoire de la France sur la Roumanie en trente rencontres (sept défaites et deux nuls). En 1987, lors de la première Coupe du monde, les deux équipes se retrouveront dans la même poule, en compagnie de l'Ecosse et du Zimbabwe.

De notre envoyé spécial

Villeneuve-d'Ascq. – Dans un stade glacé ouvert aux quatre vents, plus de vingt mille personnes debout ont réservé une longue et chaleureuse ovation finale au Quinze de France. L'essai de Patrick Lagisquet à l'ultime minute avait eu sur le public l'effet requiquant d'une bonne lampée de genièvre. Bonneval, Charvet, Sella et Erbani en avaient bien déjà servis quatre, mais depuis une vingtaine de minutes le rugby-champagne avait tendance à geler entre les doigts gourds des attaquants français. Incapable de bouder son plaisir, le public nordiste ne leur en tint pas rigueur. Pas plus qu'il ne s'offusqua de voir une équipe roumaine terrassée par une épidémie de grippe et annoncée moribonde marquer deux essais à l'intraitable défense tricolore. Celui de l'arrière Hodorca fut même applaudi avec vigueur. Preuve que les gens du Nord savent apprécier les œuvres d'art ovale.

Paru le matin même, un article de *la Voix du Nord* pouvait laisser croire le contraire. Le quotidien local proposait à ses lecteurs « *quelques éléments de compréhension d'un jeu finalement beaucoup plus riche qu'il n'y paraît* ». Suivait une série de définitions de la mêlée, de la touche, des regroupements, et quelques rappels réglementaires du type : « *Est hors-jeu tout joueur se trouvant au-delà d'une ligne parallèle aux lignes de but et passant par le ballon.* » En jouant dans la banlieue de Lille, Jacques Fouroux et ses hommes croyaient simplement faire de la promotion de leur sport. Or, c'est un véritable travail d'alphabétisation que les Flandres semblaient attendre de ces missionnaires de l'ovale.

Président du comité des Flandres depuis 1980, Jacques Ramoneda admet volontiers la toute-puissance du ballon rond et du vélo dans sa région, mais, sourit-il, « *nous sommes en voie de développement* ». Avec quatre mille cinq cents licenciés dans une quarantaine de clubs, le comité des Flandres écrase désormais de sa supériorité la fédération belge, « forte » de vingt-quatre clubs et de deux mille licenciés seulement. Originaire de Lot-et-Garonne, Jacques Ramoneda se souvient de son arrivée dans le Nord au début des années 60. « *Il n'y avait que dix clubs*, dit-il, *et sur les terrains on entendait surtout parler le patois du Sud-Ouest.* » Aujourd'hui, les équipes – y compris celle de l'ASPTT Arras qui évolue en première division (groupe B) – sont composées de joueurs du cru. Hostile au « rugby importé », Jacques Ramoneda mise sur le prosélytisme parmi les jeunes.

Dans la chaleur moite des vestiaires, Pierre Mauroy était le premier surpris de ce succès populaire. Il ne songeait pas à renier ses propos de la veille, lorsque, portant un toast à « *la fête du rugby à Lille* », il avait lancé « *le défi de combler le retard sur le Midi* », en prenant soin de préciser qu'il « *appartient aux collectivités de permettre le développement du rugby* ». Sans doute exégète de la pensée du député-maire, Jacques Ramoneda y a entrevu l'espoir d'un grand club lillois pour les années à venir.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

LES RÉSULTATS

Automobilisme

GRAND PRIX DE FORMULE 1 D'ESPAGNE

1. Senna (Lotus-Renault), 303,696 km en 1 h 48 mn 47 s 73 (167,486 km/h) ; 2. Mansell (Williams-Honda), à 14 millièmes ; 3. Prost (McLaren-TAG-Porsche), à 21 s 55.

Classement du championnat du monde des pilotes. – 1. Senna, 15 pts ; 2. Piquet, 9 ; 3. Mansell, 6 ; 4. Laffite et Prost, 4 ; 6. Arnoux, 3.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Deuxième division
(Dernière journée)

GROUPE A

Saint-Etienne b. *Martigues	3-2
Alès b. *Gueugnon	1-0
*Sète et Red Star	0-0
*Lyon b. Béziers	1-0
*Nîmes et Istres	0-0
Montpellier b. *Grenoble	5-2
*Tours b. Le Puy	3-2
*Cannes et Thonon	0-0
Montceau b. *Chaumont	4-2

GROUPE B

*RC Paris b. Limoges	3-1
*Mulhouse b. Abbeville	5-0
Guingamp b. *Caen	2-0
*Reims b. Besançon	1-0
*Niort et Dunkerque	0-0
*Orléans b. Rouen	1-0
*Quimper b. Beauvais	3-0
*Angers et Lorient	0-0
*Valenciennes b. Sedan	2-1

SITUATION

Champions, Saint-Etienne (groupe A) ; RC Paris (groupe B), montent en première division. Disputent les barrages, Alès et Lyon (groupe A) ; Mulhouse et Guingamp (groupe B).

TRANSFERT

Après huit saisons au Paris-Saint-Germain, dont il est devenu le capitaine, l'international Luis Fernandez, âgé de vingt-six ans, a annoncé qu'il venait de signer un contrat de trois ans avec le Racing de Paris après avoir été sollicité par l'Olympique de Marseille, Bordeaux et Barcelone.

Golf

MASTERS D'AUGUSTA

L'Américain Jack Nicklaus, quarante-six ans, a remporté pour la sixième fois le Tournoi des Masters, comptant pour le circuit américain de la PGA (Professional Golfers Association), et doté de 700 000 dollars, en terminant en 279, soit 9 sous le par, dimanche à Augusta (Georgie).

Judo

CHAMPIONNATs DU MONDE JUNIORS

L'équipe de France, qui s'était montrée quelque peu décevante au cours des deux premières journées, a terminé en beauté les championnats du monde juniors de judo, grâce à la victoire dans la catégorie des moins de 65 kilos de Bruno Carabetta (dix-neuf ans).

Tennis

MASTERS WCT

Le Suédois Anders Jarryd a remporté le Tournoi WCT de tennis de Dallas en battant 6-7, 6-1, 6-4, dimanche en finale, l'Allemand de l'Ouest, Boris Becker.

MOTOCYCLISME

Coup double de Honda au Mans



AFP

La saison 1986 commence bien pour l'écurie Honda-Rothmans et pour Gérard Coudray et Patrik Igoa, champions du monde d'endurance en titre. Les Honda ont en effet réussi un superbe doublé lors des 24 Heures du Mans, première épreuve du championnat du monde d'endurance, les tenants du titre mondial, associé à Alex Vieira, devançant finalement leurs coéquipiers Pierre Bolle et Jean-Louis Battistini de six tours.

Trois grandes marques étaient présentes au Mans, avec des objectifs différents. Pour Honda, absent du palmarès de l'épreuve depuis 1980, le succès était certes important. Mais l'objectif principal était autant de faire marquer un maximum de points pour le championnat à Gérard Coudray et à Patrick Igoa, au détriment de la Suzuki de Moineau-Le Bihan-Delcamp, qui représente la principale menace en championnat. N'étant pas engagée dans la totalité du championnat, Yamaha n'avait en revanche qu'un seul dessein : la victoire, pour faire si possible oublier les 8 Heures de Suzuka et le Bol d'or.

Après un départ en trombe de Bolle et de Coudray, la Yamaha de l'équipe Gauloises, pilotée par le champion de vitesse Christian Sarron, prenait la tête, qu'elle allait conserver pendant les quatre premières heures avant d'être retardée par des chutes. Les Honda de Coudray-Igoa-Vieira et Bolle-Battistini s'installaient alors au commandement, et les positions restaient stables jusqu'à la chute éliminant au petit matin la Suzuki de Oudin-Monin-Sabatier.

A l'aube, Coudray-Igoa-Vieira paraissant hors d'atteinte, la seule incertitude concernait la deuxième place, la Suzuki menaçant la deuxième Honda. Mais, sur ennuis mécaniques, la Suzuki perdait pied. La Yamaha de Christian Sarron, alors en embuscade, était retardée par des problèmes de roue arrière et devait finalement se contenter de la quatrième place, à 24 tours des vainqueurs et à 12 tours de la Suzuki, troisième.

SPORTS ÉQUESTRES

La Coupe du monde à Leslie Burr

La victoire de l'Américaine Leslie Burr-Lenehan dans la finale de la Coupe du monde de saut d'obstacles donne à la huitième édition de l'épreuve, marquée à Göteborg par l'échec des Européens, un caractère historique.

Bien que les confrontations mixtes soient monnaie courante en équitation, rares y sont en effet les succès féminins au plus haut niveau. Celui de l'Américaine à Göteborg a été acquis avec panache et ne relève en aucun cas du hasard. Il couronne une cavalière expérimentée, sûre d'elle et de son cheval McLain. *Leslie Burr ne s'était pourtant qualifiée qu'en treizième position au terme des compétitions de la côte est des Etats-Unis.*

Les qualités de cette cavalière native du Connecticut sont apparues une première fois jeudi dans un difficile parcours de chasse au terme duquel la plupart des favoris ont laissé passer leur chance. Elles ont été confirmées vendredi et surtout dimanche dans la dernière épreuve. Classée quatrième jeudi soir, elle a pris vendredi la tête du classement général provisoire grâce à sa victoire dans la deuxième épreuve.

Impressionnés par son aisance, ses rivaux n'avaient pourtant pas renoncé à la prendre en défaut, estimant que tant de responsabilités allaient peser lourd sur ses épaules. Mais Leslie Burr-Lenehan ne s'est pas laissée impressionnée. Bénéficiant dimanche d'un étonnant sursis à la sortie du dernier obstacle de la première manche, elle est finalement la seule à n'avoir renversé aucun obstacle durant ces trois jours. Un résultat probant si l'on considère le caractère particulièrement sélectif de l'ultime tracé dans lequel aucun autre cavalier n'a réussi le sans-faute.

Les Nord-Américains sont les grands triomphateurs de cette finale, alors que l'absence de leurs principaux chefs de file semblait les prédestiner aux seconds rôles. Le Canadien Ian Millar termine second sur Big Ben *devant l'Américain Conrad Homfeld sur* May Be.

L'Europe doit au Britannique Malcolm Pyrah et à l'Italien Giorgio Nuti de ne pas être totalement débordée même si, quatrième ou cinquième, ces deux cavaliers accusent plus de 15 points de handicap. L'addition est lourde.

La plus grosse déception est à inscrire au débit de Pierre Durand, venu à Göteborg avec l'intention d'améliorer son classement de 1985. Or, de la troisième place, le Bordelais rétrograde à la onzième, victime les deux premiers jours de la fatigue de Jappeloup de Luze, mais le troisième de ses propres erreurs de jugement.

HANDBALL

Copenhague gagne le Tournoi des capitales

L'équipe de Copenhague a remporté, dimanche, devant les 14 000 spectateurs du Palais omnisports de Bercy, la deuxième édition du tournoi des capitales de handball. Les Danois ont battu en finale (21 à 20) la formation d'Alger, à l'issue d'un match palpitant jusqu'à son terme. Ils succèdent ainsi aux Yougoslaves de Zagreb, vainqueurs en 1984. Paris se hisse sur la troisième marche du podium en disposant (27 à 19) d'une décevante équipe de Belgrade, pourtant favorite des pronostiqueurs.

Avec Alger et Copenhague, deux conceptions du handball s'opposaient. D'un côté, les Nordistes, grands, solides et puissants, à l'image des joueurs qui dominent le handball mondial. De l'autre, des garçons aux caractéristiques physiques plus modestes mais très mobiles et exceptionnellement vifs. Les Danois l'ont quand même emporté de justesse, ne signant leur succès que dans les deux dernières minutes. Toutefois, le style algérien préfigure peut-être des évolutions envisagées par plusieurs pays.

Quant aux Parisiens, ils auront laissé comme un goût d'inachevé à leurs supporters. Ecartés de la finale par Copenhague pour un seul but (27 à 26), ils n'ont fait vraiment valoir leurs qualités que face à Belgrade.

PATRICK DESAVIE.

Le Monde L'UNIVERS DE LA GESTION Le Monde

ASSISTANT JURIDIQUE ET ASSURANCES H/F

Au sein de notre SERVICE FINANCIER et COMPTABLE de Bagneux, vous êtes chargé(e) :
– de la gestion administrative et financière des assurances :
• études des contrats, risques et garanties,
• déclaration des sinistres, instructions et suivi des dossiers ;
– des questions juridiques et fiscales - formalités et déclarations relevant du droit des sociétés.

Vous possédez une formation en droit de niveau maîtrise.

Vous avez une expérience d'au moins 3 ans dans un poste similaire. Une connaissance de la fiscalité d'entreprise (notamment d'études spécifiques sur des problèmes fiscaux particuliers) est souhaitée. Réf. A1



USSI INGENIERIE

Société spécialisée dans la conception et la réalisation de grands ensembles industriels de technologie avancée.

ADJOINT AU DIRECTEUR DES ACHATS H/F

Vous êtes chargé d'assister le Directeur des Achats dans l'ensemble de ses fonctions :
• animation et contrôle d'une équipe de 35 personnes : acheteurs, agents de mandatement et de relance, secrétariats,
• relations avec industriels et entreprises,
• négociations,
• relations avec les clients de la société pendant la réalisation des projets.

Votre formation : HEC - ESSEC - ESC Paris ou ESCAE.
Une expérience commerciale de quelques années dans la vente ou l'achat d'équipements industriels sur devis et/ou de travaux d'entreprise est indispensable ainsi qu'une aptitude à évoluer dans un milieu d'ingénieurs.
Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitée. Réf. A2

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 42 60 10 05

---

devanlay • C.A. 2 MILLIARDS • 25 USINES • 6500 PERSONNES • 35 % DU C.A. REALISE A L'EXPORT

cherche un

CONTROLEUR DE GESTION

FUTUR DIRECTEUR ADMINISTRATIF de la Division Sous-Vêtements basée à TROYES, 1800 personnes environ, 5 Unités de fabrication

LACOSTE — Exciting — ORLY — POLICHINELLE — Timwear

De formation supérieure, environ 30 ans, il a acquis en entreprise une expérience centrée sur la comptabilité et le contrôle de gestion. Il sera chargé de coordonner et d'utiliser les procédures de contrôle de gestion industrielles et commerciales sous tous leurs aspects.

Une réussite dans cette fonction lui ouvrira une évolution de carrière vers une Direction Administrative. La maîtrise d'une langue étrangère, anglais ou allemand, serait un atout supplémentaire.

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo précisant la rémunération actuelle) sous réf. 2428-M seront traitées en toute discrétion par

a. et j. ourlin CONSEILS DE DIRECTION 47, AV. ALSACE-LORRAINE 92160 ANTONY

PLANIFICATION

Jeunes ingénieurs double formation

Venez vous associer à notre réussite dans le domaine de l'épargne, des placements et de la retraite.

Adhérer à CARDIF, c'est manifester son dynamisme en toute chose, exercer une gestion rigoureuse, déployer un bon sens relationnel, mais aussi capitaliser sur sa formation supérieure.

En effet, Cardif, l'une des premières sociétés d'assurances-vie, c'est aussi 250 collaborateurs (40% de cadres), plus de 10 milliards d'actifs financiers et une structure informatique en constant développement.

Au sein d'une petite équipe, vous serez associé à l'ensemble des études financières, planification, tableaux de bord, suivi des statistiques.

Choisissez une carrière évolutive et non cloisonnée au sein d'un grand groupe en pleine croissance. Pour cela, il suffit d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 340 à
Madame Barjolin, Service Orientation-Recrutement,
5 av. Kléber - 75116 Paris.

CARDIF

groupe de la compagnie bancaire

LILLY FRANCE
(CA : 1,8 milliard de F),
filiale française d'un groupe multinational
recherche un

ASSISTANT CONTROLEUR DE GESTION

Jeune HEC, ESSEC, ESCP, MBA,
vous désirez commencer votre carrière dans
un groupe performant et dynamique aux activités
diverses (pharmaceutiques, agrochimiques, et cosmétiques).

Votre mission : vous participez à la mise en place d'un nouveau système de suivi budgétaire informatisé et êtes chargé du suivi de ses budgets.
Vous participez également aux autres missions du département : reporting, planning financier...

La clef de votre succès : allier une grande aisance dans les contacts - en français comme en anglais - à une grande rigueur.

Merci d'adresser votre candidature avec CV détaillé, photo et prétentions sous réf. MD/03 à
Lilly France S.A., Division Elizabeth Arden,
Dpt du Personnel, 318 Bureaux de la Colline
92213 Saint-Cloud.

Elizabeth Arden



ETABLISSEMENT FINANCIER DE PREMIER PLAN
recherche

UN SPECIALISTE COMPTABILITE BANCAIRE

Le titulaire du poste, intégré au département comptabilité-budget aura pour principale mission la mise en place d'un système informatisé permettant l'élaboration de situations périodiques de forme bancaire concernant l'activité de dépôts et de crédit de l'établissement.
Dans ce cadre, il devra :
- définir les critères d'identification des opérations comptables nécessaires à la production de ces documents ;
- les faire adopter par les différents services comptables décentralisés qui devront les intégrer à leurs propres systèmes de gestion ;
- établir le cahier des charges et suivre la mise en place de ce système de centralisation des données permettant la production de ces états statistiques ;
- définir les relations de ce système avec les comptabilités divisionnaires et générales ;
- suivre et développer son fonctionnement.

Pour ce poste, nous souhaitons accueillir un diplômé d'une école de commerce, titulaire au moins du DECS et ayant une solide expérience de la comptabilité bancaire et de ses aspects informatiques.

Merci d'adresser, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 6002 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui transmettra.



Assurances - Produits Financiers - Loisirs - Formation - Conseils aux Collectivités et Entreprises

recherche (H/F)

Responsable de la comptabilité analytique et de la facturation interne

Il devra encadrer une équipe de 4 comptables. Une formation supérieure et une expérience professionnelle minimale de 7 à 8 ans sont indispensables. Réf.354/1/M

Assistant de contrôle de gestion

Dans le cadre des activités diverses du Groupe, il aura plus particulièrement à suivre les activités de Tourisme, de Formation et de Conseil. Une formation supérieure de type ESCAE est demandée. Une première expérience professionnelle minimale de 2 ans est indispensable. Réf.354/2/M

Ces 2 postes sont à pourvoir au siège à Puteaux, mais nécessitent des contacts et des déplacements dans les Délégations Régionales du Groupe.

Merci d'adresser votre dossier complet, CV, photo, lettre manuscrite, en indiquant la référence du poste choisi à
GROUPE CRI - Roselyne GUILLEMIN - 5 avenue du Général de Gaulle - 92800 PUTEAUX

PARFRANCE ANNONCES

IMPORTANT GROUPE PRIVE D'ASSURANCES
recherche pour son Département des Assurances Crédit et Caution

le chef du service de recouvrement de créances

Responsable de l'organisation d'un service de recouvrement très largement informatisé, il assumera la conduite d'une équipe d'une dizaine de personnes, tant sur le plan de la formation, de l'animation, que sur celui du contrôle et du suivi.
Le candidat âgé d'environ 30 ans, licencié en droit, aura acquis une expérience de 3 à 5 années dans un cabinet de recouvrement de créances, chez un syndic ou dans le service contentieux d'une banque ou d'une entreprise. Il aura pu ainsi se familiariser avec les techniques comptables et judiciaires du recouvrement, avec les procédures collectives et les dossiers relatifs aux entreprises en difficulté.
Si la maîtrise de l'anglais est souhaitée, un tempérament accrocheur est exigé pour le pourvoi de ce poste. Lieu de travail : Paris-la-Défense.

Si ce profil est le vôtre, adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :
Organisation et Publicité - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, sous réf. 312 qui trans.

SOCIÉTÉ D'IMPORTATION PARIS 9ème

recherche son

DIRECTEUR FINANCIER

DECS et Anglais (parlé, écrit) exigés

35 ans environ, possédant au moins 5 ans d'expérience à un poste de responsabilité comptable dans une PME d'import et connaissant les mécanismes bancaires et douaniers.

Envoyer C.V., photo et prétentions
sous réf. 6123 M à BLEU Publicité
17, rue Lebel, 94307 VINCENNES CEDEX



FLYGT France (260 personnes)
Notre société est la filiale française du leader mondial des pompes submersibles. Nous recherchons notre :

Credit manager

SA MISSION : rattaché au Directeur Financier, vous participerez à l'élaboration de la politique de crédit de la Société.
Vous serez responsable :
• de l'établissement des budgets comptes-clients,
• de la gestion de ces comptes et leur recouvrement,
• de l'établissement du reporting crédit clients à notre maison mère,
• de l'animation d'une équipe de 3 collaborateurs.
VOUS AVEZ :
• une expérience similaire en milieu industriel,
• de bonnes connaissances en anglais,
• des notions à l'export,
• la volonté de travailler en étroite collaboration avec notre département commercial.
Poste basé en proche banlieue Paris-Ouest. Courts déplacements en Province.
Adressez dossier complet chez MERCURI URVAL, 14 bis, rue Daru, 75008 PARIS, en précisant la réf. 53.1256 LM sur la lettre et sur l'enveloppe.

Mercuri Urval

Le Monde L'UNIVERS DE LA GESTION Le Monde

Ecole Commerce Gestion – DECS
+ 3 à 5 ans d'expérience

DE L'ADMINISTRATION DES VENTES AU CONTROLE DE GESTION

Créée en mars 80, NASA Electronique, leader sur son marché, distribue des produits télé, HI-FI, Vidéo micro informatique. Aujourd'hui nous employons 1500 personnes dans 130 magasins en France et nous réalisons un CA de 1,4 milliards de francs.

De niveau école supérieure de gestion ou DECS, vous avez, à 27 ans environ, une expérience de 3 à 4 ans dans une fonction finances, comptabilité, gestion.
Homme de chiffres, vous privilégiez le concret et l'efficacité.

Le poste que nous vous proposons couvre dans un 1er temps l'administration des ventes de nos 40 magasins de la région parisienne (CA, marge brute, effectifs, masse salariale, analyse des écarts / budget / quota).
Dans un 2ème temps, vous participerez directement à la mise en place de comptes d'exploitations par magasin et à la définition et utilisation des outils de contrôle de gestion.
La connaissance pratique de l'informatique est bien sur indispensable.
Veuillez écrire avec CV, photo et prétentions, sous réf. 453 à NASA Electronique
Direction des Relations Humaines.
55, rue Etienne Dolet
92240 Malakoff.



Jonction

Paris - BANQUE SPECIALISEE, filiale d'un grand groupe bancaire

▶ *recherche*

Jeune Cambiste — *réf. CE*

- *Avec une première expérience*
- *Gérant une activité devises*
- *Ouverture sur les nouveaux produits Franc*

Jeune Comptable — *réf. CT*

- *Environ 25 ans*
- *Niveau DECS ou équivalent*

▶ *crée un poste au*

Service Portefeuille-Caisse *réf. SP*

- *Environ 25 ans*
- *Bonne formation mathématiques*
- *Facilité d'intégration*

POSTES ÉVOLUTIFS A POURVOIR RAPIDEMENT.

Adresser lettre, CV, prétentions et référence à notre Conseil IPAGE 51, rue Vivienne 75002 PARIS.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

IPAGE

TELIC-ALCATEL

Les nouveaux communicants ONT LE GENIE DE LA NEGOCIATION !

LE GROUPE *TELIC-ALCATEL, filiale C.G.E., est présent dans 40 pays. Avec un C.A. supérieur à 2 milliards de francs en 1985, nous sommes l'un des premiers dans le monde sur ce marché en forte expansion : la communication d'entreprise.*
Notre effectif est de 3.000 personnes, réparties essentiellement en Alsace et en région parisienne.
Notre croissance importante et notre développement international nous amènent à renforcer en permanence nos équipes par de jeunes talents prêts à innover et à entreprendre avec nous.

SERVICE ACHATS *Comprenant 33 personnes (dont 11 ingénieurs et cadres), le Service Achats négocie sur les marchés mondiaux les composants de systèmes électroniques de pointe et de grande diffusion tels que le Minitel. Il traitera en 1986 un volume d'affaires de 800 millions de francs.*

RESPONSABLE MARKETING ACHATS

Vous aurez pour mission d'anticiper les tendances des marchés mondiaux des composants électroniques et de proposer les choix techniques d'architecture de nos systèmes de communication, en étroite collaboration avec nos équipes de conception et de développement.
Une première expérience professionnelle a conforté votre connaissance des composants électroniques. Homme de dialogue, vous savez convaincre vos interlocuteurs. Vous parlez couramment l'anglais.
Vous serez amené à vous déplacer fréquemment en France et à l'étranger afin de mener d'importantes études prospectives chez les fournisseurs.

INGENIEUR ACHATS ELECTRONIQUES

Au sein d'une équipe, vous aurez pour responsabilité de négocier et de traiter les marchés de composants électroniques. Pour cela, vous participerez au choix des composants en liaison avec les Services Techniques et Industriels.
Vous êtes ingénieur électronicien. Vous possédez une expérience commerciale (vente-achat-marketing) ou une expérience technique dans le domaine des composants électroniques. Vous parlez couramment l'anglais.

COORDINATEUR DES APPROVISIONNEMENTS

Vous appuyant sur un outil de gestion performant, vous aurez à assurer la coordination entre les équipes définissant les besoins d'approvisionnement de l'usine et les groupes d'achats négociant et traitant les marchés de composants et de pièces détachées. Vous travaillez en liaison avec les Services de Développement, d'Industrialisation et de Gestion de Production. Homme de dialogue et de contact, vous avez une expérience de la gestion informatisée de production de produits électroniques.

A 25 km des Vosges et à 200 km des Alpes Suisses, STRASBOURG vous offrira une vie culturelle intense dans une région de tradition et d'équilibre au carrefour de l'Europe.

Si vous êtes intéressé par le développement de ces projets, merci d'adresser votre C.V. à B. CAMMAS, Directeur des Ressources Humaines Confidentialité assurée.

TELIC Alcatel

TELIC-ALCATEL 206, ROUTE DE COLMAR - BP 57 - 67023 STRASBOURG CEDEX

Contrôleur budgétaire/usine

Normandie ***220 000 +***

Société industrielle française (C.A. 1,5 milliards) recherche pour l'une de ses 2 unités, un contrôleur budgétaire : niveau DECS + DUT de gestion + expérience d'au moins 5 ans de comptabilité analytique en milieu industriel.

En liaison avec le Contrôleur de gestion, son rôle sera d'élaborer le budget de l'usine, de superviser la comptabilité (5 pers.) et son bon fonctionnement en « temps réel », d'assister l'encadrement de l'usine dans l'analyse et le suivi des résultats ainsi que le contrôle des coûts.

Les candidatures (C.V., photo, salaire actuel), s/réf. 86071/M, seront étudiées en toute confidentialité, par

Sonia Lipszyc
HAY Managers
13, rue Alphonse-de-Neuville - 75017 PARIS

HAY FRANCE

MEDIA 84

Le Directeur Comptable de notre réorganisation

Premier au plan européen et troisième au plan mondial, notre Groupe a acquis en très peu d'années une part significative du marché français du **courtage d'assurance et réassurance**, principalement par des acquisitions externes.
Pour l'aider à adapter notre organisation et notre gestion aux exigences de cette forte croissance, notre Direction crée, à Paris, le poste de : **DIRECTEUR COMPTABLE.**
Rattaché au nouveau Directeur Administratif et Financier, vous serez responsable de la supervision comptable des 14 sociétés du Groupe. Vous dirigerez directement les services comptables (20 personnes) de certaines d'entre elles à Paris.
Votre mission sera d'organiser, mettre en place, faire respecter des procédures comptables homogènes, ainsi que de participer à l'harmonisation informatique à réaliser.
Nos souhaits : une formation ESC + DECS complet, l'expérience d'une fonction opérationnelle à haut niveau en direction de services comptables, une pratique courante de l'anglais.
Vos capacités d'organisateur et d'animateur seront les critères déterminants du choix.
Christian SUTTER garantit la confidentialité des candidatures et vous remercie de téléphoner ou d'adresser votre dossier, sous référence 56 8401 M, à :

EQUIPES ET ENTREPRISES
11 bis rue Portalis 75008 PARIS – Tél. 42.93.18.72

Jeune ESC pour conquérir des professions libérales au Crédit Agricole

Crédit Agricole de l'Indre, avec plus de 500 personnes, 100 000 clients, nous représentons une part de notre marché local que nous évaluons à 60 %...
Afin de réussir sur le marché des professions libérales, nous avons besoin d'un banquier, homme (ou femme) de vente pour convaincre ! Votre mission sera de concevoir et appliquer dans un esprit marketing un plan d'action pour attaquer ce marché. Bien sûr, vous saurez aussi fidéliser votre clientèle, la développer à travers nos agences, apporter à ses problèmes financiers et bancaires les solutions utiles.
28 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur plutôt Ecole de Commerce, vous avez une expériene de 3 à 5 ans de vente de produits bancaires ou financiers en clientèle privée. Vous avez aussi si possible des connaissances en fiscalité. Dynamique, sûr de vos qualités commerciales et techniques, vous réussirez dans ce poste basé à Châteauroux.
Votre rémunération, nous en parlerons...
Merci d'adresser, lettre, CV et photo. Nous vous assurons confidentialité et réponse. Réf. 1334 M.
24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES



FOUGEROLLE vous propose plusieurs postes dans son service financier étranger.

Parlant anglais, vous aurez, sous l'autorité d'un Chef de service, à assurer les prévisions, le plan et la gestion de la trésorerie des agences à l'étranger du Groupe.

Une expérience professionnelle de 2 à 3 ans serait appréciée.

Les postes en contrat à durée indéterminée sont à pourvoir rapidement.

Lieu de travail : VELIZY.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à Mme JACQUOT - FOUGEROLLE - 3, rue Morane-Saulnier - 78140 VELIZY.

FOUGEROLLE

MEDIA 84



TRANE

Nous sommes la filiale française d'un des leaders mondiaux de la fabrication et de la vente de produits de réfrigération et conditionnement de l'air.
Nous employons 1300 [illegible] un chiffre d'affaires de 840 MF.
Dans l'objectif de [illegible] nous recherchons le

CHEF DU SERVICE ADMINISTRATION COMMERCIALE

Rattaché [illegible] Europe, et en collaboration [illegible] vous aurez la charge
- du suivi [illegible] ventes, organisation...)
- du "contrôle de gestion" des bureaux de vente.

Vous serez [illegible] européen et en déplacement [illegible]
Agé de 30 à 40 ans, diplômé Sup. de Co ou [illegible] gestion, vous êtes organisé et rigoureux, [illegible] vous parlez couramment l'anglais, ainsi qu'une autre langue européenne (allemand, italien,...). En outre, vous possédez une expérience de la vente de produits industriels.
Si vous pensez correspondre à ce profil et souhaitez rejoindre une Entreprise dynamique et performante, transmettez votre c.v., photo et prétentions à Christian Herson - Société TRANE - 1, rue du Fort 88190 GOLBEY.

L'UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde

SUD OUEST

Ecole de Gestion
+ DECS
ou Equivalent

CONTROLLER

Très orientée vers les techniques de pointe et plus précisément dans les composants et sous-ensembles électroniques, TRW Composants Electroniques S.A., est la division d'un groupe multinational.

Sous l'autorité du Directeur Général, outre la responsabilité du contrôle financier de notre opération, il administrera toute la fonction financière en accord avec les politiques de la division et du groupe. Il dirigera entre autre les plans et les prévisions, les « reporting », et aura la charge de l'analyse des résultats mensuels, des écarts entre prévisions et réalisations. Parallèlement à ces tâches, il effectuera le suivi de la trésorerie et des investissements, supervisera les déclarations annuelles et assurera les relations avec les banques.

Ce poste s'adresse à un candidat fort d'une expérience de 5 ans dans une multinationale et connaissant bien les systèmes comptables français et américains. Bien sûr une excellente pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à
Maryse BARONNET
TRW Composants Electroniques S.A.
Avenue de la Jallère 33300 BORDEAUX LAC.

TRW

Participer à la gestion de notre trésorerie

Société financière française, implantée sur les cinq continents, notre vocation est très internationale. Nous avons le constant souci d'améliorer par des structures évolutives notre efficacité. C'est pourquoi nous créons à côté de notre Trésorier, que vous pourriez à terme remplacer, le poste de Gérant de trésorerie.

A la tête d'une équipe de 5 personnes, votre responsabilité, joue sur une masse moyenne de plus de 500 millions de Frs (dont 75 % en devises) et passe par l'établissement des prévisions, le suivi des réalisations, l'optimisation de la rentabilité à travers la bonne maîtrise des techniques financières actuelles, le choix des placements, et bien sûr la négociation des meilleures conditions bancaires.

35 ans environ, vous êtes de formation financière supérieure (HEC, ESSEC ou équivalent) ou de formation très proche. Vous avez aussi et surtout une réelle expérience de la gestion de trésorerie, acquise au sein d'une banque ou d'une grande entreprise... Pour ce poste basé à Paris La Défense, l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser, lettre, CV et photo. Nous vous assurons confidentialité et réponse.
Référence 2346 M. 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

Responsable marché PME

Banque - 250.000 F

Une banque réputée en région parisienne et membre d'un groupe bancaire de premier plan, recherche son responsable du marché PME. Basé en très proche banlieue, et intégré à la direction commerciale, il participera à l'élaboration de la politique commerciale sur ce marché spécifique et assurera le suivi de son application en liaison étroite avec le réseau et les autres départements de la banque. A l'écoute de la clientèle existante et potentielle de petites et moyennes entreprises, il étudiera l'évolution du marché, analysera la concurrence, concevra de nouveaux produits ou services, suivra les résultats correspondants et conduira toutes actions de formation et d'information permettant aux commerciaux de cette banque de se positionner en spécialistes de l'entreprise et de son environnement. Ce poste représente une promotion intéressante pour un exploitant entreprises, âgé de 29 ans maximum, diplômé de l'enseignement supérieur ou justifiant d'un niveau équivalent; connaissant bien la clientèle PME/PMI (jusqu'à 150 millions de francs de chiffre d'affaires), motivé par l'animation, la conception d'actions et doté d'un sens réel des relations humaines. La rémunération annuelle brute, fonction de l'expérience offerte, sera de l'ordre de 250.000 francs. Ecrire à J.-P. ROUGIER en précisant la référence A/R 9145M.

MEMBRE DE SYNTEC



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



H. S. D. JURIDIQUE ET FISCAL

Cabinet national et international de conseils juridiques et fiscaux
membre de

ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL

connaissant un très fort développement en France où nous figurons parmi les leaders de la profession, nous renforçons notre potentiel parisien et offrons plusieurs opportunités à des spécialistes de haut niveau dans chacun des domaines suivants :

- **FISCALITE**
- **DROIT DES AFFAIRES.**

De formation supérieure à l'origine (grande école, université, ENI, expert comptable), âgé d'environ 35 ans, vous avez la maîtrise de l'anglais et avez développé une expérience d'au moins 8 ans dans le domaine de la Fiscalité ou du Droit des Affaires en Entreprise ou en Cabinet à structure internationale.
La diversité des missions, l'implication personnelle et le niveau des responsabilités motiveront les personnes attirés par le conseil opérationnel de haut niveau.

Envoyer C.V., photo et rémunération actuelle directement à Pierre-Alain MOLINIER
HSD Juridique et Fiscal - Tour Manhattan, cedex 21,
92095 PARIS LA-DEFENSE 2.

CONTESSE

Filiale française (400 personnes, 400 Millions C.A.) d'un groupe multinational leader en équipements industriels et ingénierie agro-alimentaire, nous recherchons notre nouveau

DIRECTEUR ADMINISTRATIF et FINANCIER

pour remplacer le titulaire actuel appelé à prendre de nouvelles responsabilités.
Ce nouveau collaborateur du PDG se verra confier les services financiers et comptables, ainsi que les questions juridiques : secrétariat général, propriété industrielle, assurances, contrats... les services internes et douanes lui seront également rattachés.
De formation type ESSEC + DECS ou expertise, vous avez développé votre expérience pendant une dizaine d'années au moins, en entreprise ou en cabinet d'audit, vous maîtrisez bien l'anglais et les outils économiques et financiers d'une société internationale anglo-saxonne, et la pratique de la fiscalité d'entreprise.
Enfin vous avez les connaissances informatiques nécessaires à la supervision et au développement de nos systèmes performants déjà en place.
Nous souhaitons vous rencontrer très rapidement pour ce poste, basé à l'ouest de Paris et dont la rémunération en fonction de l'expérience acquise ne sera pas inférieure à 350.000 Francs.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature en précisant sur l'enveloppe la réf. 3779 à RSCG CARRIERES 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS, qui transmettra.

GROUPE EXPANSION

recherche

contrôleur budgétaire

Intégré au Service Contrôle de Gestion, il sera chargé, pour plusieurs produits Presse, d'élaborer les budgets annuels, de suivre en liaison avec les responsables de ces Produits les résultats mensuels, d'assimiler rapidement les différentes techniques propres à la Presse. Il devra en outre réaliser les études qui lui seront confiées et faire preuve d'initiatives pour en proposer lui-même. Il doit devenir l'interlocuteur de la Direction et des Responsables de Département pour tous les problèmes de gestion concernant les produits dont il aura la charge.

Ce poste conviendrait à un JEUNE DIPLÔMÉ d'ÉTUDES SUPÉRIEURES COMMERCIALES ou de GESTION, débutant, ou ayant un an d'expérience, motivé par une activité d'analyse rigoureuse des chiffres et de leur interprétation, et souhaitant rejoindre un groupe où le travail en équipe et les contacts humains sont primordiaux.

Les dossiers de candidatures + photo — sous réf. 3179 M. à préciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

MEMBRE DE SYNTEC

CLECIM, 1460 personnes, 900 millions de F de CA dont 70% à l'export, filiale de SPIE BATIGNOLLES conçoit, fabrique et commercialise des équipements et ensembles pour les industries sidérurgiques et métallurgiques.



CLECIM recherche pour son Siège Social un

CADRE CONTRÔLE DE GESTION

Vous assistez le responsable du Service Informatique et contrôle de gestion dans ses fonctions principales : • contrôle budgétaire de la société (en interface avec nos 3 établissements en France). • encadrement du service comptable du siège. • suivi de facturation clients et fournisseurs. • organisation informatique. Diplômé d'une école supérieure de gestion, vous savez prendre des responsabilités, faire preuve d'organisation et de méthodes. Une première expérience industrielle, si possible à l'export, vous a amené à pratiquer les contacts à tous niveaux et vous permet d'assurer des responsabilités d'encadrement. Vous maîtrisez la langue anglaise.
Le poste est évolutif dans l'entreprise ou dans le groupe.
Adressez votre dossier de candidature complet sous réf. CCG/M à CLECIM, Service Gestion des Ressources Humaines, 107 Bd de la Mission Marchand. 92400 Courbevoie.

média-system

JEUNE CONTRÔLEUR DE GESTION...
PASSEZ À LA VITESSE SUPÉRIEURE

Nous sommes une importante Division de THOMSON-CSF, spécialisée dans les équipements et les grands systèmes de télécommunications civils et militaires (2.800 personnes). Notre développement commercial à l'export (+ de 50 % du C.A.) exige d'optimiser sans cesse la compétitivité de nos produits... et de faire appel aux techniques et moyens les plus évolués du contrôle de gestion.

Jeune contrôleur de gestion, diplômé d'une Grande École (HEC, ESSEC, ESCP) vous souhaitez, à l'issue d'une première expérience, accélérer votre progression de carrière au sein d'un Groupe d'envergure internationale.

Bras droit du Contrôleur de Gestion, votre première mission sera de participer à la mise en place de l'outil de gestion d'un nouveau Département. En parallèle, plusieurs études particulières, notamment sur la rentabilité d'affaires internationales, vous permettront d'acquérir une connaissance approfondie de notre Société.

Votre potentiel garantira une évolution à la mesure de vos ambitions au sein d'un groupe très attentif à la carrière de ses cadres de gestion.

Merci d'adresser votre C.V. à D. BAILLY, Responsable de la Gestion des Cadres, THOMSON-CSF-DTC, 66, rue du Fossé-Blanc, 92231 GENNEVILLIERS CEDEX.

HAVAS CONTACT



THOMSON GRAND PUBLIC

BLACK&DECKER

LE N° 1 MONDIAL DE L'OUTILLAGE ELECTROPORTATIF

RESPONSABLE COMPTABILITE

Economiste Sectoriel

Le Monde L'UNIVERS DE LA GESTION Le Monde

PRECISION MECANIQUE LABINAL
7 000 personnes, 20 usines en France, 12 filiales à l'étranger, C.A. : 2,2 milliards de francs
recherche pour sa **DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE**

CADRE ADMINISTRATIF

Formation BTS, DUT de gestion ou équivalent.
Rattaché au Directeur des Services Administratifs et Juridiques, le candidat devra traiter plus particulièrement les problèmes ayant trait à la fiscalité des collectivités locales et aux taxes diverses, fiscales et parafiscales.
En liaison avec le contrôle de gestion et les services comptables, il assurera également la préparation et le suivi des différents budgets de la Direction Administrative et Financière.
Pour réussir dans ce poste, il est nécessaire de posséder une expérience de quelques années en entreprise dans une fonction similaire.
Lieu de travail : MONTIGNY LE BRETONNEUX.



Adresser CV et prétentions à PM LABINAL Direction des Affaires Sociales
BP 64 - 78391 BOIS D'ARCY Cedex.

CONTESSE

Grand Groupe industriel à vocation internationale, spécialisé dans un domaine de haute technologie, recherche un

JEUNE AUDITEUR COMPTABLE ET FINANCIER

(Ecole Supérieure de Commerce + DECS apprécié)

Vous secondez le Responsable du Département.
Des missions de courte durée sont à prévoir en France ou à l'étranger.
Vous avez une expérience professionnelle de 2 ans environ et maîtrisez parfaitement l'anglais.
Poste basé à LA DÉFENSE.
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite CV et prétentions) sous réf. 9251 Média-System, 2 rue de la Tour des Dames, 75009 Paris.

média-system

BIAO
AFRIBANK

propose à de jeunes diplômés *(libérés des O.M.)* HEC, ESSEC, SUP de CO, IEP ecofi, ou équivalent, et possédant une bonne connaissance de l'analyse financière et de la comptabilité *(niveau DECS)*, de les préparer à une carrière internationale en leur confiant dans un premier temps des postes de

Chargés d'Etudes

au sein de ses départements Analyse de crédits et Contrôle de gestion.
Les candidatures *(lettre manuscrite, C.V. + photo)* devront être adressées, sous réf. 986, à la Direction du Personnel - BIAO
9, avenue de Messine - 75008 PARIS

JEUNE CONTROLLER

BURSON-MARSTELLER, première agence mondiale de Relations Publiques recherche un Controller pour son Agence de Paris.

Sous l'autorité directe du Directeur Général, il assumera l'animation et la supervision de la Comptabilité, ainsi que l'administration générale de la Société.

Il sera responsable du contrôle budgétaire et du contrôle de gestion : procédures, prévision et évaluation des performances, suivi de la rentabilité. Enfin, il assurera le reporting mensuel vers le Directeur Financier Européen.

Ce poste à responsabilités complètes et variées s'adresse idéalement à un candidat jeune (25-32 ans), de formation supérieure (DECS, Ecole de Commerce). Il doit maîtriser l'Anglais et justifier d'une solide expérience en comptabilité et d'une bonne pratique de l'informatique (cabinet d'audit ou entreprise).

Nous cherchons une personnalité ouverte, adaptable à un milieu non-bureaucratique, désireuse de s'intégrer à un groupe international en forte croissance.

Merci d'envoyer votre C.V. avec photo à Florence Ribes

Burson-Marsteller

176, avenue Charles-de-Gaulle
92200 NEUILLY-sur-SEINE.

TRES IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER
recherche

RESPONSABLE COMPTABLE
VALEURS MOBILIERES

Ses principales responsabilités seront :
- la direction et l'animation d'une *équipe de vingt personnes* ;
- la responsabilité de la tenue et de la comptabilité d'importants portefeuilles institutionnels ;
- la supervision de la valorisation mensuelle de ces portefeuilles ;
- l'élaboration du rapport financier annuel.

Pour ce poste nous souhaitons rencontrer un cadre diplômé de l'enseignement supérieur, titulaire du DECS et ayant une expérience d'une dizaine d'années de l'encadrement d'équipes comptables.
Nous vous remercions d'adresser lettre manuscr., CV et rémunération souhaitée ss réf. 6004 à CONTESSE PUBLICITE, 20, av. Opéra, 75040 Paris cedex 01 q.tr.

CONTESSE



Centre National des Caisses d'Epargne et de Prévoyance

Chef de Réseau de 450 Caisses d'Epargne et 21 sociétés régionales de financement.
La Direction Financière recrute un

Cadre financier et comptable

Au sein d'une équipe animée par un expert-comptable, vous serez chargé :
- d'organiser les procédures et circuits financiers internes,
- de définir et de faire appliquer la réglementation comptable du réseau,
- de concevoir des outils d'analyse de gestion.

La fonction s'adresse à un candidat de formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP, ESC + DECS, ou ayant le niveau du Certificat Supérieur de Révision Comptable), pouvant justifier d'une expérience de trois ou quatre ans des problèmes financiers et comptables, soit dans un cabinet d'expertise comptable, soit à la direction financière d'une banque.
La connaissance de la réglementation bancaire serait appréciée.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) au CENCEP (référence M 14) - 5, rue Masseran 75007 PARIS

Organisation et Publicité

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

200 000 + **TOURS**

Cette holding est en progression. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : CA 75 MF, 70 personnes. Ses créneaux : distribution aux drogueries et collectivités, industrie pharmaceutique.
Conscients que le département que nous voulons vous confier pourrait probablement mieux tourner, nous vous demandons, avec l'aide de vos 7 collaborateurs d'harmoniser toutes les procédures, d'en organiser la gestion. Vous mettez en place un système performant de contrôle, centralisez en fait tous les problèmes financiers et faites part des vos appréciations directement à notre PDG.
De formation supérieure + DECS, vous avez, à 30/40 ans environ, une expérience suffisamment polyvalente en entreprise ou cabinet pour bien tenir les rênes de cette fonction. Vous vous êtes en outre bien familiarisé à l'utilisation de l'outil informatique.
Adressez votre lettre man., CV et prétentions s/réf. 86/37/470 à notre Conseil Pascale GALAMPOIX.

Dominique Leligois Conseils
1 rue Grécourt - BP 1522 — 37015 TOURS Cédex [illegible]
conseils



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS
Fonctions Nationales et Internationales

Directeur administratif et financier : un poste clé

Filiale d'un Groupe Japonais international largement diversifié et de renommée mondiale, notre Société, basée en banlieue parisienne, réalise un chiffre d'affaires de 150 millions de F.
Le Directeur Administratif et Financier que nous recherchons exerce des responsabilités étendues. Outre les aspects classiques de la fonction (comptabilité et trésorerie, contrôle de gestion, fiscalité), sa mission recouvre également :
- le développement de l'informatisation,
- la gestion du personnel,
- les questions administratives et juridiques.

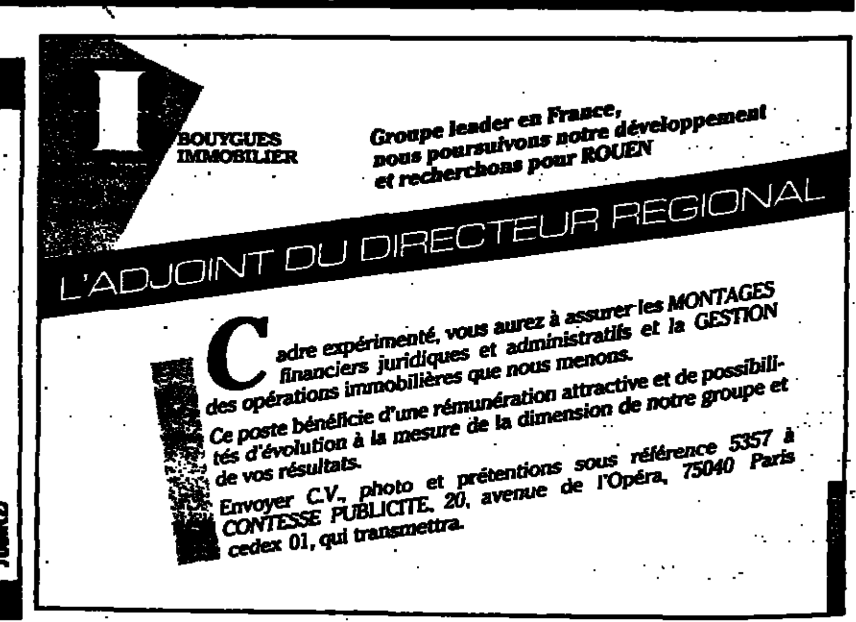
Rattaché au Président Directeur Général, il reporte au Controller Europe et supervise une équipe d'une quinzaine de collaborateurs.
A 35 ans, vous avez acquis une expérience financière et comptable de préférence en milieu industriel, et exercé des responsabilités d'encadrement. Vous connaissez la comptabilité et le reporting anglo-saxons, et avez utilisé l'informatique. Diplômé de l'enseignement supérieur, vous parlez couramment l'anglais.

Nous vous offrons aujourd'hui une opportunité vous permettant d'évoluer et de valoriser vos qualités de manager pour accéder ultérieurement à des responsabilités de direction générale.

Nous étudierons votre candidature en toute confidentialité et vous remercions de l'adresser sous la référence 930/44 M à Georges KRASNOVSKY - Tour Fiat - Cédex 16 - 92084 PARIS LA DEFENSE, en précisant votre rémunération actuelle.

COFROR
Tour Fiat - Cedex 16 - 92084 Paris la Défense

SOURCES



Diriger la filiale française d'un Groupe italien

Ce groupe, présent sur le marché international, est constitué de plusieurs sociétés italiennes qui fabriquent des produits d'équipement destinés à un vaste marché industriel (automobile, bâtiment, électroménager...). Pour sa filiale française, à vocation essentiellement commerciale, nous recherchons le nouveau "Patron".

Il est responsable de la gestion sur tous les plans : financier, comptable, juridique, humain et commercial. Il anime et contrôle la petite équipe qui l'entoure (vente, administration, gestion...) et s'implique plus particulièrement dans les contacts commerciaux au plus haut niveau. Il assure les relations commerciales et techniques avec les sociétés de production. Enfin, en terme de développement, il prospecte les nouveaux marchés, envisage de nouvelles applications et/ou de nouveaux produits (à définir avec les techniciens italiens) et met en place un réseau de distribution spécialisé.

Pour ce poste, nous vous souhaitons une bonne formation générale (ESC, Maîtrise...) supposant de solides connaissances (comptable, juridique, commerciale...) et une expérience de vente aux industriels comme aux réseaux indirects. La pratique du marché automobile serait un atout important. Bien sûr vous avez l'expérience de l'animation et de la gestion d'une équipe et vous maîtrisez l'italien.
Base de travail : Paris.

Nous avons confié à SEFOP le soin de cette recherche, nous vous remercions d'adresser à ses consultants votre dossier sous réf. DF 441 M.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

Directeur du développement, un pro du marketing bancaire.

Une banque régionale, vivante, qui bouge et qui avance. Aujourd'hui, 600 personnes, 50 guichets, et un style bien spécifique, jeune, offensif, caractérisé par l'adhésion aux principes de décentralisation et de management participatif.

Voilà un contexte stimulant pour vous, qui souhaitez occuper un poste de synthèse après un parcours diversifié dans la banque, dans le cadre des produits financiers destinés aux Particuliers. Commercial(e), homme de marketing et de communication, vous avez déjà exercé une fonction d'encadrement. Animateur et pédagogue, vous aimez convaincre, former, faire progresser vos collaborateurs.

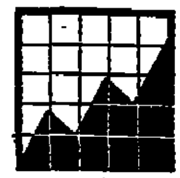
A la tête d'une équipe de 10 personnes, vous aurez en charge l'animation commerciale du réseau, la mise au point et la diffusion de méthodes de vente, le *développement des produits nouveaux*, la gestion du budget publicitaire. Vous serez basé à Marseille. Pour en parler plus avant, veuillez dans un premier temps écrire sous référence 522 531 M aux consultants du cabinet SIRCA, 64 rue La Boétie, 75008 Paris, qui vous garantissent une totale confidentialité. Merci de préciser votre rémunération actuelle.



Sirca

Membre de Syntec

SOURCES



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Directeur Administratif et Financier

Deux agences de publicité internationales d'origine anglo-saxonne recherchent un Directeur administratif et financier pour leur filiale commune, en pleine expansion et spécialisée dans l'achat d'espace publicitaire.

Le candidat devra améliorer et superviser les systèmes comptables, développer et harmoniser l'informatique. De plus il aura la responsabilité de la trésorerie, du budget, de la fiscalité et de la gestion du personnel. Enfin, il veillera au bon fonctionnement de l'équipe "achat d'espace" et gérera l'espace acheté.

Les candidats (grande école, DECS . . .) devront avoir: une bonne maîtrise des techniques financières et comptables et de solides connaissances fiscales, une première expérience réussie dans la mise en place de systèmes, un bon sens de l'organisation, de la négociation et une autorité naturelle.

Le poste est basé à Paris et un bon niveau de rémunération sera offert à un candidat de valeur.

Veuillez contacter Charles-Henri Dumon au 19 44 1 831 0431 ou envoyer un CV + photo + salaire actuel + réf. 1081 à Michael Page International, 39-41 Parker Street, Londres WC2B 5LH, Royaume Uni.

MP
Michael Page International
Specialists in Finance Recruitment
London - Brussels - New York - Sydney



Filiale d'un groupe international recherche le

DIRECTEUR DE SA FILIALE EN GRANDE-BRETAGNE (Londres)

De formation supérieure, anglais courant, expérience dans la distribution de produits similaires ou grande distribution appréciée.
Il aura à gérer la filiale : gestion, finances..., à animer les ventes et gérer un atelier de conditionnement.

Ecrire avec C.V., prét. et photo s/réf. 5207 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui trans.

CONTESSE

PRESTIGIEUSE AGENCE PHOTOGRAPHIQUE INTERNATIONALE
recherche

DIRECTEUR DES VENTES

Motivé et imaginatif, ayant une bonne connaissance du journalisme et une passion pour la photo.
Anglais obligatoire.

Ecrire sous le n° 7 170 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Importante association de tourisme social recherche

pour villages de vacances bord de mer (+ 1 000 lits).

UN DIRECTEUR

exp. confirmée et motivations.

Ecrire sous le n° 7 153
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Groupe alimentaire de marque renommée, un des leaders dans son domaine (CA 600 millions de F dont 50 % à l'exportation) recherche

Directeur administratif et financier

Le titulaire actuel du poste, appelé à prendre sa retraite dans deux ans, participera étroitement à la mise en place de son successeur.

La fonction recouvre les domaines suivants : finances, comptabilité, contrôle de gestion, informatique, logistique et gestion des ressources humaines.
Rattaché au Directeur Général dont il sera le collaborateur privilégié, il sera l'un des membres du Comite de Direction.
Le candidat recherché, impérativement de formation supérieure (école de commerce, INA...) possédera une expérience professionnelle d'environ 10 à 15 ans acquise si possible en milieu agro-alimentaire et lui ayant donné une tres bonne connaissance des aspects financiers et informatiques.

Son envergure personnelle lui permettra de s'affirmer tant à l'intérieur de l'entreprise que vis-à-vis des partenaires extérieurs (conseils d'administration, banques...).

Poste : proximité grande ville vallée de la Loire.

Rémunération : 350.000 F. + selon expérience.

Ecrire sous réf. MU 445 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

PUBLIPANEL

Directeur Général

PMI fabriquant et commercialisant des moteurs électriques, filiale d'une société anglaise, recherche dans le cadre de sa forte croissance son Directeur Général.

Le candidat retenu animera l'ensemble des activités et mettra personnellement en œuvre un important programme de modernisation et de développement.

Il disposera d'une formation supérieure d'ingénieur en électricité et d'une expérience confirmée de ce domaine d'activité.

Dans le cadre d'une grande liberté d'action, ce poste offre la possibilité à un manager dynamique et ambitieux de préparer lui-même le cadre de responsabilités plus importantes.

La rémunération, très motivante, tiendra compte des succès remportés et sera en rapport avec l'importance de la fonction.

La pratique courante de l'anglais est indispensable.
Le poste est situé à Vernon (80 Km de Paris).

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV en anglais à MULTICONSULT RECRUTEMENT, sous référence M. 8646, 94, avenue de Villiers - 75017 PARIS.







emplois régionaux   emplois régionaux

S.A. SEB
36 Kms de Dijon
RECRUTE



CHEF DE MARCHÉ EXPORT

180/200.000 Frs

Sous la responsabilité du Directeur Marketing Export, le Chef de Marché met en œuvre la stratégie produit définie pour promouvoir notre implantation sur le Marché Européen.

Dans le cadre de sa mission le Chef de Marché Export.

PARTICIPE :

—à la connaissance des Marchés
—à la définition des produits pour qu'ils répondent aux exigences des différents Marchés.

ANIME et participe à différentes réunions dans les filiales étrangères et unités de production.

RÉDIGE la partie du plan Marketing Export à 3 ans.

FORMATION : Ecole Supérieure de Commerce.

QUALITÉS RECHERCHÉES :
- Accrocheur et sens du compromis
- IMAGINATIF en matière de produit
- Anglais lu et parlé INDISPENSABLE.

EXPÉRIENCE SOUHAITÉE.

Vous manifesterez votre intérêt en adressant candidature manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions à :
S.A. SEB Direction du Personnel - 21261 SELONGEY CEDEX.

LTA - Saint-Lazare

construisez votre poste de directeur financier

NOUS SOMMES une Société française de 700 personnes en 2 Etablissements et préparons le départ en retraite de notre Directeur Financier actuel.

VOUS AVEZ une formation type **Sup de Co** et quelques années d'expérience en Contrôle de Gestion et/ou Finances, acquises de préférence en entreprise.

VOUS SOUHAITEZ maintenant vous sentir RESPONSABLE des RESULTATS d'une entreprise.

Intégré à une équipe de Direction combative et motivée pour améliorer les performances de la Société,
Vous restructurerez et construirez la fonction telle que nous la souhaitons maintenant.
Vous superviserez les services comptables et de trésorerie, la mise en place d'une comptabilité analytique et de procédures de **Contrôle de Gestion.**
Vous assurerez la préparation des budgets et plans de financement, la négociation des conditions bancaires, la participation à l'actualisation en cours de l'**Informatique.**

Poste basé dans une ville agréable à 150 km de Paris (Sud-Est).

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo, précisant la rémunération actuelle) sous référence 2414-M, seront traitées avec la discrétion d'usage par

a. et j. ourlin
CONSEILS DE DIRECTION
47, AVENUE ALSACE-LORRAINE
92160 ANTONY

Dans le cadre du développement de ses techniques modernes de gestion
LA VILLE DU HAVRE envisage de recruter

UN INGÉNIEUR ORGANISATEUR

Le candidat retenu sera chargé de participer à la conduite et à la réalisation de projets d'organisation touchant :
- aux structures et à leur fonctionnement ;
- à la mise en œuvre de nouveaux processus de gestion ;
- à la participation de l'élaboration du cahier des charges et à la mise en place des projets faisant appel à l'informatique.

Ce poste conviendrait à un candidat :
- titulaire d'un diplôme d'ingénieur à tendance scientifique et possédant une formation complémentaire à la gestion (I.A.E., I.C.G.) ou à l'organisation (I.E.S.T.O.) ;
- ayant le goût de la communication et des contacts humains.

Candidature + curriculum vitae détaillé à adresser à :
Monsieur le Maire de la Ville du Havre,
Bureau Gestion et Recrutement,
B.P. 51 - 76084 LE HAVRE CEDEX.

Picardie

RESPONSABLE DE LA FONDERIE

JACOB DELAFON

Filiale d'un groupe international réputé, la Société JACOB DELAFON fabrique et commercialise dans le monde entier des produits de haute qualité, en fonte émaillée.

Elle recherche actuellement LE RESPONSABLE DE LA FONDERIE d'un important établissement provincial.

Répondant au Directeur d'Etablissement, vous dirigez, animez et gérez la production de 160 personnes. L'entité est dotée d'un outil industriel puissant et performant. Vous assurez la production dans ses aspects qualitatif, quantitatif et de délai, faites évoluer les techniques et les équipements.

Ingénieur diplômé généraliste (Mines, Centrale, A & M, ...) ou spécialiste (E.S.F.) à 32/35 ans, vous avez idéalement acquis une expérience de la fonderie de fonte à un poste de responsabilité.

Des qualités de manager sont requises et auront l'occasion de s'exercer.

Des possibilités d'évolution existent au sein du groupe.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 5/1677 C à

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Berri - 75008 PARIS

egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

ARGUS Gmbh

Diriger notre filiale française

Leader européen dans son domaine de la robinetterie industrielle, ARGUS Gmbh souhaite confier la Direction de sa filiale française (40 personnes, 45 millions de CA), bénéficiaire depuis sa création en 1976, à un ingénieur Grande Ecole, ayant exercé des responsabilités commerciales et de gestion dans des secteurs industriels connexes, offrant par conséquent une bonne connaissance des marchés de l'équipement des industries hydrauliques, chimiques et pétrolières. Ce dirigeant devrait être le promoteur et le garant de la continuité dans l'expansion - de l'ordre de 18%/an - de notre filiale. Le dialogue avec le groupe implique bien sûr la pratique courante de la langue allemande.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 604449 M

35, rue du Rocher 75008 Paris



AFCOREM

LA VILLE DE STRASBOURG
recrute par voie de concours

UN ENSEIGNANT DE DESSIN

de représentation d'objets et d'espaces réels ou imaginés.
Ce concours aura lieu au courant du mois de mai 1986 à l'Ecole des Arts Décoratifs.
1, rue de l'Académie, 67000 Strasbourg.
Date limite de dépôt des candidatures : 25 avril 1986.

Pour tous renseignements s'adresser au
Service des Affaires Culturelles
Centre administratif. 1, place de l'Etoile
B.P. 1049/1050 F - 67070 Strasbourg Cedex
Téléphone : 88-60-90-90, poste 7339.

Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris
Centre de Mise en Forme des Matériaux
(Alpes-Maritimes)
recherche

CHERCHEURS DEBUTANTS

Formation Grandes Ecoles, Agrégation, DEA.

Pour prendre en charge la responsabilité d'une étude en liaison étroite avec l'industrie sur les procédés de transformation des métaux et des polymères.

Ce travail conduira à la soutenance d'une thèse de Doctorat.

Rémunération nette annuelle supérieure à 88.000 F.

Envoyer CV détaillé à
P. NAVARD - Ecole des Mines - Sophia-Antipolis
06560 VALBONNE CEDEX - Tél. (93) 33.05.58



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Attaché de direction

Banque - 270.000 F

Lille - clientèle entreprises - Une importante banque française, établie de longue date, et possédant un réseau régional et international résolument orienté vers le service à l'entreprise et à l'investisseur, recherche un attaché de clientèle pour renforcer sa succursale de Lille. Placé sous l'autorité immédiate du directeur de la succursale, il sera en relation permanente avec les différents services locaux et du siège parisien, et aura pour mission essentielle de développer la clientèle des entreprises de la région nord, en insistant tout particulièrement sur la prospection dans le secteur de la moyenne-grande et de la grande entreprise. Ce poste ne peut convenir qu'à un jeune cadre bancaire, diplômé de l'enseignement supérieur, possédant une expérience de l'ordre de 2 à 8 ans et impérativement spécialiste de la clientèle entreprises. La connaissance de la région nord n'est pas exigée au départ mais serait appréciée. Une bonne maîtrise des produits et techniques bancaires et le goût des contacts commerciaux sont indispensables. Selon l'expérience offerte, la rémunération annuelle brute pourra atteindre 270.000 francs (classe VI ou VII). Les entretiens préliminaires auront lieu soit à Lille, soit à Paris. Ecrire à J.P. ROUGIER sous la référence A/R 9110M en précisant votre rémunération actuelle, et éventuellement le nom des banques avec lesquelles vous ne souhaiteriez pas être mis en contact.

MEMBRE DE SYNTEC



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsables clientèle

Banque régionale

Rhône-Alpes - Appartenant à un important groupe national, cette banque régionale de taille humaine, offre à ses collaborateurs une large autonomie d'action et une prise réelle de responsabilités. Dans le cadre de son développement, elle recherche deux responsables clientèle, privée et commerciale. Ils ont pour mission de mettre en œuvre des moyens d'action commerciale pour adapter et promouvoir les produits financiers en fonction de leur marché. Chacun d'entre eux anime une équipe d'une dizaine de personnes. Agés d'au moins 28 ans, les candidats possèdent une bonne formation bancaire type I.T.B. et ont acquis une expérience d'au moins cinq ans en exploitation à des fonctions d'encadrement et d'animation commerciale. Ecrire à Marie-Odile VAGNON en précisant la référence A/3912M.

MEMBRE DE SYNTEC



78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. 78.93.90.63
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Notre société, P.M.I. Lorraine, est spécialisée dans les produits d'isolation thermique extérieure des bâtiments. Nous recherchons le

RESPONSABLE DU SECTEUR «DIFFUS»
(PETIT CHANTIER)

Il aura pour mission de constituer et développer un réseau de concessionnaire. Il a une expérience indispensable en milieu bâtiment et une formation polyvalente dans les domaines :
- MARKETING : **définition des secteurs d'intervention ;**
- COMMERCIAL : **définition d'argumentaires, d'objectifs ;**
- GESTION : **définition de potentiel de C.A. et de marge ;**
- TECHNIQUE : **assistance technique.**

Sa rémunération sera de 200.000 F dont intéressement.
Position cadre. Frais remboursés. Poste évolutif.

Ecrire lettre manuscrite avec C.V., photo sous nº 7182,
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, PARIS-7ᵉ.



emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

珠海

Les Brasseries Artois recherchent pour l'Afrique et la République Populaire de Chine des

BRASSEURS CONFIRMES
AYANT UNE EXPERIENCE DE L'OUTRE-MER

- diplômés ingénieur-brasseur p. ex. ENSAIA (Nancy),
- aptes à s'exprimer en anglais,
- âgés de 30 à 45 ans.

Entretiens d'orientation en France à nos frais.

Adressez-vous à H. WEYNS - Artois Overseas, Vaartstraat 94, B 3000 Leuven, Belgique. Téléphone (19 32) 16 24 74 02.



DROITS DE L'HOMME EN AFRIQUE

Par suite d'une récente expansion, Amnesty International recherche pour son Secrétariat international à Londres, quatre chercheurs qui enquêteront sur les violations des droits de l'homme. Ils rassembleront des informations et proposeront des actions à entreprendre par Amnesty International concernant les prisonniers d'opinion, le déroulement des procès et le traitement des prisonniers.

Les postes sont divisés comme suit :
1) Les pays d'Afrique de langue portugaise – dont l'Angola et le Mozambique.
2) Les pays de l'Afrique de l'Ouest et de l'océan Indien – deux chercheurs pour les pays francophones d'Afrique de l'Ouest (dont la Guinée, la Mauritanie, le Togo et le Tchad) et les îles de l'océan Indien.
3) L'Afrique du Sud – un chercheur pour l'Afrique du Sud, la Namibie, le Lesotho et le Swaziland (contrat d'un an).

Les candidats devront posséder une connaissance approfondie des pays correspondants, être capables de rassembler des informations et de les interpréter objectivement, et d'évaluer la situation politique. La pratique courante de l'anglais est indispensable pour tous les postes et la connaissance de langues locales serait un avantage. La pratique du portugais est nécessaire pour les pays d'Afrique de l'Ouest. La connaissance de l'espagnol est aussi souhaitable. Les candidats doivent être capables de travailler en équipe et sous pression constante.

Traitement annuel : 11.629 £ à 14.378 £ (indexé, échelons annuels).
Date limite de réception des candidatures : 6 juin 1986.

Pour plus amples renseignements et pour obtenir une formule de candidature, s'adresser à : Amnesty International, service du personnel, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ. Tél. : (Londres) 837 3805 (24 h/24) en précisant de quel poste il s'agit (1, 2 ou 3).





Société de composants électroniques, leader européen dans sa spécialité recherche :

ingénieur technico-commercial
Exportation Europe de l'Est

240/280.000 F

PROFIL :
- Agé d'environ 30 ans
- De formation Mécanique, électromécanique, électronique
- Allemand courant, anglais souhaité

MISSION :
- Développer notre volume d'affaires sur la zone confiée
- Fréquents déplacements.

Evolution intéressante pour candidat à fort potentiel.

Votre courrier avec photo et salaire actuel nous précisera votre intérêt pour ce poste sous la référence D 307 à KRENO Consultants 32, rue de Ponthieu 75008 Paris.

KRENO Consultants

SOCIÉTÉ

recherche pour Afrique francophone :

3 EXPERTS EN TECHNIQUES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

(transmissions numériques – commutation électronique – lignes aéronautiques)

MISSION : expertise et formation dans une école nationale des postes et télécom.

FORMATION : diplôme d'ingénieur ou équivalent

8 EXPERTS EN TECHNIQUES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

- 1 en faisceaux hertziens numériques ;
- 1 en transmissions par satellite ;
- 2 en commutation électronique ;
- 2 en lignes aérosouterraines ;
- 1 en énergie ;
- 1 en maintenance des téléimprimeurs.

MISSION : expertise et formation dans une école nationale des postes et télécom.

FORMATION : licence scientifique, BTS, DUT électronique ou équivalent.

8 EXPERTS

- 1 en gestion administrative et comptable ;
- 1 en affaires comptables et commerciales ;
- 6 en services postaux.

MISSION : formation inspecteurs et contrôleurs de services postaux.
FORMATION : licence en droit ou Sc. éco. ou gestion.

3 EXPERTS

- 1 en affaires comptables ;
- 1 en affaires commerciales ;
- 1 en exploitation téléphonique et télégraphique.

MISSION : charge de professeur-assistant.
FORMATION : DEUG droit Sc. éco ou gestion.

Pour tous les cas, expérience professionnelle exigée.
Conditions offertes aux expatriés :
- Rémunération intéressante ;
- Avantages sociaux :
  - Congés payés (50 jours);
  - Billet avion (expert et famille);
  - Soins médicaux gratuits ;
  - Voiture, logement fournis.

Ecrire sous nº 0000
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7ᵉ.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



•C.A. 2 MILLIARDS •25 USINES •6500 PERSONNES •35% DU C.A. REALISE A L'EXPORT

cherche

RESPONSABLE DU PERSONNEL
Division LACOSTE

Homme de terrain, il joue un rôle de conseil près de nos directeurs d'usines et les aide à résoudre les problèmes de relations du travail ; il supervise les services d'Administration du Personnel et les Services Généraux • Catalyseur des besoins, sachant motiver ses interlocuteurs, il organise et coordonne la Formation dans la Division • Homme de réflexion, il fournit à la Direction les éléments nécessaires à l'élaboration de la politique sociale en liaison avec la Direction du Personnel Groupe.

De formation supérieure, il a obligatoirement au minimum 5 ans d'expérience de la fonction en milieu industriel.

Poste basé à **TROYES.**

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo précisant la rémunération actuelle) sous réf. 2429-M, seront traitées en toute discrétion par

a. et j. ourlin CONSEILS DE DIRECTION
47, AV. ALSACE-LORRAINE
92160 ANTONY

Filiale Française en développement d'un groupe leader sur le marché européen nous recherchons un

DIRECTEUR DE DIVISION

Responsable d'un centre de profit (C.A. 180 MF, 175 p.), il aura en charge, sous l'autorité du Directeur général, l'intégralité de la fonction (production, commercial, administratif) avec l'appui des services fonctionnels DAFI Personnel. Nos perspectives de développement ainsi que les opportunités offertes par la structure internationale du groupe, sont de nature à fortement motiver le véritable patron que nous recherchons.

Son profil :
- 33 ans minimum,
- expérience significative des problèmes commerciaux (en tant que Directeur de Division ou de Département produits industriels de préférence),
- pratique du management participatif,
- anglais très souhaitable.

Le poste est basé près d'une ville très agréable du centre de la France.

La rémunération de départ ne sera pas inférieure à 450 KF + voiture de fonction fournie.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite + photo à Havas, B.P. 303, 03201 VICHY s/nº 5925.
La confidentialité de la candidature sera scrupuleusement respectée.

Filiale Française (C.A. 300 MF, 240 p.) en plein développement d'un groupe leader sur le marché européen nous recherchons notre

CHEF DU SERVICE TRÉSORERIE CRÉDITS CLIENTS

Rattaché au directeur administratif et financier :
- il gère les opérations courantes de trésorerie, établit les prévisions à C.T. et M.T. et le reporting correspondant, optimise les frais financiers en s'aidant d'un progiciel fonctionnant sur micro-ordinateur ;
- il propose les limites de crédit des clients, gère les incidents de règlement, assure le contentieux en relation avec notre avocat, optimise les encaissements de règlements ;
- il traite la comptabilité auxiliaire clients et contrôle la facturation.

Le cadre que nous recherchons, diplômé de l'enseignement supérieur financier et comptable (ESCAE ou équivalent) possède une première expérience réussie dans une fonction similaire. Il est familiarisé avec l'informatique. Un intérêt pour le crédit export et la pratique de l'anglais constitueraient des atouts supplémentaires. La capacité à animer une équipe (4 p.), le sens de l'organisation, la fermeté alliée à la diplomatie sont les qualités nécessaires pour réussir dans ce poste basé près d'une ville très agréable du centre de la France.

Merci de fournir C.V., lettre man. + photo à Havas, B.P. 303, 03201 VICHY, s/nº 5926.

Directeur Financier
Région Bourgogne FF320000+

Une société industrielle (290M FF CA), filiale d'un groupe multinational américain de premier plan recherche son Directeur Financier.

Il rapportera directement au Vice Président Finance aux Etats-Unis et supervisera une équipe d'une vingtaine de personnes. Ses responsabilités comprendront:

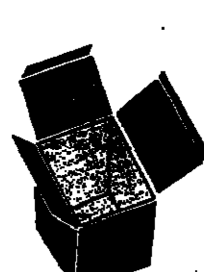
la comptabilité, le contrôle budgétaire et de gestion, la trésorerie, les relations bancaires, la politique fiscale et l'informatique (si sérieuses compétences).

Les candidats (DECS, Grandes Ecoles, MBA) devront:

avoir une expérience financière d'au moins 10 ans ainsi qu'une première expérience du monde de l'industrie, maîtriser parfaitement les techniques financières, fiscales, comptables et de trésorerie. Ils devront parler l'anglais couramment.

Les candidats intéressés sont priés de contacter Yves Boissonnat au 19 441 831 0431 ou d'envoyer un dossier de candidature complet (CV + photo) en indiquant la référence P1091, à Michael Page International, 39-41 Parker Street, London WC2B 5LH, Royaume-Uni.

MP
Michael Page International
Specialists in Finance Recruitment
London Brussels New York Sydney



CHEF DE PRODUITS "EMBALLAGES"
EN BOURGOGNE H/F

Allier la rigueur de la production industrielle aux impératifs de la publicité, de l'esthétique et de la mode, voilà ce que nous dominons depuis fort longtemps avec un succès incontesté.

Responsable de la conception de l'ensemble de nos emballages, vous êtes l'interlocuteur de nos services commerciaux et marketing dont vous orientez les choix, de nos fournisseurs que vous contrôlez, de nos ateliers de conditionnement que vous conseillez.

Diplômé d'études supérieures (ingénieur ou équivalent), vous avez au moins 28 ans et une expérience industrielle des emballages et des techniques qui y sont liées, de préférence dans des produits de consommation "haut de gamme". Vous savez proposer, améliorer, développer des produits nouveaux. Vous raisonnez en termes de coûts, de qualité, de délai... mais aussi d'industrialisation ; en un mot, vous êtes un créatif pragmatique.

Merci d'adresser votre dossier sous réf. 460 à notre conseil : Alain LEROUX.

SODERHU
22 rue Saint Augustin
75002 PARIS

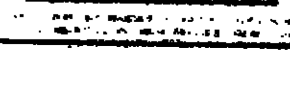
Soderhu
MEMBRE DE SYNTEC

DESSEIN

OFFRES D'EMPLOI

CAPFOR

Responsable d'un centre de profit





Animateur d
et de l'administr

Ingénieu
de fabricat

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANTE SOCIETE CHIMIE DE SPECIALITES

C.A. consolidé 2 milliards 1/2
Implantation internationale
recherche pour son Secrétariat Général

chef du département contrats et affaires juridiques

(Contrats, Droit des Sociétés, assurances, contentieux, gestion du patrimoine immobilier).
Formation Doctorat.
Expérience de juriste industriel souhaitée.
Bonne pratique de l'anglais.
35 ans environ.
Lieu de travail : La Défense.



4, rue Amiral Courbet
75116 PARIS
Réf. 50292

Pierre Lichau S.A.

Ingénieur commercial export

DELAS-WEIR

Société d'ingénierie (500 millions C.A.) spécialisée dans la conception, la vente et l'installation d'équipements destinés aux centrales électriques, recherche un Ingénieur Commercial Exportation.

Rattaché au Directeur Commercial, il sera chargé de l'élaboration et de la négociation d'affaires complexes à l'exportation.
Son action impliquera une bonne connaissance du marché et de la concurrence, la recherche de partenaires internationaux et le montage des financements.
Diplômé d'études supérieures (école de commerce ou d'ingénieur), le candidat devra posséder une expérience confirmée (8 à 10 ans) de la vente de biens d'équipements à l'étranger.

Des compétences importantes dans les aspects financiers, contractuels et juridiques des marchés internationaux sont impératives ainsi qu'une grande mobilité. Anglais indispensable, deuxième langue appréciée.

Lieu de travail : Levallois-Perret (92).

Rémunération selon expérience

Ecrire sous réf. AI 434 AM
Discrétion absolue

CGE

PUBLIPANEL

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

75 milliards - 162.000 personnes

Auditeur confirmé



Au niveau de la Holding, nous recherchons un Auditeur Confirmé, diplômé d'une grande école : HEC, ESSEC, ESCP, Sciences Po. (+ DECS apprécié) ayant 3 à 4 ans d'expérience, acquise dans un grand Cabinet ou un groupe de premier plan.

Il participera activement, sous la responsabilité d'un Chef de Service, au développement du nouveau service d'audit et d'évaluation, dont les missions sont :
- mise en œuvre directe d'audit et relations avec les services audit des sociétés du groupe, les Cabinets extérieurs, les Commissaires aux Comptes,
- harmonisation et coordination des méthodes comptables,
- évaluations financières à l'occasion des opérations structurelles : acquisitions, cessions, absorptions, fusions...

Son solide professionnalisme, ses capacités d'animation d'une équipe, ses qualités de rigueur et de contact, son bon potentiel, lui permettront de s'affirmer dans ce poste et lui ouvriront de très larges perspectives d'évolution de carrière dans le groupe.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. LT 444 AM
Discrétion absolue

PUBLIPANEL

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

Responsable d'un centre de profit

A 35 ans environ, avec une formation d'**ingénieur Grande Ecole**, vous souhaitez valoriser votre compétence et votre expérience, acquises dans **l'industrie thermique.**

Outre vos compétences techniques, nous attacherons une importance toute particulière à **vos qualités de manager, à votre tempérament commercial** et à votre **sens de l'animation d'une équipe.**

Si vous pouvez également justifier d'un **anglais « fluent »**, nous sommes alors prêt à vous confier le poste de CHEF DU DEPARTEMENT « ECHANGEURS DE CHALEUR ».

Responsable à part entière de la **stratégie** et des résultats de ce centre de profit, vous bénéficierez, à terme, de réelles **perspectives d'avenir** au sein de la filiale de ce groupe français de **dimension internationale.**

Lieu de travail : PARIS.

Adresser votre candidature, C.V., photo et prétentions, sous la réf. 1201, à Ph. NOËL - CAPFOR - 15, rue de la Paix - 75002 PARIS.

MEDIA PA

CAPFOR

PARIS - LYON - ALBUMARDELLE - NANTES - TOULOUSE
ANGERS - BREST - CAEN - MONTLUÇON - MONTPELLIER - NIORT - QUIMPER - RENNES

ÉLECTRICITÉ - INSTRUMENTATION

Adjoint à Chef de service

Un groupe industriel de premier plan, CA 25 milliards, recherche pour une grande usine, l'Adjoint du Chef de Service Electricité-Instrumentation (automatismes - régulation - mesures physiques).

Il s'agit d'un service important, de 60 personnes, ayant une mission de maintenance, amélioration, développement.
Ce poste conviendrait à un candidat ESE ou école équivalente, ayant de bonnes compétences techniques et quelques années d'expérience sur le terrain, de préférence dans une industrie de process (chimie, pétrole, sidérurgie...).
La candidature d'un débutant de fort potentiel peut être envisagée.

La réussite dans ce poste implique de solides qualités de contacts humains et une réelle ouverture aux techniques modernes de management.
Poste : Toulouse.

Ecrire sous réf. JR 442 AM
Discrétion absolue

PUBLIPANEL

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

BÂTIMENTS ET ÉQUIPEMENTS AGRICOLES

Ingénieur responsable d'un centre de profits

Une importante coopérative agricole, CA supérieur à 1 milliard, recherche le Responsable de l'un de ses départements opérationnels.

Il s'agit d'une unité gérée en centre de profits, qui étudie et réalise des bâtiments à usage agricole et qui commercialise des équipements (machines à traire, matériels d'alimentation du bétail...). Son CA actuel est de 20 millions et son effectif est d'une trentaine de personnes.

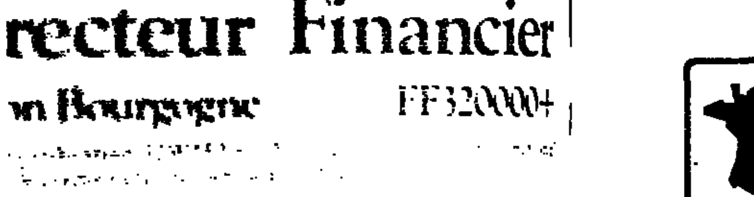
Son responsable, ingénieur ou niveau équivalent, aura de bonnes connaissances en bâtiment, mécanique, électricité. Il aura également l'expérience de la direction d'un service. Il sera l'animateur et le gestionnaire de son unité et il en assurera le développement.
Poste attractif pour un candidat ayant le profil d'un patron de PME.

Lieu de travail : ville ouest France.

Ecrire sous réf. OW 447 AM
Discrétion absolue

PUBLIPANEL

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Lyon

Animateur du crédit clients et de l'administration des ventes.

Vous animez, coordonnez et optimisez l'organisation et la performance d'une équipe de 20 personnes chargée :
- de la gestion des comptes et du crédit de nos 20.000 clients,
- de la gestion de nos fichiers produits, clients et prescripteurs,
- de la maîtrise de notre facturation.

De formation ESC, vous avez exercé pendant 3 à 5 ans des fonctions similaires en entreprise. Vos qualités d'animateur et de gestionnaire vous permettent de développer ce poste à larges responsabilités au service de nos clients, de nos établissements régionaux et de nos filiales à l'étranger.

Notre Directeur Administratif, André Rassat vous remercie de lui adresser votre candidature, sous référence RA.

Laboratoire pharmaceutique spécialisé en homéopathie, 1250 personnes, 20 établissements en France, 4 filiales à l'étranger, leader sur un marché en croissance soutenue.

Laboratoires BOIRON, B.P. 36, 69110 Ste-Foy-lès-Lyon.

LABORATOIRES BOIRON

média-system

POUR LE RAYONNEMENT ECONOMIQUE DE LA TOURRAINE

SOYEZ NOTRE AMBASSADEUR

FRANCE ET ETRANGER 250 000 +

Vous allez «vendre» et promouvoir notre région auprès des hauts décisionnaires, convaincre des investisseurs potentiels, d'y créer ou développer leurs entreprises.

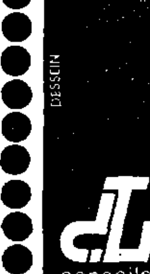
Ce genre de négociation ne s'improvise pas. Il exige une étude marketing préalable très serrée : plans d'intervention, choix des médias pour les appels d'offres... et la constitution d'un fichier, base même de vos recherches. Vous serez d'ailleurs soutenu par des moyens promotionnels adaptés : campagnes, mailing, opérations «coup de poing»...

Vous réussirez d'autant mieux que vous connaissez bien le potentiel économique de la région et que vous avez l'art et la manière de le mettre en valeur en des termes qui sont ceux de vos interlocuteurs. Vous devez pouvoir répondre à tout problème de gestion.

Votre formation est de haut niveau, servie par une personnalité riche. Sachez que vous devrez vous déplacer 3/4 du temps et pratiquer la langue anglaise avec aisance.

L'examen de votre candidature bénéficiera de toute la discrétion de rigueur. Vous êtes invité à l'adresser sous référence 86/37/467 à Pascale GALAMPOIX.

DESSEIN



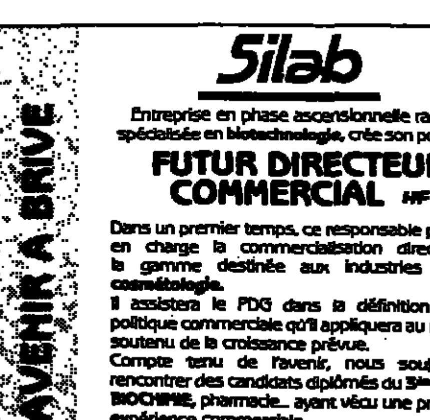
Dominique Leligois Conseils 1 rue Grécourt - BP 1522 — 37015 TOURS Cédex

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT Tours - Niort

Ingénieur de fabrication

Société de 500 personnes environ, spécialisée dans le matériel chirurgical, en constante expansion et occupant une place de tout premier plan dans son domaine, recherche pour son unité de fabrication située en Eure et Loir, un INGENIEUR CONFIRMÉ.

Rattaché au Responsable de la Production, il se verra confier la responsabilité d'un atelier de fabrication d'aiguilles chirurgicales regroupant environ 35 personnes.
Ce poste – impliquant 3 à 5 ans d'expérience dans une activité similaire, des qualités de créativité, de rigueur, d'animation et le goût de contacts humains efficace – conviendrait à un candidat désireux de se voir confier des responsabilités opérationnelles au sein d'une équipe de Direction jeune et stimulante.
Anglais indispensable.
Adresser candidature, CV, photo et prétentions, sous réf. 59583 à PROJETS - 12, rue des Pyramides 75001 Paris, qui transmettra.



Silab

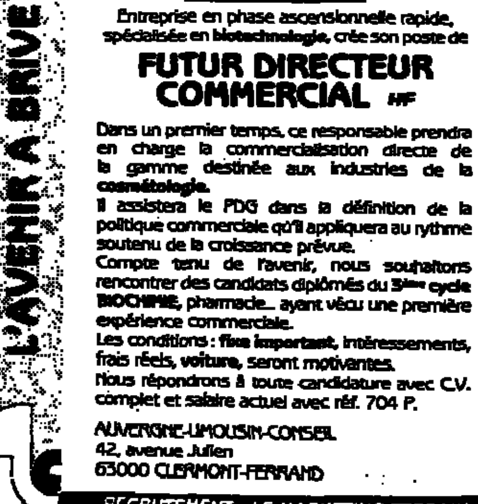
Entreprise en phase ascensionnelle rapide, spécialisée en **biotechnologie**, crée son poste de

FUTUR DIRECTEUR COMMERCIAL H/F

Dans un premier temps, ce responsable prendra en charge la commercialisation directe de la gamme destinée aux industries de la **cosmétologie.**
Il assistera le PDG dans la définition de la politique commerciale qu'il appliquera au rythme soutenu de la croissance prévue.
Compte tenu de l'avenir, nous souhaitons rencontrer des candidats diplômés du 3ème cycle **BIOCHIMIE**, pharmacie... ayant vécu une première expérience commerciale.
Les conditions : **fixe important**, intéressements, frais réels, **voiture**, seront motivantes.
Nous répondrons à toute candidature avec C.V. complet et salaire actuel avec réf. 704 P.

AUVERGNE-LIMOUSIN-CONSEIL
42, avenue Julien
63000 CLERMONT-FERRAND

Pierre Lichau S.A.





La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Haute-Marne

offre à

JEUNE DIPLOMÉ BTS ÉLECTRONIQUE OU ÉQUIVALENT

un poste de

TECHNICIEN DE MAINTENANCE DES TERMINAUX BANCAIRES

Adresser C.V. manuscrit + photo à :

M. le Chef du Service du Personnel
de la CRCAM de la Haute-Marne
24, place Diderot, 52200 LANGRES.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

BSN flaconnage : un univers industriel dynamique

BSN-FLACONNAGE

Emballage en verre pour les marchés de la pharmacie et de la parfumerie. Une politique dynamique de lancement de nouveaux produits et de conquête de nouveaux marchés. Un univers industriel en pleine mutation. 900 personnes 500 M de F de CA dont 30 % à l'exportation.

Organisation - formation : un patron — R 33 M

Ingénieur généraliste, votre vécu en usine ou en cabinet vous a permis de mener ou de participer à la mise en place de projets où l'organisation industrielle était un élément clé.
Vous souhaitez progresser dans ce domaine tout en donnant une dimension plus globale et plus large à votre action.
Nous vous proposons de prendre, au sein de la Direction des Relations Humaines et Sociales, la responsabilité du Service Organisation Formation Information de notre Société.
A la tête d'une équipe de 5 personnes dont 2 cadres, vous aurez à proposer, assurer et suivre la réalisation de missions très variées. Vos premiers objectifs vont se concentrer sur la réorganisation de notre usine (850 personnes). Vous piloterez les actions entraînant une dynamique dans la productivité et l'amélioration de l'efficacité. Vous développerez de façon significative l'expression des salariés. Votre réussite vous ouvrira de réelles perspectives d'évolution vers des postes de direction.

Ingénieur gestion de production — R 34 M

La complexité de certaines de nos fabrications, le nombre de modèles et de références existants, l'accent mis sur le lancement de nouveaux articles et la rapidité dans leur réalisation nous conduisent à vouloir améliorer notre gestion de production. Nous créons un poste et recherchons son titulaire.
Sa mission sera double. Coordonner, à partir des outils existants, toutes les actions qui permettront à la production d'obtenir de meilleurs résultats en termes de qualité, quantité, délais et coûts.
Participer à la création et à la mise en place d'une gestion de production mieux adaptée aux nouveaux besoins de l'Entreprise en bâtissant un système fiable, rigoureux et performant.
Ingénieur généraliste, vous avez acquis 3 à 5 ans d'expérience en milieu industriel. Vous êtes ouvert à l'usage de l'informatique.
Homme d'action et de réflexion, vous souhaitez relever de nouveaux challenges qui vous permettront d'évoluer ultérieurement vers des responsabilités plus larges.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. choisie en précisant votre rémunération actuelle, à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cédex 08.

BSN GROUPE
LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANCAIS

Electricité Industrielle Instrumentation Automatismes

Ingénieur d'affaire

C'est au sens le plus large que nous concevons cette fonction.
Vous intervenez dès la 1ère ébauche de l'analyse du besoin du client et menez à son terme le projet jusqu'à la réalisation clé en main y compris les négociations TCE.
Véritable patron de votre affaire, vous en êtes le responsable aux plans Technique, Humain, Commercial et de Gestion (conception, installation, associations de partenaires, montage d'affaires...).
Notre société, filiale d'un des tous premiers groupes français est spécialisée dans la conception et l'installation de systèmes de centralisation d'informations pour tous les secteurs de l'industrie et du tertiaire.
Ingénieur électrotechnicien ou électronicien diplômé, c'est votre expérience et votre tempérament qui sont déterminants.
En tant que chef de projet ou ingénieur d'affaire en équipements industriels, vous êtes familiarisé avec les phases de définition de systèmes, développements d'outils, suivi d'installations en France ou à l'Export.
Vous voulez maintenant à 30/35 ans environ, valoriser cet acquis dans un environnement très autonome, à circuits de décisions courts, sur des marchés porteurs.
Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. M 142 L à Olivier Chaumette, OC Conseil, 15 rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines
P A R I S L Y O N

ARCOREM

Services financiers aux entreprises : négociateur de haut niveau

Vous avez 30 ans minimum, une formation supérieure. Valorisez votre expérience commerciale acquise de préférence au sein d'une institution financière (Banque - Assurances) en rejoignant une ACTIVITE EN PLEIN DEVELOPPEMENT et une entreprise performante.

CARDIF, filiale du groupe de la Compagnie Bancaire, une des premières sociétés d'assurance-vie du secteur privé, réputée pour la qualité de ses produits et leurs performances, vous propose d'intégrer la DIRECTION COMMERCIALE DU SECTEUR ENTREPRISES.

Vous serez chargé de proposer aux grandes entreprises des montages financiers sur mesure, notamment dans le domaine de la retraite et de la prévoyance.

Au sein d'une équipe, vous serez entièrement responsable du montage de chaque opération. Vous négocierez les contrats jusqu'à leur terme directement avec les dirigeants d'entreprise, les grands cabinets de courtage, et l'appui de services techniques hautement spécialisés.

D'excellentes possibilités d'évolution et une rémunération très motivante sont offertes à un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions sous réf. 338 à Madame Barjolin, Compagnie Bancaire, Service Orientation-Recrutement, 5 avenue Kléber - 75116 Paris.

CARDIF

groupe de la compagnie bancaire

SOURCES

Dans le cadre de l'expansion de notre département GÉNIE LOGICIEL, nous recherchons

ingénieurs informaticiens

GROUPE SYSECA

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, maîtrise.
De 4 à 5 ans d'expérience.
Désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :
- traduction de langages
- systèmes d'exploitation (UNIX)
- moniteur temps réel –
- analyseur de complexité
- atelier logiciel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. M 144/FM à GROUPE SYSECA - Direction du Personnel, 315, Bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD CEDEX.

SYSECA (280 MF de C.A. 800 collaborateurs dont 85% d'ingénieurs) est une Société de services et d'ingénierie informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Emplois et Entreprises

THOMSON SEMICONDUCTEURS
JEUNE INGÉNIEUR DE PRODUCTION
POUR INTÉGRER UNE ÉQUIPE PERFORMANTE

Grâce à notre souci permanent de compétitivité, notre département Silicium et Gyromagnétisme est parfaitement reconnu sur le marché très professionnel des composants hyperfréquences.

Vous êtes ingénieur électronicien travaillant depuis 5 ans environ dans un univers de production d'une entreprise électronique. Vous pouvez acquérir un "plus" en complétant votre expérience par une intégration dans un service qualité et exploiter ainsi votre rigueur, votre créativité et votre sens pédagogique.

Véritable ambassadeur de la qualité dans l'entreprise, vos missions pour cette création de poste seront les suivantes :
- participer à l'introduction des nouveaux produits ;
- mettre en place les moyens nécessaires aux essais de fiabilité et procéder à ces essais ;
- développer une nouvelle approche de la qualité en réalisant des programmes d'action de prévention ;
- contrôler les applications des programmes qualité au niveau des activités et des coûts.

L'anglais est nécessaire, ainsi qu'une bonne sensibilisation à la micro-informatique.

De larges possibilités d'évolution seront offertes à un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 90897/LM, à la Direction des Ressources Humaines, THOMSON SEMICONDUCTEURS, 101, boulevard Murat, 75016 PARIS.

THOMSON SEMICONDUCTEURS

HAVAS CONTACT

Nous sommes un Groupe Industriel Français important.

Notre Schéma Directeur des Systèmes d'Information vient d'être défini et va être mis en application. Cette opération est animée par le service organisation (maître d'œuvre), en liaison avec la division informatique. Chaque domaine d'application est pris en charge par une équipe d'analystes-organisateurs.

Pour renforcer ces équipes, nous recherchons des :

ORGANISATEURS CONSULTANTS INTERNES

Ils conseilleront, assisteront et accompagneront les utilisateurs internes dans la mise en place de nouvelles méthodes de gestion.

Vous avez environ 30/35 ans, 4 ou 5 années d'expérience de conception et de mise en place de systèmes d'information en tant que consultant (entreprise ou cabinet), avec pratique d'une méthode d'analyse (de préférence MERISE).

Vous êtes de formation supérieure, et vous avez fait vos preuves d'animateur, coordinateur et formalisateur, par exemple dans une équipe projet.

Lieu de travail : Paris-La Défense.

Si ces perspectives vous intéressent, merci de transmettre votre dossier de candidature, en précisant la référence 3404 M à ACTIMAN
Discrétion garantie.

20 rue Pergolèse 75116 Paris
Actiman

SOURCES 2

Pour répondre à la croissance de l'une des premières Sociétés d'Assurance-vie et de Capitalisation
(300 collaborateurs dont 40 % sont des cadres)
nous recherchons un

Chargé d'études
"fonction personnel"

Vous possédez une première expérience en gestion de personnel ainsi que de bonnes connaissances en microinformatique. De plus votre formation Grande Ecole (d'Ingénieurs ou de Commerce) complétée par un cycle spécialisé en gestion de personnel vous permet de traiter avec aisance l'ensemble des études sur le personnel (analyses de postes, évolution de carrières, rémunération...) et à proposer des politiques au sein d'une équipe très professionnelle et enthousiaste.

Vous pourrez vous appuyer sur les outils informatiques existants que vous compléterez vous-même par des applications sur microinformatique touchant les resssources humaines et les évolutions individuelles.

De très fortes possibilités d'évolution existent pour un candidat jeune, efficace, disponible, qui saura s'adapter à la forte croissance de la société.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre lettre, CV, sous réf. 2097 à

SOURCES 144 rue de Rivoli - 75001 Paris qui transmettra confidentiellement.

DEVENEZ LE CONSEILLER PRIVILEGIE DE VOS CLIENTS

EB L'Européenne de Banque a une grande tradition de service bancaire tant auprès des entreprises que des particuliers.
Elle recherche pour ses succursales parisiennes des professionnels de bon niveau.

EXPLOITANTS ENTREPRISES
Classe IV à VI

Ils développent une clientèle de PME qu'ils assistent en matière de gestion financière à court, moyen et long terme - Réf. M11/664 C

EXPLOITANTS PARTICULIERS
Classe IV - V

Ils suivent et apportent un service personnalisé à une clientèle disposant d'un patrimoine important Réf. M 11/664D

Pour ces postes à responsabilités au sein d'agences autonomes, nous souhaitons rencontrer des diplômés d'enseignement supérieur ou bancaire justifiant d'une expérience significative dans la Banque, en Exploitation.

Les conditions offertes et les développements rapides de carrière sont de nature à motiver des personnalités de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence choisie à :

EGOR Banques et Services
8, rue de Berri - 75008 PARIS

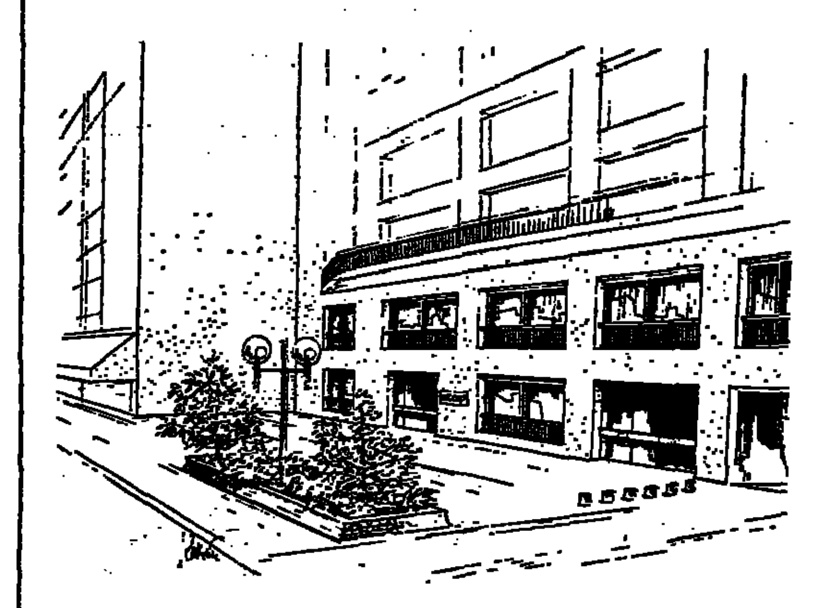
egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



A PARTIR DU 14 AVRIL 1986 ETAP A AUTEUIL...



Nous serons mieux équipés pour vous apporter notre aide et très heureux de disposer d'un nouvel espace pour vous recevoir.

NOUVELLE ADRESSE :
71, RUE D'AUTEUIL, 75016 PARIS, (1) 45.25.55.05

INGENIERIE INFORMATIQUE — *PARIS 8ème*

Ingénieur commercial grands comptes

Devenez le patron d'une équipe d'ingénieurs et techniciens

P.M.E. d'ingénierie informatique, nous avons su allier dynamisme commercial et rigueur de gestion. Nous sommes appréciés des constructeurs et de notre clientèle pour la qualité et le sérieux des solutions que nous préconisons et mettons en œuvre. Présents au plan national, nous créons aujourd'hui notre deuxième Agence à PARIS et nous souhaitons vous en confier la direction. Responsable du développement, vous assumerez également les aspects humains et budgétaires de la fonction. Ce poste convient à un Ingénieur Commercial Grands Comptes, désireux de donner une nouvelle dimension à sa carrière en devenant à part entière le Patron d'un Centre de Profit. Les candidats, dont les dossiers seront traités avec la plus stricte confidentialité, sont priés d'écrire ou de téléphoner à Guy PELLAE, Sélé-CEGOS 2 rue du Musée Guimet 69006 LYON, téléphone : 78.89.70.12, sous référence 4094/M.

Membre de SYNTEC

sélé CEGOS

PUBLIVAL

Production et Négoce - MATERIAUX - — *RODEZ*

Contrôleur de gestion

FUTUR SECRETAIRE GENERAL

Notre entreprise, 220 personnes, CA 110 millions hors filiales, est diversifiée : extraction, transformation, négoce de matériaux. En expansion, elle investit en moyens de production et rachète des sociétés. Son Président crée, auprès de lui, le poste de Contrôleur de Gestion. Supervisant les services comptabilité générale et analytique, clients, informatique, il mettra en place un système de contrôle de gestion adapté à l'évolution actuelle et future de la société, établira les tableaux de bord et la gestion prévisionnelle. L'entreprise est solidement implantée, bénéficie d'une excellente notoriété et d'un très bon climat social. Ce poste intéresse un diplômé ESCP + DESS gestion, ayant plus de 5 ans d'expérience de responsabilités de gestion au niveau direction, et ayant réussi la mise en place d'un système de contrôle de gestion informatisé. Membre du Comité de Direction, il pourra devenir Secrétaire Général. Merci d'adresser lettre manuscrite et CV s/réf. 23734/M à Mme FOURNIAT, Sélé-CEGOS Méditerranée, 35, rue Pastorelli 06000 NICE. Les entretiens auront lieu à Paris ou à Nice.

Membre de SYNTEC

sélé CEGOS

PUBLIVAL

---

cegos

IPPSO

Formateur Consultant Psycho-sociologue niveau doctorat

Cegos IPPSO, Institut pour le Perfectionnement Psycho-Sociologique des Organisations, est en forte expansion et souhaite accueillir un nouveau formateur-consultant. Intégré à l'équipe plus spécialement chargée de développer des actions de formation portant sur les nouveaux rôles de la maîtrise, il animera et concevra des stages inter et intra-entreprises, fera preuve de créativité, en disposant des moyens les plus performants et d'une ambiance de travail libérale et stimulante. Ce poste intéresse un(e) formateur consultant diplômé(e) du 3ème cycle, ayant plus de 3 ans d'expérience de la formation en entreprise, auprès d'une population maîtrise de préférence. Adresser lettre man. et CV détaillé, sous réf. 23743/M, à Marie-José FOURNIAT qui assistera IPPSO dans ce recrutement. Sélé-CEGOS Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

PUBLIVAL

Etablissement public à caractère industriel et commercial (sous tutelle du ministère de l'industrie) recherche

pour son service juridique

JEUNE CADRE JURIDIQUE

de formation supérieure + 1 à 3 années d'expérience en Droit des Affaires (rédaction de contrats dont contrats de prêts et de licences).

Ce poste est à pourvoir à PARIS.

Envoyez lettre manuscrite, CV + photo avec prétentions en indiquant sur l'enveloppe la Réf.3787 à RSCG CARRIERES 48, rue Saint Ferdinand 75017 PARIS.

CHARGEURS S.A.

Spontex

SPONTEX est une Société de Chargeurs S.A. qui compte également parmi ses principales filiales : Chargeurs Réunis, Paquet, UTA, Walon. Première entreprise privée française dans le domaine des transports, Chargeurs S.A. est aussi un Groupe industriel en Europe et sur le continent américain.

SPONTEX est leader dans le domaine des outils d'entretien ménager destinés au grand public (1 milliard de C.A.), son équipe marketing international est très opérationnelle.
Sa mission est de concevoir et de mettre en œuvre la stratégie SPONTEX WORLDWIDE à moyen et long terme.
Pour la renforcer, SPONTEX recherche un :

Chef de produit international

réf. 01

Collaborateur direct du Directeur Marketing International, 30 ans environ, fort d'une expérience de Chef de Produit réussie en France ou à l'étranger, de formation commerciale supérieure (de préférence anglo-saxonne), votre mission comportera plusieurs aspects :
- suivi des développements en cours,
- conception, consolidation et mise en œuvre des plans visant à gérer l'ensemble des lignes de produits, avec pour objectif leur développement et leur rentabilité au niveau mondial,
- conseiller et animer les différentes entités,
- améliorer et valoriser les produits de chaque gamme.

Pour ce poste basé à Paris, nous attendons des candidats à fort potentiel, ouverts, créatifs, dotés d'un sens aigu de la communication et de la négociation. Une parfaite maîtrise du français et de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand ou de l'espagnol peut constituer un atout supplémentaire.

Merci d'adresser l'ensemble de vos motivations, lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à la Direction du Personnel de SPONTEX - 24, rue des Jeûneurs 75002 PARIS.

Pierre Lichau S.A.

Important complexe textile et confection (effectif 2 000 personnes) en cours de réalisation, recherche à pourvoir les postes suivants : **au Sénégal**

1° DIRECTEUR FINANCIER

Adjoint Direction au Directeur Général

a) **Formation :** Institut de contrôle de gestion (ICDG) diplômé études supérieures de commerce - HEC - ESSEC.

b) **Expérience - Responsabilités :** le candidat doit avoir occupé un poste similaire dans une entreprise industrielle de moyenne importance durant plusieurs années, être en mesure d'organiser, coordonner et superviser la comptabilité de la société et d'en gérer les finances (situations de trésorerie, bilan, prévisions budgétaires), agir en tant que secrétaire du conseil d'administration, et organiser avec le Chef Comptable les services administratifs de la Société (ventes, achats, gestion entrepôts/magasin).

c) **Entrée en fonction :** juillet 86 au plus tôt.

2° CHEF COMPTABLE

Adjoint au Directeur Général

a) **Formation :** Ecole supérieure de commerce, spécialisation comptabilité générale et comptabilité analytique exploitation.

b) **Expérience - Responsabilités :** le candidat doit avoir occupé un poste similaire au moins 10 ans dans une entreprise industrielle, de préférence textile et être en mesure d'assister le contrôleur de gestion sur l'organisation, coordination et supervision de la comptabilité de la Société et du personnel et établir en collaboration avec l'ingénieur chef des méthodes un système de prix de revient qui sera contrôlé conjointement avec l'ingénieur.

c) **Entrée en fonction :** 4ème trimestre 86.

Les candidats doivent parler et écrire couramment le Français et avec connaissance de la gestion et comptabilité Françaises et avoir ordinateur.

Langue supplémentaire Anglais ou Allemand.
Age recommandé 35 à 55 ans.
Nous offrons de bonnes conditions de rémunération, vacances annuelles, logement et soins médicaux gratuits.

Les candidats intéressés sont priés d'adresser leur C.V. à EUROP CONTINENTS, Tour d'Asnières, 4, avenue Laurent-Cély, 92606 Asnières cedex.

Emplois et Entreprises

GROUPE SYSECA

Vous êtes issus d'une grande école, titulaires d'un Doctorat, d'un DEA, ou d'une maîtrise. Vous êtes débutants ou vous avez 5 ans d'expérience. SYSECA vous propose, dans le cadre de sa stratégie d'expansion, de devenir

ingénieurs informaticiens

Vous exercerez votre activité dans les domaines suivants : systèmes temps réel – informatique industrielle – logiciel de base – systèmes de gestion – systèmes de communication – systèmes de gestion de bases de données.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. M 145 à GROUPE SYSECA - Direction du personnel, 315, Bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD CEDEX.

SYSECA (300 MF de CA, 820 collaborateurs dont 85% d'ingénieurs) est une Société de services et d'ingénierie informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Emplois et Entreprises

---

carrière bancaire

division «commodities»

Après avoir acquis dans la banque ou le négoce une expérience de quelques années des financements relatifs aux flux de matières premières, vous souhaitez poursuivre votre carrière dans un groupe international de premier plan.

Un poste correspondant à vos souhaits est à pourvoir au sein de notre équipe.

Adressez-nous un C.V. détaillé et le résumé de vos motivations sous référence 1386/AL à : M. CHASSERY - 110, rue du Colonel-Fabien 92160 ANTONY

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER cherche

ANALYSTE FINANCIER

FORT POTENTIEL

Formation supérieure Grandes Ecoles connaissance secteur chimie pharmacie appréciée.

Ecrire sous réf. 5297 à CONTESSE PUBLICITE, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra

CONTESSE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Objectifs : Qualité et Croissance

Le marché de l'Informatique et de la Bureautique Distribuée est en forte croissance : il double tous les trois ans.

Bull Transac s'impose comme leader européen dans ce secteur très porteur.

Pour relever le défi de demain nous accueillons de nouveaux

Ingénieurs ou Universitaires expérimentés

H-F

Vous avez une **compétence technique informatique et/ou électronique.**

Vous recherchez un **métier d'ouverture, à responsabilités.**

Vous êtes motivé pour un métier vous permettant de mettre en valeur vos aptitudes à la **communication**, notamment la communication écrite.

Vous pouvez devenir

Concepteur de Documentation.

La documentation opérationnelle est un outil indispensable pour la mise en oeuvre, l'utilisation, la maintenance d'un produit matériel/logiciel. Elle se présente généralement sur support papier mais l'évolution des techniques et technologies s'ouvrent à votre **créativité** pour utiliser le support le mieux adapté aux besoins des utilisateurs.

Votre mission :
- assurer les contacts avec les équipes de développement.
- concevoir et rédiger les manuels de programmation, d'utilisation et/ou de maintenance des produits.

Anglais lu.

Adressez votre dossier de candidature complet (lettre man., CV, photo et prét.) s/réf. IUE/302 à Michèle Corbineau, Bull Transac, 7 rue Ampère, 91343 MASSY CEDEX.



Recrutement d'un

INGENIEUR CONTRACTUEL

« MINISTERE DE LA DEFENSE »

SERVICE TECHNIQUE DES TELECOMMUNICATIONS ET DES EQUIPEMENTS AERONAUTIQUES

recherche

UN INGENIEUR

chargé de la conduite de projets informatiques au sol pour l'Armée de l'Air.

Connaissances en informatique souhaitées.

Ecrire avec C.V. et prétentions au :
S.T.T.E. Service du personnel civil
129, rue de la Convention 75731 PARIS Cedex 15.

GROUPE WAGONS LITS

recherche pour sa Direction Financière située à PARIS

Assistant au Responsable de la Trésorerie (H/F)

diplômé d'une école de commerce ayant une expérience d'au moins 2 ans dans un service de trésorerie.

Il intégrera une équipe et sera plus particulièrement chargé de la coordination de la gestion des trésoreries et de la mise en place des mesures de performances.

Ce poste nécessite une connaissance pratique de la micro-informatique.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à
C.I.W.L.T. - Direction du Personnel
40, rue de l'Arcade 75008 Paris





(3000 personnes, C.A. 3,4 *milliards* de F.). Importante société française filiale d'un groupe international spécialisée dans la production et la distribution de produits de grande consommation (AXION 2, ULTRA-BRITE, DONGE, SOUPLINE, AJAX, CALINES, TENDRESSE, CADUM, GAMA...) recherche, pour son Siège Social situé à Courbevoie-La Défense, un(e)

Juriste d'entreprise

Au sein d'une équipe de trois juristes, sous la responsabilité du Directeur Général des Services Juridiques et des Relations Extérieures, il aura pour mission de conseiller la Direction et l'ensemble des services du groupe français.

Possédant un diplôme en droit : DESS, DJCE ou DOCTORAT, le candidat a une première expérience en entreprise ou en cabinet juridique, il maîtrise parfaitement la langue anglaise et possède un bon esprit d'analyse et le goût des contacts.

Si cette opportunité vous intéresse, adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V.), sous réf. LM 14/4, à Colgate-Palmolive, Sce Central de l'Emploi et des Carrières -55 bd de la Mission Marchand 92401 Courbevoie Cédex.

La filière «prescription médicale» : un remède de cheval pour réussir dans le Groupe Syntex.

Proposer l'ouverture à de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur voilà pour le Groupe Syntex un pari calculé : nous sommes quelques uns à pouvoir vous démontrer que la filière «prescription médicale» exercée avec opiniâtreté et talent ouvre bien des portes dans l'industrie pharmaceutique : management, marketing, etc. Au contact du corps médical et hospitalier vous développerez en trois ans une carrière fondée sur l'initiative et la mobilité. Après : à vous de jouer ! Nos services R. et D. basés à Palo Alto (Californie) prévoient le lancement de produits très novateurs et nous comptons bien doubler notre CA dans les 5 ans. Vous saurez tout ou presque sur nos objectifs en écrivant à Catherine Grauer-Favart, Groupe Syntex, 20, rue Jean-Jaurès 92800 Puteaux.





Leader sur le marché européen des soufflets métalliques. C.A. 100 M.F. DOURDAN (91).

Futur Directeur Technique

Rattaché à la Direction, son rôle consistera à superviser, animer et coordonner le bureau d'études, les services techniques, le contrôle-qualité, les laboratoires, et gérer une équipe d'environ 15 personnes. Poste créé dans le cadre de la restructuration de la société.

Expérience réussie de 8 à 10 ans dans une fonction technique, si possible dans une entreprise de mesure et régulation.

Très bonnes connaissances de la technologie de **transformations des métaux en feuilles** et de la production en petites séries.

Ingénieur diplômé Arts et Métiers, ICAM, ECAM ou équivalent (spécialisation métallurgie). Anglais apprécié.

De 35 ans environ, le candidat devra justifier de ses compétences d'homme de terrain et de communication. La rémunération sera liée à son acquis professionnel.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide), sous référence 26007 M à **Danièle Chapuis**

MRI conseil 13, rue Madeleine Michelis, 92522 Neuilly.

CABINET DE CONSEIL JURIDIQUE
Recherche

JURISTE

Pour assister les Entreprises en difficulté, restructuration de Société et négociation.

Expérience réelle nécessaire chez mandataire de justice, cabinet d'avocat, contentieux, banque ou entreprise.

Poste à responsabilité et évolutif.

Rémunération importante.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., et prétentions, sous réf. 989 M, à l'Agence AFFLUENTS, 49, avenue Trudaine 75009 Paris - qui transmettra.



Créer et développer notre clientèle France

Fabricant allemand, nous commercialisons une gamme étendue de sièges de bureaux.

Notre C.A. : 20 M de DM, est réalisé pour 50 % à l'export.

Pour développer notre activité en France nous recherchons un **Délégué Commercial** à fort potentiel. Il sera chargé de diffuser auprès de grandes sociétés l'ensemble de notre gamme, de mettre en place un réseau de grossistes, d'assurer les relations avec le Siège situé à 50 km de Strasbourg.

Le candidat a une **expérience réussie de la vente de matériel de bureau** *et il parle si possible allemand.*

Merci d'adresser votre candidature qui sera traitée confidentiellement s/réf. 5166 LM.

argos HOMMES, STRUCTURES ET STRATEGIES
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS
Tél. : (1) 42.27.96.49
PARIS - LILLE - LYON - *MONTREAL*



ORGANISME PROFESSIONNEL

recherche pour son
CENTRE DE FORMATION :

FORMATEUR H/F

ayant des compétences en gestion comptable financière et micro-informatique.

Les candidats, jeunes diplômés d'une école supérieure de gestion ou équivalent, sont motivés pour développer l'ensemble des stages informatiques.

Expérience de la formation des adultes souhaitée.

Adresser C.V. détaillée, photo(restituée) et prétentions à
FNMF - Division des Relations Sociales
56 à 60, rue Nationale, 75649 Paris cedex 13.



CREDIT AGRICOLE DE BRUNOY
Service Central de Titres
recherche

ANALYSTE CONFIRME
H/F

MISSION :
prendre en charge sur systèmes IBM (3083 et 4381) le développement de nouvelles applications dans les secteurs VALEURS MOBILIERES et ASSURANCES.

PROFIL :
- **formation supérieure (MIAGE ou équivalent)**
- **5 années d'expérience minimum**
- **bonnes connaissances MVS et CICS**
- **pratique de la méthode AXIAL appréciée.**

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à SERVICE CENTRAL DE TITRES B.P. 10 - 91801 BRUNOY CEDEX.

CONSULTANT

Vous avez la trentaine, et vous voulez devenir Consultant.

Attiré par la diversité des problèmes, vous savez les aborder avec une intelligence aiguisée. Avec un diplôme d'une Grande Ecole d'ingénieurs, et une première expérience industrielle réussie, vous disposez d'une forte puissance de travail et d'une bonne capacité de persuasion.

Notre Cabinet, membre de Syntec, possède une notoriété de premier ordre et peut vous permettre d'évoluer rapidement vers un poste de responsabilité, comportant de larges initiatives et une réelle autonomie dans l'action.

Nos bureaux sont à Paris et Lyon. Votre domicile est en France.

La rémunération que nous proposons sera très attractive, à la mesure de votre potentiel et de votre ambition professionnelle.

Si vous souhaitez rejoindre notre équipe, écrivez à AXIAL, 27 rue Taitbout, 75009 Paris, s/réf. 2247, en adressant lettre manuscrite, c.v. et photo. Votre dossier sera examiné de façon confidentielle.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Marketing

Importante société américaine dans le secteur agro-alimentaire recherche pour sa filiale récemment implantée en France avec succès

JEUNE CHEF DE PRODUIT H/F

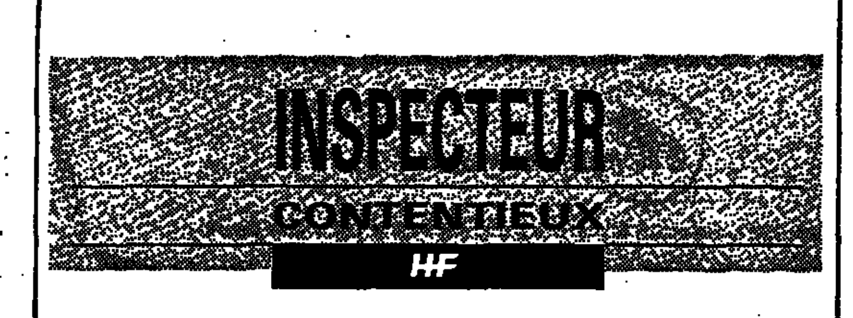
Au sein d'une structure légère et de haut niveau, il sera l'homme du marketing opérationnel : analyse et suivi du marché, études ponctuelles mais aussi pilotage des actions des agences de publicité, de promotion et de relations publiques, développement de la communication vers la force de vente et de sa stimulation, établissement et suivi des dépenses commerciales.

A ce poste très complet et fortement évolutif, nous souhaitons un(e) jeune diplômé(e) de formation commerciale ayant acquis une première expérience significative (2 à 3 ans) chez un des grands du marketing. Une excellente pratique de l'anglais est indispensable.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 604.159 M (à mentionner sur l'enveloppe).

BKC – PARIS-LYON-NEW-YORK-MILAN
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris



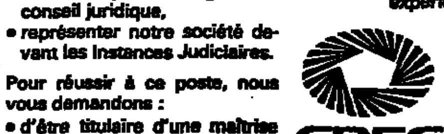


Le CREG, société française spécialisée dans le crédit à la consommation, crée le poste d'INSPECTEUR CONTENTIEUX basé à l'agence de MARSEILLE.

Vous aurez pour mission essentielle de :
- suivre un réseau d'Huissiers et d'Avocats sur les départements qui vous seront affectés,
- assurer auprès de l'agence un rôle de conseil juridique,
- représenter notre société devant les Instances Judiciaires.

Pour réussir à ce poste, nous vous demandons :
- d'être titulaire d'une maîtrise en Droit des Affaires,
- de posséder une première expérience (2 ans environ) dans la gestion des dossiers juridiques et contentieux (acquise, par exemple, chez un cabinet de conseil juridique).

Vous devrez assurer des déplacements fréquents (mais de courte durée). Votre rémunération sera fonction de votre expérience.



Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la réf. CTX 1, au CREG Direction du Personnel, 251, rue du Faubourg-Saint-Martin - 75490 PARIS Cedex 10.

MEDIA 84

Pour participer à notre expansion sur un marché en très forte croissance, nous recherchons

commerciaux produits

GROUPE SYSECA

Profil :
Jeunes diplômés Ecoles de Commerce débutants ou possédant une première expérience,
Connaissances générales en informatique demandées,
Capacités de contact, de ténacité et de négociation,
Goût réel de la vente.

Mission :
Prospecter, promouvoir et vendre nos progiciels de gestion de données CLIO et S.A.C.A.D.O.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. M146 à Groupe SYSECA, Direction du personnel, 315, Bureaux de la Colline 92213 SAINT-CLOUD CEDEX.

SYSECA (300 MF de C.A., 820 collaborateurs dont 85% d'ingénieurs) est une Société de services et d'ingénierie informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Emplois et Entreprises

Métropole lilloise

Auchan

Dans une perspective marketing, pour mieux cerner le marché de la consommation, donc mieux répondre à la demande de ses clients, notre Centrale d'Achats Bazar crée le poste de :

Jeune responsable d'études marketing

Chargé d'évaluer le marché de la consommation et de réaliser des études sur nos produits, vous :
- recherchez les informations auprès des organismes professionnels, dans les panels et les revues ;
- étudiez et suivez la concurrence directe et les autres formes de distribution ;
- analysez le comportement d'achat des clients ;
- positionnez nos gammes de produits et proposez les axes stratégiques pour les développer ;
- concevez un tableau de bord permettant par produit de suivre la stratégie marketing.

Agé d'au moins 25 ans, diplômé d'une école supérieure de commerce (ESSEC, ESCP, Sup de Co...) option marketing, vous justifiez d'une expérience réussie de deux ans comme chargé d'études de marché. Vous utilisez l'informatique dans le traitement de vos données.

Sylvie CATHELAIN, notre Conseil vous remercie de lui adresser votre candidature, qu'elle traite confidentiellement, en mentionnant votre salaire actuel, sous référence 5165 LM

argos DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS
Tél. : 16 (1) 42.27.96.49
PARIS - LILLE - LYON - MONTREAL

COMMUNICO

THOMSON-CGR

L'ÉLECTRONIQUE AU SERVICE DE LA SANTÉ

Nous sommes l'un des leaders mondiaux de l'Imagerie Médicale. Nous créons, réalisons et commercialisons des équipements de haute technologie au service de la santé.

Notre Direction Commerciale France souhaite renforcer son département POLITIQUE COMMERCIALE SERVICES et recherche un :

CHEF DE PRODUIT
TUBES À RAYONS X

Responsable de cette activité pour le réseau France,
– vous recherchez les moyens et dirigez les actions permettant l'amélioration de la qualité et de la rentabilité de la ligne de produits ;
– vous mettez en place les outils permettant de gérer cette activité comme un centre de profit ;
– vous élaborez la politique de vente.

Ingénieur Grande École (ECP, ESE, AM... + ISA ou équivalent), vous possédez une expérience de gestionnaire de projet ou d'ingénieur produit dans un secteur d'activité technologique.

Ce poste basé à PARIS (15e) suppose de fréquents déplacements en région parisienne et province.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) à THOMSON-CGR – Service du Personnel, B.P. 50 – 75755 PARIS CEDEX 15.

THOMSON ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

HAVAS CONTACT

JEUNE ORGANISATEUR INFORMATIQUE
(ECOLE DE COMMERCE OU D'INGENIEUR)

Leader mondial dans notre secteur, nous sommes la division commerciale très performante (300 MF de CA) d'un puissant groupe américain du secteur de la santé.

Nos services opérationnels et fonctionnels (ventes, administration des ventes, marketing, SAV, contrôle de gestion) ont besoin d'outils informatiques sans cesse améliorés. Pour recueillir leurs besoins, les traduire techniquement, les organiser dans le cadre d'un schéma d'ensemble et y apporter des réponses tant en liaison avec les services informatiques centraux que par le biais de la micro-informatique, nous créons le poste d'Organisateur Informatique.

Celui-ci sera jeune, à l'image de notre encadrement, diplômé d'une école de commerce ou d'ingénieur et fort de 2 à 4 années d'expérience acquise dans la fonction organisation ou dans la vente de services informatiques ou encore comme utilisateur privilégié de services informatiques.

Poste basé en proche banlieue sud. La pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser un dossier complet de candidature sous la référence 116 L à notre Conseil : HB, 66 Avenue Victor Hugo, 75116 PARIS.

DESSEIN

Votre deuxième poste d'ingénieur, à Paris.

Quand on parle matériels d'imprimerie et distribution de ces matériels, le nom d'OFMI-GARAMONT s'impose ; les professionnels le savent bien. Une activité profitable et qui se développe. Nous sommes donc conduits à renforcer l'équipe technique qui a en charge les opérations de montage, de dépannage et de réparation.

C'est un jeune ingénieur que nous voulons incorporer à cette équipe. Dans un premier temps d'environ un an, il secondera notre DT pour des études techniques ou d'organisation dont il a besoin pour accroître encore l'efficacité de notre outil industriel. Des responsabilités plus opérationnelles, avec des contacts clients et fournisseurs, lui seront confiées par la suite. Deux ou trois ans d'expérience après votre diplôme, un bon niveau en mécanique et électricité (régulation, asservissements) doivent vous permettre d'être rapidement à l'aise dans ce poste, basé en très proche banlieue parisienne.

Vous noterez que le poste comporte un important aspect relations humaines et qu'il exige une bonne pratique de l'allemand (de préférence) ou de l'anglais. Merci d'adresser votre candidature, sous référence 518 252 M, aux consultants de SIRCA, 64 rue La Boétie, 75008 Paris.



Sirca

Membre de Syntec

SOURCES

Institut Secondaire rech.

PROFESSEUR D'ANGLAIS CONFIRMÉ

Disponible immédiatement pour mardi, jeudi, vendredi, 10 à 15 h hebdo.
25 an min., exp. exigée.
Tél. : 48-24-38-81.

Cabinet Beau de Loménie
55, rue d'Amsterdam, Paris-8e
recherche

JURISTE

AYANT EXPÉRIENCE EN PRIORITÉ INDUSTRIELLE.
Adresser C.V. et prétentions au Service du Personnel.

Société d'Assurances recherche à PARIS
CHARGÉ DE RECRUTEMENT
pour son personnel commercial.
Formation psycho terminée ou en cours.
30 ans environ.
Intégration dans une équipe existante.
Formation complète à ses méthodes et techniques de recrutement et sélection.
Ce poste comporte des déplacements fréquents.
Voiture indispensable.
Ecrire avec C.V. et prétentions à B.I. ANNONCES, n° 7021, 95, rue Taitbout, 75009 PARIS.

Le Centre Technique Industriel de la construction métallique
recherche

INGÉNIEUR CONFIRMÉ

en construction métallique (calcul des structures et fabrication) pour participer à la rédaction de textes réglementaires. « Capacités rédactionnelles nécessaires. » Connaissance de l'anglais souhaitée.

Ecrire C.T.I.C.M.
Domaine de Saint-Paul,
78470 St-Rémy-lès-Chevreuse.

SERVICE ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES
recherche :

INGÉNIEURS GRDES ÉCOLES OU UNIVERSITAIRES
SUP-TELECOM, SUPELEC
ENSIMAG, INSA, INSI
D.E.A., D.E.S.S.

pour assurer des développements en :
- logiciels de base,
- logiciels d'application, temps réel,
- télécom réseaux,
- C.A.O., X.A.O., I.A.

0 à 3 ans d'expérience.
Ecrire ou téléphoner :
S.D.I. - 78-80, av. Galliéni,
Tour Galliéni n° 1
93174 BAGNOLET CEDEX.
Tél. : 43-60-13-64 ou 65.

Adjoint du Directeur des Relations Sociales

260 - H/F

Groupe français du secteur tertiaire, avec une activité internationale, nous créons un poste à côté de notre Directeur des Relations Sociales : dans un premier temps vous le seconderez sur l'ensemble de ses responsabilités et, à terme, le remplacerez.

35 ans environ, vous avez une formation supérieure, à orientation sociale et, impérativement une expérience dans la fonction personnel. Vous avez déjà eu en charge, une ou plusieurs de ces composantes au siège d'une grande société. Vous avez pu également être pendant plusieurs années l'adjoint d'un DRH dans une entreprise moyenne, plutôt du secteur tertiaire. Pour ce poste basé à Paris, l'anglais serait apprécié.

Merci de nous adresser lettre manuscrite, CV et photo. Nous vous assurons confidentialité et réponse.
Référence B 2321 M. 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.



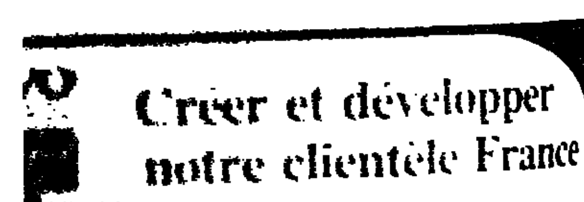
Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

SOURCES

OFFRES D'EMPLOIS

GROUPE WAGONS LITS



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Paris Sud-Est 200 - 250 000 F

Du marketing produits... à leur commercialisation

Leader dans le domaine agro-alimentaire (produits hautement élaborés), nous cherchons un :

Ingénieur ENSBANA, ENSIA...
Responsable des ventes à l'industrie

Rendant compte à la direction commerciale et en liaison constante avec la Recherche et Développement, et la Production, il :
- définit les besoins en terme de marchés potentiels et de produits ;
- trouve de nouveaux créneaux, en assure le développement ;
- suit la mise au point et l'industrialisation de produits complémentaires ;
- commercialise l'ensemble de la gamme auprès d'une clientèle industrielle : biscuiterie, chocolaterie, surgélation, panification...

Ingénieur ENSBANA, ENSIA... vous êtes âgé d'au moins 30 ans. Vous justifiez d'une expérience réussie du développement et de la commercialisation de produits agro-alimentaires destinés aux industriels. Vous parlez l'anglais et, si possible, l'allemand. Votre aisance dans les négociations techniques, votre ouverture d'esprit sur les réalités économiques et marketing, vous incitent à développer ce secteur.
Sylvie CATHELAIN, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre candidature qu'elle traite confidentiellement, sous la référence 5159 / 2 LM

argos DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS
Tél. : (1) 42.27.96.49
PARIS - LILLE - LYON - MONTREAL

COMMUNICO

INGENIEURS LOGICIELS

Proche banlieue Nord accessible par le métro

Une Société française, filiale de l'un des premiers groupes industriels français, qui réalise des équipements complexes associant l'électro-mécanique, l'électronique, l'opto-électronique et l'informatique, recherche des INGENIEURS LOGICIELS. Sous l'autorité d'un chef de groupe informaticien, ils participeront à l'élaboration des spécifications des logiciels intégrés dans les équipements fabriqués par la Société, rédigeront les dossiers d'analyse puis produiront et testeront les logiciels avant de participer à leur installation et leur recette sur site ; ceci, dans le respect des normes de qualité et de délais. Ces postes conviendraient à des candidats âgés d'au moins 25 ans, titulaires d'un diplôme d'Ingénieur INPG, ISEP, ISEN, INSA, IDN,... option informatique et possédant impérativement une première expérience acquise dans la réalisation de systèmes temps réel chez un constructeur mettant en oeuvre des techniques de pointe. La connaissance de l'anglais est souhaitée. Ecrire sous référence 821/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS. Discrétion assurée.

AFCOREM

responsable gestion des cadres HF

au siège social à Paris de la première filiale européenne du groupe chimique HENKEL (2000 personnes en France dont 350 Cadres, 2 milliards de francs de C.A. en 1985).
Vous assurez la gestion des Cadres au sein de la Direction des Relations Humaines et vos fonctions s'apparentent à celles d'un Chef du Personnel : recrutements, animation de séances de formation, suivi et gestion des carrières ainsi que des rémunérations, conseil et assistance auprès des responsables des différentes divisions, établissements et filiales, participation au développement de la communication dans le groupe.

Agé de 28 ans minimum, vous êtes diplômé, de préférence, de l'Institut des Sciences Politiques ou d'une grande Ecole de Commerce et vous avez acquis une expérience significative d'au moins 3 ans dans la fonction Personnel.

Nous vous remercions d'écrire, sous la référence M/422.11, à notre Conseil Hélène REFREGIER, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION - 49, avenue de l'Opéra - 75002 PARIS.

SERTI SELECTION

MEDIA BA

Filiale française d'un important groupe suédois spécialisé dans le matériel de haute technologie pour le bois recherche

Ingénieur technico-commercial

Après l'étude rapide du marché, le choix des cibles prioritaires, vous prendrez en charge l'organisation, le développement et le suivi commercial en France.
La trentaine, votre formation ou votre expérience vous ont apporté une excellente connaissance de l'Industrie du bois et du milieu des sciences. Anglais indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle sous référence 284 à :

Organisation et Publicité
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

PARIS

GÉRANT DE PORTEFEUILLES HF

Grande banque nationalisée recherche gérant de portefeuilles ayant au minimum 2 ans de métier.

Expérience souhaitée en gestion d'obligations françaises.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous réf. 6136 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

RHÔNE-POULENC

recherche
pour les activités chimiques de ses Divisions à vocations internationales

CHIMIE DE BASE, MINERALE FINE
ET SPECIALITES CHIMIQUES

Ingénieurs procédés

CENTRALE, ENSIC, ESPCI, ENSCP, ESCIL...

Il leur sera confié des postes de DEVELOPPEMENT et D'ASSISTANCE TECHNIQUE auprès d'unités de fabrication, dans des secteurs de hautes technologies. Différents niveaux de responsabilités sont offerts en fonction de l'expérience et du profil des candidats, CONFIRMES ou DEBUTANTS.

Les Divisions chimiques de RHONE-POULENC, en forte progression en C.A. et en résultats, poursuivent une politique active de développement industriel (nouvelles installations, optimisation des procédés, nouveaux produits...) à travers le monde. Elles offrent de réelles opportunités de carrière, en France et à l'étranger, à des candidats à fort potentiel, autonomes, voulant prendre rapidement des responsabilités.



Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence M 18C à notre Conseil :

ARCO - 25, rue Cambon - 75001 PARIS



Filiale de la société américaine DAISY SYSTEMS, CORP. (C.A. 125 M $ en 1985).
Un créneau porteur : l'Ingénierie Assistée par Ordinateur.
Un taux exceptionnel de croissance.
Un investissement permanent en hommes de valeur.

RESPONSABLE FORMATION

Vous avez une expérience de 3-5 ans dans la conception de circuits électroniques. Vous avez déjà dispensé des cours de formation. Vous prendrez en charge l'organisation et la promotion de notre activité Formation et la gérerez.

INGÉNIEUR APPLICATION CIRCUITS INTÉGRÉS

Vous avez utilisé pendant 3-5 ans des outils d'implantation physique de VLSI (Calma, Applicon...) et des simulations analogiques (SPICE...).

Vous aimez les contacts humains et le travail dans une équipe dynamique.

Vous serez en charge du support technique d'une gamme de produits dédicacée aux concepteurs des circuits intégrés (simulateurs, éditeurs de masque, logiciels de vérification, post-processeurs).

INGÉNIEUR APPLICATION CIRCUITS IMPRIMÉS

Fort d'une expérience de 3-5 ans dans le placement/routage des circuits imprimés, vous serez amené à travailler dans une équipe performante chargée de proposer et supporter des solutions complètes (saisie, simulation, placement/routage).

Adresser C.V. + photo à : Marie-Claude LETOURNEUX - DAISY SYSTEMS-FRANCE
La Boursidière - B.P. 131 - 92357 Le Plessis-Robinson.

VOUS ALLEZ TERMINER VOS ÉTUDES SUPÉRIEURES

dans une école ou une université à dominante
COMMERCE, CONSTRUCTION, BÂTIMENT, TP
(Sup de Co, ESB, ESTP, EBTP, etc.)



vous propose un premier emploi.

Nous sommes un Groupe (coté à la Bourse de Paris) de PME performantes, implantées en grande couronne parisienne, spécialisées dans la distribution de matériaux de construction et de décoration.
Nous vous offrons, après un temps de formation spécifique, des postes de

CHEFS DE PRODUITS

dans l'un des secteurs suivants : construction - fermetures - agencement intérieur et décoration - confort technique - environnement extérieur - carrelage, cuisine, salle de bains.
Vous serez responsable de la rentabilité de votre département, vous en gérerez le budget et les approvisionnements, vous en dirigerez l'organisation matérielle et vous animerez votre équipe.
Notre politique : le dialogue, la responsabilité, l'ouverture.
Nous apprécions : le dynamisme, l'enthousiasme, le goût de l'effort en commun.
Nous proposons : un plan de carrière personnalisé, une rémunération stimulante dans un groupe où il fait bon travailler.
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. FEV à notre Conseil :
COREP - Tour Défense 2000 - 92800 PUTEAUX

COREP conseil recrutement promotion

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

LES GRANDS RENDEZ-VOUS

SECTEURS DE POINTE

SPÉCIAL SICOB

offres de situation du journal

Le Monde

Mardi 15 daté Mercredi 16 Avril

"LE CONTROLE TECHNIQUE DE CONSTRUCTION"

une mission riche et variée qui concerne des Ingénieurs H-F

De plus en plus nombreux et diversifiés, les équipements collectifs font appel à des techniques de construction et de fonctionnement soumises à une réglementation d'une complexité croissante.
Dans cette optique, l'APPAVE - important organisme de vérifications techniques - développe plus particulièrement son service CTC et souhaite s'adjoindre des Ingénieurs ETP, AM, INSA,...
Les responsabilités qui leur seront confiées consistent à effectuer tous les contrôles relatifs aux opérations de construction : solidité des ouvrages, sécurité des équipements, prévention des incendies, isolation phonique...

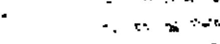
C'est une mission complète qui les amènera à entretenir des relations avec une clientèle de haut niveau (Préfectures, DDE, Mairies,...).
Une expérience de 4 à 5 ans et le diplôme CHEBAP sont d'excellents atouts pour réussir dans cette fonction.

Si cette opportunité vous intéresse adressez vos curriculum vitae, photo et prétentions sous référence 86/25 à
APPAVE - Direction du Personnel - 17, rue Salneuve
75854 Paris Cedex 17.

apave

OFFRES D'EMPLOIS

Financial Co



Michael Page Intern

Réussir dans un P.M.E.

E.S.C., SCIENCES ECO



BERNARD KRIEF CONSULTAN

Cadres d'exploita

HEC, ESSEC, SUP D

BERNARD KRIEF SELECTION

Financial Controller

Paris — 320 000 FF

Notre client, un groupe multinational US recherche un contrôleur financier pour sa filiale française qui connait une croissance rapide.

Vos responsabilités comprendront: la direction d'une équipe comptable de 14 personnes et le contrôle de la comptabilité des trois sociétés françaises, la production du reporting mensuel et des rapports internes, l'analyse des résultats par activités et départements, des missions ponctuelles demandées par le contrôleur international.

Les candidats français ou britanniques (DECS, ACA...) devront justifier d'une expérience dans un grand cabinet d'audit international et d'une première expérience à un poste de Contrôleur financier, maîtriser parfaitement les techniques financières et comptables françaises et la fiscalité française, être diplomate, et devront aussi posséder un bon sens de l'initiative et de l'organisation et une bonne capacité d'analyse et parler l'anglais couramment.

Veuillez contacter Charles-Henri Dumon au 19 441 831 0431 ou envoyer votre CV + photo sous référence 11663 à Michael Page International, 39-41 Parker Street, London WC2B 5LH, Royaume-Uni.

MP
Michael Page International
Specialists in Finance Recruitment
London Brussels New York Sydney

Réussir dans une P.M.E.

Le Président et fondateur d'une PME particulièrement performante, proposant des biens d'équipement sur des marchés spécialisés, recherche aujourd'hui son collaborateur le plus direct. C'est un

E.S.C., SCIENCES ECO...

qui a acquis au travers d'une expérience d'environ 3 ans en PME une bonne polyvalence à dominante commerciale.

Travaillant en tandem avec le Président, il est associé à l'ensemble du fonctionnement de l'entreprise, tant sur le marché national qu'à l'export avec les filiales en Italie et aux U.S.A. Il possède une grande faculté d'adaptation et fait preuve de pragmatisme en toute occasion. Il est à l'aise dans un contexte fortement informatisé et pratique l'anglais couramment.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 604 164 M (à mentionner sur l'enveloppe).


PARIS-LYON-NEW-YORK-MILAN
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
.115, rue du Bac - 75007 Paris

Une **importante banque française** à vocation internationale, recherche pour son réseau national des

Cadres d'exploitation HF.

Ils seront chargés du suivi et du développement du marché des entreprises et des particuliers. Ils auront à faire preuve de leurs capacités à encadrer et animer une équipe. Ces postes conviendraient à des diplômés de l'enseignement supérieur (Ecole de Commerce, maîtrise Sciences Eco) ou à des diplômés d'études bancaires (I.T.B., CESB) possédant une expérience de 3 à 5 ans acquise dans l'exploitation.

La taille (7.500 personnes), le dynamisme et la volonté d'expansion de la banque garantissent aux meilleurs éléments **d'intéressantes perspectives d'évolution** dans le **réseau national** ou **international.**

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la réf. 3783 et le nom des banques avec lesquelles vous ne souhaitez pas entrer en contact à RSCG CARRIERES 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS qui transmettra.

HEC, ESSEC, SUP DE CO

ou commerciaux confirmés

Grand Designer Italien, créateur de Produits "Haut de Gamme" (Sellerie) recherche **responsables commerciaux** chargés de diffuser ses produits destinés à la promotion.

Vous devrez développer votre clientèle d'entreprise. Vos interlocuteurs privilégiés seront des Directeurs du Marketing, Chefs de Produits, Directeurs des Achats, Responsables des Relations Publiques.

Homme ou Femme, vous êtes jeune, ambitieux, battant et vous vous sentez concerné par l'évolution rapide de la société.

En outre, vous aimez les voyages, les horaires non fonctionnarisés et les Produits de Luxe.

Vou êtes diplômés d'une école supérieure de commerce ou équivalent ou vous disposez d'une solide expérience professionnelle des cadeaux d'affaire, de la promotion ou du sponsoring.

Lieu de travail, PARIS et REGION RHONE ALPES. (vous préciserez la région qui vous intéresse).

Rencontrons-nous le 24 Avril 1986 à Paris. Merci de nous adresser curriculum vitaë, photo récente et rémunération actuelle sous la référence 467/CC (à mentionner sur l'enveloppe) ou téléphoner à Claude CHABRIER au 45.44.38.29 pour fixer un rendez-vous.

BKS PARIS-LYON
BERNARD KRIEF SELECTION
115, rue du Bac. 75007 Paris.

Important établissement financier offre postes de

FINANCIERS

RESPONSABLES D'UNE CLIENTELE DE PME
à des jeunes diplômés **ESCAE** ou équivalent.

Après une formation de longue durée il leur sera confié une mission d'information, de conseil et de montage des dossiers de crédit auprès des chefs d'entreprise et des banques.

Différentes implantations :
PARIS - ILE DE FRANCE - PROVINCE.

Ecrire avec C.V., photo,
en précisant disponibilité, choix géographique et prétentions, s/réf. 3802,
qui seront transmis par :

Pierre Lichau S.A. - 10, rue de Louvois : 75002 PARIS

INGENIEUR D'AFFAIRES
ROBOTIQUE

Banlieue Sud

Nous sommes une Société d'Ingénierie appartenant à un Groupe Français très important.
Nous avons pour vocation de concevoir, de développer et de mettre en exploitation des systèmes robotisés intégrant des techniques multiples : mécanique, électronique, traitement du signal, contrôle-commande, CAO...

Nous recherchons un Ingénieur d'Affaires dont le rôle sera de gérer les projets dans leur intégralité : chiffrage, négociation, analyse des besoins du client, animation d'un groupe de travail pluridisciplinaire, coordination des moyens, etc ...

Formation Ingénieur généraliste du type ENSAM.
Connaissances en informatique industrielle.
Expérience robotique très appréciée.

Lieu de travail Banlieue Sud.

Adresser CV détaillé sous réf. 252/14/2 à


France Cadres
22, rue St-Augustin
75002 PARIS

Très importante Société industrielle recherche pour sa DIRECTION DU CONTROLE DE GESTION ET DE L'INFORMATIQUE (Paris Ouest), un

RESPONSABLE « METHODES DE CONTROLE DE GESTION »

Ce poste conviendrait à un(e) diplômé(e) d'une Grande Ecole de Gestion, ayant une expérience de 2 à 5 ans obtenue de préférence en cabinet d'expertise comptable.

En liaison avec une équipe pluridisciplinaire (gestionnaires et informaticiens) il(elle) assurera l'analyse et l'évolution des procédures et des systèmes de contrôle de gestion (conception, application et suivi).

Ecrire avec C.V., photo et prétentions s/réf. 5675 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 42 96 10 66

Important Etablissement Financier Paris-8e

recherche

2 JEUNES ATTACHÉS (ÉES) DE DIRECTION FINANCIÈRE

De formation supérieure, Ecole Supérieure de Commerce, actuariat.
Pour étoffer son service de GESTION OBLIGATAIRE.

Adresser C.V., photo et prétentions sous nº 7183,
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, PARIS-7e.

NOUS SOMMES UN IMPORTANT CABINET DE GROUPE
NOUS RECHERCHONS DES

fiscalistes confirmés

Expérience minimum 3 ans (et plus, souhaitée) :
— soit dans l'Administration fiscale,
— soit dans un Cabinet de Conseil fiscal,
— soit dans le service fiscal d'une grande entreprise.

Situation comportant larges responsabilités et autonomie.
Rémunération motivante.

Envoyer C.V. manuscrit avec prétentions + photo sous référence 4829 à

PIERRE LICHAU S.A. - 10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra.

Responsable de la comptabilité fournisseurs HF

Rattaché au Directeur des Comptabilités, votre mission consistera à :
- prendre la responsabilité pour la holding des livres comptables relatifs aux achats et à toutes les écritures les affectant
- assurer l'organisation du service
- suivre les procédures comptables avec le chef de la comptabilité analytique de la holding

Titulaire d'un BTS de comptabilité, vous possédez une première expérience de 3 à 5 ans dans la fonction.

Le poste est basé au centre de Paris.
Statut Cadre.

Emmanuel Desaint vous remercie de lui adresser votre lettre de candidature manuscrite accompagnée d'un C.V et d'une photo à la FNAC - Département Central du Recrutement - 101 rue du Cherche-Midi, 75006 Paris.

fnac

SOCIÉTÉ PRÊT-À-PORTER DE LUXE

AVENUE MONTAIGNE
recherche

VENDEUR(EUSE) TRÈS QUALIFIÉ(E)

Anglais parfait.
Libre début mai.

Envoyer C.V. et photo sous nº 7180 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Journal professionnel de Paris traitant de presse, de publicité, d'imprimerie, d'audiovisuel, recherche journaliste confirmé pour travail à temps complet.
Écrire sous le nº 7176
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.
Joindre C.V.

Le service d'études éco. d'une organisation professionnelle agricole recherche

JEUNE CHARGÉ(E) D'ÉTUDES

possédant une EXPÉRIENCE dans le domaine des ENQUÊTES QUANTITATIVES (recueil de l'information, traitement et exploitation des dossiers).

Adresser lettre et C.V. à :
M. le Directeur,
IGER, 9, r. Eugène-Flachat,
75017 PARIS.

ECOLE SECONDAIRE LAIQUE PRIVÉE
Hors contrat
Région Etampes (91)
recrute

PROFESSEURS

5 ANS D'EXPÉRIENCE
pour l'année 1986-1987.
Angl., allem., espagnol, histoire-géo., français lettres classiques, maths, physique, chimie, sciences éco., sc. nat.

Ecrire sous le nº 7181
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Cabinet d'expertise comptable (Paris) recherche pour renforcer son groupe des

COLLABORATEURS(TRICES)

Les candidats de niveau DECS-BTS devront avoir un minimum de 18 mois d'expérience.

Adr. C.V. et prét. s/nº 7148,
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Paris-8e. Société de gestion immobilière en pleine expansion recherche pour sa plus importante unité de gestion

FONDÉ DE POUVOIR

Responsable d'un patrimoine locatif important, il devra justifier d'une expérience confirmée.

Adresser lettre manus., C.V., photo sous réf. nº 46141 à P.M.P., 39, rue de l'Arcade, 75008 PARIS, qui transmettra.

Laboratoires pharmaceutiques (proximité RER) recherche

PHARMACIEN

DÉBUTANT

Option industrie, intéressé par les problèmes de contrôle.
Dans une première étape, il se verra confier la vérification des dossiers de production.
Le poste évoluera ensuite vers la responsabilité des contrôles mécanico-physiques.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions.
Laboratoires SEPTODONT,
M. BARRIÈRE,
58, rue du Pont-de-Créteil,
94107 SAINT-MAUR CEDEX.

ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS

rech. Collaborateurs(trices) ambitieux et dynamiques, souhaitant s'intégrer à une équipe de vente. (Pas de porte-à-porte.)

SI :
— vous avez min. 23 ans,
— le goût des contacts humains,
— un bon niveau de culture générale, votre candidature nous intéresse.

Tél. à M. Mayorkas :
45-38-66-73.

Leader dans le domaine de la machine outils nous recherchons pour seconder la Direction un

CADRE ADMINISTRATIF

30 ans environ, de formation ESC, ENSM ou similaire. Anglais lu et parlé indispensable.

Il aura pour mission le suvi des projets dans les domaines administratif et commercial en coordination avec les différents services.

Poste basé à Marne-la-Vallée

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. M 6131 à BLEU Publicité 17, rue Lebel, 94307 Vincennes Cedex

---

UN GROUPE BANCAIRE INTERNATIONAL
souhaite recruter

deux cadres de niveau classe V ou VI

ayant acquis au cours des 5 à 7 dernières années de leur carrière une bonne expérience des opérations et du crédit, pour leur confier dans un premier temps le suivi général des relations avec certaines filiales étrangères du Groupe.

Une réussite dans ces postes de «Chargé de territoire» débouche normalement sur l'octroi de responsabilités attrayantes dans une filiale.

Une solide formation, universitaire (HEC - IEP ou équivalent) ou bancaire (ITB - CESB) la maîtrise de l'anglais, le goût des voyages et l'acceptation d'effectuer une partie de sa carrière à l'étranger sont des conditions nécessaires.

Les candidats intéressés doivent adresser leur CV ainsi qu'une photo sous référence 1384/AL à M. PANEL - 138, rue du Théâtre 75015 PARIS *(qui transmettra)*

Reuter

recherche pour PARIS

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

(DIPLOME EXIGÉ)

AGENTS TECHNIQUES (AT3 - ATP) CONFIRMÉS (BTS/DUT)

pour installation et maintenance (matériel et logiciel) de systèmes à base de mini et micro-ordinateurs.
Très expérimentés en Télécom (MODEM-MULTIPLEX)
Anglais indispensable

Envoyer C.V. avec photo à :
REUTER MONITOR GIE
101, rue Réaumur, 75002 Paris
Service du Personnel.

Sté de Conseils d'entreprise et de Formation permanente rech. en statut libéral à temps partiel important UN EXPERT DE TRÈS HAUT NIVEAU pour :

FORMATION EN MÉTHODES DE DIRECTION DES ENTREPRISES ET CONSEIL EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Analyse et définition des fonctions, qualification, appréciation, gestion prévisionnelle.
Env. C.V., photo et prét. s/réf. 11.538 à P. LI(AU S.A.
10, rue de Louvois,
75002 PARIS,
qui transmettra.

PROCRÉDIT - PROBAIL
Champs-Elysées, Paris-8e
recherche
pour son service de réalisations et de gestion des contrats de crédit-bail.

2 RÉDACTEURS(TRICES) EXPÉRIMENTÉ(E)S

Connaissances de la location financière appréciées.
Adr. lettre man., C.V., photo, rémun. actuelle et souhaitée à PROCRÉDIT : 62, av. des Champs-Elysées. PARIS-8e.

SOCIÉTÉ GEO

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ALIMENTAIRE RECHERCHE

TECHNICIEN

Niveau B.T.S. ou D.U.T. MÉCANIQUE. Première expérience en service entretien appréciée
Env. C.V. et photo + prét. à M. SOORS - SOCIÉTÉ GEO
77, av. Fontainebleau
^4270 - LE KREMLIN-BICÊTRE

OFFRES D'EMPLOIS

Filiale française du leader mondial du contrôle et de la certification

recherche

POUR SON SIEGE SOCIAL PARIS-CHATELET

ATTACHE DE DIRECTION FINANCIERE

Il sera chargé d'études d'organisation à la division financière puis du suivi de comptabilité analytique et du contrôle budgétaire. Ce poste est offert à un candidat qui, titulaire d'un diplôme ESC, option finance et comptabilité, possède une expérience de 3 à 5 ans, orientée vers l'expertise comptable ou des fonctions similaires dans l'entreprise. Il convient en outre de lire, écrire et parler correctement l'anglais pour évoluer dans le poste à pourvoir.

Merci d'écrire avec CV. prétentions en indiquant sur l'enveloppe le N° 9563 à PARFRANCE ANNONCES — 4 rue Robert Estienne — 75008 PARIS — qui transmettra

---

Yves Baruchel
Docteur en médecine

A le plaisir de vous faire part
de la création de son cabinet de Conseillers de Direction
spécialisé dans la recherche de Cadres.

BARUCHEL & ASSOCIÉS

38, rue de Lisbonne 75008 Paris
Tel : 45.63.03.10 +

DESSEIN

ATYA
recherche URGENT
ANALYSTE PROGRAMMEUR
Minimum 3 ans expér. sur IBM 38, GAP 3, CICS, disponible rapidement.
Adr. C.V. + photo et prét. à : K.-P. DUCROQUET, GROUPE ATYA, 66, rue Sébastien-Mercier, 75015 PARIS ou tél. : 45-78-61-31.

secrétaires

Organisme Professionnel PORTE DAUPHINE
recherche
UNE SECRÉTAIRE
Pour son Directeur du Personnel. Niveau BTS Expér. exigée. Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo ss nº 6.015 BLEU 17, rue Lebel, 94307 Vincennes Cedex, qui transmettra.

Organisme Professionnel PORTE DAUPHINE
recherche
UNE SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO
Niveau BTS, connaissance de la micro-informatique souhaitée. Adresser lettre manuscrite + CV + photo : ss nº M, 6014 BLEU 17, rue Lebel, 94307 Vincennes Cedex, qui transmettra.

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation (gratuite) s/la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) B.P. 291-09 PARIS CEDEX 09.

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français avec ou sans diplôme. Demandez une documentation (gratuite) sur la revue spécialisée *FRANCE CARRIÈRES* (C 16) B.P. 402-09 PARIS CEDEX 09.

---

30 ans env. et passionné(e) de la fonction personnel...

Vous avez acquis une formation supérieure, vous avez une première expérience réussie dans la fonction Personnel, vous souhaitez continuer à acquérir l'expérience de techniques diversifiées de la fonction en prenant directement en charge : **la formation, la gestion des données statistiques et la paie, le suivi des procédures administratives,** vous êtes convaincu (e) que l'Information et la Communication doivent être développées dans l'entreprise, vous souhaitez vivre votre temps, c'est à dire dans un contexte européen.

ALORS, VENEZ NOUS REJOINDRE *et devenez*

L'ASSISTANT (E) DE NOTRE DIRECTEUR DU PERSONNEL

Nous sommes une PMI (400 personnes, 250 MF de CA), filiale d'une multinationale US et le poste que nous vous offrons se situe à proximité immédiate de **GENEVE**.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo sous référence TC 6016/331 à M. PRENANT

ALLIANCE Hommes & Entreprises
22, rue de Constantinople, 75008 Paris

Le Monde

Emplois Cadres

L'HEBDOMADAIRE NATIONAL ET INTERNATIONAL DES OFFRES D'EMPLOI

CHAQUE MERCREDI PRIX 10 F

CHAQUE MERCREDI LE PANORAMA DES OFFRES D'EMPLOIS CADRES

Chaque mercredi, « Emplois Cadres » publie une sélection des offres d'emplois destinées aux cadres, parues la semaine écoulée dans *le Monde*, plus une sélection d'annonces du *Herald Tribune*.

Un document de synthèse indispensable aux cadres qui voyagent et aux entreprises nationales ou internationales qui les recrutent.

En vente chez les marchands de journaux : 10 F

BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro : ____

Nom ________ Prénom ________

Adresse ________

Code postal ________ Ville ________

Nombre d'exemplaires ________ X 11 F (frais de port inclus) ________

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde, Service de la vente au numéro 5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09

Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais

---

formation professionnelle formation professionnelle

DEMANDEURS D'EMPLOI

I.C.D. (Institut international du Commerce et de la Distribution)
vous propose une **formation gratuite de**

RESPONSABLE EXPORT DE PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES

Durée 7 mois 1/2 - Début du stage : 21 Avril 1986
recrutement immédiat
Conditions : avoir au moins 21 ans - niveau BAC minimum - Justifier d'un an de résidence à Paris.
Possibilité d'obtenir une bourse
Pré-sélection sur dossier à retirer en écrivant à :
I.C.D. 63, Avenue de Villiers, 75017 PARIS - Tél. : 47.66.84.22

BC

LANGUES ADELE VIVANTES

ANGLAIS RAPIDE ET EFFICACE

COURS INTENSIFS
non-stop, toute l'année
1 à 4 semaines
9 H-13 H
— ANGLAIS COURANT
— ANGLAIS « VIE DES AFFAIRES »
1, rue de la Pépinière, 75008 PARIS.
Face gare Saint-Lazare. - Tél. : 45-22-51-18.

CENTRE DE FORMATION ET DE DOCUMENTATION (C.F.D.)

JOURNALISME RADIO :

8 SEMAINES DE FORMATION COMPLÈTE
240 HEURES DE COURS.

Techniques journalistiques, apprentissage du micro, reportage en direct, le montage, la prise de son.
Le flash, magazine et l'information locale.
Niveau BAC + 2 ou expérience professionnelle.
DU 26 MAI AU 18 JUILLET 1986.
C.F.D. 6, rue du Dahomey, 75011 PARIS.
Téléphone : 43-56-76-05.

DEMANDES D'EMPLOIS

Cadre 34 ans - bilingue russe.
Formation : Gestion-création d'entreprise, Institut de Commerce International (I.C.I. devenu E.N.E.).
Expérience : 8 ans domaine construction pétrolière offshore/ingénierie subaquatique (chef de chantier, responsable formation, mise en œuvre installations, logistique, essais, méthodes, sécurité...).
Conseiller commercial export (Canada).
Technico-commercial domaine photocomposition/typographie (pub, annonces presse, magazines...).
Cherche poste dans société à vocation internationale.
Mobile pour déplacements. Rigoureux, aptitudes à diriger, s'entourer, déléguer et motiver.

Demander Alex KORKOUNOFF au (1) 42.80.41.91 ou écrire : 11, rue Fontaine, 75009 Paris

---

DIRIGEANT
INFORMATIQUE ET ORGANISATION
Important groupe bancaire
EFFICACITÉ PROUVÉE
en redressement de situations très compromises
Etudie toutes propositions,
discrétion absolue assurée.

Ecrire sous nº 1.985 LE MONDE PUBLICITÉ
Service Annonces Classées
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Jeune Femme très bonne présentation. Administratrice de PME (Pdt 7 ans), trilingue anglais, espagnol, recherche poste assistante de direction. Ecrire sous nº 6 889 LE MONDE PUBLICITÉ, services annonces classées, 7, rue de Monttessuy, 75009 PARIS.

J.F. aide comptable BEPC - CAP BEP options dactylographie, *informatique terminal,* 101 UT digital, 3279 2A IBM, 2 ans dans un service trésorerie, cherche emploi stable. Ecr. « Le Monde » Publicité, 7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

Cadre, responsable
Communication
18 ans exp. conception audiovisuelle réalisateur homologué spécialiste : animation-promotion-information interne et externe. Vidéo-transmission-production. Rech. situation, écr. nº 5 068 Comesse Publicité, 20, av. Opéra, 75001 PARIS.

ENTREPRISES, vous êtes à la récherche d'un jeune diplômé, qui se caractérise par sa polyvalence en format. prof., en droit du travail, en relat. soc., en gest. du pers. Ma formation 3e cycle et rel. prof. complétée par une qualif. en *inform.* et communic. doit vous *intéresser.* Vous êtes ambit. et avez le goût des relations humaines, nos objectifs sont donc communs, alors, téléphonez-moi le matin : 39-76-89-47.

Secrétaire sténodactylo — traitement de textes *Philips,* recherche travail cause cessation activité — *mi-temps ou plein temps.* Téléph. : 45-44-57-31.

Hme 54 ans, cherche emploi comptabilité et gestion 1 jour/semaine. 43-26-95-30.

Ethno sociol, gestion, spéc. format. techno bât. Ouvert ! missions proj. développ. M.A. Pecheur Téléph. : 93-91-00-21.

H. 39 ans docteur d'Etat en gestion, spécialisé dans le management participatif, expérience professionnelle appréciable, recherche emploi de collaborateur. Etudierait toutes propositions. T. 37-50-18-59.

J.H. 30 a., ESC-MBA, 5 a. exp. export, sect. automo. inform. angl., danois, allem., ch. challenge. Tél. : 76-49-89-06.

J.F. *opératrice de saisie I.B.M.* 3742 et terminal I.B.M. 32792 A + 2 ans dans un service trésor., ch. emploi stable. Ecrire sous le nº 7178 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Diplômée de Sc. Po., section service public, spécialisation questions sociales, ch. emploi dans la fonction personnelle, forte motivation. 46-48-84-49.

Fme expérimentée polyvalente ch. poste responsable administrative et cciale, gestion commandes, suivi relations fournisseurs et clients. dynamique, sens des contacts. Bonne notion comptabilité. Tél. : 43-61-65-61.

J.F. 27 ans, exp. rel. publiques, pub., ch. poste sérieux dans galerie d'art. 43-54-86-50.

CADRE COMPTABLE 43 ans ch. poste à responsabilités région indifférente. Ecrire sous le nº 7179 M LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Anglais 27 ans licence Science *Po., exp. journal,* cherche trav. doms, avts, publicité, tourisme, commerce. Tél. après 16 h, S. Flint : (1) 43-07-89-18.

FISCALISTE CONFIRMÉE
35 ans, expert comptable, mémorialiste, anglais courant, cherche situation banque ou entreprise. Ecrire sous réf. 6 129 à P. LICHAU S.A., 10, rue de-Louvois, 75063 PARIS Cedex 02 qui transm.

CADRE SUPÉRIEUR
très solide expérience PME, nombreuses réorganisations réussies, imaginatif, pragmatique, disponible, dynamique. Offre ses services à P.-D.G. soucieux de rentabilité, d'optimalisation, souhaitant bras droit efficace pour développement d'entreprise existante, restructuration, annexion d'entreprises à redresser. Ecr. : S.N.E.P. — BP 58. 92123 MONTROUGE CEDEX.

JEUNE DIPLOMÉ
27 ans, docteur en droit européen (3e cycle), ancien stagiaire Parlement européen, sciences-po Paris, anglais courant, mobilité totale, cherche emploi en liaison avec aff. européennes. Tél. 43-73-92-77.

Cadre ccial 32 ans, célibataire, exc. présentation, très disp., 10 ans exp. dans même société de services. Etudie toutes propositions. Tél. 40-24-03-76.

INGÉNIEUR LOGICIEL SUPELEC 80
cherche poste

ASSISTANT TECHNIQUE CHEZ INDUSTRIELS

- Logiciel de base.
- Conseil en organisation de développement de logiciels.
- Architecture d'applications.
- Supervision d'équipes de réalisation.

Paris - Paris-Ouest - Rouen

Ph. RICHETON
3, place Lieutenant-Aubert
76000 ROUEN.

L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt

BOURDONNAIS, Hôtel de Villeroy, 118 m² à amén., haut plafond, déductions fiscales. MATIMO 42-72-33-25.

8e arrdt

PARC MONCEAU 235 m², vue imprenable, sur parc, chambre service. GARBI 45-67-22-88.

11e arrdt

Gd. 2 p., entrée, cuis. s. d'eau, appt bien aménagé, 5e ét., sans asc., bel imm. p., 430 000, métro Ledru-Rollin, 42-66-19-00.

14e arrdt

Exceptionnel ALÉSIA pl. ciel, living + 2 ch. 60 m² + superbe terrasse + parking. 1 260 000 F, 42-50-04-28.

7, rue Maurice-Rouvier. Rénovation style Rive Gauche, appt ref. nf. Merc., jeu., 13-17 h.

17e arrdt

Av. MAC-MAHON (17e) 7 PCES : GRAND STANDING. 45-08-53-84 - 60-60-54-94.

20e arrdt

Part. à part. de préf., vend STUDIO entièrement équipé, prix 148 000 F. Visible sur place, *samedi 19 avril,* de 15 h 30 à 17 h 30, 59, rue Orfila, 75020 Paris.

Province

DAX
STUDIOS et 2 PIÈCES à partir de 184 000 F. UN INVESTISSEMENT IDÉAL POUR CURISTE. VIP (1) 47-83-62-77.

appartements achats

DORESSAY
rech. pour DIPLOMATES et CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE APPTS 4 ET 8 PIÈCES et HOTEL PARTIC. ACHAT ou LOCATION. 46-24-93-33.

ORPI
1re force de vente à PARIS, recherche tous appartements. RÉALISATION RAPIDE
ORPI - 43-27-83-83

Recherche 1 à 3 p. PARIS, préfère RIVE GAUCHE, avec ou sans travaux. PAIE CPT chez notaire. 48-73-20-67 même le soir.

locations non meublées demandes

Paris

Pour cadres et employés mutés importante société française produits pétroliers recherche Paris et environs appts 2 à 6 p., studios, villas, 45-03-30-33 de 9 h 30 à 19 heures.

EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine 75008 PARIS
recherche en location ou à l'achat APPTS DE GDE CLASSE pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE, corps diplomat. et cadres de stés multination.
Tél. : 45-62-78-99.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas tous banl., loyer garanti. (1) 48-89-89-86 - 42-83-57-02.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades. 45-26-18-95.

bureaux

Locations

BUREAUX ÉQUIPÉS
DE 15 A 250 M2 - STANDING
OUVERT 24 H/24
Location courte ou longue durée. Tous services : tél., télécopie, télex, restaurant, parkings, secrétariat, tél. personnalisé.
ACTE 43-80-90-10.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de Sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.
43-55-17-50

DOMICILIATION DEPUIS 90 F/MS. Rue St-Honoré ou Paris-12e. CONSTITUTION S.A.R.L. 2.000 F. INTER DOM. Tél. : 43-40-68-50.

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STÉS
Prix compétitifs. Délais rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

ÉTOILE
BUREAUX
MEUBLÉS
TRÈS HAUT NIVEAU
SALLES DE RÉUNIONS
DOMICILIATIONS
SECRÉTARIAT - TELEX
TÉL. : (1) 47-27-15-58.

Un bureau pour vos affaires. Pour vos affaires Business Buro. (1) 43-46-00-55.

SIÈGE SOCIAL
Secrétariat + Bureaux neufs. Démarches R.C. et R.M.
SODEC SERVICE
Champs-Elysées 47-23-55-47
Nation 43-41-81-81

immeubles

RECHERCHE IMMEUBLES DE RAPPORT Paris, paiement comptant, interm. sollicités. MM. KREMPFF et MORELLO, 130, fg Saint-Honoré, 75008 PARIS. Tél. : 45-61-48-41.

domaines

Achète VASTE DOMAINE préférence Sologne ou région Centre Discrétion assurée Ecrire Havas Orléans, ss nº 204.623, B.P. 1519 45006 ORLEANS CEDEX 01.

proprietes

150 KM SUD PARIS
PROPRIÉTÉ EN U, 5 P., bains, w.-c., chauf., grandes *dépendances.* 3.700 m² 520.000 F. CRÉDIT 100 % Tél. : (16) 86-74-08-12 ou après 20 h (16) 38-91-48-74.

immobilier information

POUR VENDRE OU ACHETER entre particuliers maison, appartement, château, propriété, terrain, commerce, sur toute la France. INDICATEUR LAGRANGE Fondé en 1876. 5, rue Greffulhe, 75008 Paris APPEL GRATUIT : 05-07-09-11.

Le Monde

ECONOMIE

L'ENDETTEMENT DU TIERS-MONDE

Les enjeux d'une nouvelle stratégie

Une dette de plus de 1 000 milliards de dollars n'est pas une simple équation financière. La communauté internationale parle aujourd'hui croissance autant que remboursement.

LES *« scénarios catastrophes »* ont été rangés dans les tiroirs sous l'étiquette science-fiction. Mais l'inquiétude née d'une dette du tiers-monde appelée à dépasser cette année la barre des 1 000 milliards de dollars demeure, sourde dans les milieux bancaires, aiguë dans les pays en développement.

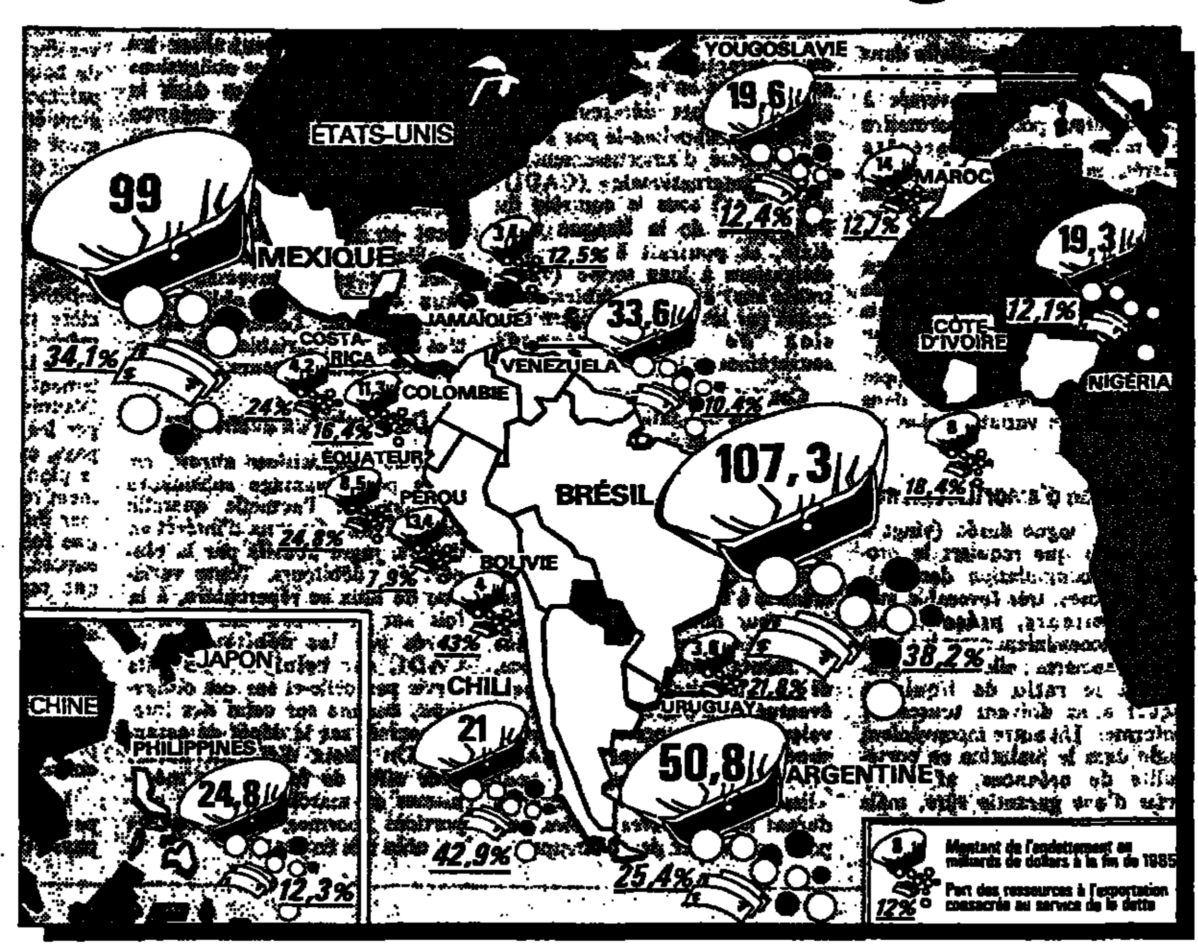
Depuis la grande peur née de la crise mexicaine durant l'été de 1982, la menace d'un effondrement du système financier international s'est atténuée. La théorie des dominos envisageant la faillite en cascade et incontrôlable d'instituts de crédits lourdement engagés dans des pays surendettés, ou l'hypothèse de la formation d'un véritable front commun des débiteurs, capable d'imposer ses vues aux pays industriels, ont perdu une bonne part de leur crédibilité.

En trois ans et demi, les acteurs de ce feuilleton aux multiples rebondissements ont su, la plupart du temps à chaud et au cas par cas, adapter leur appréhension du problème. Au point qu'aujourd'hui, et sans exclure de nouvelles poussées de fièvre dangereuses, certains estiment pratiquement clos un chapitre mouvementé des relations internationales.

Le fait est que le parallèle est tentant entre l'aventure pétrolière vécue depuis le premier choc pétrolier de 1973 et celle de la dette depuis 1982. Dans un cas comme dans l'autre, la découverte d'une vulnérabilité méconnue à des phénomènes qui avaient entraîné un vaste gaspillage – l'énergie bon marché ou la facilité d'emprunter – a débouché sur des prises de conscience hésitantes puis sensiblement plus claires.

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

(Lire la suite page 37.)



Ces dix-sept pays représentent, à eux seuls, près de la moitié de la dette globale du tiers-monde. 80 % de leur endettement a été contracté généralement à taux d'intérêt variable auprès de banques privées qui ont pratiquement gelé tout nouveau prêt depuis la crise de 1982. En dépit de rééchelonnements et d'arriérés accumulés, ils ont, en 1984, versé 20 milliards de dollars de plus qu'ils n'ont reçu de leurs créanciers.

Rétablir la confiance

On doit aider les pays qui s'engagent dans des réformes impopulaires.

par BERNARD SNOY (*)

AU moment où les réunions à Washington du comité intérimaire et du comité du développement du FMI remettent le plan Baker (1) sous les feux de l'actualité, il convient de replacer le débat sur l'endettement des pays du tiers-monde dans une perspective globale qui souligne, d'une part, la coresponsabilité et l'interdépendance des créanciers et des débiteurs et, d'autre part, la nécessité d'engagements réciproques d'une nature nouvelle.

Les pays débiteurs sont invités à des réformes profondes de gestion économique, impliquant une prise de conscience de la part de leurs dirigeants. Les créanciers étatiques et bancaires, de leur côté, sont sollicités d'accorder, aux pays qui s'engagent dans de telles réformes, un allégement du fardeau de leur dette et de nouveaux moyens financiers pour retrouver le chemin de la croissance.

De par leur caractère multilatéral, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, où siègent les représentants à la fois des pays créanciers et des pays débiteurs, ont un rôle important à jouer dans le rétablissement de la confiance réciproque sans laquelle ni le plan Baker, ni aucun plan similaire, ne pourront contribuer à la solution de l'endettement.

Au cours des quinze dernières années, la gestion du système monétaire international par les grands pays industrialisés a souffert d'asymétries qui ont eu des effets négatifs sur les pays en voie de développement et sur l'économie mondiale. De même, dans les relations commerciales, les intérêts nationaux à court terme ont souvent prévalu sur une vision à long terme de l'intérêt mondial : les exemples les plus flagrants sont les hausses massives du prix du pétrole en 1974 et 1979 et le renforcement récent des tendances protectionnistes dans les pays industrialisés.

Dans ce contexte, les flux financiers Nord-Sud, stimulés par le recyclage des surplus accumulés par l'OPEP, n'ont pas eu, dans beaucoup de pays emprunteurs, la contrepartie espérée d'une création de richesses. Si les banques commerciales ont commis des erreurs d'appréciation en prêtant trop, certains pays en ont commis d'autres en s'endettant inconsidérément et surtout en n'utilisant pas les fonds de façon judicieuse. Créanciers et débiteurs sont coresponsables ; et il est vain de reporter le blâme exclusivement d'un côté ou de l'autre.

En même temps, l'interdépendance des parties est telle que l'issue de la crise suppose l'accord de chacun. La santé économique de tous les pays en développement – qu'ils aient bien ou mal géré leurs dettes – est nécessaire à la prospérité des pays industrialisés pour lesquels ils représentent des marchés importants. Pour leur part, les pays en développement n'ont aucun intérêt à la faillite des grandes banques internationales qui ont été imprudentes : ces faillites provoqueraient des réactions en chaîne qui réduiraient ou tariraient des flux financiers qui leur sont nécessaires.

Cas par cas

Coresponsables et interdépendants, créanciers et débiteurs, ne peuvent pas s'en sortir sans concessions, sacrifices et efforts réciproques. Ces concessions ne sont pas seulement financières ; elles portent surtout sur des réformes de politique économique, tant dans les pays industrialisés que dans les pays en développement. Il s'agit d'arriver à des comportements individuels et collectifs et à une gestion économique et sociale qui tiennent compte de l'interdépendance mondiale dans un esprit de solidarité élargie.

Trois orientations s'imposent aux pays industrialisés dans leur propre intérêt et celui des pays en développement : adopter des politiques budgétaires et monétaires qui permettent une baisse coordonnée des taux d'intérêt ; faire reculer le protectionnisme ; maintenir une croissance soutenue, notamment par une réduction des rigidités sur le marché de l'emploi. La baisse récente du prix du pétrole accroît leur marge de manœuvre pour atteindre ces objectifs.

La situation des pays débiteurs est diverse et les réformes prioritaires pour retrouver la solvabilité et le chemin de la croissance sont à définir cas par cas. Pour les uns, il faudra réduire des déficits budgétaires excessifs par un effort ardu de discipline collective, mais aussi remettre en marche les dynamismes économiques concernant, en particulier, l'agriculture, les activités d'exportation, les petites et moyennes entreprises et le secteur privé dont le potentiel de croissance est souvent négligé.

Cela suppose un taux de change correct, des prix rémunérateurs pour les produits agricoles et l'élimination des pénalisations que certains pays imposent à leurs propres exportations par le maintien de structures protectionnistes et oligopolistiques. En même temps, l'effort doit viser à rationaliser les administrations, à responsabiliser les entreprises publiques, à améliorer la gestion quotidienne et à mieux sélectionner les investissements.

(Lire la suite page 37.)

(*) Economiste.

(1) Proposé à Séoul en octobre 1985 par le secrétaire américain au Trésor, James Baker, ce plan, ou plutôt cette initiative, vise à procurer, au cours des trois prochaines années, à une quinzaine de pays en développement lourdement endettés, de nouveaux crédits bancaires de l'ordre de 20 milliards de dollars, associés à un financement équivalent de la part de la Banque mondiale et des banques régionales de développement, pour autant que ces pays adoptent des réformes de politique économique orientées vers la croissance.

Apurer le passif

Il existe des solutions financières éprouvées aux difficultés des débiteurs.

par YVES BERNARD (*)

LA dette internationale peut-elle être remboursée, et, si oui, comment ? Poser cette question, c'est poser la question à laquelle tout banquier doit répondre lorsqu'il est en présence d'un débiteur défaillant. Que les débiteurs soient des Etats souverains et que le volume de la dette internationale soit vertigineux, ne modifient pas la nature du problème ni la nécessité pour les banques créancières de fournir une réponse dont le sens orientera toute action future.

Il faut bien admettre que certains Etats sont et seront toujours hors d'état de rembourser ce qu'ils doivent : leurs ressources naturelles sont insuffisantes, leur potentiel industriel inexistant et leurs populations accablées par la pauvreté et la famine. La communauté internationale se doit d'apporter son assistance à ces pays et s'honorerait de faire abandon pur et simple des créances qu'elle détient.

Fort heureusement, la plupart des pays endettés, et surtout ceux dont la dette est la plus importante, ne sont pas dans ce cas. Le Brésil, l'Argentine, le Mexique, le Venezuela, la Pologne ou la Yougoslavie, pour ne citer que les principaux, disposent de richesses importantes, de ressources humaines actives et qualifiées ainsi que d'équipements industriels souvent modernes et compétitifs.

La mauvaise gestion des ressources, le gaspillage économique, la croyance naïve en une croissance forte indéfinie, la corruption tolérée ou encouragée, ont permis à ces pays d'accumuler, en quelques années, une dette à la fois démesurée en volume et mal répartie dans le temps. L'imprudence des banques qui croyaient replacer en toute sécurité l'excès des liquidités né au début des années 70 par le biais du fameux recyclage des pétrodollars a fait le reste.

Corriger les errements de la décennie précédente, c'est-à-dire mettre en œuvre des politiques économiques à la fois plus rigoureuses et plus efficaces, promues par des équipes nouvelles, comme c'est actuellement le cas au Brésil, en Argentine, au Mexique, au Pérou, est nécessaire, mais insuffisant : c'est en quelque sorte mettre la charrue devant les bœufs. Avant d'appliquer aux pays malades de la dette le traitement économique qui pourra leur rendre la santé, il convient d'extirper le cancer lui-même, c'est-à-dire traiter la dette par des moyens financiers. Il existe des procédés conventionnels éprouvés de longue date par la profession bancaire qui permettraient d'apurer progressivement le passif des pays débiteurs et dont on peut être surpris que l'on n'ait pas songé à les utiliser.

En garantie

Première tâche à accomplir, l'évaluation du montant de la dette à traiter, pour chaque pays concerné (1), serait faite en capital et intérêts dus jusqu'à une date différée d'environ une année. Durant cette période, les banques créancières devraient accepter de ne recevoir du pays débiteur ni intérêts, ni capital. Cette période de grâce serait mise à profit par le pays débiteur pour constituer un dépôt-espèces qui serait irrévocablement affecté à la garantie du remboursement du principal de la dette ainsi déterminée.

Les intérêts produits par ce dépôt initial, et capitalisés au fur et à mesure, selon le mécanisme des intérêts composés, fourniraient au bout d'une longue période une somme égale au montant du capital de la dette qui en permettrait l'extinction par compensation. A titre d'exemple, un dépôt initial de 5 milliards de dollars, placé au taux de 8 % l'an, produit au bout de trente-six ans une somme de 80 milliards de dollars. Naturellement, les variations du taux d'intérêt allongeraient ou raccourciraient la durée du processus cumulatif qui, en tout état de cause, permet d'éteindre le principal d'une dette déterminée.

(Lire la suite page 36.)

(*) Banquier.

(1) Il convient de soustraire du total de la dette extérieure d'un pays donné le volume d'endettement « normal » ainsi que l'ensemble des crédits à condition préférentielle (prêts de l'AID, subventions, prêts d'Etat à Etat à taux bonifiés et à très longue durée, etc.). Seule est à prendre en considération la notion de « dette excessive » représentée essentiellement par la dette bancaire commerciale. Avec une grande approximation, on peut l'évaluer celle-ci à quelque 500 milliards de dollars (dont 300 milliards pour l'Amérique latine).

L'endettement du tiers-monde

Apurer le passif

(Suite de la page 35.)

Deux cas peuvent se présenter : celuis des pays qui, hors service de la dette, disposent d'un surplus de leur balance des paiements et qui pourront constituer seuls le dépôt initial, et celui des pays en situation de déficit extérieur net. Dans le second cas, il serait demandé aux banques créancières de fournir les sommes nécessaires. Cet argent frais, si peu goûté des banques, accompagne déjà presque toutes les restructurations de dettes qui ont été opérées sous l'égide du FMI.

Une différence essentielle dans le procédé proposé : la nouvelle monnaie ne serait pas versée à l'Etat débiteur pour lui permettre une mise à jour d'intérêts arriérés, mais servirait à constituer un dépôt nanti garantissant le remboursement à terme des créances bancaires.

Bien entendu, se présenteraient des situations intermédiaires de pays dégageant un surplus, mais d'un montant insuffisant pour atteindre la totalité du dépôt de garantie ; il serait alors fait appel à une contribution double dans une proportion variable selon les cas.

Une caisse d'amortissement

La très longue durée (vingt à trente ans) que requiert le processus d'accumulation des intérêts composés, très favorable aux pays débiteurs, présente un sérieux inconvénient pour les banques créancières : elle affecte gravement le ratio de liquidité auquel elles doivent toutes se conformer. Un autre inconvénient réside dans le maintien en portefeuille de créances, *affectées* certes d'une garantie sûre, mais devenues longues et interdisant aux dirigeants des banques le renouvellement et la diversification de leurs risques.

Enfin, le délai de grâce, évalué à environ une année, mais parfois davantage, présenterait une difficulté majeure pour les banques qui sont tenues de constituer des *provisions sur les créances qui* n'ont pas produit d'intérêts depuis un certain temps (trois mois pour les banques américaines, par exemple).

Il est tout à fait possible d'éliminer ces inconvénients si l'on met en place un organisme unique qui deviendrait le bénéficaire de la garantie et se substituerait aux banques en qualité de créancier des Etats débiteurs. Cet organisme, appelons-le par exemple « Caisse d'amortissement de la dette internationale » (CADI), serait placé sous le contrôle du FMI et/ou de la Banque mondiale, et pourrait émettre des obligations à long terme (vingt-trente ans) à taux variables, souscrites par les banques contre cession de leurs créances souveraines (2).

Cet échange d'actifs bancaires contre des obligations émises par la CADI ne se ferait pas au pair : l'échange à la parité permettrait en effet aux banques qui ont constitué des provisions de dégager un profit exceptionnel, totalement injustifié. Il semblerait préférable que la cession de la créance à la CADI soit faite pour sa valeur nominale, la souscription aux obligations étant limitée au montant net de la créance, déduction faite de la provision éventuelle. L'écart entre ces deux valeurs constituerait un capital supplémentaire dont la CADI *pourrait faire usage, soit pour* « lisser » la charge des intérêts durant les premières années, soit pour compenser des interruptions momentanées du service des intérêts par des pays en difficulté temporaire.

Pour atténuer l'inconvénient qu'impose aux banques l'immobi*lisation longue d'une part non* négligeable de leurs actifs, il faudrait prévoir et organiser la négociabilité de ces obligations sur les marchés financiers. Pour éviter le risque d'un afflux massif de la quasi-totalité du papier émis par la CADI, *qui perdrait ainsi toute* valeur, seule une proportion à déterminer du volume d'obligations serait éligible au marché secondaire. Pour neutraliser les risques de change, les obligations devraient être libellées dans la *même devise que la créance* cédée en contrepartie, c'est-à-dire essentiellement en dollars, devise utilisée pour la quasi-totalité des eurocrédits bancaires actuellement en place. Dans un souci semblable, celui d'éliminer les risques *liés* aux mouvements des taux d'intérêt, les obligations seraient, pour l'essentiel, affectées d'un taux variable, comme le sont les crédits en cours.

De nombreux avantages

Cette disposition aurait en outre pour avantage subsidiaire de tempérer l'actuelle querelle *sur le niveau des taux d'intérêt en* dollars, jugés abusifs par la plupart des débiteurs. Toute variation de taux se répercutera, à la fois sur le niveau des intérêts payés par les débiteurs à la CADI, sur celui des intérêts servis par celle-ci sur ces obligations, comme sur celui des inté*rêts versés sur le dépôt de garan*tie. Un choix différent aurait pour effet de fausser les mécanismes du marché dans des proportions énormes, en raison des volumes mis en jeu.

Ce dispositif présente de nombreux avantages pour toutes les parties en cause.

● *Pour les pays endettés*, dont le créancier serait un organisme international indépendant, moins vulnérable que le système bon*caire, et qui auraient pour interlo*cuteur un négociateur unique au lieu d'une multitude de banques dont les intérêts ne sont pas toujours concordants. Ils verraient en outre une dette à court ou moyen terme transformée à long terme, avec une garantie sûre sans consentir aucun abandon de souveraineté. Leurs éventuels surplus de balances commerciales et des paiements invisibles pourraient alors être consacrés au seul règlement des intérêts et au financement *des équipements productifs.*

● *Pour les banques créancières*, échanger des actifs compromis contre des créances cer*taines, puisque* reposant sur la solidité d'une organisation financière internationale (FMI) elle-même couverte par une garantie réelle indiscutable, constitue également une solution séduisante. D'autant qu'elle permet d'expurger *les portefeuilles des risques*-pays, excessifs en montant et sur le plan géographique insuffisamment répartis. L'apurement financier du passif des pays débiteurs une fois assuré par le traitement exposé, les conditions propices à une renaissance de la confiance seraient réunies. On pourrait en *attendre un retour progressif vers* leurs pays d'origine des capitaux évadés, pour peu, naturellement, que les mesures d'amnistie et les incitations fiscales soient mises en place par les gouvernements concernés.

Les banques, allégées d'une partie au moins de leurs risques-pays et ayant nettoyé leurs bilans à bon compte, pourraient à nouveau reprendre *leurs* activités internationales. Mais si l'on veut *éviter* la *reconstitution* d'un endettement excessif, les mêmes causes pouvant produire les mêmes effets, cette reprise devrait comporter des précautions. A cet égard, *la* garantie procurée par le dépôt-espèces, envisagée jusqu'ici dans son aspect curatif, pourrait trouver une utilisation préventive. Le montage de nouveaux crédits bancaires internationaux pourrait aisément *inclure une telle* garantie : au montant du crédit consenti, il suffit de soustraire une fraction déterminée et de l'affecter à la garantie des prêteurs.

Les cofinancements

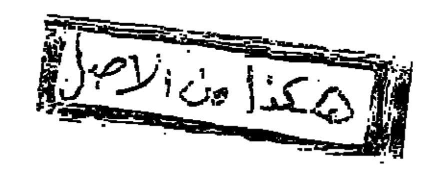
Selon le degré de confiance qu'inspire l'emprunteur, selon aussi l'objet du financement, la garantie peut s'appliquer au remboursement de tout ou partie du *capital emprunté, ou au paiement* des intérêts, voire à une combinaison des deux. La souplesse du procédé permet de multiplier les variantes. Les cofinancements par les banques commerciales aux côtés de la Banque mondiale pourraient, grâce à l'utilisation de cette garantie, connaître un succès qu'ils n'ont guère rencontré jusqu'ici. Il n'est pas jusqu'aux pays les plus pauvres qui ne pourraient avoir ainsi accès au marché des eurocrédits, *accès qui leur est interdit* aujourd'hui.

Toutefois, quels que puissent être les mérites du procédé, ils ne dispenseront ni les débiteurs, ni les créanciers, ni les organismes financiers internationaux d'efforts persévérants et *contraignants*. Les pays endettés devront s'imposer une discipline stricte afin de s'habituer à vivre en rapport avec leurs moyens, les banques devront immobiliser dans leurs actifs une part importante des obligations à *long terme* émises par la CADI. Quant aux organisations internationales, FMI en tête, elles auront la responsabilité de gérer une caisse porteuse d'une dette considérable, de rappeler à l'ordre les pays tentés de ne pas respecter *leurs* engagements et de soutenir ceux *qui connaîtront* des difficultés temporaires.

YVES BERNARD.

(2) *C'est en réalité* deux types de support que devrait émettre la CADI. Le premier, à caractère perpétuel, n'aurait qu'une seule vocation : assurer une valeur nominale constante pour servir d'assiette au calcul des intérêts dus aux banques. Le deuxième prendrait la forme d'obligations à coupon O dont la valeur *initiale, identique* au montant du dépôt de garantie, s'accroîtrait de façon rigoureusement parallèle. L'accroissement ainsi constaté dans le bilan des banques serait affecté à enregistrer la moins-value comptable du papier perpétuel.





L'endettement du tiers-monde

Rétablir la confiance

(Suite de la page 35.)

Pour financer une relance de l'économie, les pays endettés doivent mobiliser leur épargne interne, notamment par le développement de marchés financiers nationaux. En rétablissant la confiance dans la qualité de leur gestion économique, ils s'efforceront d'arrêter la fuite de capitaux vers des places financières étrangères et, si possible, d'obtenir leur retour. Comment demander aux banques commerciales et aux gouvernements des pays industrialisés de consentir des réductions de taux d'intérêt, des rééchelonnements et de nouveaux financements en faveur d'un pays incapable de stopper la fuite des capitaux nationaux ? S'il veut retrouver la confiance de ses créanciers, un pays endetté doit d'abord jouir de celle de ses propres citoyens.

Par contre, comment demander au gouvernement d'un pays débiteur, surtout s'il est démocratique, de s'engager dans des réformes impopulaires s'il ne peut pas compter sur un allégement de sa dette et, éventuellement, sur de nouveaux fonds ? Si l'austérité et l'ajustement ne s'accompagnent pas d'un desserrement de la contrainte extérieure, ils risquent de déboucher sur la stagnation et de perdre rapidement le consensus politique nécessaire pour persévérer.

Enfin certains pays, notamment d'Afrique, compte tenu du poids de leur endettement, des taux d'intérêt réels encore élevés et des perspectives défavorables pour leurs exportations, ne peuvent assurer durablement le service de leur dette sans que la pauvreté des plus défavorisés n'atteigne des seuils intolérables. Un allégement de la dette et un effort financier spécial de la communauté internationale en leur faveur sont nécessaires.

Il est souhaitable que toutes les catégories de bailleurs de fonds participent à la mise en place de nouveaux financements en faveur des pays endettés s'engageant dans les réformes nécessaires : banques commerciales, gouvernements dans le cadre de leur aide bilatérale et des crédits garantis à l'exportation, et institutions financières multilatérales, sans oublier les investissements directs des entreprises. Pour les banques commerciales, un problème d'équilibre se pose entre les banques de différentes nationalités n'ayant pas toujours les mêmes priorités géo-politiques, ainsi qu'entre les grandes banques plus engagées dans les pays en difficulté et les petites banques tentées de tirer leur épingle du jeu.

Pour résoudre la crise de l'endettement, l'essentiel reste de rétablir la confiance entre créanciers et débiteurs ; ce qui nécessite un cadre, des règles contractuelles définissant une conditionnalité, mais aussi des procédures de décaissement et des garanties, qui donnent aux créanciers l'assurance que de nouveaux prêts ne seront pas gaspillés, et aux débiteurs l'assurance que de nouveaux efforts d'ajustement seront soutenus par un financement adéquat. Le plan Baker vise à créer ce genre de cadre.

En raison de leur caractère multilatéral, le FMI et la Banque mondiale ont un rôle spécifique à jouer de conseil et de catalyseur : aider les pays débiteurs à formuler des plans d'ajustement orientés vers la croissance, donner à ces plans un sceau de crédibilité internationale qui déclenche d'autres financements, et enfin, ce qui est le plus important, assurer le suivi de ces plans. Ce rôle implique qu'elles aient le courage de dénoncer les déviations et de suspendre éventuellement leurs décaissements dès lors que de telles déviations mettent en danger les efforts de redressement du pays débiteur.

Sans un FMI et une Banque mondiale travaillant en étroite coopération, le plan Baker risque de ne pas aboutir, faute d'engagement suffisant de la part des créanciers et des débiteurs. Encore faut-il que ces institutions disposent de moyens suffisants et du soutien politique des gouvernements et de l'opinion publique des pays membres. Ce soutien leur est déjà acquis dans une large mesure ; à elles de le justifier et de le renforcer par leurs comportements et leur efficacité.

BERNARD SNOY.

● PRÉCISIONS. – Dans notre article intitulé « 10 dollars ? Une chance pour l'OPEP », d'Anne Jestin, paru dans le supplément économique du *Monde* du 8 avril, il était question de *« contrats révisables au gaz »* pour les industriels. Il s'agit plus précisément des contrats dits *« interruptibles au gaz »*, c'est-à-dire des contrats de vente par GDF bénéficiant de conditions tarifaires particulières : les clients doivent garder un double équipement et pouvoir en cas de difficultés remplacer le gaz par un combustible de substitution, en général du fioul.

Les enjeux d'une nouvelle stratégie

(Suite de la page 35.)

Grâce aux leçons tirées d'une nouvelle donne imprévue – économies d'énergie et recherche de produits de substitution dans un cas, ajustement de la gestion des pays débiteurs et meilleure coordination de l'action des créanciers dans l'autre, – la communauté internationale a réussi, sans toujours bien en mesurer l'ampleur sur le moment, à assainir la situation.

Accueilli comme une catastrophe pour une économie mondiale convalescente, le second choc pétrolier de 1979-1980 a ainsi été mieux amorti qu'on ne le prévoyait. De même, l'éventualité d'une nouvelle crise de la dette, ouverte ou larvée, ne provoque plus la même angoisse qu'il y a trois ans.

Cette sérénité reste pourtant des plus relatives. Si l'analyse du phénomène de l'endettement du tiers-monde s'est affinée, nul n'est encore parvenu à dépasser le stade du diagnostic pour envisager une thérapeutique efficace sur le long terme. Un réel problème pour les pays industriels, dont le quart des exportations de produits manufacturés sont destinées aux pays en développement. Un véritable défi pour les débiteurs, condamnés à affronter en même temps de lourdes échéances financières et des contraintes démographiques, sociales et par là même politiques, dont les nations industrielles ont depuis longtemps oublié l'acuité.

Des solutions urgentes

L'urgence de solutions est illustrée par l'accumulation des remboursements sur un court laps de temps : les deux tiers de la dette du tiers-monde, évaluée à 950 milliards de dollars à la fin de 1985, viennent à échéance dans les cinq prochaines années. Une urgence qui exclut toute issue simpliste.

Fortement concentré – douze pays (1) représentent à eux seuls plus de la moitié des encours – l'endettement se pose en des termes très différents selon le potentiel économique et les structures industrielles de chacun. Sur ce point, il existe au moins un consensus international. Le cas des pays africains, dont l'avenir dépendra encore longtemps d'une aide publique accrue bien qu'hypothétique en cette période de rigueur budgétaire, ne peut être traité comme celui des grands débiteurs latino-américains.

C'est ainsi qu'on assiste actuellement à une double évolution sur un même thème : la nécessité de retrouver la voie d'une croissance indispensable aux pays endettés comme à leurs créanciers. L'assouplissement de l'attitude américaine en matière de politique d'aide au développement devrait, pour les plus pauvres, permettre à une institution spécialisée dans les crédits à si long terme qu'ils s'assimilent à des dons, l'Association internationale de développement (AID), de bénéficier d'une reconstitution de ses fonds d'environ 12 milliards de dollars pour la période 1987-1989. Une amélioration, comparée à l'enveloppe de 9 milliards de dollars laborieusement réunie pour les trois années précédentes, mais dont la portée ne peut être surestimée. En tenant compte de l'inflation et de la croissance démographique des pays où l'AID opère, c'est un montant de 17 milliards de dollars qu'il aurait fallu obtenir pour retrouver les niveaux de 1981-1983.

Les cobayes latino-américains

A côté de cet effort, relatif, et qui bénéficiera en priorité aux pays les plus démunis d'Afrique, la communauté internationale tente de mettre en place une nouvelle stratégie vis-à-vis de la dette dont les pays latino-américains constituent une fois de plus les cobayes. Une fois de plus, car c'est en Amérique latine, où se trouvent les principaux débiteurs, que les crises les plus graves ont éclaté, mettant en péril les banques américaines et amenant Washington à revoir ses positions. C'est également en Amérique latine que, au fil d'expériences successives, les premières réponses au problème ont trouvé leurs limites.

L'opération de sauvetage financier sans précédent mise en place pour éviter un krach financier au Mexique, durant l'été 1982, accompagnée d'une sévère et courageuse politique de redressement, a un temps fait naître l'espoir d'une solution viable. En septembre 1984, et sous l'impulsion des organisations multilatérales, FMI en tête, un accord tout aussi exceptionnel tirait les leçons de la nécessité de dépasser le court terme et permettait aux Mexicains d'étaler sur treize ans le remboursement de 49 milliards de dollars. Dix-huit mois plus tard, le « bon élève » voyait son titre ravi par l'Argentine.

Entre-temps, l'admiration des créanciers de Mexico avait fait place à l'inquiétude née de nouveaux dérapages inflationnistes sans que les racines du mal économique mexicain – fuite des capitaux, structures administratives étouffantes, – soient extirpées. Et c'était au tour de Buenos-Aires, longtemps le mouton noir de la classe en raison de son refus des médications du FMI, de revenir sur le devant de la scène pour obtenir un satisfecit général pour son programme d'assainissement : le plan austral lancé en juin 1985 et baptisé du nom de la nouvelle monnaie. Le Mexique avait illustré l'importance d'envisager une gestion à long terme ; l'Argentine aura été le premier pays à prouver qu'il était possible d'adopter un plan purement national avant de le faire entériner par le Fonds. Deux expériences qui marquent encore aujourd'hui profondément les débats.

Au-delà de problèmes fondamentaux pour le moment écartés de la discussion internationale – l'évolution chaotique des cours de matières premières, dont la majorité des pays du tiers-monde dépendent encore largement, – au-delà des incertitudes de taille qui pèsent sur la conjoncture – la carte des gagnants et des perdants, compte tenu de la chute des prix du pétrole, de la baisse du dollar et de la détente sur les taux d'intérêt est encore très floue, – la recherche d'une nouvelle stratégie vis-à-vis des pays en développement tourne autour de deux questions intimement liées : la répartition des rôles entre les débiteurs, les créanciers et les organisations multilatérales ; les frontières à définir entre les impératifs de la gestion de la dette et celle de la croissance.

Un test suivi avec inquiétude

Un fait semble assuré d'être pris en compte, la nécessité pour les deux organisations sœurs, le FMI et la Banque mondiale, de coopérer plus étroitement. Il leur appartiendra d'essayer de faire la synthèse entre les programmes à mettre en œuvre en vue de redresser à court terme la situation financière d'un pays, vocation traditionnelle du Fonds, et les plans d'aménagement à long terme des structures économiques, terrain de prédilection de la Banque. Cette coopération deviendra pour la première fois institutionnelle lors de la conception conjointe des projets appelés à être financés par la « facilité pour l'ajustement structurel » créée en avril 1986 par le FMI et dotée de 3,1 milliards de dollars.

Ce test sera suivi avec une certaine inquiétude dans le tiers-monde, où l'on craint de voir s'additionner les sévères conditions préalables traditionnellement imposées par les deux organisations. Mais il préfigure une nouvelle façon d'aborder les difficultés des pays en développement susceptible de rassurer les créanciers publics et privés. Parmi ceux-ci, les gouvernements semblent en principe prêts à faire leur part du chemin et devraient finir par augmenter les ressources dont disposent les institutions multilatérales spécialisées. Reste à entraîner dans un mouvement destiné à accroître les flux de capitaux vers le tiers-monde des banques échaudées et réticentes qui, l'an dernier, ont pratiquement gelé leurs nouveaux crédits vers les pays endettés.

L'objectif est de taille, puisqu'il convient au bout du compte de trouver les moyens de financer des investissements productifs essentiels. Dans une récente étude, la Banque mondiale prenait l'exemple de dix-sept pays contraints, par le poids du service de leur dette, de réduire brutalement leurs dépenses et de peser sur la consommation comme sur les investissements. Résultat, ces derniers ont baissé de plus de 30 % en trois ans, aboutissant à une situation parfois intenable qui pose un dilemme pour l'avenir : trouver des ressources extérieures supplémentaires ou consacrer une moindre proportion des recettes nationales aux remboursements des échéances.

Le Pérou n'a rien dit d'autre en annonçant qu'il limiterait à 10 % de ses recettes à l'exportation le paiement de ses créanciers. Une sorte de plan Baker à rebours consistant à moins rembourser plutôt qu'à emprunter plus. Au-delà du discours politique du président Alan Garcia, la volonté de dénoncer les excès ou les incohérences du système sans chercher à en sortir est apparue partagée en fait par tous les grands débiteurs de la planète.

Qui prendrait le risque de se couper durablement du marché international des capitaux ? Mais, au travers d'une réflexion encore tâtonnante sur la dette, ce sont les modèles de développement actuels qui sont remis en cause. Le débat dépasse de très loin la seule équation financière du tiers-monde.

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

(1) Argentine, Brésil, Chili, Corée du Sud, Egypte, Inde, Indonésie, Israël, Mexique, Turquie, Venezuela, Yougoslavie.

La chronique de Paul Fabra

Le démultiplicateur

ALORS que l'appel, qualifié d'abord de *« gaffe politique »*, lancé par le vice-président George Bush à l'Arabie saoudite pour qu'elle ne laisse pas tomber trop bas le prix du pétrole — appel repris sur un ton diplomatique, dans les conditions que l'on sait, par M. Ronald Reagan — continue de défrayer la chronique et d'alimenter les cancans de la capitale fédérale, la situation économique des Etats pétroliers de l'Union continue de se dégrader à grande vitesse. Dans leur style jugé souvent « agressif » en Europe, peut-être à cause de leur prédilection pour les faits et les chiffres bruts, les reportages sur le tas publiés par la presse américaine en apportent tous les jours la confirmation.

« Quatre-vingt-dix jours de dégringolade du prix du pétrole ont déjà plongé le Texas, la Louisiane et l'Oklahoma — où se trouvent la plupart des producteurs des Etats-Unis — dans un tel désastre qu'il leur faudra peut-être plusieurs années pour le réparer, même si les prix se stabilisent. Les dommages causés s'étendent bien au-delà des industries du pétrole et du gaz proprement dites, ils menacent maints progrès accomplis depuis une décennie dans les domaines social, culturel et universitaire. » Le correspondant du *Washington Post*, auteur de ces lignes, précise en quelle mesure — selon toutes apparences considérable — *la récession provoquée par la crise du marché des hydrocarbures* (elle dure depuis au moins deux ans et n'a fait que se précipiter au cours du premier trimestre de 1986) est en train de lever son lourd tribut sur les dépenses afférentes aux services municipaux, à la sécurité sociale (welfare programs) et *« sur l'ensemble des activités et institutions qui caractérisent une société moderne : enseignement supérieur, grandes écoles, centres hospitaliers, musées, concerts »*.

Dans aucune autre partie du monde, sinon au Japon, pareil effort n'a été depuis une dizaine d'années systématiquement entrepris pour devenir un pôle de culture en quelque sorte obligé. Sous l'impulsion souvent de riches entrepreneurs — certains d'entre eux aventuriers de la fortune, parvenus de génie. Comme le *Tycoon ou The Great Gatsby*, de Fitzgerald, — d'impressionnantes collections ont été formées, d'objets d'arts mais aussi de livres et documents présentant un grand intérêt historique.

Les plus grands architectes ont été invités pour édifier d'élégantes et hautes constructions destinées à servir le prestige de villes briguant le rang de nouvelles métropoles, l'idée étant de faire d'elles des cités riches à la fois des réalisations les plus modernes et des trésors du passé. C'est cette ambition collective, à maints égards admirable, qui semble aujourd'hui sinon compromise, du moins retardée dans son élan.

A La Nouvelle-Orléans, le conseil municipal, *qui a déjà dû ordonner la fermeture de trois bibliothèques (dont l'une* installée dans une maison historique récemment rénovée), envisage de renoncer à la totalité du réseau qui comprenait onze bibliothèques publiques. Plus graves apparaissent les réductions de crédit et celles des subventions versées par les Etats de la région au système de santé — ce sont des millions de dollars que des hôpitaux réputés pour la qualité de leurs soins et de l'enseignement qu'y reçoivent les étudiants en médecine auront en moins — et au système éducatif.

Il était jusqu'à une époque récente, et parfois aujourd'hui encore, hélas ! enseigné aux étudiants en sciences économiques, avec le plus grand sérieux, qu'en augmentant les dépenses publiques on peut, sous certaines conditions, relancer l'activité de l'appareil de production. L'une des conditions ainsi posées par ceux qui exposent directement l'effet de ce qu'on appelle, dans le jargon des économistes modernes, le « multiplicateur », ajoutez « keynésien », est qu'il existe des capacités de production inemployées, autrement dit qu'il existe des chômeurs et des équipements sous-utilisés.

VOILA *un exemple caractéristique du mélange de « sophistication »* (dans le double sens, anglais et français de ce terme) et de naïveté doctrinale qui marque la *« science »* économique contemporaine. D'un côté, on fait appel à un raisonnement apparemment rigoureux pour « démontrer » que si 80 % des dépenses supplémentaires de « relance » sont consommées, le coefficient multiplicateur sera de 5 ; d'un autre côté, on nous prévient que la multiplication des petits pains ne sera pas possible s'il n'y a ni boulangers ni fours disponibles pour les faire cuire.

Cette condition préalable du sous-emploi, — est-il besoin de le préciser ? — existe au Texas, dans la Louisiane et dans l'Oklahoma. On y connaît, à des degrés variables, le chômage, tandis que beaucoup des capitaux investis à perte dans le pétrole sont, à n'en pas douter, en quête de nouveaux emplois. Au premier coup d'œil cependant, l'idée que, pour vaincre la crise provoquée par la chute des cours des hydrocarbures, il conviendrait non pas de fermer les bibliothèques et de réduire le nombre des professeurs dans les universités, mais au contraire de multiplier les projets d'utilité publique, apparaît irréalisable. La raison en est que, dans ce cas précis, le lien entre, d'une part, la disparition des revenus qui soutenaient les dépenses et, d'autre part, la renonciation à ces dernières est manifeste.

Il est en outre difficile d'imaginer que les collectivités locales, privées de leurs recettes fiscales, et les riches donateurs, menacés désormais de faillite, recourent à l'emprunt afin de pouvoir continuer à financer des activités d'une grande utilité sociale, certes, mais fort coûteuses. A supposer qu'ils trouvent des prêteurs, ce qui est douteux, les charges supplémentaires qu'ils se mettraient ainsi sur le dos aggraveraient encore leur mauvaise situation.

On soupçonne que les théories du genre « multiplicateur » — et leurs infinies variantes, tel le beau théorème d'Haavelmo (selon lequel — ah ! le monde miraculeux des finances publiques — si les dépenses et les recettes budgétaires s'accroissent d'un certain montant, le revenu national augmente du même montant) — n'ont tenu la rampe si longtemps qu'à la faveur d'une illusion d'optique. On raisonne sur des grandeurs « macroéconomiques » (le revenu national, la consommation nationale, etc.) qu'on a fini, erreur fréquente, par prendre pour des réalités en soi, ce qui a fait perdre le sens des mécanismes à travers lesquels le processus économique s'enchaîne.

CE sont les activités économiquement rentables qui fournissent les rassources nécessaires au financement de dépenses qui, pour être « improductives » au sens économique du terme, n'en sont pas moins utiles, voire absolument indispensables, au développement de l'homme et de la société à laquelle il appartient. Un Etat, pour diminuer le chômage, peut bien créer artificiellement des postes d'occupation, sous la forme par exemple de travaux d'utilité collective. Il faut savoir que de tels programmes sont payés par la production nationale et pèsent sur elle, ce qui n'est pas une raison pour y renoncer, mais ce qui en est une pour ne pas en attendre ce qu'ils ne peuvent pas donner.

L'erreur est de croire qu'en distribuant des revenus non gagnés on met en place — autre illusion de la théorie économique encore couramment admise — des « stabilisateurs automatiques » dont l'effet est de soutenir l'activité générale en cas de récession prolongée. Ce à quoi l'on procède en réalité par ce moyen (indemnisation du chômage par exemple), c'est à une répartition, en soi souhaitable sous certaines conditions, des sacrifices.

Notes de lecture

par Alfred Sauvy

RONY BRAUMAN et divers

Le Tiers-Mondisme en question

Résultats d'un colloque, organisé, en janvier 1985, par la fondation Liberté sans frontières.

En raison de l'absence de vues précises sur l'attitude à recommander aux pays pourvus, le titre se prêtait à des heurts idéologiques et n'y a pas manqué. Déjà l'expression *tiers-monde*, qui supporte difficilement le pluriel, recouvre des situations si diverses que moins délicats auraient été des débats par région. En outre, le rappel peu opportun du passé, colonial ou non, *a éloigné du champ à explorer*.

Des vues positives ont, heureusement, suivi. Si opportunes qu'aient été les vues de Jacques Giri sur les pays les moins avancés et notamment le Sahel, elles ont été heureusement complétées par l'excellente intervention de l'agronome J. Klatzmenn. Vues pertinentes, également, de Gilbert Etienne, sur l'Inde, qui a démenti les sombres pronostics formulés il y a quarante ans, puis à l'occasion de la *« révolution verte »*.

Plus concrète encore la deuxième partie : J. Giri dément les critiques classiques contre la préférence donnée aux cultures d'exportation sur les cultures vivrières. Michel Fouquin rappelle, lui, l'essor de la nouvelle Asie industrielle, suivi de Gilbert Etienne, précisant que, en dehors de la Corée du Sud, il s'agit de Chinois.

Vient enfin l'éternelle oubliée, la démographie. Moins optimiste que les Nations unies sur la mortalité, Jacques Dupaquier, suivi de J.-C. Chesnais, rappelle, en outre, les déboires des Soviétiques sur ce point.

Tout en regrettant l'absence d'une conclusion plus réaliste que les vues de C. Castoriadis, nous sommes heureux de voir Pierre Uri reprendre la proposition, formulée par Pierre Mendès France, d'une monnaie mondiale assise sur un panier de matières premières.

★ Olivier Orban, Paris, 1986, 21 cm, 226 pages, 89 F.

M. CICUREL, J. KLEIN, C.-A. MICHALET, CH. STOFFAES

Une Economie mondiale

L'article indéfini utilisé dans le titre de cet ouvrage de cinq jeunes économistes, d'enseignement et d'action, est, peut-être, une marque de modestie, attestant qu'il s'agit moins d'une leçon que d'une façon de voir.

Il ne nous trouble guère, F. Rachline, en rappelant la négation du mouvement par Zénon d'Elée, mieux immortalisée par P. Valéry que par Kafka. Le contraste entre l'intensité des courants mondiaux et la souveraineté politique des Etats n'a, en outre, pas besoin de la BRI pour nous frapper. Appeler un déplacement *délocalisation ne rend* pas la question *plus claire.*

Plus curieux, plus attrayant, le « village planétaire » du spécialiste C.-A. Michalet des multi (ou trans) nationales. Dépendance, dit-il, donc fragilité. Si saisissante que soit la pénétration réciproque entre la France et l'extérieur, conclusion dans l'incertitude.

C'est, du reste, ce mot qu'emploie J. Klein, professeur à HEC, et consultant apprécié. Bonne description des instruments monétaires du monde capitaliste. Ce sont les hommes qui doivent céder aux impératifs, notamment par la levée des contrôles des changes. Ne croyons pas, pour autant, que les moyennes mobiles facilitent la prévision ; elles rassurent le cœur plus que l'esprit.

Après avoir gravi les marches d'un escalier moins raide, sans doute, que la face nord de l'Eiger, mais bien plus fréquenté, Michel Cicurel nous rappelle, sans ménagement, les attristants résultats d'un sondage sur le chômage, cruelle explication, en somme, de la persistance du mal.

Bien mises en valeur, les servitudes de la Communauté européenne et du SME. Y a-t-il un lobby dévaluationniste ? Les cinquante-quatre millions de Français, serait-on tenté de répondre. Mais la meilleure arme de la défense n'est-elle pas l'offensive ? Indépendance de la Banque de France ? L'auteur semble oublier que le premier pouvoir est de battre monnaie.

Mieux que personne, Ch. Stoffaes sait que la France est lanterne rouge de l'OCDE. Lui aussi voit, dans la concurrence, le moyen de combattre le « ruralisme frileux » de Méline et de Pétain. La seule matière première disponible chez nous n'est-elle pas la matière grise ?

Peu utile, l'historique final : laissons la résignation aux historiens. Plus que quiconque, l'auteur sait que c'est en avant que nous devons regarder.

★ « Pluriel inédit », Hachette, Paris, 1985, 18 cm, 312 pages, 50 F.

SAMIR AMIN

La Déconnexion

Des hommes clairvoyants, frappés par les maux de la société, des refus résolus, nous en avons souvent vus dans l'Histoire, mais rarement d'aussi troublants que celui-ci. Les idéologues classiques finissent, en effet, par s'enfermer dans un fief de postulats qu'il faut bien appeler rêves, tant que l'explosion espérée n'a pas lieu.

Quelque peu différent, le cas de l'auteur africain : observateur permanent des échanges, des événements, et des troubles, et rebelle à toute idéologie simpliste et reposante, il tempère son refus par un scrupule permanent. Il s'agit ici de *déconnexion*, c'est-à-dire de dénouer ou briser les chaînes qui lient la « périphérie » au centre, au cerveau capitaliste.

S'il avait pris l'Union soviétique pour modèle, son esprit serait en repos ; mais la Chine elle-même — encore qu'elle bénéficie d'un œil plus indulgent — est loin de répondre à l'idéal cherché.

Elle revient souvent sur ses pas, cette pensée tourmentée : après avoir appelé un peu pompeusement le tiers-monde « un aggloméraf hétéroclite de formations capitalistes, qui seraient, elles aussi, le lieu d'une accumulation capitaliste », c'est un net refus qu'elle oppose aux vues, prétendues audacieuses, comme celles de la commission Brandt ou de Bill Warren.

Le passage le plus intéressant est, paradoxalement, le jugement porté sur les pays capitalistes aujourd'hui. Rejetant la solution keynésienne, même généralisée à l'OCDE (tout en restant dans le globalisme impénitent), il s'attache, un moment, aux Verts, dont le désir serait, selon A.G. Frank : « Arrête la machine, je veux sortir ! » formule qui s'apparente de façon étrange... à la déconnexion.

Et nous parcourons inlassablement la planète, toujours poussés par le vent du scrupule. La Corée ? Elle revient souvent dans le champ, ainsi, du reste, que la Chine. Aucune violence affective, aucun terme vif, mais l'espoir permanent d'une révolution proprement populaire.

Déconnexion ? Aucun Etat, pourra-t-on objecter, n'est tenu de s'adresser à la féroce Banque mondiale, ni à la machine infernale FMI, mais les servitudes économiques sont là. Déconnexion ne signifie d'ailleurs pas autarcie. L'espoir repose sur de grands Etats multinationaux avec le regret de Nkrumah.

★ Editions La Découverte. Paris, 1986. 22 cm 335 pages. 120 F.

AHMED TRACHEN

Développement et dynamisme de l'inégalité

Le professeur d'économie des universités de Marrakech et de Casablanca nous donne ici les fruits d'une longue réflexion sur les rapports entre le rythme de développement et l'inégalité des conditions. Cet ouvrage de valeur est plutôt desservi par la préface de Jean Paelink, où nous lisons : *« Cette méthodologie ne réalise pas une intégration adéquate de la composante temporelle, pour aboutir à une analyse dynamique du phénomène étudié. »* Les économistes français n'ont décidément pas le monopole de l'abstraction.

Plus clair, heureusement, l'ouvrage : la première partie comporte un refus de séparer le spatial du social. De façon générale les riches se localisent au centre, les pauvres à la périphérie. C'est en atténuant, est-il ajouté, les disparités régionales que l'on peut réduire les inégalités sociales. La question ne nous semble pas aussi simple et dépend, tout au moins, des pays.

L'influence des distances sur les inégalités sociales est étudiée sur un modèle théorique bien construit, mais qui est loin d'être décisif. Quelques vues expérimentales auraient été bienvenues. Suivent opportunément les études d'urbanologues, surtout américains. Divergence des résultats : selon plusieurs auteurs, il n'existe aucune relation directe entre la dimension de la ville et l'inégalité des revenus. Regrettable, mais explicable, est la localisation des vues sur les Etats-Unis, si loin d'être représentatifs, même du monde développé.

En France, est-il cependant ajouté, les prix des produits et services sont en rapport avec la dimension des villes, atténuant ainsi l'inégalité des revenus, dont, peut-on ajouter, ils sont peut-être la conséquence.

Le chômage est en rapport avec la dimension de la ville et, semble-t-il aussi, avec le salaire. Elle est plus grande encore dans les pays en développement, l'inégalité sociale, que dans les pays riches.

Les constatations formulées rejoignent les conclusions de Kuznets sur les mouvements dans le temps. Le début du développement s'accompagne d'un accroissement de l'inégalité. N'avons-nous pas tous vu comment s'étire une colonne, pendant la mise en marche ? Injustice, paupérisation, exploitation ? Toutes les épithètes sont permises ; à coup sûr, accès inégal aux fruits de la croissance.

En seconde partie, des vues d'une grande portée sur les Etats-Unis, la France et le Maroc. Moins probantes, les explications de l'analyse factorielle données en annexe. Des explications, on en trouve toujours.

Ensemble remarquable qui laisse un large champ à la recherche.

Bibliographie anglaise et française, qui comprend même une étude allemande, mais qui aurait pu retenir les travaux éminents de D. Courgeau.

★ Economica, Paris, 1985, 24 cm, 208 pages, 98 F.

SERGE LATOUCHE

Faut-il refuser le développement ?

Un réquisitoire ou du moins un manuel de non-satisfaction, où la vivacité prime souvent la clarté. Voici, par exemple : *« L'objectivation du développement est la source de la conception « technique » des stratégies de développement. »*

En dépit de leur portée, les questions de population sont à peu près passées sous silence. Est toutefois évoqué l'allongement de la vie, attribué un peu légèrement à la seule médecine. L'industrialisation est étrangement qualifiée d'« artificielle », et le cas de l'Inde n'est pas plus cité que celui des pays asiatiques néo-industriels.

L'espoir de voir, en fin d'ouvrage, proposer une solution politique ou du moins une attitude est déçu : la conclusion est une citation de Kant séparée de son contexte.

Bibliographie.

★ Presses universitaires de France, Paris, 22 cm, 216 pages, 135 francs.

HENRI SCHWAMM et PATRIZIO MERCIAL

Les Entreprises multinationales et les services

Sans peur et sans malice aussi, les deux spécialistes de l'Institut de l'université de Genève nous plongent, dès l'abord, dans l'angoisse des définitions. Loin de l'honnête charrue et de la forge solide, ils essaient, après tant d'autres, de définir le secteur tertiaire et subissent notamment les troubles suscités par le travailleur (manuel) de la chirurgie et par le stockage des connaissances.

Après le rappel des trois vagues : services de compétence, purs services dits d'externalisation (travail temporaire, gardiennage, etc.) et la vague actuelle d'informatisation et de commercialisation, vient un essai de mesure de la place du tertiaire public et privé dans l'économie. Pour atteindre les 65 % du PIB mondial, il a fallu, sans doute, utiliser une bien large définition, englobant notamment les transports.

Concurrencés dans leur industrie, les pays riches se reportent sur les exportations de services, notamment bancaires. Il faut sans cesse lutter, imaginer pour franchir les frontières toujours renaissantes, tant le protectionnisme trouve des formes de plus en plus subtiles. Crédit-bail, forfaitage, affacturage, cartes de crédit, eurochèques, transferts électroniques de fonds, chèques de voyage, autant de moyens de pénétration, auxquels s'ajoutent les assurances (toujours si bien tenues par l'Angleterre) et les réassurances, socialisées non seulement dans les pays socialistes, mais dans la plupart des pays peu développés. Si solide qu'elle soit, la grande compagnie soviétique Ingostrakh se couvre partiellement dans le monde bourgeois.

Moins connues peut-être, les autoassurances, sous forme de « compagnies captives », de plus en plus puissantes, en dépit de leur nom. En France et au Japon, elles sont quelque peu protégées par la législation vis-à-vis des entreprises de « révision comptable ».

La publicité ne pouvait échapper à la concentration nationale ou mondiale. En France, deux groupes maîtres, Havas (public) et Publicis (privé). Indépendance également, ou du moins résistance, au Brésil et au Japon.

Quelques prévisions viennent ensuite sur le tourisme : contrairement à une opinion répandue, les grands établissements et les hôtels de luxe sont plus rentables que les petits. Quant à la concentration dans l'aviation, elle exerce ses répercussions sur les agences de voyages. Troublante biologie.

Bibliographie. Excellent ouvrage, document précieux, d'accès facile et dont les auteurs ont le mérite supplémentaire de s'exprimer en termes français.

★ Presses universitaires de France, Paris, 1986. 18 cm. 125 pages. 32 F.

MARIE-HÉLÈNE GILMAN ET COLLABORATEURS

Economie 1986

L'Institut d'économie et de sociologie du Roussillon, *émanent de l'université de Perpignan (M. François* Régis Mahieu), nous a, une fois encore, fourni un document plein d'intérêt, sous forme de huit articles. En tête vient celui de M.H. Gilman sur la population de Perpignan, de 1975 à 1982, une des rares villes de France dont la population ait augmenté d'un recensement à l'autre. Plus forte encore, l'augmentation de la périphérie.

Cette croissance est due à l'immigration, qui a, en outre, exercé un effet de rajeunissement. En dépit de celui-ci, 25 % de sexagénaires, chiffre préoccupant.

Mentionnons aussi l'article de Yves Wagner sur la politique monétaire et sur la « réponse » du public, sous forme de confiance plus ou moins vive et parfois d'anticipations des événements.

Bibliographie.

★ Université de Perpignan, 1986, 24 cm, 180 pages.

économie

LE COLLECTIF BUDGÉTAIRE

20 milliards de dépenses nouvelles

(Suite de la première page.)

L'essentiel des économies faites sur ce poste proviendrait donc de l'abandon du projet de Carrefour de la communication (mais non du projet architectural dans lequel il devait être inclus).

D'autres arbitrages ont été rendus, notamment dans le domaine de l'équipement, où a été prise en compte la demande de M. Pierre Méhaignerie de ne pas diminuer les investissements (primes d'aménagement du territoire et crédits routiers, principalement). S'agissant des aides à l'industrie, le ministre, M. Alain Madelin, s'est présenté plaisamment, à la sortie de la réunion, comme un modèle de rigueur, méritant d'être « *déposé au Pavillon de Sèvres comme mètre-étalon des économies budgétaires* ». Les décisions prises dans ce secteur tendent à amorcer le processus, voulu par le gouvernement, de réduction parallèle des charges des entreprises et des interventions de l'Etat en leur faveur.

D'autres économies sont attendues de la suppression de postes dans les services publics. La loi de finances votée par les socialistes prévoit le non-remplacement de quatre mille cinq cents fonctionnaires partant à la retraite. Ce chiffre devrait être porté à six mille ou six mille cinq cents par le projet de loi de finances rectificative.

Les économies inscrites dans ce « collectif » s'insèrent dans la perspective d'une réduction sur trois ans du déficit du budget. L'objectif est de ramener ce déficit, évalué à 160 milliards de francs (sous réserve des conclusions du rapport de M. Renaud de la Genière), à 100 milliards de francs, soit l'équivalent du montant actuel de la dette. A cette fin, le niveau des économies décidées, soit 20 milliards de francs en année pleine, sera maintenu en 1987 (M. Valéry Giscard d'Estaing avait souligné à l'Assemblée nationale, le 9 avril, qu'il s'agit là, selon lui, d'un effort « *minimal* »).

Les grandes lignes du budget de 1987, évoquées au cours de la réunion de dimanche, comprennent aussi une diminution de la fiscalité. Le processus de suppression de l'impôt sur les grandes fortunes doit être « *affiché* » dans le collectif, avait indiqué M. Juppé à la fin de la semaine. A ce sujet, certains ministres ont exprimé le souhait que cette mesure n'apparaisse pas comme un cadeau aux chefs des entreprises ou aux particuliers les plus fortunés, mais qu'elle soit conçue et présentée comme une disposition visant à préserver le patrimoine des entreprises pour favoriser l'emploi.

« *Il y aura les économies prévues, et il n'y a pas beaucoup de dépenses supplémentaires* », a indiqué M. Balladur en quittant l'hôtel Matignon après deux heures de réunion. Au chapitre des dépenses, M. François Guillaume, ministre de l'agriculture, a inscrit les aides qu'il avait annoncées le 10 avril au congrès de la FNSEA à Brest, c'est-à-dire, principalement, l'exonération de la moitié de la TVA sur le fuel et les huiles et des primes de restructuration laitière, l'une et les autres représentant environ 1 millard de francs au total.

4 à 5 milliards pour l'emploi des jeunes

Les principales dépenses décidées concernent, cependant, l'emploi des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans, pour lequel le ministre des affaires sociales, M. Philippe Séguin, a présenté un plan. Les dispositions retenues correspondent à un montant d'aides de l'Etat de 4 à 5 milliards de francs en exonérations de charges sociales. Le dispositif de formation en alternance serait maintenu, avec une exonération totale des charges pour les entreprises qui embauchent des jeunes à ce titre. La formule du stage d'initiation, dont la durée actuelle est de trois mois, serait portée à six mois ; celles des contrats de qualification et des contrats d'adaptation étant maintenues. La nouveauté réside dans le contrat d'insertion, qui prendrait la suite des formules précédentes et qui permettrait aux entreprises de prolonger d'un an, avec une exonération de 50 % des charges sociales, l'embauche des jeunes qu'elles ont déjà en stage ou sous contrat, ce qui devrait acheminer ceux-ci vers un engagement définitif.

M. Séguin a tenu à ce que cette embauche se fasse bien au niveau du SMIC, dont il estime qu'il ne doit pas être remis en cause (les TUC étant maintenus, mais pour les collectivités locales seulement), quitte à ce que l'Etat aide les entreprises à en supporter le coût. La formule retenue, qui met l'accent sur l'« insertion » davantage que sur la formation, doit permettre, en outre, d'amorcer la fiscalisation des cotisations pour allocations familiales, prévue dans le programme de la majorité.

Les décisions prises, sous réserve d'ultimes arbitrages, seront officialisées lors de la réunion du conseil des ministres du 16 avril.

PATRICK JARREAU.

REPÈRES

Dollar : plus ferme à 7,36 F

En vif repli à la veille du week-end, le dollar s'est raffermi, lundi 14 avril, sur la rumeur, non confirmée, d'un accord entre le président Reagan et le premier ministre nippon, M. Nakasone, sur un cours de 180 yens pour 1 dollar. Ce dernier est aussitôt remonté de 179 yens à 180 yens et s'est raffermi vis-à-vis du deutschemark, à 2,3120 DM contre 2,2950 DM, et du franc, à 7,36 F contre 7,33 F.

Masse monétaire : + 5,3 % en France

La masse monétaire a progressé en France de 5,2 % entre février 1985 et février 1986 (M3). La moyenne trimestrielle centrée en janvier a augmenté de 5,3 % en mars, soit un taux légèrement plus élevé que la limite supérieure de la fourchette d'objectif fixé pour 1986 entre 3 % et 5 %, note la Banque de France.

Textile : la CEE contingente ses importations de Turquie

La Communauté européenne a obtenu des exportateurs turcs la conclusion d'un accord limitant les importations communautaires de vêtements turcs de 1986 à 1988. Des négociations étaient engagées depuis longtemps avec le gouvernement d'Ankara, qui s'est toujours refusé à accepter une limitation de ses exportations de prêt-à-porter, qu'il considère comme non conformes à l'accord d'association entre la Turquie et la CEE de 1963. Devant l'impossibilité d'obtenir de la Turquie de tels accords d'autolimitation, la CEE avait imposé des quotas unilatéraux à ses importations en application de la clause de sauvegarde du GATT. L'accord finalement obtenu avec des associations turques d'exportateurs prévoirait un plafond de 33 millions de T-shirts, 16,5 millions de chandails, 2 000 tonnes d'autres vêtements de dessus, 11,5 millions de pantalons, 9,5 millions de chemisiers, 14,5 millions de chemises et 60 000 tonnes de linge de lit. Pour les autres produits, les exportations ne seraient autorisées que dans certains pays de la CEE, essentiellement l'Allemagne fédérale.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	7,3140	7,3170	+ 45	+ 65	+ 70	+ 110	+ 150	+ 270
$ can.	5,2543	5,2602	– 118	– 97	– 239	– 196	– 575	– 469
Yen (100)	4,1021	4,1061	+ 90	+ 106	+ 173	+ 203	+ 506	+ 581
DM	3,1814	3,1841	+ 69	+ 85	+ 147	+ 172	+ 416	+ 453
Florin	2,8248	2,8271	+ 52	+ 62	+ 98	+ 117	+ 267	+ 323
F.B. (100)	15,6751	15,6883	– 247	– 146	– 420	– 281	– 615	– 160
F.S.	3,8084	3,8129	+ 95	+ 116	+ 202	+ 233	+ 579	+ 664
L. (1 000)	4,6416	4,6465	– 133	– 77	– 307	– 224	– 972	– 814
£	10,8393	10,8511	– 292	– 240	– 548	– 467	– 1287	– 1068

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	6 7/8	7 1/8	6 13/16	6 15/16	6 13/16	6 15/16	6 3/4	6 7/8
DM	5 1/4	5 1/2	4 5/8	4 3/4	4 1/2	4 5/8	4 3/8	4 1/2
Florin	5 1/8	5 3/8	5 3/16	5 5/16	5 3/16	5 5/16	5 3/16	5 5/16
F.B. (100)	11 1/2	13 1/2	9 1/4	9 3/4	8 5/8	9	7 13/16	8 3/16
F.S.	3	3 3/4	4 5/16	4 7/16	4 3/16	4 5/16	3 15/16	4 1/16
L. (1 000)	8	10	9 7/8	11 1/8	10 1/2	11 3/8	11	11 5/8
£	11 1/8	11 3/8	10 3/4	10 7/8	10 7/16	10 9/16	9 3/4	9 7/8
F. franç.	8 1/8	8 3/4	7 1/4	7 7/8	7 1/4	7 7/8	7 1/4	7 7/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Au « Grand Jury RTL-*le Monde* »

M. DELEBARRE MET EN GARDE LES SYNDICATS CONTRE DES « RÉVEILS UN PEU DOULOUREUX »

Invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* » le dimanche 13 avril, M. Michel Delebarre, ancien ministre du travail, a donné aux syndicats dans leurs rapports avec le nouveau gouvernement « *un conseil de prudence et de modération* » : « *On peut quelquefois émettre des regrets* (...) *lorsque cette volonté de dialogue institutionnel de la part de responsables syndicaux leur ferait par trop oublier que, dans le contenu des propositions électorales des responsables politiques qu'ils ont en face d'eux, il y avait des éléments qui mettent en cause des données essentielles du code du travail ou des données essentielles de la vie syndicale dans notre pays. Et je crains que, pour certains responsables syndicaux, les réveils ne soient un peu douloureux.* » Avant la discussion du projet de loi d'habilitation, le groupe socialiste de l'Assemblée nationale va recevoir les organisations syndicales.

M. Delebarre a toutefois estimé que « *le gouvernement a tout à fait raison de poursuivre un des axes prioritaires de la politique gouvernementale qui avait été conduite depuis 1981. Je pense à l'attention extraordinaire qu'il faut porter à la situation des jeunes demandeurs d'emploi* ».

« *Ce que j'ai compris des propositions de M. Séguin,* a-t-il poursuivi, *c'est que celui-ci souhaitait assouplir le dispositif de formation en alternance dans les entreprises en veillant en particulier à ce que cela revienne moins cher aux entreprises par des allégements de charges sociales. Si cela peut conduire les entreprises à se décider à prendre des dizaines de milliers de jeunes en plus dans les formations en alternance, si ces jeunes peuvent ainsi trouver des débouchés, je souhaite que le gouvernement puisse le faire.* »

L'ancien ministre a renouvelé son opposition à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement : « *Si on supprime l'autorisation, on verra beaucoup d'entreprises françaises, en particulier petites et moyennes, procéder à des licenciements, comme si c'était la seule façon d'améliorer la gestion de l'entreprise. Ce serait une démarche totalement stupide.* (...) *Avant de mettre en cause l'autorisation administrative de licenciement, veillons à développer la présence syndicale et le dialogue social dans les entreprises et faisons en sorte que soient négociés des accords sociaux entre les partenaires.* »

SELON UNE ÉTUDE DE L'UNEDIC

63,2 % des chômeurs étaient indemnisés en mars 1985

Depuis qu'est née la polémique sur les « nouveaux pauvres », à l'été 1984, l'UNEDIC suit régulièrement le dossier des chômeurs non indemnisés, dont on avait pu croire qu'il alimentait ce phénomène.

La dernière enquête, réalisée avant le 31 mars 1985 et publiée dans un récent numéro du *Bulletin de liaison de l'UNEDIC* (numéro 99, décembre 1985 - janvier 1986) ne fournit pas d'éléments différents. Mais un sondage réalisé auprès d'un échantillon constitué d'une partie de cette population fait apparaître des caractéristiques majeures. En moyenne, et selon les cas, les deux tiers des chômeurs non indemnisés sont célibataires, la proportion étant encore plus forte (78 %) pour les personnes privées d'une allocation réservée aux jeunes à la recherche d'un emploi ou aux femmes essayant de se réintégrer dans le marché du travail. A 52 %, ces non-indemnisés sont des jeunes qui habitent chez leurs parents, et 20 % seulement sont chef de famille.

Parmi les foyers qui comportent un chômeur non indemnisé, 35 % ne comptent aucune personne ayant un emploi, ou, sinon, les revenus salariaux de la famille sont à peine supérieurs au SMIC. Dans 10 % des foyers, vit une autre personne en chômage indemnisé et, dans 20 %, un retraité ou un pré-retraité.

Une analyse, faite six mois plus tard (au 30 septembre 1985) montre que plus de la moitié de ces chômeurs non indemnisés (51 %) avaient finalement été radiés de l'ANPE. Encore faut-il faire une distinction parmi les motifs, puisque, sur ce nombre, 39,4 % avaient retrouvé un emploi et 6,9 % étaient inscrits dans un stage de formation, alors que 39 % avaient été absents au pointage.

Pour comprendre cette situation, il convient également de savoir pourquoi des chômeurs ne sont pas indemnisés. A la fin du mois de mars 1985, on dénombrait 2 634 300 demandeurs d'un emploi à l'ANPE (à temps plein, à temps partiel ou saisonnier), sans compter les 12 000 chômeurs dispensés de la recheche d'un travail en raison de leur âge.

Parmi ceux-ci, 1 665 200 étaient indemnisés, soit 63,2 % contre 59 % en décembre 1984 et 55,8 % en septembre 1984. Ainsi, il y avait à cette époque 972 900 chômeurs non indemnisés, dont 43 % de femmes et 30,7 % d'hommes inscrits à l'ANPE (les moins de vingt-cinq ans représentaient 47,9 % des non-indemnisés), un grand nombre (48,5 %) ayant une ancienneté supérieure à deux ans.

Des situations socialement inacceptables

Selon les cas, toutefois, le fait de ne recevoir aucune allocation s'explique par des situations inacceptables socialement – 196 600, soit 21,1 % du total, n'ont jamais réclamé une indemnisation, en majorité des femmes (55,3 %) et des jeunes de moins de vingt-cinq ans (44,5 %), qui n'ont parfois pas intérêt à réclamer le bénéfice de droits à la durée limitée pour conserver l'avantage d'éventuelles demandes ultérieures.

Trois cent vingt-neuf mille trois cents demandeurs d'emploi, soit 35,4 %, se sont vus refuser leur dossier, dont 62 % de femmes, parce qu'ils ne pouvaient pas justifier d'une période d'activité salariée suffisante (29,6 %), ne pouvaient fournir les attestations de fin de cycle scolaire ou de diplôme (11 %), occupaient un emploi hors du champ de l'UNEDIC (11,5 %) ou avaient démissionné (8,9 %).

Une troisième catégorie, plus réduite, comprenait les 26 500 demandeurs d'emploi (2,9 %) dont le dossier avait été classé sans suite. Viennent après les 98 000 non indemnisés, soit 10,5 %, qui recevront plus tard une allocation, mais qui doivent subir une période de carence.

Cela est le cas essentiellement des jeunes à la recherche d'un premier emploi et qui doivent attendre un certain délai, calculé depuis leur sortie du système scolaire. Une autre catégorie, également temporaire, regroupe les chômeurs en interruption momentanée d'indemnisation, qui étaient 25 700, soit 2,8 %. Le plus souvent, il s'agit de personnes qui ont trouvé un emploi très limité dans la durée ou ont travaillé à temps partiel, ou encore ont changé de domicile.

La dernière catégorie enfin, et la plus préoccupante, rassemble les 253 900 non indemnisés (27,3 %) qui ont épuisé tous leurs droits à une quelconque indemnisation. On y trouve beaucoup de femmes (58,9 %), dont les durées d'indemnisation sont en général plus courtes que celles des hommes, et des jeunes de moins de vingt-cinq ans, pour la moitié. En augmentation sensible, ce groupe a reçu une indemnisation pendant onze mois et demi en moyenne et n'avait rien touché depuis huit mois. Pour près de 8 % d'entre eux, la dernière allocation perçue remonte à deux ans.

ALAIN LEBAUBE.

EN BREF

ERRATUM. – Une date du sous-titre de l'article intitulé « Le phénomène Minitel », paru dans le supplément SICOB, le 12 avril, était erronée. Plutôt que de lire : « *En 1985, ce (le Minitel) n'était qu'un pari risqué. En 1986, c'est un succès industriel et commercial* », il fallait lire : « *En 1978, c'était un pari risqué* », etc.

● **M. Bergeron exprime des réserves sur les dénationalisations.** – S'exprimant à Rodez le 11 avril, M. Bergeron, secrétaire général de FO, a déclaré, en faisant allusion à la BNP, au Crédit lyonnais et à la Société générale : « *Je n'aurais pas, moi, dénationalisé les trois vieilles* ».



AFFAIRES

LE MARASME DU MARCHÉ AUTOMOBILE FRANÇAIS

Epargner ou conduire : il faut choisir

Il faut remonter dix ans en arrière, en 1975, pour trouver un premier trimestre plus mauvais, pour les ventes de voitures particulières, que celui de cette année. Avec 433 530 immatriculations en trois mois, 1986 est en retrait de 1,2 % sur les premiers mois de 1985, qui n'avaient déjà guère été brillants ; 1984 avait été une année noire (1,757 million d'immatriculations). 1985 avait connu une quasi-stagnation (1,766 million). Ce début d'année ne s'annonce pour l'heure guère mieux. Comment expliquer la persistance du marasme sur le marché français, alors même que les constructeurs espèrent une reprise depuis plusieurs mois et tablent sur une augmentation des immatriculations pour 1986 : 1,88 million chez Renault, 1,9 million chez Peugeot ?

Les constructeurs invoquent la lourdeur des taxes qui grèvent l'industrie automobile française par rapport à ses concurrents. Selon des calculs de la Chambre syndicale des constructeurs automobiles (CSCA), les taxes représenteraient environ 43 % du coût de revient d'un véhicule sur une durée d'utilisation de cinq ans et pour 15 000 kilomètres par an. De quoi décourager les Français d'acheter une voiture.

Ainsi, soulignent en chœur Peugeot et Renault, la TVA qui pèse sur l'automobile s'assimile, en France, à celle des produits de luxe avec un taux de 33 %, alors que celui-ci n'est que de 14 % en Allemagne et de 20 % en Italie. *« Avec une TVA au taux moyen de 18,6 %*, estimait récemment M. Besse, PDG de Renault, *il y aurait 250 000 à 300 000 voitures de plus vendues en France par an. »* Une sacrée manne pour les constructeurs, mais une vingtaine de milliards de francs en moins pour le budget de l'Etat.

Au-delà de l'achat, insistent les constructeurs, c'est le coût d'utilisation d'un véhicule qui fait reculer le client français. Vignette, assurance et surtout taxes sur les carburants, dont les constructeurs ne cessent de dénoncer l'augmentation, quelles que soient les fluctuations, à la hausse ou à la baisse, du prix du pétrole. Avec la nouvelle augmentation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP), programmée pour le 15 avril, les taxes représenteront 72 % du prix d'un litre de super.

Comment s'étonner que les ménages, dont le pouvoir d'achat a souffert au cours des trois dernières années, aient réduit leurs achats d'automobiles ? Selon une enquête de l'INSEE, ceux-ci représentaient 3,2 % de la consommation des ménages en 1982, 3 % en 1983 et seulement 2,7 % en 1984. D'autres éléments viennent confirmer cette gestion plus serrée de leur budget automobile par les particuliers. Par exemple, la bonne tenue du marché de l'occasion (4,777 millions d'immatriculations en 1984, 4,803 millions en 1985) ou la préférence pour les petites voitures de type Renault Supercinq ou Peugeot 205. En 1984, celles-ci ont représenté 34 % du marché. Sur les neuf premiers mois de 1985, elles atteignaient 41 %.

Un autre élément d'explication réside dans la dernière enquête de conjoncture de l'INSEE auprès des ménages (janvier 1986) qui fait apparaître un mouvement de préférence pour l'épargne. Celui-ci se traduit en termes automobiles par un retrait d'environ 6 % des intentions fermes d'achat de véhicules.

Des constructeurs confiants

Paradoxalement, c'est au moment où les chiffres sont les plus mauvais que les constructeurs sont les plus confiants. Les commandes enregistrées en mars (225 000), qui se refléteront dans les immatriculations d'avril, sont en effet en nette progression. Simple frémissement ou retournement de tendance plus durable ? Les mois de mars, avril, mai et juin sont généralement meilleurs pour les ventes automobiles. Un « effet de printemps » qui pousse les automobilistes à changer leurs véhicules comme les femmes leur garde-robe. Il pourrait cette année être d'autant plus amplifié que les Français ont tardé jusqu'ici à procéder à ce renouvellement. La montée en puissance du récent modèle Peugeot, la 309, lancée en octobre dernier, tout comme la commercialisation de la Renault 21, démarrée en mars, devraient encore l'accentuer.

Enfin, dernier facteur d'espoir pour les constructeurs : la dévaluation du 6 avril dernier. Elle devrait entraîner tôt ou tard une baisse des taux d'intérêt qui profitera au crédit automobile et donc aux achats. Elle devrait aussi handicaper les constructeurs étrangers sur le marché français. Soit ils relèvent leurs *prix pour répercuter la réévaluation* de leurs monnaies par rapport au franc, et leur part du marché français (37,6 % au premier trimestre 1986, en progression de 9 % sur 1985) risque d'en pâtir. Soit – ce qui est plus vraisemblable – ils rognent d'autant sur leurs marges. Provisoirement, le marché français sera moins rentable pour eux.

Toujours est-il qu'à la mi-avril, et malgré les mauvais résultats du premier trimestre, les Français maintiennent leurs prévisions « optimistes ». En espérant que les « frémissements » de mars 1986 seront enfin les bons et ne se révéleront pas, comme en mars et octobre 1985, sans lendemains.

CLAIRE BLANDIN.

LA SEMAINE INTERNATIONALE DU COMMERCE

Franchise : de l'adolescence à la maturité

Deux salons spécialisés accompagnent du 11 au 15 avril la Semaine internationale du commerce au parc des expositions de la Porte de Versailles : le 5e Salon de la franchise et le 23e Salon Equip-Mag. C'est la deuxième année que se tient à Paris une Semaine internationale du commerce.

Créer son entreprise... Devenir commerçant en mettant toutes les chances de son côté. Nombreux sont ceux qui, nourrissant cette ambition et plutôt que de se lancer tout seul dans l'aventure, se tournent vers le commerce associé et son expression la plus récente, la franchise. L'enseigne nationale d'un franchiseur, l'équipement très étudié de la boutique, une publicité commune la plus large possible, la présélection du stock, une formation et une aide à la gestion, l'accès à un *savoir-faire* éprouvé, l'appui d'un groupe puissant en cas de difficultés, le tout moyennant un droit d'entrée et des redevances régulières... il y a de quoi séduire. Reste à trouver le franchiseur idéal, à se renseigner sur lui, à évaluer la mise de fonds indispensable et à la comparer avec les disponibilités financières, à trouver les financements complémentaires... La Fédération française de franchisage (FFF) (1) reçoit ainsi chaque mois la visite de deux à trois cents candidats à qui elle fournit un questionnaire-type de ce qu'il faut au minimum demander au franchiseur (contrat-type, bilan et compte d'exploitation des magasins « pilotes », nombre et adresse des franchisés, ventilation de l'investissement global, etc.). C'est le b.a. ba de la démarche que devront faire les visiteurs les plus motivés du 5e Salon de la franchise.

De tout

Ces candidats à l'ouverture d'un magasin franchisé, sans qu'aucune enquête chiffrée n'en donne la répartition, se recrutent pêle-mêle parmi les exploitants de magasins succursalistes ou coopératifs, les cadres licenciés qui trouvent -là, grâce à des indemnités parfois confortables, une solution à leur problème d'emploi, les femmes d'une quarantaine d'années, une fois leur progéniture élevée et envolée, les jeunes – ou moins jeunes – qui reçoivent un héritage ou que leurs parents aident à s'installer, les enfants de commerçants...

Le quatrième *Annuaire de la franchise*, qui vient de paraître (2), recense 456 franchiseurs, regroupant 22 068 franchisés. La vogue de la franchise est un phénomène récent puisque quatre sur cinq de ces enseignes ont moins de dix ans, et trois sur cinq moins de cinq ans : 279 franchises ont été créées depuis 1980. L'année 1984 a été la plus faste avec 68 créations. Le système, même s'il s'est affiné au fil du temps pour finir par se donner un nom, existait bien avant guerre, la plus ancienne datant de 1925 (Berger du Nord), suivie de près en 1930 par le Pingouin (Lainière de Roubaix) et Coryse Salomé (parfumerie).

La plupart des secteurs d'activité font l'objet de franchisage, l'industrie n'étant guère représentée que par le bâtiment et son aménagement (39 enseignes et 1 110 franchisés) et la maison individuelle (13 enseignes et 177 franchisés). Le reste est constitué par le commerce et les services (agences immobilières, assurances, location de véhicules, bureautique, spécialistes en certaines réparations automobiles, agences matrimoniales, hôtellerie, restauration...).

La laine à tricoter, avec 3839 boutiques, dont 87 % sous deux enseignes (Phildar et Pingouin), est en première ligne pour la densité de ses réseaux ; et le prêt-à-porter si l'on regroupe les articles pour hommes, femmes, enfants, suit de près avec plus de 3 000 franchisés sous 66 enseignes. On vend de tout en franchise : de l'épicerie fine, du vin, des bonbons, des meubles, du papier peint, des bijoux, des lunettes...

La franchise, ça s'exporte aussi. 130 franchiseurs français sont installés à l'étranger dans 5244 points de vente à leur enseigne. Elle s'impose aussi : 12 franchiseurs étrangers sont installés en France avec 608 franchisés, dont le principal, l'Italien Benetton, compte 450 boutiques (plus 3500 hors de l'Hexagone). Ces 12 franchiseurs représentent à l'étranger 10536 points de vente.

A cette disparité correspond une très grande variété non seulement des contrats mais aussi des conditions du franchisage. Certains franchiseurs – peu nombreux – ne demandent pas de droit d'entrée dans leur réseau, les autres, selon l'*Annuaire de la franchise*, demandent de 4500 F (Hôtel Ibis et Urbis) à 250 000 F (restaurants Courtepaille). Logiquement, ces droits d'entrée se justifient par les services rendus au départ par le franchiseur au franchisé. Mais aussi par la nécessité d'assurer le développement de la chaîne et sa promotion.

Une autre garantie est importante pour le franchisé : la certitude de ne pas voir s'installer trop près un concurrent arborant la même enseigne que lui. Cela doit à la fois assurer le chiffre d'affaires du franchisé mais aussi protéger l'image de marque de l'enseigne. Les franchiseurs définissent ainsi des populations minimales pour installer une nouvelle boutique.

Une population de 1 500 personnes est jugée indispensable par certains pour installer un magasin alimentaire de proximité, mais une boutique de prêt-à-porter masculin aura besoin d'une zone de chalandise de 50 000 personnes, et Courrèges, qui a 8 boutiques de prêt-à-porter de luxe, n'installe rien à moins d'un million d'habitants.

Cette exclusivité pose d'ailleurs problème au niveau européen où elle est considérée comme une entrave à la concurrence. D'un autre côté, le système de la franchise est regardé avec faveur par les autorités européennes et une demande d'exemption globale est déposée à Bruxelles pour toute la franchise par la FFF.

L'investissement nécessaire à l'installation est lui aussi très variable, hors achat du magasin ou du droit au bail : de 5 000 F (pour une boutique qui ne peut être que simplette) à 7,5 millions de francs pour un hôtel et à 26 millions de francs pour un hypermarché. Mais la lourdeur des investissements ne cesse de croître, les très bons emplacements *se faisant rares*, ce qui fait monter leurs prix.

Jusqu'à 70 % de l'investissement global

Dans une ville de 200 000 habitants, le droit au bail pour 100 mètres carrés bien situés atteint aujourd'hui environ 1,5 million de francs. Il faut bien sûr y ajouter droits d'entrée, frais d'installation, constitution du stock, tout cela *variable selon l'activité choisie. Il* est par ailleurs souhaitable pour la réussite de l'opération que le nouveau franchisé puisse apporter près de la moitié de la somme globale nécessaire. Le reste, il l'empruntera auprès des banques.

Le Crédit d'équipement des PME (CEPME), les Banques populaires, le Crédit lyonnais, sont depuis le début très sensibles à ces besoins. Aujourd'hui les banques (qui se sont dotées d'un organisme de caution mutuelle, Franchise-Expansion) prêtent *jusqu'à 70 % de l'investissement global*, à 10,65 % sur huit à douze ans. Encore faut-il pouvoir rembourser, et la maîtrise prolongée de l'inflation ne peut y aider.

Le taux de mortalité des entreprises, dans la franchise, est inconnu, et ses fervents affirment qu'elle est bien moindre que dans le commerce indépendant traditionnel. Il est certain que les banques prêtent plus facilement, lors d'une première installation à un franchisé (d'une chaîne déjà solide), qu'à un indépendant. Au-delà, le risque existe quand même, et, comme dans toute activité économique, le bon grain y côtoie l'ivraie. Au dire de certains banquiers, la moitié environ des franchisés et franchiseurs récents ont une chance sérieuse de s'en sortir. Comment les distinguer ?

Cohésion difficile

Le partage de la marge durant des années entre les deux partenaires suppose que l'adaptation de l'idée qui a donné naissance au réseau soit constamment assurée, et que l'ensemble conserve au fil du temps son dynamisme du début. La cohésion du réseau est parfois difficile à maintenir. Le PDG de Kis, M. Serge Crasnianski, est en train d'en faire l'expérience avec des adhérents de son réseau Minilab photo et imprimerie : plusieurs petits commerçants insatisfaits des services de leur « franchiseur » ont créé, à Nantes, une association de défense, regroupée autour de Mme Léa Langeard... A Grenoble, au siège de la société, la direction met l'accent sur la satisfaction de la grande majorité de ses clients...

Il est essentiel pour le candidat franchisé de bien choisir son franchiseur, mais il est aussi essentiel pour celui-ci de bien sélectionner ses futurs adhérents. On ne s'improvise pas commerçant ou artisan, et, si la gestion s'apprend, la fibre commerciale ne se greffe pas.

Après quatre ou cinq ans de croissance frénétique, la franchise semble aborder l'époque de la réflexion. On voit évoluer certaines chaînes vers des contrats de partenariat avec prise de participations croisées entre franchiseur et franchisé : ce n'est plus de la franchise pure, mais la cohésion du système est sans doute plus forte.

D'inventions en mutations, la franchise quitte l'adolescence pour aborder la maturité.

JOSÉE DOYÈRE.

(1) FFF, 9, boul. des Italiens, 75002 Paris. Tél. : 42-60-00-22.

(2) Edité conjointement par l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie (APCCI) et par le Centre d'étude du commerce et de la distribution (CECOD), 19, rue de Calais, 75009 Paris. Tél. : 42.81.91.33. 189 F.

AFFAIRES

NOUVELLE RÉUNION DES PRODUCTEURS DE PÉTROLE

Accord difficile mais nécessaire pour éviter une chute des prix

Après avoir suspendu leurs travaux trois semaines afin de consulter leurs gouvernements, les treize pays membres de l'OPEP devaient se retrouver, le mardi 15 avril, à Genève, pour tenter de parvenir à un accord de limitation de leur production, susceptible d'arrêter la baisse des cours du brut. *« L'objectif est d'arriver à un accord, sinon les prix du pétrole vont fortement baisser »*, a déclaré M. Subroto, ministre indonésien du pétrole. A la veille de la réunion, la plupart des observateurs restaient toutefois pessimistes, doutant qu'un accord puisse être atteint. Les cours du brut fluctuent actuellement aux environs de 13 dollars par baril, contre près de 30 dollars à la fin de l'an passé.

Les positions des différents pays ne semblent pas avoir fondamentalement changé depuis l'échec du mois de mars. Le Nigéria vient d'assurer que l'OPEP devait réduire sa production aux environs de 14 millions de barils par jour pour équilibrer le marché, soit 3 millions de barils de moins (17 %) qu'au premier trimestre et 2 millions de moins (12,5 %) que son ancien plafond. L'Algérie, qui, comme la plupart des pays membres, souhaite également une forte diminution du rythme d'extraction, vient d'appeler *« tous les pays producteurs de pétrole en développement »* à *« conjuguer leurs efforts »* afin de *« contrecarrer les actions déstabilisatrices, d'où qu'elles viennent »*.

Mais les pays appelés à consentir les plus gros sacrifices, notamment l'Arabie saoudite, ne semblent pas prêts à assouplir leurs positions.

Confiance dans les forces du marché

L'effort doit être partagé par tous les pays membres, assure le royaume saoudien, qui continue de rechercher, en maintenant la pression sur les prix, un accord plus large associant la plupart des pays producteurs, membres ou non de l'OPEP, notamment la Grande-Bretagne.

Or, en dehors de l'OPEP, la situation ne s'est guère arrangée depuis trois semaines. Les déclarations du vice-président américain, M. Bush, ont laissé penser que les Etats-Unis étaient prêts à peser de tout leur poids afin d'arrêter une chute des cours devenue gênante pour leur propre production, mais les mises au point qui ont suivi ont montré qu'il n'en n'était rien.

Le gouvernement américain ne fera pas pression sur l'Arabie saoudite pour qu'elle diminue sa production de pétrole, une telle intervention risquant d'entraîner une *« catastrophe »*, a assuré samedi le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, dans une interview publiée par le *Washington Post*. La dernière chose que souhaitait M. Bush, en soulignant récemment les dangers d'une trop forte baisse, était de faire entrer les Etats-Unis *« dans une sorte de cartel producteurs-consommateurs »*, a-t-il ajouté, précisant que le président Reagan restait opposé à toute taxe sur les importations qui protégerait l'industrie pétrolière nationale. M. Reagan, la semaine passée, avait réaffirmé sa confiance dans les forces du marché pour équilibrer le marché pétrolier, et souligné les avantages d'une baisse des prix du brut pour l'économie américaine prise dans son ensemble, tout en précisant qu'il fallait rester vigilant.

De son côté, le Mexique, principal pays exportateur non membre de l'OPEP, vient de franchir une nouvelle étape dans la guerre des prix, en annonçant qu'il avait décidé d'adapter ses tarifs afin de reconquérir la part du marché américain, qui lui a été ravie depuis l'an passé par l'Arabie saoudite.

L'URSS, absente du marché depuis le début de l'année pour des raisons techniques, serait également en train de négocier avec ses principaux clients européens des contrats, dits de *netback*, indexant les prix du brut sur les cours des produits, calqués sur ceux de l'Arabie saoudite. Le retour des Soviétiques risque d'effacer pour l'OPEP le bénéfice escompté de l'interruption pour cause de grève de la production norvégienne. Enfin le gouvernement britannique a récemment, réaffirmé une fois de plus, sa détermination à ne pas participer à un accord de réduction de la production pétrolière.

L'OPEP se retrouve donc une fois de plus placée au pied du mur. *« Sauf accord improbable, le prix du pétrole va chuter en dessous de 10 dollars par baril au cours des prochains mois »*, assure un expert pétrolier. La baisse des prix à ce niveau ramènerait les revenus des treize pays membres de l'Organisation aux environs de 30 milliards de dollars, contre 158 milliards il y a deux ans, et à peine plus qu'en 1973 (23 milliards), estime une nouvelle revue hebdomadaire publiée à Paris, *Pétrostratégies* (1). Selon ses calculs, l'OPEP ne peut espérer frôler la barre des 100 milliards de dollars de revenus qu'à partir d'un prix de 25 dollars le baril, un cours de 15 dollars ne lui laissant que 50 milliards de dollars de revenus.

V. M.

(1) 127, rue Falguière, 75015 Paris. Tél. : 43-21-21-00.

LOGEMENT

Le texte remplaçant la loi Quilliot sera déposé en mai devant le Parlement

Le projet de loi destiné à remplacer la loi Quilliot sur les rapports entre propriétaires et locataires sera déposé *« dès le mois de mai devant le Parlement »*, a indiqué au *Point* du 14 avril M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports.

La liberté des loyers demeurera totale dans les logements neufs et en cas de vacance dans les logements plus anciens, comme c'était le cas depuis le 1er janvier dernier, mais toute référence aux loyers de logements comparables sera supprimée de la loi. Au moment du renouvellement du bail, la liberté sera *« surveillée »*. Si le bailleur et le locataire se mettent d'accord sur une hausse, celle-ci sera étalée dans le temps, sans pouvoir dépasser chaque année 5 % de plus que la hausse de l'indice du coût de la construction de l'INSEE. En cas de désaccord, le bail sera renouvelé pour dix-huit mois seulement.

Les baux de trois et six ans seront conservés, mais le ministère est à la recherche d'une formule qui permette au propriétaire de reprendre son logement *« sans pour autant mettre le locataire dans une situation d'insécurité trop grande »*.

Quant aux rapports collectifs entre bailleurs et associations de locataires, la philosophie du ministre n'est pas encore arrêtée. La concertation pourrait cependant être maintenue dans le cas de propriétaires personnes morales.

ENTREPRISES

Lesieur : pertes sur les huiles

Le développement des activités produits d'entretien, comme celles de la filiale espagnole Koïpe, n'a pas permis au groupe Lesieur de résister à la pression exercée sur le marché des corps gras. L'exercice 1985 se termine avec un déficit (pour la part du groupe) de 8 millions de francs, contre un bénéfice de 56 millions en 1984, pour un chiffre d'affaires de 9,249 milliards, en baisse de 2 %. La société fait valoir le poids financier du lancement en 1984 des produits nouveaux, qui dans un contexte de « guerre des huiles » commenceraient à porter leurs fruits. Elle invoque également les charges du plan de restructuration, mises au compte de l'exercice 1985, et parie sur un redressement important des résultats en 1986. Il sera proposé un dividende de 15 F (22,5 F avec avoir fiscal) par action de la société mère Lesieur SA, qui enregistre, elle, un bénéfice de 57,3 millions de francs.

Cap Gemini Sogeti : hausse de 38 % du bénéfice net

Le numéro un européen de l'ingénierie informatique annonce pour l'exercice 1985 un bénéfice net (après impôts, participations et intérêts minoritaires) de 132,8 millions de francs, en augmentation de 38,6 % sur l'année précédente, soit un montant supérieur aux 127 millions de résultat net escomptés par le groupe en janvier dernier. Ce bénéfice représente 6 % du chiffre d'affaires de Cap Gemini Sogeti, lequel a atteint 2,20 milliards de francs, hors produits financiers.

Le groupe Pallas cède sa participation dans Dillon Read Limited

Le groupe financier international Pallas, créé en 1983 par l'ancien président de Paribas, M. Pierre Moussa, a cédé à la Société générale de Belgique la participation de 50 % qu'il détenait dans Dillon Read Ltd, filiale britannique de la banque américaine du même nom. Cette opération s'inscrit dans le cadre des décisions récemment prises par M. Moussa pour renforcer son assise financière. Ainsi, Pallas a constitué fin mars France-Développement avec le concours d'une charge d'agents de change et de nombreux investisseurs institutionnels, y compris des compagnies d'assurances (*le Monde* du 25 mars 1986). Francedev, dont les actifs sont évalués à plus de 800 millions de francs, sera gérée par Pallas Gestion, filiale du groupe. Cette société va se spécialiser sur le marché financier français, notamment dans l'optique des futures privatisations.

Métro de Singapour : second contrat pour Jeumont-Schneider

Singapour a passé avec la firme française Jeumont-Schneider un second contrat pour la fourniture de matériel de télécommunication de haute technologie pour son métro actuellement en construction. Il s'agit d'un contrat de 11,4 millions de dollars. Singapour est le premier pays à utiliser les fibres optiques pour les systèmes de télécommunication dans un métro. Ce deuxième contrat porte à 22,8 millions de dollars le montant des livraisons de Jeumont-Schneider pour le métro de Singapour. — (*AFP*.)



ÉTRANGER

SELON LA BANQUE MONDIALE

Les pays industriels doivent augmenter de 20 % leur aide à l'Afrique

Si l'Afrique *« reconnaît sa dette »* elle voudrait obtenir de la communauté internationale *« un moratoire de dix ans »* pour lui permettre de *« remettre ses économies sur les rails »*. C'est ce que vient de déclarer le secrétaire exécutif de la commission économique des Nations unies pour l'Afrique, M. Adebayo Adedeji. La dette de l'Afrique est évaluée à 170 milliards de dollars et ce continent, après la sécheresse, est en déclin, comme le rappelle un rapport de la Banque mondiale.

Après avoir subi l'une des pires famines de leur histoire, nombre de pays africains se retrouvent aujourd'hui plus pauvres qu'il y a vingt-cinq ans. Le relatif répit dont ils disposent cette année devrait les engager à poursuivre sur la voie des ajustements structurels de leurs économies souvent juste ébauchés, tout en amenant les pourvoyeurs d'aide à prendre la mesure des difficultés à résoudre sur ce continent et à améliorer leurs opérations de soutien.

Ce double constat contenu dans le dernier rapport de la Banque mondiale consacré à l'Afrique subsaharienne correspond au double souci apparu depuis quelques mois dans les enceintes internationales : favoriser le retour à la croissance dans les pays en développement, tout en donnant la priorité à l'Afrique, particulièrement démunie, pour l'attribution de crédits publics ou multilatéraux à des conditions privilégiées.

Le défi africain est malheureusement trop connu : une forte croissance démographique jointe à une mauvaise utilisation des ressources est à l'origine d'un déclin accéléré par la sécheresse – entre 1983 et 1985, vingt pays et quelque 35 millions de personnes ont été touchés, – comme par la détérioration des termes de l'échange. Renverser cette tendance est une tâche de longue haleine. Les experts comme les gouvernements impliqués en sont parfaitement conscients. Reste à savoir quels moyens mettre en œuvre pour accélérer un processus vital de renouveau économique et social.

Avant de brosser dans leurs grandes lignes les rôles impartis à chacun, les auteurs du rapport rappellent les contraintes, nombreuses, qui réduisent la marge de manœuvre des dirigeants africains. Le début des années 80 a marqué un renversement de tendance préoccupant : alors même que la baisse des revenus par tête et le dérapage des déficits publics pesaient sur l'épargne interne, tombée au taux « extraordinairement bas » de 6 % en 1984 contre 15 % dix ans plus tôt, les flux nets de capitaux extérieurs se tarissaient.

En dépit d'une multiplication des rééchelonnements d'échéances – quatorze pays ont dû y recourir en 1984-1985, – la part des recettes à l'exportation consacrée aux remboursements de la dette est passée de 18 % en moyenne en 1980 à 26 % deux ans plus tard, 38 % pour les pays les plus pauvres. Ce ne sont ni l'actuelle et sans doute éphémère flambée des cours du café ni la chute des prix du pétrole qui permettront de redresser une situation dont la gravité a encore été illustrée en 1985 par une baisse de près de 3 % du PNB par habitant.

La fin des éléphants blancs

La nécessité d'introduire de profondes réformes s'est peu à peu imposée aux esprits, frappés par la paupérisation relative de tout un continent. Nombreux sont les pays qui depuis deux ans ont dévalué leur monnaie pour retrouver des taux de change plus réalistes, revalorisé les prix à la production pour encourager les agriculteurs, commencé à réduire le nombre des fonctionnaires ou cherché à assainir un secteur public devenu sclérosant. Ces efforts n'ont pas empêché certains *« projets douteux »* d'être financés ; mais les *« éléphants blancs »*, ces réalisations coûteuses sans retombées si ce n'est politiques, se raréfient. Empêcher leur réapparition tout en offrant à l'Afrique les moyens de financer des investissements essentiels, tel est l'objectif numéro un fixé par les auteurs du rapport aux gouvernements africains comme aux pays industriels qui leur apportent une aide.

Plus facile à dire qu'à faire, murmureront les habitués du continent noir. Il faudrait en effet que l'Afrique accepte de poursuivre une lente politique de redressement impliquant des choix souvent impopulaires. Il faudrait que, pour leur part, les multiples donateurs coordonnent mieux leurs actions pour éviter les gaspillages et les intègrent dans des programmes définis par les gouvernements africains eux-mêmes. Il faudrait, enfin, que, en cette période de rigueur budgétaire généralisée, la communauté internationale se mobilise pour réunir les quelque 2,5 milliards de dollars par an qui risquent fort de manquer au continent pour assurer une croissance annuelle de 3 % à 4 % d'ici à 1990.

Une hypothèse de croissance modeste, puisqu'elle permettrait simplement d'inverser la tendance au déclin de l'Afrique subsaharienne. Elle implique, selon la Banque mondiale, des ressources extérieures de 35,2 milliards de dollars par an pour couvrir le service de la dette et assurer un volant minimal d'importations.

L'équation, approximative par définition, est simple : en estimant à 20 milliards de dollars par an les recettes à l'exportation, à 2,3 milliards l'allégement du fardeau de la dette par rééchelonnements interposés et à 9,5 milliards les flux conjugués d'aide à taux bonifié, de crédits multilatéraux et de prêts et investissements à taux de marché, il manque encore 2,5 milliards de dollars. L'effort conjugué des institutions, comme la Banque mondiale, le FMI ou les banques régionales, devrait assurer 1 milliard supplémentaire. Reste à trouver 1,5 milliard, un chiffre qui représente un accroissement de 20 % des programmes d'aide bilatérale actuellement envisagés pour les cinq années à venir.

Hypothèse de travail, cette arithmétique renvoie la balle dans le camp des donateurs, tout en soulignant qu'il serait désastreux de se cantonner dans un certain immobilisme au moment même où les Africains s'engagent dans la voie des ajustements économiques. D'aucuns soulignent également un point sur lequel le rapport est sans doute trop discret : mieux on aidera l'Afrique à résoudre ses propres difficultés, moins les Africains dépendront d'une aide d'urgence parfois vitale, mais dont les effets déstabilisateurs ont été amplement illustrés ces dernières années.

F. Cr.

Américains et Japonais se seraient mis d'accord pour une nouvelle baisse des taux d'escompte

Les Etats-Unis et le Japon abaisseraient de façon concertée leur taux d'escompte. Un accord dans ce sens aurait été conclu entre M. Paul Volcker, président de la Banque fédérale de réserve, et M. Satoshi Sumita, gouverneur de la Banque du Japon, à l'occasion d'entretiens *tenus la semaine dernière* à Washington où ils participaient aux réunions monétaires du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. C'est ce que révèlent deux agences de presse nippones, Kyodo et Jiji Press, qui citent l'une et l'autre la Banque du Japon, comme source de leur information.

Si la date à laquelle ces décisions interviendraient n'est pas précisée, l'agence Kyodo ajoute que M. Volcker aurait déclaré son intention de procéder à cette nouvelle réduction *« avant la fin du premier semestre »*.

Les banques centrales européennes participeront-elles au mouvement ? C'est très probable. M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, avait confirmé à Washington qu'après la dévaluation du franc les taux seraient en France diminués avec prudence.

A dire vrai, la perspective d'une baisse des taux d'intérêt était à l'arrière-plan des discussions qui eurent lieu dans la capitale américaine entre les ministres des finances et les gouverneurs de banques centrales des pays membres des deux institutions internationales, et notamment entre les ministres et les gouverneurs des pays industrialisés (« groupe des Dix »).

Le jeudi 6 mars dernier, la Bundesbank (Banque fédérale d'Allemagne) avait ramené le taux d'escompte de 4 % à 3,5 % et la Banque centrale des Pays-Bas de 5 % à 4,5 %, tandis que la Banque de France avait abaissé d'un quart de point son taux d'intervention (pour l'établir à 8,25 %). Le lendemain, la Banque du Japon avait pour la deuxième fois depuis le début de l'année (une première fois le 30 janvier) réduit son taux d'escompte d'un demi-point, en le fixant à 4 %. Le système de réserve fédérale des Etats-Unis en faisait autant, ramenant le sien de 7,5 % à 7 %. Une nouvelle baisse serait sans doute également d'un demi-point.

LE PÉROU REMBOURSE 30 MILLIONS DE DOLLARS AU FMI

Lima *(AFP)*. – Le Pérou remboursera, lundi, 30 millions de dollars au Fonds monétaire international (FMI), mais pas les 140 millions de dollars d'intérêts de la dette extérieure que cet organisme exige, a annoncé, dimanche à Lima, le président Alan Garcia.

Le chef de l'Etat a affirmé qu'*« il est impossible de payer cette somme en une seule foi parce que ce serait un effort trop important pour le pays »*. Comme l'a reconnu le président, le FMI avait déjà accordé un délai de soixante jours, qui expire ce lundi 14 avril, pour le versement de cet arriéré d'intérêt de 140 millions de dollars.

[Le Pérou, faisait-on remarquer dans les délégations des pays créanciers au comité intérimaire du Fonds monétaire, qui était réuni la semaine dernière à Washington, dispose en réalité des réserves de change amplement suffisantes pour faire face à ce paiement.]

● **Le Mexique solliciterait du Japon un prêt d'un milliard de dollars.** – Le Mexique va solliciter du Japon un prêt d'un milliard de dollars pour financer la construction d'oléoducs et d'une aciérie, a révélé lundi le quotidien économique japonais *Nihon Keizai Shimbun*. Citant des sources gouvernementales, le journal indique que le ministre mexicain des finances, M. Jesus Silva Herzog, va officiellement formuler cette demande lors de sa visite au Japon le 20 avril prochain. – *(AFP.)*

MARCHÉS FINANCIERS

A LA BOURSE DE COMMERCE DE PARIS

Un marché à terme du beurre de cacao le 22 avril

La Compagnie des commissionnaires agréés *(CCA) vient* d'annoncer l'ouverture prochaine d'un marché à terme du beurre de cacao, qui fonctionnera dès le 22 avril, à la Bourse de commerce de Paris. Cette opération indédite (il s'agit d'une première mondiale) répond à la volonté des commissionnaires de ne pas laisser le monopole de l'innovation à la Bourse des valeurs, en matière de produits à terme ; c'est aussi dans cette optique que le président de la CCA, M. Lucien Reynier, envisage la cotation d'indices sur les matières premières.

La récente ouverture du Marché à terme des instruments financiers (MATIF) au palais Brongniart, a,en effet, suscité de vives rancœurs chez les commissionnaires, tenus à l'écart de cette nouvelle institution.

Mais, outre son désir de n'être pas en reste face à sa voisine de la rue Vivienne, la Bourse de commerce souhaite ranimer un *marché du cacao presque moribond*, où les transactions sur les fèves portent actuellement sur moins de dix lots par jour... *« Un marché du beurre de cacao permettra aux chocolatiers de gérer leurs approvisionnements, avec des techiques similaires à celles utilisées pour les fèves. Les beurriers y retrouveront un outil précis de couverture, pour garantir un prix à leurs produits »*, explique M. des Cloizeaux, président du comité technique du marché des cacaos en fèves.

Le beurre de cacao – obtenu par pressage de la pâte de cacao – est une graisse végétale qui entre dans la fabrication du chocolat, mais aussi de nombreux produits cosmétiques (rouges à lèvres), et pharmaceutiques (suppositoires).

Si les professionnels pouvaient jusqu'ici se prémunir contre les variations du prix des fèves en intervenant sur les marchés à terme, ils ne se protégeaient pas pour autant contre les fluctuations du beurre. Son prix évolue en effet de façon indépendante du cours de la fève, en raison notamment des usages «non alimentaires», dont il est seul à bénéficier. En créant un nouvel instrument d'arbitrage, la CCA espère aussi réveiller l'intérêt des opérateurs non résidents.

C'est à leur intention qu'une faculté de conversion de francs en livres sterling a été prévue, pour les contrats de fèves et de beurre, afin de les soustraire, s'ils le souhaitent, aux risques des changes. Cependant, le moment choisi pour ce lancement paraît peu propice. La surproduction mondiale, la dépression des cours et la mise hors-jeu de l'accord international en mars dernier sont autant de freins à une relance de l'activité sur le cacao.

E. F.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Société immobilière et de construction hôtelière

Le conseil d'administration s'est réuni le 27 mars 1986, pour examiner les comptes de l'exercice 1985.

Le bénéfice net s'élève à 59 743 327,55 F (+ 7,23 %) après 30 millions de francs de dotations aux amortissements et provisions.

Ce bénéfice permettra de proposer à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 29 mai 1986, un dividende de 24 F par action, en progression de 6,7 % par rapport à celui de l'exercice précédent.

Ces résultats satisfaisants ont été obtenus malgré une sensible accélération des amortissements pratiqués et l'accroissement récent du patrimoine locatif de SICOTEL dont la rentabilité augmentera progressivement.

La production de l'année s'est élevée à 84,9 millions de francs, répartie entre des opérations de crédit-bail effectuées en faveur du secteur de l'hôtellerie (48,3 millions de francs) et des opérations d'investissements destinées à la location simple (36,6 millions de francs).

Le cours du titre a connu une bonne progression (+ 18,3 %), sensiblement égale à celle de l'année précédente. La politique de consolidation du patrimoine locatif poursuivie ces dernières années afin de maintenir une bonne indexation des fonds propres, alliée à la qualité des locataires et une croissance des dividendes toujours supérieure à l'inflation doivent permettre au titre de conserver son attrait pour les épargnants.

SUPRA

Le chiffre d'affaires HT du 3e trimestre de l'exercice (1/7/1985 au 30/6/1986) et le chiffre d'affaires HT cumulé des 3 premiers trimestres de l'exercice ont évolué comme suit :

	En MF	Variation-exercice précédent
3e trimestre		
France	77,3	+ 48,1 %
Export	10,8	+ 131,9 %
Total	88,1	+ 55,0 %
Cumul 9 mois		
France	264,6	+ 52,4 %
Export	32,1	+ 55,6 %
Total	296,7	+ 52,8 %

Les estimations communiquées lors de l'introduction de SUPRA au Second Marché sont à revoir en hausse.

Le chiffre d'affaire annuel HT devrait dépasser 360 MF.

COMPAGNIE D'INVESTISSEMENTS ASTORG

Le Conseil d'administration de la Compagnie d'investissements Astorg, réuni le 24 mars 1986 sous la présidence de M. Gérard Worms, a arrêté les comptes de l'exercice 1985 qui seront soumis le 23 juin prochain à l'Assemblée générale des actionnaires.

Le bénéfice net s'élève à 29 MF ; il n'est pas comparable à celui de 65,7 MF en 1984, dû pour l'essentiel à la plus-value de cession des titres Lorilleux Lefranc international. Le résultat courant avant impôt est en progression à 35,6 MF contre 17,6 MF.

L'exercice a été marqué, s'agissant des structures, par l'absorption en juin 1985 de la CODIF et de SDI par PCSE, devenue à cette occasion la Compagnie d'investissements Astorg, et, en ce qui concerne les opérations, par une série de prises de participation dont notamment l'entrée au capital de SUPRA, leader français du poêle à bois et de la cheminée à foyer fermé, introduit avec succès au second marché de la Bourse de Paris en février 1986.

Le Conseil proposera à l'Assemblée générale des actionnaires la distribution d'un dividende global de 16,4 MF, soit 7 francs par action, ce qui, avec l'avoir fiscal, procurera un revenu de 10,50 francs par action de 50 francs.

ISOROY

Par jugement en date du 1er avril 1986, le tribunal de commerce de Caen a prononcé un jugement de redressement judiciaire à l'égard d'Isoroy, dont le siège social est situé 108, route d'Orbec, 14100 Lisieux, et de certaines filiales dont *les noms sont les suivants :*

Société industrielle
Marcel Miguet
quai du bassin Carnot
14600 Honfleur

Société forestière des Cévennes
81290 Labruguière

Le Hêtre français
zone industrielle, 70200 Lure

Scierie de Brouvelieures
Brouvelieures, 88600 Bruyères

La Bruyère des Vosges
Chevrefosse, Les Rouges Eaux,
88600 Bruyères

ces filiales étant étroitement liées à Isoroy de par leur activité et leur gestion financière.

Cette décision comporte la poursuite de l'exploitation des sociétés sus-visées.

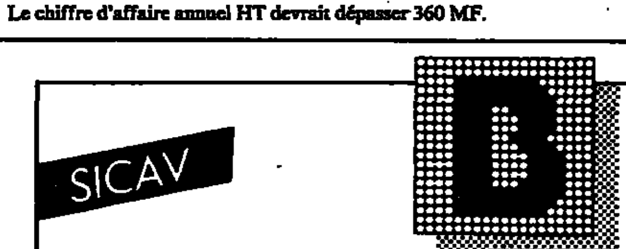
Par cette même décision, le tribunal de commerce de Caen a désigné en qualité d'administrateurs chargés d'assister la direction :
Me Laureau Jean-Louis, 38, rue d'Angiviller, 78000 Versailles.
Me Piollet Gérard, 5, rue Roger-Bastion, 14000 Caen.
Me Schmitt Dominique, 44, rue Carnot, 78000 Versailles.

D'autre part, les comptes provisoires d'Isoroy pour l'exercice 1985, établis avant audit des commissaires aux comptes et avant incidence d'éventuelles provisions sur les filiales et participations, font état d'un résultat courant déficitaire de 173 MF.

Compte tenu d'un résultat exceptionnel bénéficiaire de 274 MF, qui comporte essentiellement des abandons de créances assortis d'une clause de retour à meilleure fortune entérinés par l'accord financier intervenu le 29 juillet 1985, le résultat comptable de l'exercice 1985 ressort en bénéfice de près de 101 MF.

Ces comptes ont été établis dans la perspective de la continuité de l'exploitation de la société.





NATIO - EPARGNE
Société d'Investissement à Capital Variable

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, réunie le 7 avril 1986 sous la présidence de Monsieur Pierre Simon, Président du Conseil d'Administration, a approuvé les comptes de l'exercice 1985 qui dégagent un résultat distribuable de F 434.627.908,42. Elle a décidé la distribution d'un dividende par action de F 1.191,71, auquel s'ajoute un crédit d'impôt de F 79,65, soit un revenu global par action de F 1.271,36. Ce dividende représenté par le coupon no 4 se décompose ainsi :
– produits des obligations françaises non indexées, ouvrant droit à l'exonération "Obligations" de F 5.000 et à l'option pour le prélèvement forfaitaire de 25 % majoré de 1 % au titre de la contribution complémentaire pour un montant de F 840,22 assorti d'un crédit d'impôt de F 79,65,
– autres produits n'ouvrant pas droit aux exonérations fiscales précédentes pour un montant de F 339,12,
– dividendes d'actions pouvant bénéficier de l'abattement de F 3.000 pour un montant de F 1,69,
– produits des lots et primes de remboursement pour un montant de F 10,68 ; ces revenus sont exonérés de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et donnent droit, pour les personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés, à un crédit d'impôt de F 1,30.

Par ailleurs, l'Assemblée Générale a ratifié la nomination de M. Bernard Gaucher-Piola coopté par le Conseil d'Administration en remplacement de M. Phillipe Tardy-Joubert, démissionnaire. Le Conseil d'Administration, réuni à l'issue de l'Assemblée Générale, a fixé la date de mise en paiement du dividende au 10 avril 1986.

Il est rappelé que les actionnaires pourront réinvestir le montant de leurs dividendes en actions de la Société en exonération totale du droit d'entrée.

Enfin, l'Assemblée Générale a mis les statuts en harmonie avec diverses dispositions législatives et réglementaires récentes.

BNP. la banque est notre métier

INANCIERS

SE DE COMMERCE DE PARIS

marché à terme

de cacao le 22 avril

E.F.

Le Monde
CITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-81-82, poste 4330

DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE D'INVESTISSEMENT ASTORG

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 3 avril
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	382 300
dont :	
Or	210 163
Disponibilités à vue à l'étranger	93 382
ECU	61 363
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 380
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	33 038
dont :	
Concours au Trésor public	25 640
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	161 503
dont :	
Effets escomptés	80 707
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	62 165
5) DIVERS	11 512
Total	650 519

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	206 589
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	11 303
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	7 824
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	108 641
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	47 780
5) ECU A LIVRER AU FECOM	59 987
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	242 868
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	3 129
8) DIVERS	9 174
Total	650 519

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 31 décembre 1985

	4 avril	11 avril
Valeurs franç. à revenu variable	138,9	138,7
Valeurs industrielles	135,5	133,5
Valeurs étrangères	114,6	111
Pétroles-Énergie	113,3	123,2
Chimie	128,4	124,8
Métallurgie, mécanique	148,9	147,1
Electricité, électronique	136,1	128,1
Bâtiment et matériaux	144,2	147,8
Ind. de consommation non alimentaire	135,5	133,8
Agro-alimentaire	139,1	132,3
Distribution	128,4	127,4
Transports, loisirs, services	142,7	139,6
Assurances	158,1	169,4
Crédit banque	172,8	172,4
Sicomi	116,7	121,7
Immobilier et foncier	131,5	136,4
Investissement et portefeuille	165,2	164,1
Base 100 : 31 décembre 1985		
Valeurs françaises à revenu fixe	109,1	110,7
Emprunts d'Etat	108,4	108,9
Emprunts garantis et assimilés	109,8	112
Sociétés	108,1	108
Base 100 en 1949		
Valeurs françaises à revenu variable	3 148,8	3 164,2
Valeurs étrangères	3 693,2	3 567,5
Base 100 en 1972		
Valeurs françaises à revenu variable	483,9	486,5
Valeurs étrangères	499,2	482,8
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	125,4	127,3
Emprunt d'Etat	123,9	124,3
Emprunts garantis et assimilés	126,3	128,9
Sociétés	123,2	125,4
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	372,1	370,1
Produits de base	214,8	224,3
Construction	317,6	321,3
Biens d'équipement	342,3	343,7
Biens de consom. durables	474,9	448,2
Biens de consom. non durables	424,3	418,7
Biens de consom. alimentaires	385,6	367,6
Services	330,4	325,3
Sociétés financières	630,4	632,9
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	322,1	328,1
Valeurs industrielles	329,9	327,9
BOURSES RÉGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	277,8	277,5

AUTOUR DE LA CORBEILLE

RADAR : ÉCHEC DE L'OFFRE DE BIDERMANN. – La Chambre syndicale des agents de change fait savoir que le 1er avril dernier, date limite fixée pour les actions Radar présentées en réponse à l'OPA lancée par M. Maurice Zylberberg-Bidermann sur ce groupe de distribution, elle avait reçu 29 561 actions. Dans ces conditions, la BSFB et la banque Stern, agissant pour le compte de M. Bidermann, ont décidé de ne pas donner suite à leur opération. De leur côté, la Société générale et la BAII, agissant pour le compte de la société Primistères, laquelle avait présenté une première OPA concurrente de celle de M. Bidermann, se sont engagées à se porter acquéreur en Bourse, au prix unitaire de 210 F, du 14 avril au 5 mai prochain, de toute quantité d'actions Radar présentée à la vente.

LA BDF ABAISSERA LE TAUX DES BONS DU TRÉSOR A L'ÉMISSION. – La Banque de France abaissera le taux domestique des bons du Trésor de 9 % à 8 % lors de la prochaine adjudication qui aura lieu le 15 avril.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

	10 avril
Valeurs françaises	139,3
Valeurs étrangères	110,4

Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 31 déc. 1981)

	10 avril	11 avril
Indice général	378,5	378,1

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 14 avril .... 8 3/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	11 avril	14 avril
1 dollar (en yens)	178,15	178,23

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	35 20	1 586
5 %	53 50	0 959
3 % amort. 45-54	....	2 088
Emp. 7 % 1973	7780	..
Emp. 8,80 % 77	121 90	7 812
9,80 % 78/93	107 35	7 357
8,80 % 78/86	100 85	2 917
10,80 % 79/94	110	6 510
13,25 % 80/90	112 40	11 382
13,80 % 80/87	109 30	8 730
13,80 % 81/89	115	3 289
16,75 % 81/87	112 40	9 821
16,20 % 82/90	126 90	3 950
16 % juin 82	128 65	13 458
E.D.F. 7,8 % 61	153 70	3 270
E.D.F. 14,5 % 80-92	116 50	11 370
Ch. France 3 %	152	..
CNB Bques janv. 82	105 05	2 984
CNB Paribas	109 20	2 984
CNB Suez	108	2 984
CNI janv. 82	105 30	2 984
CRH 10,90 % déc. 85	120 30	2 768

BOURSE DE PARIS — Comptant — 11 AVRIL

Actions au comptant

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	289	319 50 d	M.R.	98	98
A.G.F. (St Cent.)	7370	7490	Métal Déployé	440	442
André Roudière	221	219	Mors	188	195
Applic. Hydraul.	865	848	Nord Wonder	180	180
Arbel	115 80	120 50 d	Navig. (Nat. de)	170	164
Astorg	279	279	Nicolas	676	676
Avenir Publicité	1250	1260	OPB Paribas	500	515
Bain C. Monaco	611	606	Optorg	200	204
Banque Hypoth. Eur.	411	428	Origny-Desvroise	277 80	276
B.G.I.	368	365	Palais Nouveauté	701	....
Blanzy-Ouest	525	....	Paribas-CP	1020	1005
B.N.P. Intercontin.	303	315 10 d	Paris France	328	340
Bénédictine	4200	....	Paris-Orléans	244 40	251 80 d
Bon-Marché	491 30	488 90	Part. Fin. Gest. Im.	1650	1705
Calf	907	943	Pathé-Cinéma	242	242
Cambodge	332 80	....	Pechiney (cert. inv.)	272	276
C.A.M.E.	251	241	Files Wonder	1105	1115
Campenon Bern.	236	240	Piper-Heidsieck	740	....
Carbone-Lorraine	628	653	P.L.M.	250	282
C.E.G.Frig.	550	....	Porcher	374 40	376
Centen. Blanzy	2000	2142 d	Providence S.A.	2680	2623
Centrest (Ny)	200	205	Publicis	1700	1730
Cerabati	102 40	96 o	Raff. Souf. R.	220 80	230
Chambourcy (M.)	1180	1086 o	Rhône-Poul. (c. inv.)	532	565 d
Champex (Ny)	178 80	185 70 d	Ricqlès-Zan	143 10	....
C.I.C. (Financ. de)	318 50	310	Rochefortaise S.A.	221 70	202 70 o
C.I. Maritime	420 50	408	Rochette-Cenpa	66 60	71 40
Chaux (8)	248	212	Rosario (Fin.)	210	214
			Rougier et Fils	77	75 10
			Sanar	200 20	221
			Sacilor	25 40	25 90
			SAFAA	284 80	....

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ♦ : prix précédent.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –	Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1543	4,5 % 1973	1535	1481 10	1490	– 2 93	230	Elf-Aquitaine	253	267 50	268 80	+ 6 24
....	C.N.E. 3%	4080	4055	4058	– 0 51	220	– (certific.)	249	263	263	+ 5 62
1092	B.N.P.	1185	1182	1198	+ 1 09	1780	Epeda-B-Faure	1890	1850	1850	– 2 11
1110	C.C.F.	1360	1386	1386	+ 2 57	2450	Essilor	2600	2470	2480	– 4 61

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 11/4	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	7 427	7 332	7 100	7 700
ECU	6 865	6 858	....	....
Allemagne (100 DM)	318 380	318 420	308 500	325 500
Belgique (100 F)	15 693	15 685	15 050	15 900
Pays-Bas (100 fl.)	282 740	282 640	272	292
Danemark (100 krd)	86 500	86 600	82	90
Norvège (100 k)	101 780	101 400	98 500	104
Grande-Bretagne (£ 1)	10 865	10 841	10 550	11 200
Grèce (100 drachmes)	5 115	5 101	4 750	5 600
Italie (1 000 lires)	4 649	4 647	4 400	4 900
Suisse (100 fr.)	380 720	380 250	367	387
Suède (100 krs)	100 800	100 400	98	104 500
Autriche (100 sch)	45 370	45 440	44 500	46 450
Espagne (100 pes.)	5 043	5 034	4 850	5 400
Portugal (100 esc.)	4 860	4 840	4 400	5 300
Canada ($ can 1)	5 360	5 297	5 200	5 650
Japon (100 yens)	4 133	4 116	3 860	4 150

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 11/4
Or fin (kilo en barre)	80600	80200
Or fin (en lingot)	80400	80600
Pièce française (20 fr)	538	526
Pièce française (10 fr)	448	.....
Pièce suisse (20 fr)	536	517
Pièce latine (20 fr)	481	480
Souverain	624	622
Pièce de 20 dollars	3340	3250
Pièce de 10 dollars	1690	1610
Pièce de 5 dollars	1040	.....
Pièce de 50 pesos	3065	3020
Pièce de 10 florins	509	509
Or Londres	339 15	340 25
Or Zurich	338	341
Or Hongkong	338 60	340 40
Argent Londres	5 33	5 41

SECOND MARCHÉ

Hors-cote

SICAV 11/4

Étrangères

Le Monde

Le Congrès juif mondial publie de nouveaux documents accusateurs sur le passé de M. Waldheim

Le Congrès juif mondial a publié, lundi 15 avril, un nouveau document mettant en cause les activités de M. Kurt Waldheim pendant la seconde guerre mondiale. Il s'agit d'un rapport secret, signé par l'intéressé, qui avait été utilisé par les procureurs américains au procès de Nuremberg comme preuve des crimes nazis pendant la seconde guerre mondiale.

Ce rapport, daté du 11 avril 1944, fait partie du document NOKW-935 de Nuremberg, aujourd'hui conservé dans les archives nationales américaines. Il provient du quartier général du haut commandement du corps d'armée E, dont faisait partie M. Waldheim avec le grade de lieutenant. Le texte indique que *« plusieurs communistes ont été abattus au cours d'un raid à Athènes »* et fait état d'« activités de bandes » au sud d'Heraklion, en Crète.

C'est à la suite de la lecture de ce rapport et d'autres pièces provenant de la même unité militaire que neuf officiers (sur douze accusés) avaient été condamnés et emprisonnés. Le Congrès juif mondial estime que ce document constitue une *« confirmation extraordinaire de ses conclusions déposées le mois dernier, et de celle de la commission des crimes de guerre yougoslaves qui avait déclaté en 1947 M. Waldheim « criminel de guerre nazi en fuite »*.

Un autre document du corps d'armée E, daté du 14 août 1944 — mais qui n'est, celui-ci, pas signé par le lieutenant Waldheim — fait état d'une *« opération de nettoyage »* lancée deux jours après que ce dernier eut identifié la région sud d'Heraklion comme zone d'activité de partisans. Au cours de cette opération, indique le document, *« vingt otages ont été exécutés »* et deux villages détruits.

Enfin, le CJM rappelle que *« M. Waldheim était en charge au sein de son unité des « Sonderaufgaben ».* [tâches spéciales], *euphémisme nazi du type de ceux concernant les mesures secrètes de terreur massive, d'enlèvement et d'exécution »*.

« Informé »

L'ancien secrétaire général de l'ONU, de son côté, s'est une fois de plus vigoureusement défendu, dans des entretiens accordés en fin de semaine à divers médias ouest-allemands et américains. *« Je n'étais pas nazi (...). j'étais un soldat honnête qui a dû accomplir son devoir de soldat dans l'armée allemande, comme des centaines de milliers d'autres »*, déclare-t-il au *Spiegel.*

Interrogé par *Die Welt en Sonntag* sur sa connaissance de la déportation des juifs de Salonique, M. Waldheim a répondu : *« J'ai, certes, été stationné au quartier général du corps d'armée E, à Arskali, à environ 6 kilomètres de Salonique. Je me trouvais dans une région montagneuse complètement isolée. Je rassemblais uniquement les messages radio sur les mouvements de troupes, et ne disposais d'aucun pouvoir de commandement. »*

Cette version des faits est contestée par un professeur d'histoire gréco-allemand, M. Hagen Fleischer, qui enseigne l'histoire contemporaine à l'université de l'île de Crète. Dans un article publié dans l'hebdomadaire athénien *To Vima,* M. Fleischer écrit que M. Waldheim a été magistrat instructeur dans les Balkans avant d'occuper les fonctions d'adjoint dans les services de contre-espionnage militaire. *« Le jeune sous-lieutenant Waldheim n'avait pas compétence pour commettre ou ordonner des crimes, mais il était parfaitement informé »*, ajoute-t-il.

M. Waldheim doit communiquer lundi au président autrichien Rudolf Kirchschläger son commentaire sur le dossier de l'ONU. Ce commentaire ne sera pas rendu public.

Les nouveaux documents présentés par le Coongrès juif mondial soulèvent une nouvelle question qui n'a cessé d'être évoquée à mi-mots depuis que s'est déclenchée l'affaire Waldheim les grandes puissances étaient-elles informées du passé de ce dernier lors de son élection au secrétariat général de l'ONU ? Plusieurs éléments troublants viendraient à l'appui de cette thèse. Tout d'abord, on fait remarquer à Vienne que l'ascension de M. Waldheim dans la diplomatie autrichienne s'est faite alors que M. Karl Gruber était ministre des affaires étrangères. Or, M. Gruber passait pour être l'homme des Américains à Vienne. L'un de ses plus proches collaborateurs n'était autre que l'époux de la fille d'Allen Dulles, alors directeur de la CIA. D'autre part, on estime que le dossier établi par les Yougoslaves contre M. Waldheim n'avait pu échapper à la connaissance de l'Union soviétique, puisqu'il avait été établi en 1947, avant la rupture entre Staline et Tito. Une explication, peut-être, du silence persistant de la presse des pays de l'Est sur l'affaire... Seul, le quotidien du PC slovaque, *Pravda,* évoque dans son édition du 14 avril les « forces néonazies » à l'œuvre dans la campagne électorale autrichienne, mais en faisant référence à la candidature de M. Otto Scrinzi, ancien officier SS, et porte-parole de l'extrême droite nationaliste.

L.R.

NOMMÉ VICE-PREMIER MINISTRE

M. Qiao Shi aura la haute main sur les affaires de sécurité chinoises

De notre correspondant

Pékin. — La session de l'Assemblée nationale populaire, qui s'est achevée samedi 12 avril, a notamment été marquée par la nomination de M. Qiao Shi au poste de vice-premier ministre. Déjà membre du bureau politique et du secrétariat du comité central du PCC, M. Qiao Shi avait pris la tête en janvier de l'organe chargé de coordonner la lutte contre la corruption et le népotisme au sein de la quarantaine de millions de communistes chinois. Il avait auparavant été chargé des relations internationales, du bureau général et de l'organisation du parti.

Le but de sa promotion est officiellement de *« donner une meilleure orientation au travail politique et légal dans le pays »*. En clair, M. Qiao, qui est un expert des problèmes de sécurité depuis des années, devrait chapeauter les ministères de la sécurité publique et de la sécurité d'Etat.

Plusieurs des votes de l'Assemblée n'ont pas été acquis à l'unanimité, et certains des projets du gouvernement ont été critiqués par un ou plusieurs orateurs. C'est peut-être ce goût du débat qui est à l'origine des importantes modifications apportées par les députés au rapport du premier ministre, M. Zhao Ziyang, sur le septième plan. Mais ces rajouts confirment surtout que, pour obtenir l'appui des conservateurs, l'équipe de M. Deng a dû accepter des compromis.

Nouveau ministre de la culture

La dernière mouture du rapport de M. Zhao comporte un long paragraphe sur la nécessité de renforcer l'agriculture et en particulier la production de céréales, prenant ainsi en compte la mise en garde formulée l'an dernier par M. Chen Yun, membre du bureau politique et chef de file des conservateurs. Il faut aussi augmenter l'aide aux régions pauvres et taxer plus lourdement ceux qui s'enrichissent trop pour éviter une trop grande disparité de revenus. L'inquiétude devant les risques de *« polarisation »* — terme utilisé à la place de tensions sociales — causés par l'enrichissement des éléments les plus dynamiques s'est donc renforcée.

Cette dernière mouture prévoit aussi le renforcement du travail *« idéologique, culturel et théorique »* afin de fournir des produits intellectuels *« de meilleure qualité et en plus grande quantité »* (sic). La question des intellectuels continue d'être délicate : l'équilibre entre le libéralisme créateur mais trop imprévisible, et le dirigisme, sclérosant, n'a toujours pas été trouvé. En témoigne la confusion qui semble marquer le remplacement à la tête du ministère de la culture de M. Zhu Muzhi, conservateur atteint par la limite d'âge, par l'écrivain Wang Meng. Cette nomination, qui est pourtant du ressort de l'ANP, n'a pas été rendue publique à la clôture de la session. Ce lundi, un porte-parole du ministère a confirmé la nouvelle, un autre s'est refusé à confirmer ou à démentir...

La promotion de M. Wang (cinquante-deux ans), un des écrivain les plus connus actuellement, récemment entré au comité central, vice-président mais véritable patron de l'Union des écrivains, représente un pas en avant vers un libéralisme... sous contrôle et prudent. M. Wang avait été, en janvier 1985, à la tête des écrivains préconisant la « liberté de création ». En octobre, M. Wang avait été le porte-parole de ceux qui insistaient pour que *la création littéraire reflète le programme de modernisation du pays,* c'est-à-dire pour que les écrivains mettent la liberté de création au service du parti.

Sur le plan économique, des objectifs plus raisonnables ont été fixés. Le taux de croissance sera modéré : 7,5 % par an pour l'industrie (au lieu de 18% l'an dernier et de 12% de moyenne pour 1981-1985) et 4% pour l'agriculture (au lieu de 8%). En revanche, la hausse du niveau de vie sera ralentie à 5% par an. Le gouvernement a promis que la hausse des prix, qui dépasse 10% l'an, serait ralentie.

PATRICE DE BEER.

Bourse du matin EN HAUSSE

Après le léger repli (— 0,3 %), observé le vendredi précédent, le marché parisien s'est repris le 14 avril, les valeurs françaises gagnant plus de 1,1 % à la séance du matin. En tête des principales hausses figure Michelin (+ 5 %), laquelle reprend la distribution du dividende après avoir gagné 1 milliard de francs en 1985 (*le Monde* daté 13-14 avril). Bonne tenue (+ 2 % à 3 %) de Chargeurs, Thomson-CSF, Dumez, ELF-Aquitaine et Cie Bancaire. A l'inverse, seul mérite d'être signalé l'effritement (— 1,3 %) de Louis Vuitton.

A LA BOURSE DE PARIS

Valeurs françaises négociées dans la matinée du 14 AVRIL

Indicateur de séance (%) : + 1 18

VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	436	434	432
Agence Havas	1901	....	....
Air Liquide (L')	755	763	780
Alsthom	490	489	490
Bancaire (Cie)	1174	1180	1200
Bongrain	1870	1880	1890
Bouygues	1099	1099	1110
B.S.N.	3820	3800	3820
Carrefour	3448	3448	3448
Chargeurs S.A.	1201	1215	1240
Club Méditerranée	580	580	578
Dumez	1207	1230	1240
ELF-Aquitaine	268 80	271 50	275
Essilor	2480	2470	2455
Lafarge-Coppée	1425	1455	1450
L. Vuitton S.A.	1221	1210	1206
Michelin	2899	3060	3150
Midi (Cie)	6040	6100	6090
Moët-Hennessy	2440	2479	2485
Navig. Mixtes	935	940	945
Oréal (L')	3649	3660	3655
Pernod-Ricard	1045	1065	1060
Peugeot S.A.	1015	1050	1025
Sanofi	734	740	740
Source Perrier	693	693	695
Télémécanique	3430	3430	3430
Thomson-C.S.F.	1125	1140	1180
Total-C.F.P.	357 50	357	359 50
T.R.T.	2490	2490	2530
Valéo	560	....	....

● *Attentat en Cisjordanie.* — Trois Israéliens ont été blessés, dont un grièvement, lorsque des inconnus ont ouvert le feu dans la soirée du samedi 12 avril contre un autobus, près du village cirjordanien de Deir Abou Mshal, à 30 kilomètres à l'est de Tel-Aviv. — *(AP.)*

Au Québec

EUTHANASIE PASSIVE POUR UNE ENFANT DE TROIS ANS

Catherine Jacquet avait un an et demi en juin 1984, quand elle fut atteinte d'un cancer de la région pelvienne. Mise immédiatement sous chimiothérapie, elle a de plus en plus de mal à tolérer son traitement.

A la fin de l'année dernière, sa mère s'oppose à ce que Catherine reçoive pendant douze semaines une nouvelle cure qui, dit-elle, n'aurait fait qu'accroître les souffrances de l'enfant sans pour antant lui donner des chances supplémentaires de survie.

En janvier dernier, le tribunal avait autorisé les médecins de Montréal à poursuivre le traitement contre l'avis des parents. Mais la cour d'appel de Québec vient d'en décider autrement. Elle a cassé le précédent jugement *« afin de permettre à la petite Catherine de passer les jours qui lui restent à vivre dans une sérénité relative et, le cas échéant, de mourir dans la dignité ».*

● *RFA : première grève dans la marine marchande depuis quatre-vingt-dix ans.* — Le syndicat ouest-allemand des transports et des services publics OeTV (dix mille membres) a déclenché, samedi 12 avril, la première grève dans la marine marchande allemande depuis quatre-vingt-dix ans, afin d'obtenir une réduction du temps de travail annuel. Conformément à la tradition des syndicats ouest-allemands, OeTV entend procéder par étapes. C'est pourquoi les marins de deux navires seulement ont cessé le travail samedi. Dimanche, les marins de trois ravitailleurs de plates-formes pétrolières au large de l'Ecosse se sont également mis en grève. OeTV a annoncé que le conflit allait s'étendre ce lundi.

OeTV demande aux armateurs d'accorder par étapes trente jours de congé supplémentaires aux marins. — *(AFP.)*

Une invasion de criquets menace l'Afrique de l'Ouest de famine

Une invasion de criquets (et non pas de sauterelles comme on le dit trop souvent) se produira très probablement dans l'ouest du Sahel au début de la saison des pluies en mai prochain. Le directeur de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), M. Edouard Saouma, qui a fait cette déclaration le 10 avril à Rome, a ainsi confirmé les sombres pronostics faits à la fin du mois de février par divers spécialistes (*le Monde* du 28 février). Il a donc lancé un appel international pour promouvoir de toute urgence une campagne anti-acridienne (les criquets font partie de la famille des acridiens).

Le coût de cette campagne est estimé à 4 millions de dollars (plus *de 30 millions de francs*). Celle-ci devrait commencer en mai, et se poursuivre jusqu'en septembre. Elle consisterait dans le traitement, au sol et par avion, de plus de 500 kilomètres carrés où toutes les conditions sont réunies pour qu'une espèce particulière de criquets, les sauteriaux *(oedaleus senegalensis)*, se mette à pulluler dès la venue des pluies. Cette espèce se reproduit trois fois dans l'année, et se multiplie à chaque fois d'un facteur 10. Sont menacés : l'ouest du Mali, la Guinée-Bissau, le Burkina-Faso, le Tchad, la Gambie, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et peut-être aussi les îles du Cap-Vert.

Le Sahel avait subi, pour cause de sécheresse prolongée, une terrible famine. Il risque d'en connaître une autre pour cause de pluies.

● *Onze morts en République sud-africaine.* — Cinq Noirs ont été tués par la police dans la nuit du dimanche 13 au lundi 14 avril, à la suite d'affrontements qui se sont déroulés dans une douzaine de cités noires, et six cadavres calcinés ont été découverts dans des cabanes incendiées à Moiplass, près de East London, dans la province du Cap. — *(AFP, Reuter.)*

M. Maire blâme le CNPF et donne un bon point à M. Séguin

Invité le 13 avril du « Club de la presse d'Europe 1 », M. Edmond Maire a lancé un avertissement au CNPF à propos du refus du patronat d'ouvrir des négociations dans les branches dans le cadre de la loi Delebarre sur l'aménagement du temps de travail : *« Ou vous restez bloqués par un esprit politique de revanche, vous mobilisez contre les syndicats et les salariés, ce qui veut dire mauvais climat social dans l'entreprise et diminution de la productivité. Ou on négocie pour adapter au mieux les intérêts des salariés et de l'entreprise. »*

Mais le secrétaire général de la CFDT est prêt à aller *« au-delà »* de la loi Delebarre, proposant au patronat des *« ouvertures plus grandes »* et *« plus de souplesse »* sur l'aménagement du temps de travail.

M. Maire pense donc qu'il y a *« des modifications supplémentaires »* à apporter par rapport à la loi Delebarre mais il entend que les accords d'entreprise aient un *« cadre maîtrisé »* au niveau de la branche et ne conduisent pas à des *« dérégulations sauvages, entreprise par entreprise qui peu à peu mettront en cause l'ensemble du code du travail »*.

A propos de l'emploi des jeunes, M. Maire a estimé que les propositions de la CFDT ont été *« plus qu'écoutées »* par M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi. *« Le courant a passé, et tant mieux »*, a-t-il noté, en soulignant à propos de mesures visant à exonérer de charges sociales des entreprises faisant de la formation en alternance pour les jeunes, *« la piste est excellente »*. Mais il a souhaité que les mesures envisagées n'aboutissent pas à un *« allongement des stages d'insertion »* qui ressembleraient alors à des TUC dans le secteur privé. M. Maire a dénoncé le *« coup de frein déséquilibré »* que constitue le gel des salaires dans la fonction publique, faisant état de ses craintes devant une *« rigueur non seulement maintenue mais qui risque d'être accrue »*.

Le numéro du « Monde » daté 14 avril 1986 a été tiré à 454 993 exemplaires

En Inde

PLUS DE 50 MORTS LORS D'UNE FÊTE RELIGIEUSE

New-Delhi *(Reuter)*. — Cinquante personnes au moins ont trouvé la mort à Hardwar (nord-ouest de l'Inde), où des millions de pèlerins se pressaient, le lundi 14 avril, vers le Gange à l'occasion de la fête religieuse du Khum Mela, a rapporté l'agence Press Trust of India (PTI). Des dizaines d'autres personnes ont été blessées au cours d'une ruée générale vers le fleuve. La fête marque pour les hindous l'absolution de tous les péchés. De source autorisée, on déclare attendre jusqu'à quatre millions de personnes ce lundi à Hardwar, ville sainte des hindous située au pied de l'Himalaya.

Sur CFM

à Paris (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à Nantes-Saint-Nazaire (94,8 MHz)
à Limoges (102,1 MHz)
à Toulouse (88,6 MHz)
à Caen (103,2 MHz)
à Brive (90,9 MHz)
à Saint-Etienne (96,6 MHz)
à Montpellier (88,8 MHz)
à Strasbourg (100,9 MHz)
à Douai (97,1 MHz)
à Valenciennes (97,1 MHz)
à Lens (97,1 MHz)

LUNDI 14 AVRIL

Allô « le Monde »
47-20-52-97
de 19 h à 19 h 30

L'AGRICULTURE DE M. GUILLAUME
avec JACQUES GRALL
Une émission présentée par FRANÇOIS KOCH

Chaque mardi et chaque vendredi, à 8 h 27, la chronique placement de CFM, réalisée avec le Crédit lyonnais.

A B C D E F G